Liste des servitudes d'utilité publique (SUP)

PRÉFET
DU BAS-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires

Date **29/10/2024**

Territoire : **Communauté de Communes du pays de Sainte-Odile**

	Catég. SUP	Nom SUP	Description	Gestionnaire	Actes	Date Décision	communes concernées	Le cas échéant **Abrogé le :**
1	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Puits 26 rue de l'école / Inscrit / 26 rue de l 'école puits (devant le n°155) / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	21/04/1934	BERNARDSWILLER	
2	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Maison 197 rue de Sainte-Odile / Partiellement Inscrit / 197 rue Sainte-Odile / Oriel sur la façade principale / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	21/04/1934	BERNARDSWILLER	
3	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Puits 29 rue des soeurs / Inscrit / 29 rue des soeurs / Puits / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	21/04/1934	BERNARDSWILLER	
4	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Eglise catholique Notre-Dame / Partiellement Inscrit / place de l'église / Tabernacle mural encastré dans la tour / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	21/04/1934	BERNARDSWILLER	
5	AC2	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection des sites et des monuments naturels classée ou inscrits.	Secteur n°1 du Massif des Vosges (la commune dans sa totalité)	DREAL	Arrêté ministériel	01/09/1971	BERNARDSWILLER	
6	AS1	- PATRIMOINE NATUREL - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales.	Communauté de commune du Pays de Ste-Odile : Dérivation et protection des captages d'eau potable des sources: Entenpfuhl (n°02717X0021), Vorbruck (n°02717X0019), Sandrain (n°02717X0018), Saegermuhlmat (n°02717X0017), Hertztahl (n°02717X0016), Bernardswiller (n°02717X0014) -Périmètres de protection des réservoirs de Bernardswiller, Obernai Kilbs, Obernai Mont National	AGENCE REGIONALE DE SANTE	Arrêté préfectoral	05/02/2015	BERNARDSWILLER	
7	T4/T5	- CIRCULATION AERIENNE - Servitudes aéronautiques de balisage et de dégagement (aérodromes civils et militaires).	Aérodrome STRASBOURG-ENTZHEIM	SERVICE NATIONAL DE L'INGENIERIE AEROPORTUAIRE	Arrêté interministériel	24/08/2012	BERNARDSWILLER	
8	T7	- CIRCULATION AERIENNE - Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.		SERVICE NATIONAL DE L'INGENIERIE AEROPORTUAIRE			BERNARDSWILLER	

1	PT2	- TELECOMMUNICATIONS - Servitudes de protection des centres radio-électriques d'émission et de réception contre les obstacles.	Centre de STRASBOURG-DUTTLENHEIM Zone primaire C (rayon 400 m) Hauteur max = 1,75% de la distance séparant les obstacles du point de référence. Obstacles métalliques interdits Zone secondaire C (rayon 2000 m) Hauteur max = 1,75% de la distance séparant les obstacles de toute nature du point de référence.	SERVICE NATIONAL DE L'INGENIERIE AEROPORTUAIRE	Décret	06/12/1990	INNENHEIM	
2	PT3	- TELECOMMUNICATIONS - Servitudes attachées aux réseaux de télécommunications.	Câble de transmission FT	ORANGE			INNENHEIM	
3	T4/T5	- CIRCULATION AERIENNE - Servitudes aéronautiques de balisage et de dégagement (aérodromes civils et militaires).	Aéroport STRASBOURG_ENTZHEIM	SERVICE NATIONAL DE L'INGENIERIE AEROPORTUAIRE	Arrêté interministériel	24/08/2012	INNENHEIM	
4	T7	- CIRCULATION AERIENNE - Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.		SERVICE NATIONAL DE L'INGENIERIE AEROPORTUAIRE			INNENHEIM	

1	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Ancienne mairie / Partiellement Inscrit / 1 rue de l'école / Façades et toitures / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	26/03/1986	KRAUTERGERSHEIM	
2	AS1	- PATRIMOINE NATUREL - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales.	Communauté de Communes du Pays de SAINTE-ODILE : -périmètres de protection rapprochée et éloignée du forage de Krautergersheim	AGENCE REGIONALE DE SANTE	Arrêté préfectoral	24/07/1974	KRAUTERGERSHEIM	
3	AS1	- PATRIMOINE NATUREL - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales.	Syndicat des Eaux de MOLSHEIM et Environs : -périmètres de protection rapprochée et éloignée des forages de Griesheim n°2 et 3	AGENCE REGIONALE DE SANTE	Arrêté préfectoral	28/01/1975	KRAUTERGERSHEIM	
4	I4	- ENERGIE - Servitudes relatives au transport d'énergie électrique.	aérien / Ligne 225kV N0 1 GRAFFENSTADEN - MARCKOLSHEIM et 225kV NO 1 GRAFFENSTADEN-SCHEER	RTE Centre D&I Nancy			KRAUTERGERSHEIM	
5	PT3	- TELECOMMUNICATIONS - Servitudes attachées aux réseaux de télécommunications.		ORANGE			KRAUTERGERSHEIM	
6	T4/T5	- CIRCULATION AERIENNE - Servitudes aéronautiques de balisage et de dégagement (aérodromes civils et militaires).	Aérodrome de STRASBOURG_ENTZHEIM	SERVICE NATIONAL DE L'INGENIERIE AEROPORTUAIRE	Arrêté interministériel	24/08/2012	KRAUTERGERSHEIM	
7	T7	- CIRCULATION AERIENNE - Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.		SERVICE NATIONAL DE L'INGENIERIE AEROPORTUAIRE			KRAUTERGERSHEIM	

1	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Ancienne église paroissiale Saint-André / Partiellement Classé / rue principale / Tour, choeur, autels latéraux et panneaux de la tribune d'orgue / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	05/02/1924	MEISTRATZHEIM	
2	AS1	- PATRIMOINE NATUREL - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales.	Communauté de Communes du Pays de SAINTE ODILE : -périmètre de protection éloignée du forage de Krautergersheim	AGENCE REGIONALE DE SANTE	Arrêté préfectoral	24/07/1974	MEISTRATZHEIM	
3	I4	- ENERGIE - Servitudes relatives au transport d'énergie électrique.	aérien / Ligne 225kV N0 1 GRAFFENSTADEN - MARCKOLSHEIM et 225kV NO 1 GRAFFENSTADEN-SCHEER	RTE Centre D&I Nancy			MEISTRATZHEIM	
4	I4	- ENERGIE - Servitudes relatives au transport d'énergie électrique.	C346 HTB 63 kV ligne BENF-OBER	ELECTRICITE DE STRASBOURG			MEISTRATZHEIM	
5	I4	- ENERGIE - Servitudes relatives au transport d'énergie électrique.	aérien / Ligne 400kV N0 1 BEZAUMONT - MARLENHEIM et 400kV N0 1 MARLENHEIM - SCHEER	RTE Centre D&I Nancy			MEISTRATZHEIM	
6	T7	- CIRCULATION AERIENNE - Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.		SERVICE NATIONAL DE L'INGENIERIE AEROPORTUAIRE			MEISTRATZHEIM	

1	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Château de Landsberg / Inscrit / place du château / Château de Landsberg sur l'assiette historique de son terrain en totalité	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	30/01/2008	NIEDERNAI	
2	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Le Glockenturm et les deux tours de défense Est et Ouest / Inscrit / lieu-dit Im Staedtel / Le Glockenturm et les deux tours de défense Est et Ouest / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	09/07/1986	NIEDERNAI	
3	AC2	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection des sites et des monuments naturels classée ou inscrits.	Secteur n°1 du Massif des Vosges Toute la partie du territoire communal à la fois au Sud de la RD 426 et à l'Ouest de la RN 422	DREAL	Arrêté ministériel	01/09/1971	NIEDERNAI	
4	AS1	- PATRIMOINE NATUREL - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales.	Syndicat des Eaux de MOLSHEIM et Environs: Forages dits de GRIESHEIM 2 et 3 Périmètre de protection éloignée	AGENCE REGIONALE DE SANTE	Arrêté préfectoral	28/01/1975	NIEDERNAI	
5	EL11	- VOIES EXPRESS ET DEVIATIONS D'AGGLOMERATION - Servitudes relatives aux interdictions d'accés grevant les propriétés limitrophes des autoroutes, routes express et déviations d'agglomération	RD 500	COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE	Décret	01/09/2003	NIEDERNAI	
6	EL7	- CIRCULATION ROUTIERE - Servitudes d'alignement.	RD 422	COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE	Décision	20/04/1975	NIEDERNAI	
7	I4	- ENERGIE - Servitudes relatives au transport d'énergie électrique.	aérien / Ligne 400kV N0 1 BEZAUMONT - MARLENHEIM et 400kV N0 1 MARLENHEIM - SCHEER	RTE Centre D&I Nancy			NIEDERNAI	
8	I4	- ENERGIE - Servitudes relatives au transport d'énergie électrique.	C346 HTB 63 kV ligne BENF-OBER	ELECTRICITE DE STRASBOURG			NIEDERNAI	
9	I4	- ENERGIE - Servitudes relatives au transport d'énergie électrique.	aérien / Ligne 225kV N0 1 GRAFFENSTADEN - MARCKOLSHEIM et 225kV NO 1 GRAFFENSTADEN-SCHEER	RTE Centre D&I Nancy			NIEDERNAI	
10	PT3	- TELECOMMUNICATIONS - Servitudes attachées aux réseaux de télécommunications.		ORANGE			NIEDERNAI	
11	T4/T5	- CIRCULATION AERIENNE - Servitudes aéronautiques de balisage et de dégagement (aérodromes civils et militaires).	Servitude aéronautique de dégagement et de balisage Aérodrome de STRASBOURG_ENTZHEIM	SERVICE NATIONAL DE L'INGENIERIE AEROPORTUAIRE	Arrêté interministériel	24/08/2012	NIEDERNAI	
12	T7	- CIRCULATION AERIENNE - Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.		SERVICE NATIONAL DE L'INGENIERIE AEROPORTUAIRE			NIEDERNAI	

1	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Domaine de la Léonardsau / Partiellement Inscrit / rue Dietrich (BOERSCH) / Château : façades et toitures en totalité ; à l'intérieur au rez-de-chaussée : vestibule d'entrée, chambre alsacienne, salon 1900 et grand salon avec leur décor / 500 m	Ministère de la culture	Arrêtés préfectoraux	26/03/1986 07/12/1990	OBERNAI	
2	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Maison 20 place du marché / Partiellement Classé-Inscrit / 20 place du marché / Voir la fiche Mérimée / 500m	Ministère de la culture	Arrêtés préfectoraux	18/06/1929 15/04/1958	OBERNAI	
3	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Vieux remparts / Classé / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	06/12/1898	OBERNAI	
4	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Vestiges de l'église Saint-Jean-Baptiste-d'Oberlinden / Inscrit / route d'Ottrott / Vestiges de l'église Saint-Jean-Baptiste-d'Oberlinden / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	26/03/1986	OBERNAI	
5	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Halle aux blés / Classé / place du marché / Halle aux blés (anciennes boucheries) / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	03/07/1900	OBERNAI	
6	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Beffroi et chapelle / Classé / rue Sainte-Odile / Beffroi et chapelle dits Kappelturm / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	06/03/1980	OBERNAI	
7	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Maison 3b rue de Gail / Partiellement Inscrit / 3b rue de Gail / Façades et toitures ainsi que la porte d'accès du pressoir datée de 1683 / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	26/03/1986	OBERNAI	
8	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Maison 145 rue du général Gouraud / Inscrit / 145 rue du général Gouraud / Maison / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	06/01/1930	OBERNAI	
9	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Hôtel de Ville / Classé / rue du général Gouraud / Hôtel de Ville / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	03/07/1900	OBERNAI	
10	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Puits à six seaux / Classé / rue du chanoine Gyss / Puits à six seaux / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	03/07/1900	OBERNAI	
11	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Commune de BOERSCH : Enceinte fortifiée / Partiellement Classé-Inscrit / 500m	Ministère de la culture	Arrêtés préfectoraux	03/07/1900 09/08/2012	OBERNAI	
12	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Ancien couvent des chanoines réguliers de Saint-Augustin / Inscrit / lieu-dit Truttenhausen / Vestiges de l église / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	05/12/1984	OBERNAI	
13	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Immeubles / Partiellement Inscrit / 13-14 rue des pèlerins / Vestiges romans intérieurs et extérieurs des deux immeubles, 13-14 rue des Pèlerins ; maison Renaissance qui surbâtit la partie Nord du numéro 14 / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	18/11/1993	OBERNAI	
14	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Commune de BERNARDSWILLER : Puits / Inscrit / 29 rue des sœurs / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	21/04/1934	OBERNAI	
15	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Eglise catholique Saints-Pierre-et-Paul / Classé / rempart monseigneur Freppel / Autel du Saint-Sépulcre	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	03/07/1900	OBERNAI	
16	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Commune de GOXWILLER : Pressoir / Inscrit / 142 place principale / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	10/09/1991	OBERNAI	
17	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Maison 28 rue Dietrich / Partiellement Inscrit / 28 rue Dietrich / Façades sur rue et sur cour et escalier à vis / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	06/01/1930	OBERNAI	
18	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Maison 3 rue de la croix / Inscrit / 3 rue de la croix / Maison / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	07/10/1931	OBERNAI	
19	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Maison dite "Maison natale de Saint-Odile", façades et toitures rue Athic / Partiellement Classé / rue Athic / Façades et toitures / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	25/11/1981	OBERNAI	

20	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Commune d'OTTROTT : Ancien domaine de Windeck / Partiellement Inscrit / 51 rue principale / périmètre de visibilité et 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	19/10/1992	OBERNAI	
21	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Hôtel-restaurant "A la Cloche" / Partiellement Inscrit / 90 rue du général Gouraud / Façades et toitures sur rues, y compris les verrières du rez-de-chaussée ; salle à manger avec lambris et cycle peint sur les murs et le plafond / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	19/09/1995	OBERNAI	
22	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Maison 8 rue des pèlerins / Partiellement Classé / 8 rue des pèlerins / Façades et toitures / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	03/09/1921	OBERNAI	
23	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Maison 61 rue du général Gouraud - 57 rue Clémenceau / Partiellement Inscrit / 61 rue du général Gouraud / Façades et toiture / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	06/01/1930	OBERNAI	
24	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Porte sur rue démolie / 5, rue Sainte-Odile	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	12/10/1929	OBERNAI	
25	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Cour Fastinger / Partiellement Inscrit / 68-70 rue du général Gouraud / Façades sur rue, façades avec galeries sur cour, toitures et puits dans la cour / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	08/07/1929	OBERNAI	
26	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Commune d'OTTROTT : Chapelle Saint-Nicolas / Inscrit / rue Saint-Nicolas / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	25/02/2000	OBERNAI	
27	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Maison des Bains (ancienne) / Partiellement Inscrit / 24 rue Sainte-Odile / Façade, salle de l'ancien bassin, salle avec puits, cellier en dépendant / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	12/10/1929	OBERNAI	
28	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Commune de SAINT-NABOR : Chapelle Saint-Jacques / Classé / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	06/12/1898	OBERNAI	
29	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Maison 1 rue Dietrich / Partiellement Inscrit / 1 rue Dietrich / Oriel sur la façade principale / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	12/10/1929	OBERNAI	
30	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Maison 7 place de l'étoile / Partiellement Inscrit / 7 place de l'étoile / Passage d'entrée, façades sur cour avec galeries et tour d'escalier / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	12/10/1929	OBERNAI	
31	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Chapelle du cimetière et Mont des Oliviers / Inscrit / cimetière rempart monseigneur Freppel / Chapelle de la vierge et Mont des Oliviers / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	18/06/1929	OBERNAI	
32	AC1	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits.	Ancienne synagogue / Partiellement Inscrit / 43 rue du général Gouraud / Façades sur cour et sur rue des ailes ouest et sud ainsi que l'escalier de l'aile ouest avec sa rampe et la console sculptée dans le passage de l'entrée / 500m	Ministère de la culture	Arrêté préfectoral	05/12/1984	OBERNAI	
33	AC2	- PATRIMOINE CULTUREL - Servitudes de protection des sites et des monuments naturels classée ou inscrits.	Secteur n° 1 du Massif des Vosges (la commune en partie)	DREAL	Arrêté ministériel	01/09/1971	OBERNAI	
34	AC3	- RESERVES NATURELLES - Servitudes concernant les réserves naturelles.	Réserve naturelle régionale des collines sèches du Bischenberg, de l'Immerschenberg et du Holiesel	Conservatoire d'espaces naturels Alsace	Délibération	21/06/2024	OBERNAI	
35	AS1	- PATRIMOINE NATUREL - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales.	Forages du Syndicat des Eaux de Molsheim et Environs : Captage A.E.P. "GRIESHEIM 2" situé à Bischoffsheim : - périmètres de protection rapprochée et éloignée Captage A.E.P. "GRIESHEIM 3" situé à Obernai : - périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée	AGENCE REGIONALE DE SANTE	Arrêté préfectoral	28/01/1975	OBERNAI	
36	AS1	- PATRIMOINE NATUREL - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales.	Communauté de communes du Pays de Sainte Odile : Dérivation et protection des captages d'eau potable des sources : Entenpfuhl (n°02717X0021), Vorbruck (n°02717X0019), Sandrain (n°02717X0018), Saegermuhlmat (n°02717X0017), Hertzthal (n°02717X0016), Bernadswiller (n°02717X0014) Périmètres de protection des réservoirs de Bernardswiller, Obernai Kilbs et Obernai Mont National	AGENCE REGIONALE DE SANTE	Arrêté préfectoral	05/02/2015	OBERNAI	

37	AS1	- PATRIMOINE NATUREL - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales.	Commune d'HEILIGENSTEIN : Sources Niedermunster (02717X0041) et Saint Jacques (02717X0042) situées à SAINT-NABOR : - périmètre de protection rapprochée	AGENCE REGIONALE DE SANTE	Arrêtés préfectoraux	06/01/2003 18/07/2003	OBERNAI	
38	AS1	- PATRIMOINE NATUREL - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales.	Mense Episcopale de STRASBOURG (Couvent du Mont Sainte Odile) : Sources Saint Nicolas (02717X0059) et Sainte Odile (002717X0045) situées à SAINT-NABOR : - périmètre de protection rapprochée	AGENCE REGIONALE DE SANTE	Arrêtés préfectoraux	06/01/2003 18/07/2003	OBERNAI	
39	EL11	- VOIES EXPRESS ET DEVIATIONS D'AGGLOMERATION - Servitudes relatives aux interdictions d'accés grevant les propriétés limitrophes des autoroutes, routes express et déviations d'agglomération	RD 500	COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE	Décret	01/09/2003	OBERNAI	
40	EL7	- CIRCULATION ROUTIERE - Servitudes d'alignement.	RD 422	COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE			OBERNAI	
41	I4	- ENERGIE - Servitudes relatives au transport d'énergie électrique.	aérien / Ligne 400kV N0 1 BEZAUMONT - MARLENHEIM et 400kV N0 1 MARLENHEIM - SCHEER	RTE Centre D&I Nancy			OBERNAI	
42	I4	- ENERGIE - Servitudes relatives au transport d'énergie électrique.	C375 HTB 63 kV ligne MOLS-OBER-K2	ELECTRICITE DE STRASBOURG			OBERNAI	
43	I4	- ENERGIE - Servitudes relatives au transport d'énergie électrique.	C346 HTB 63 kV ligne BENF-OBER	ELECTRICITE DE STRASBOURG			OBERNAI	
44	I4	- ENERGIE - Servitudes relatives au transport d'énergie électrique.	C374 HTB 63 kV ligne MOLS-OBER	ELECTRICITE DE STRASBOURG			OBERNAI	
45	INT1	- SALUBRITE PUBLIQUE - Servitudes instituées au voisinage des cimetières.		MAIRIE			OBERNAI	
46	JS1	- PATRIMOINE SPORTIF - Servitudes de protection des équipements sportifs.	Terrains de sport dont le changement d'affectation est soumis à autorisation - Union "SAINT-PAUL", rempart FREPPEL	DRAJES	Arrêté préfectoral	1970	OBERNAI	
47	JS1	- PATRIMOINE SPORTIF - Servitudes de protection des équipements sportifs.	Terrains de sport dont le changement d'affectation est soumis à autorisation -Pavillon "OBERNAI PLEIN-AIR" Avenue du Tertre	DRAJES	Arrêté préfectoral	1974	OBERNAI	
48	PT3	- TELECOMMUNICATIONS - Servitudes attachées aux réseaux de télécommunications.		ORANGE			OBERNAI	
49	T1	- COMMUNICATIONS - VOIES FERREES - Servitudes relatives aux voies ferrées.	Ligne de SELESTAT à STRASBOURG	SNCF			OBERNAI	
50	T4/T5	- CIRCULATION AERIENNE - Servitudes aéronautiques de balisage et de dégagement (aérodromes civils et militaires).	Aérodrome de STRASBOURG - ENTZHEIM	SERVICE NATIONAL DE L'INGENIERIE AEROPORTUAIRE	Arrêté interministériel	24/08/2012	OBERNAI	
51	T7	- CIRCULATION AERIENNE - Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.		SERVICE NATIONAL DE L'INGENIERIE AEROPORTUAIRE			OBERNAI	

12/08/22	Liste des SERVITUDES d'UTILITE PUBLIQUE Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile	PRÉFET DU BAS-RHIN *Liberté* *Égalité* *Fraternité*

	Catégorie	Nom SUP	Description	Gestionnaire	Acte	Date Décision	Le cas échéant abrogé le :
1	AC1	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Ancien couvent des chanoines réguliers de Saint-Augustin / Inscrit / lieu-dit Truttenhausen / Vestiges de l église / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	05/12/1984	
2	AC1	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Ancienne synagogue / Partiellement Inscrit / 43 rue du général Gouraud / Façades sur cour et sur rue des ailes ouest et sud ainsi que l escalier de l aile ouest avec sa rampe et la console sculptée dans le passage de l entrée / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	05/12/1984	
3	AC1	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Beffroi et chapelle / Classé / rue Sainte-Odile / Beffroi et chapelle dits Kappelturm / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	06/03/1980	
4	AC1	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	BERNARDSWILLER : Eglise catholique Notre-Dame / Partiellement Inscrit / place de l église / Tabernacle mural encastré dans la tour / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	21/04/1934	

5	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	BERNARDSWILLER : Maison 197 rue de Sainte-Odile / Partiellement Inscrit / 197 rue Sainte-Odile / Oriel sur la façade principale / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	21/04/1934	
6	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	BERNARDSWILLER : Puits 26 rue de l école / Inscrit / 26 rue de l'écolePuits (devant le n°155) / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	21/04/1934	
7	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	BERNARDSWILLER : Puits 29 rue des soeurs / Inscrit / 29 rue des soeurs / Puits / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	21/04/1934	
8	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	BOERSCH : Enceinte fortifiée / Partiellement Classé-Inscrit / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêtés préfectoraux	03/07/1900 09/08/2012	
9	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Chapelle du cimetière et Mont des Oliviers / Inscrit / cimetière rempart monseigneur Freppel / Chapelle de la vierge et Mont des Oliviers / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	18/06/1929	
10	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OTTROTT : Ancien domaine de Windeck / Partiellement Inscrit / 51 rue principale / périmètre de visibilité et 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	19/10/1992	
11	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OTTROTT : Chapelle Saint-Nicolas / Inscrit / rue Saint-Nicolas / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	25/02/2000	
12	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	GOXWILLER : Pressoir / Inscrit / 142 place principale / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	10/09/1991	

13	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	SAINT-NABOR : Chapelle Saint-Jacques / Classé / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	06/12/1898	
14	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Cour Fastinger / Partiellement Inscrit / 68-70 rue du général Gouraud / Façades sur rue, façades avec galeries sur cour, toitures et puits dans la cour / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	01/07/1929	
15	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Domaine de la Léonardsau / Partiellement Inscrit / rue Dietrich / Château : façades et toitures en totalité ; à l intérieur au rez-de-chaussée : vestibule d entrée, chambre alsacienne, salon 1900 et grand salon avec leur décor / 500 m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêtés préfectoraux	26/03/1986 07/12/1990	
16	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Eglise catholique Saints-Pierre-et-Paul / Classé / rempart monseigneur Freppel / Autel du Saint-Sépulcre	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	03/07/1900	
17	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Halle aux blés / Classé / place du marché / Halle aux blés (anciennes boucheries) / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	03/07/1900	
18	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Hôtel de Ville / Classé / rue du général Gouraud / Hôtel de Ville / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	03/07/1900	

19	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Hôtel-restaurant "A la Cloche" / Partiellement Inscrit / 90 rue du général Gouraud / Façades et toitures sur rues, y compris les verrières du rez-de-chaussée ; salle à manger avec lambris et cycle peint sur les murs et le plafond / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	19/09/1995	
20	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Immeubles / Partiellement Inscrit / 13-14 rue des pèlerins / Vestiges romans intérieurs et extérieurs des deux immeubles, 13-14 rue des Pélerins ; maison Renaissance qui surbâtit la partie Nord du numéro 14 / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	18/11/1993	
21	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	KRAUTERGERSHEIM : Ancienne mairie / Partiellement Inscrit / 1 rue de l'école / Façades et toitures / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	26/03/1986	
22	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Maison 1 rue Dietrich / Partiellement Inscrit / 1 rue Dietrich / Oriel sur la façade principale / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	12/10/1929	
23	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Maison 145 rue du général Gouraud / Inscrit / 145 rue du général Gouraud / Maison / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	06/01/1930	
24	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Maison 20 place du marché / Partiellement Classé-Inscrit / 20 place du marché / Voir la fiche Mérimée / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêtés préfectoraux	18/06/1929 15/04/1958	
25	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Maison 28 rue Dietrich / Partiellement Inscrit / 28 rue Dietrich / Façades sur rue et sur cour et escalier à vis / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	06/01/1930	
26	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Maison 3 rue de la croix / Inscrit / 3 rue de la croix / Maison / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	07/10/1931	

27	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Maison 3b rue de Gail / Partiellement Inscrit / 3b rue de Gail / Façades et toitures ainsi que la porte d accès du pressoir datée de 1683 / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	26/03/1986	
28	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Maison 61 rue du général Gouraud - 57 rue Clémenceau / Partiellement Inscrit / 61 rue du général Gouraud / Façades et toiture / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	06/01/1930	
29	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Maison 7 place de l étoile / Partiellement Inscrit / 7 place de l étoile / Passage d entrée, façades sur cour avec galeries et tour d escalier / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	12/10/1929	
30	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Maison 8 rue des pèlerins / Partiellement Classé / 8 rue des pèlerins / Façades et toitures / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	03/09/1921	
31	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Maison des Bains (ancienne) / Partiellement Inscrit / 24 rue Sainte-Odile / Façade, salle de l ancien bassin, salle avec puits, cellier en dépendant / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	12/10/1929	
32	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Maison dite "Maison natale de Saint-Odile", façades er toitures rue Athic / Partiellement Classé / rue Athic / Façades et toitures / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	25/11/1981	
33	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	MEISTRATZHEIM : Ancienne église paroissiale Saint-André / Partiellement Classé / rue principale / Tour, choeur, autels latéraux et panneaux de la tribune d orgue / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	05/02/1924	

34	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	NIEDERNAI : Château de Landsberg / Inscrit / place du château / Château de Landsberg sur l assiette historique de son terrain en totalité, dont plusieurs éléments	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	30/01/2008	
35	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	NIEDERNAI : Le Glockenturm et les deux tours de défense Est et Ouest / Inscrit / lieu-dit Im Staedtel / Le Glockenturm et les deux tours de défense Est et Ouest / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	09/07/1986	
36	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Porte sur rue démolie / 5, rue Saint-Odile	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	12/10/1929	
37	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Puits à six seaux / Classé / rue du chanoine Gyss / Puits à six seaux / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	03/07/1900	
38	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Tour et chœur de l ancienne église de la chapelle Beffroi et chapelle dite "Kappelturm"	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêtés préfectoraux	18/06/1929 0/03/1980	
39	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Vestiges de l église Saint-Jean-Baptiste-d Oberlinden / Inscrit / route d Ottrott / Vestiges de l église Saint-Jean-Baptiste-d Oberlinden / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	26/03/1986	
40	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	OBERNAI : Vieux remparts / Classé / 500m	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	06/12/1898	

41	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	HEILIGENSTEIN : 142 Rue Principale / Fontaine dite de l'OURS (cad.DOMAINE PUBLIC)	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	07/12/90	
42	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	SAINT-NABOR : Ruines de l'abbaye Niedermunster (classement par liste de 1846)	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	16/03/ 1900	
43	**AC1**	Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits	SAINT-NABOR : Chapelle Saint-Nicolas classé	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	Arrêté préfectoral	16/03/ 1900	
44	**AC2**	Servitude relative aux sites inscrits et classés	Secteur n°1 du Massif des Vosges (la commune dans sa totalité)	DREAL Grand Est	Arrêté ministériel	01/09/1971	

45	**AS1**	Périmètre de protection des points de prélèvements d'eaux destinés à collectivité humaine	Communauté de commune du Pays de Ste-Odile : Dérivation d eau souterraine des sources : Entenpfuhl (n°02717X0021), Vorbruck (n°02717X0019), Sandrain (n°02717X0018), Saegermuhlmat (n°02717X0017), Hertztahl (n°02717X0016), Bernardswiller (n°027X0014) Des périmètres de protection de ces captages et des réservoirs de Bernardswiller, Obernai Kilbs et Obernai Mont National	AGENCE REGIONALE DE SANTE	Arrêté préfectoral	05/02/2015	
46	**AS1**	Périmètre de protection des points de prélèvements d'eaux destinés à collectivité humaine	Communauté de Communes du Pays de SAINTE ODILE : -périmètre de protection éloignée du forage de Krautergersheim	AGENCE REGIONALE DE SANTE	Arrêté préfectoral	24/07/1974	
47	**AS1**	Périmètre de protection des points de prélèvements d'eaux destinés à collectivité humaine	HEILIGENSTEIN : Sources Niedermunster (02717X0041) et Saint Jacques (02717X0042) situées à SAINT-NABOR : - périmètre de protection rapprochée	AGENCE REGIONALE DE SANTE	Arrêtés préfectoraux	06/01/2003 18/07/2003	

48	**AS1**	Périmètre de protection des points de prélèvements d'eaux destinés à collectivité humaine	Forages du Syndicat des Eaux de Molsheim et Environs : Captage A.E.P. "GRIESHEIM 2" situé à Bischoffsheim : - périmètres de protection rapprochée et éloignée Captage A.E.P. "GRIESHEIM 3" situé à Obernai : - périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée	AGENCE REGIONALE DE SANTE	Arrêté préfectoral	28/01/1975	
49	**AS1**	Périmètre de protection des points de prélèvements d'eaux destinés à collectivité humaine	Mense Episcopale de STRASBOURG (Couvent du Mont Sainte Odile) : Sources Saint Nicolas (02717X0059) et Sainte Odile (002717X0045) situées à SAINT-NABOR : - périmètre de protection rapprochée et éloignée	AGENCE REGIONALE DE SANTE	Arrêtés préfectoraux	06/01/2003 18/07/2003	
51	**EL11**	Servitude relative aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des autoroutes, routes express et des déviations d'agglomération	D 500	COLLECTIVITE EUROPEENNE D ALSACE	Décret	01/09/2003	
52	**EL7**	Servitude d'alignement des voies publiques	D 422	COLLECTIVITE EUROPEENNE D ALSACE	Décision	20/04/1975	
53	**I4**	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	aérien / Ligne 225kV N0 1 GRAFFENSTADEN - MARCKOLSHEIM et 225kV NO 1 GRAFFENSTADEN-SCHEER	RTE Centre D&I Nancy			

54	**I4**	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	aérien / Ligne 400kV N0 1 BEZAUMONT - MARLENHEIM et 400kV N0 1 MARLENHEIM - SCHEER	RTE Centre D&I Nancy			
55	**I4**	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	C346 HTB 63 kV ligne BENF-OBER	ELECTRICITE DE STRASBOURG			
56	**I4**	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	C374 HTB 63 kV ligne MOLS-OBER	ELECTRICITE DE STRASBOURG			
57	**I4**	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	C375 HTB 63 kV ligne MOLS-OBER-K2	ELECTRICITE DE STRASBOURG			
58	**INT1**	Servitude instituée au voisinage des cimetières		MAIRIE			

59	**JS1**	Servitude de protection des équipements sportifs	Terrains de sport dont le changement d' affectation est soumis à autorisation - Union "SAINT-PAUL", rempart FREPPEL La suppression totale ou partielle d un équipement sportif privé dont le financement a été assuré par une ou des personnes morales de droit public au moins égale à 20% de la dépense susceptible d'être subventionnée ou, à défaut d'une telle dépense, à 20% du coût total hors taxe de l'équipement sportif ainsi que la modification de son affectation sont soumises à l'autorisation de la personne morale de droit public ayant participé seule ou ayant participé pour la plus grande part à ce financement. L'avis du maire de la commune où est implanté l'équipement est joint à la demande d'autorisation. Cette autorisation est subordonnée à la condition que cet équipement soit remplacé par un équipement sportif équivalent. Toute modification d'affectation en l'absence d'autorisation entraîne de droit le reversement à la personne ou aux personnes morales de droit public mentionnées ci-dessus de l'ensemble des subventions perçues.	DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE LA COHESION SOCIALE	Arrêté préfectoral	23/05/05	

60	**JS1**	Servitude de protection des équipements sportifs	Terrains de sport dont le changement d affectation estsoumis à autorisation -Pavillon "OBERNAI PLEIN-AIR" Avenue du Tertre La suppression totale ou partielle d un équipement sportif privé dont le financement a été assuré par une ou des personnes morales de droit public au moins égale à 20% de la dépense susceptible d'être subventionnée ou, à défaut d'une telle dépense, à 20% du coût total hors taxe de l'équipement sportif ainsi que la modification de son affectation sont soumises à l'autorisation de la personne morale de droit public ayant participé seule ou ayant participé pour la plus grande part à ce financement. L'avis du maire de la commune où est implanté l'équipement est joint à la demande d'autorisation. Cette autorisation est subordonnée à la condition que cet équipement soit remplacé par un équipement sportif équivalent. Toute modification d'affectation en l'absence d'autorisation entraîne de droit le reversement à la personne ou aux personnes morales de droit public mentionnées ci-dessus de l'ensemble des subventions perçues.	DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE LA COHESION SOCIALE	Arrêté préfectoral	27/05/05	
63	**PT2**	Servitude de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques	ABROGE Faisceau hertzien BARR_OBERNAI : - zone secondaire de dégagement de 50 mètres de large et de 1000 mètres de long Altitudes respectives sud-nord N.G.F. à ne pas dépasser : 205 mètres à 188 mètres	TELEDIFFUSION DE FRANCE	Décret abrogé		20/03/1990 07/2000

64	**PT2**	Servitude de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques	Centre de STRASBOURG-DUTTLENHEIM Zone primaire C (rayon 400 m) Hauteur max = 1,75% de la distance séparant les obstacles du point de référence. Obstacles métalliques interdits	SERVICE NATIONAL DE L'INGENIERIE AEROPORTUAIRE	Décret	06/12/1990	
65	**PT2**	Servitude de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques	Faisceau hertzien MARCKOLSHEIM_STRASBOURG-Nordheim : - zone spéciale de dégagement de 300 mètres de large Altitudes respectives sud-nord N.G.F. à ne pas dépasser : 270 mètres à 280 mètres	TELEDIFFUSION DE FRANCE	Décret	26/03/1981	18/03/21
66	**PT2**	Servitude de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques	Liaison hertzienne MARCKOLSHEIM_STRASBOURG-Nordheim Zone spéciale de dégagement (couloir de 300 m de large)	TELEDIFFUSION DE FRANCE	Décret	26/03/1981	18/03/21
67	**PT2**	Servitude de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques	Liaison hertzienne MARCKOLSHEIM_STRASBOURG-Nordheim: -zone spéciale de dégagement (couloir de 300 m de large)	TELEDIFFUSION DE FRANCE	Décret	26/03/1981	18/03/21

68	**PT2**	Servitude de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques	Liaison hertzienne OBERHAUSBERGEN-NEUBOIS	ORANGE	Décret	22/11/1989	01/03/21
69	**PT2**	Servitude de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques	Liaison hertzienne STRASBOURG-BELMONT	Ministère de la Défense - CNGF - Cellule Sites et Servitudes	Arrêté préfectoral	06/06/2013	
70	**PT3**	Servitude attachée aux réseaux de télécommunications		ORANGE			
71	**T1**	Servitude relative aux voies ferrées Visibilité sur les voies publiques	Ligne de SELESTAT à SAVERNE	SNCF			
72	**T4/T5**	Servitude aéronautique de balisage/Servitude aéronautique de dégagement (civile)	Servitude aéronautique de dégagement et de balisage Aérodrome de STRASBOURG-ENTZHEIM	SERVICE NATIONAL DE L'INGENIERIE AEROPORTUAIRE	Arrêté interministériel	24/08/2012	
73	**T7**	Servitude établies à l'extérieur des zones de dégagement		SERVICE NATIONAL DE L'INGENIERIE AEROPORTUAIRE			

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

geoportail-urbanisme

SERVITUDES DE TYPE T1

SERVITUDES DE PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE

Servitudes reportées en annexe des PLU et des cartes communales en application des articles R. 151-51 et R. 161-8 du code de l'urbanisme et figurant en annexe au Livre Ier dans les rubriques :

II – Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

D –Communications
c) Transport ferroviaire ou guidé

1 Fondements juridiques

1.1 Définition

1.1.1 Servitudes le long de l'emprise de la voie ferrée applicables aux propriétés riveraines du domaine public ferroviaire

Définition de l'emprise de la voie ferrée

L'emprise de la voie ferrée est définie à l'article R. 2231-2 du code des transports, selon le cas, à partir :

- De l'arête supérieure du talus de déblai, ou du nu arrière du mur de soutènement ou de la paroi revêtue associée ;

- De l'arête inférieure du talus du remblai, ou du nu avant du mur de soutènement ou de la paroi revêtue associée ;

- Du bord extérieur des fossés ;

- Du bord extérieur de l'ouvrage d'art aérien ;

- Du bord extérieur du quai ;

- De la surface extérieure, ou extrados, de l'ouvrage d'art souterrain ;

- De la clôture de la sous-station électrique ;

- Du mur du poste d'aiguillage ;

- De la clôture de l'installation radio.

A défaut, à partir d'une ligne tracée, soit à :

- 2,20 m pour les lignes ou sections de ligne où il n'est pas circulé ou circulé jusqu'à 160 km/ h, à partir du bord extérieur du rail de la voie ferrée ;
- 3 m pour les lignes ou section de lignes où il est circulé à plus de 160 km/ h, à partir du bord extérieur du rail de la voie ferrée.

Servitudes le long de l'emprise de la voie ferrée

Servitudes d'écoulement des eaux (article L. 2231-2 du code des transports)

Les servitudes d'écoulement des eaux prévues par les articles 640 et 641 du code civil sont applicables aux propriétés riveraines du domaine public ferroviaire. Tout déversement, écoulement ou rejet direct ou indirect, qu'il soit diffus ou non, d'eaux usées, d'eaux industrielles ou de toute autre substance, notamment polluante ou portant atteinte au domaine public ferroviaire, est interdit sur le domaine public ferroviaire.

Servitudes portant sur les arbres, branches, haies ou racines empiétant sur le domaine public ferroviaire (article L. 2231-3 et R. 2231-3 du code des transports)

Il est interdit d'avoir des arbres, branches, haies ou racines qui empiètent sur le domaine public ferroviaire, compromettent la sécurité des circulations ou gênant la visibilité de la signalisation ferroviaire. Les propriétaires sont tenus de les élaguer, de les tailler ou de les abattre afin de respecter cette interdiction.

Pour des raisons impérieuses tenant à la sécurité des circulations ferroviaires, les opérations d'élagage, de taille ou d'abattage des arbres, branches, haies ou racines peuvent être effectuées d'office, aux frais du propriétaire, par le gestionnaire.

Distances minimales à respecter pour les constructions (articles L. 2231-4 et R. 2231-4 du code des transports)

Sont interdites les constructions (autres qu'un mur de clôture) ne respectant pas les distances minimales d'implantation mentionnées ci-dessous :

- 2 mètres à partir de l'emprise de la voie ferrée définie à l'article R. 2231-2 du code des transports ;
- 3 mètres à partir de la surface extérieure ou extrados des ouvrages d'arts souterrains ;
- 6 mètres à partir du bord extérieur des ouvrages d'art aériens.

Cette interdiction de construction ne s'applique pas aux procédés de production d'énergies renouvelables intégrés à la voie ferrée ou installés aux abords de la voie ferrée, dès lors qu'ils ne compromettent pas la sécurité des circulations ferroviaires, le bon fonctionnement des ouvrages, des systèmes et des équipements de transport ainsi que leur maintenabilité.

Distances minimales à respecter concernant les terrassements, excavations ou fondations (articles L. 2231-5 et R. 2231-5 du code des transports)

Des distances minimales par rapport à l'emprise de la voie ferrée ou, le cas échéant, par rapport à l'ouvrage d'art, l'ouvrage en terre ou la sous-station électrique doivent être respectées.

Lorsque la voie se trouve en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel, la distance est égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus.

Il est interdit de réaliser, dans une distance inférieure à 50 mètres de l'emprise de la voie ferrée et sans la mise en œuvre d'un système de blindage, tout terrassement, excavation ou fondation dont un point se trouverait à une profondeur égale ou supérieure aux deux tiers de la longueur de la projection horizontale du segment le plus court le reliant à l'emprise de la voie ferrée.

Distances minimales à respecter concernant les dépôts et les installations de système de rétention d'eau (articles L. 2231-6 et R. 2231-6 du code des transports)

Une distance minimale de 5 mètres par rapport à l'emprise de la voie ferrée doit être respectée concernant les dépôts, de quelque matière que ce soit, et les installations de système de rétention d'eau.

Obligation d'information préalable auprès du gestionnaire d'infrastructure concernant les projets de construction, d'opération d'aménagement ou d'installation pérenne ou temporaire (articles L. 2231-7 et R. 2231-7 du code des transports)

Les projets de construction, d'opération d'aménagement ou d'installation pérenne ou temporaire, y compris les installations de travaux routiers, envisagés à une distance de moins de 50 m par rapport à l'emprise de la voie ferrée ou à une distance de 300 à 3000 m d'un passage à niveau, font l'objet d'une information préalable auprès du gestionnaire d'infrastructure et, le cas échéant, du gestionnaire de voirie routière.

De plus, sur proposition du gestionnaire d'infrastructure et, le cas échéant, du gestionnaire de voirie routière, le représentant de l'Etat dans le département peut imposer des prescriptions à respecter pour préserver la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et, le cas échéant, routière et des propriétés riveraines.

Le gestionnaire d'infrastructure est informé par le maître d'ouvrage d'un projet de construction, d'opération d'aménagement, ou d'installation pérenne ou temporaire, y compris les installations de travaux routiers, dès lors que le projet est arrêté dans sa nature et ses caractéristiques essentielles et avant que les autorisations et les actes conduisant à sa réalisation effective ne soient pris.

Le gestionnaire d'infrastructure dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'information pour proposer au représentant de l'Etat dans le département d'imposer des prescriptions à respecter pour préserver la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et, le cas échéant, routière ainsi que celle des propriétés riveraines.

Ces dispositions n'entreront en vigueur qu'à compter de la publication de l'arrêté du ministre chargé des transports listant les catégories de projets de construction, d'opération d'aménagement ou d'installation pérenne ou temporaire soumis à cette obligation d'information ainsi que les distances à respecter.

Servitudes permettant la destruction des constructions, terrassements, excavations, fondations ou dépôts, installations de système de rétention d'eau existants (article L. 2231-8 du code des transports)

Lors de la construction d'une nouvelle infrastructure de transport ferroviaire, si la sécurité ou l'intérêt du service ferroviaire l'exigent, le représentant de l'Etat dans le département peut faire supprimer les constructions, terrassements, excavations, fondations ou dépôts, de quelque matière que ce soit, ainsi que les installations de système de rétention d'eau, existants dans les distances mentionnées aux articles L. 2231-4, L. 2231-5 et L. 2231-6 du code des transports.

Entretien des constructions existantes lors de la construction d'une nouvelle infrastructure de transport ferroviaire (article L. 2231-8 et R. 2231-8 du code des transports)

Lors de la construction d'une nouvelle infrastructure de transport ferroviaire les constructions existantes qui ne respectent pas les dispositions de l'article L. 2231-4 et dont l'état a été constaté dans des conditions précisées à l'article R. 2231-8, peuvent uniquement être entretenues dans le but de les maintenir en l'état.

Possibilité de réduire les distances à respecter concernant les constructions, terrassements, excavations, fondations ou dépôts, installations de système de rétention d'eau (article L. 2231-9 du code des transports)

Lorsque la sécurité et l'intérêt du domaine public ferroviaire le permettent, les distances mentionnées aux articles L. 2231-4, L. 2231-5 et L. 2231-6 peuvent être réduites en vertu d'une autorisation motivée délivrée par le représentant de l'Etat dans le département, après avoir recueilli l'avis du gestionnaire d'infrastructure et, le cas échéant, du gestionnaire de voirie routière. Cette autorisation peut éventuellement être assortie de prescriptions à respecter pour préserver la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et des propriétés riveraines.

1.1.2 Servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau

Les servitudes de visibilité s'appliquent à la diligence de l'autorité gestionnaire de la voie aux propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée (article L. 114-6 code de la voirie routière).

Ces servitudes génèrent des obligations et des droits :

- L'obligation de supprimer les murs de clôtures ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau au plus égal niveau qui est fixé par le plan de dégagement (1° de l'article L.114-2) ;

- L'interdiction absolue de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations quelconques au-dessus du niveau fixé par le plan de dégagement (2° de l'article L.114-2) ;

- Le droit pour l'autorité gestionnaire de la voie d'opérer la résection des talus, remblais et de tous obstacles naturels de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes (3° de l'article L.114-2).

Un plan de dégagement détermine pour chaque parcelle les terrains sur lesquels s'exercent les servitudes de visibilité et définit ces servitudes. Ce plan est approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, le conseil départemental ou le conseil municipal, selon qu'il s'agit d'une route nationale, d'une route départementale ou d'une voie communale (article L.114-3).

Servitudes en tréfonds (SUP T3)

Conformément aux dispositions des articles L. 2113-1 et suivants du code des transports, le maître d'ouvrage d'une infrastructure souterraine de transport public ferroviaire peut demander à l'autorité administrative compétente d'établir une servitude d'utilité publique (SUP) en tréfonds.

La servitude en tréfonds confère à son bénéficiaire le droit d'occuper le volume en sous-sol nécessaire à l'établissement, l'aménagement, l'exploitation et l'entretien de l'infrastructure souterraine de transport.

Elle ne peut être établie qu'à partir de 15 mètres au-dessous du point le plus bas du terrain naturel, est instituée dans les conditions fixées aux articles L. 2113-2 à L. 2113-5 du code des transports.

Cette catégorie de SUP distincte de la catégorie de SUP T1, fait l'objet de la fiche SUP T3 disponible sur Géoinformations.

1.2 Références législatives et réglementaires

Anciens textes :

- Décret-loi du 30 octobre 1935 modifié portant création de servitudes de visibilité sur les voies publiques, abrogé par la loi n°89-413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière (partie législative) et par le décret n°89-631 du 4 septembre 1989 relatif au code de la voirie routière (partie réglementaire) ;

- Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer - Titre Ier : mesures relatives à la conservation des chemins de fer (articles 1 à 11).

Textes en vigueur :

- Articles L. 2231-1 à L. 2231-9 du code des transports ;
- Articles R. 2231-1 à R. 2231-8 du code des transports ;
- Articles L. 114-1 à L. 114-3, L.114-6 du code de la voirie routière ;
- Articles R. 114-1, R.131-1 et s.et R. 141-1 et suivants du code de la voirie routière.

1.3 Décision

- Pour les servitudes le long de l'emprise de la voie ferrée : instituées de plein droit par les textes législatifs et réglementaires ;

- Pour les servitudes de visibilité : plan de dégagement approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, le conseil départemental ou le conseil municipal.

1.4 Restrictions de diffusion

Aucune restriction de diffusion pour cette catégorie de SUP. La SUP peut être diffusée, est visible et téléchargeable dans la totalité de ses détails.

2 Processus de numérisation

2.1 Responsable de la numérisation et de la publication

2.1.1 Précisions concernant le rôle des administrateurs locaux et des autorités compétentes

Les administrateurs locaux et les autorités compétentes jouent des rôles différents en matière de numérisation et de publication des SUP dans le portail national de l'urbanisme (http://www.geoinformations.developpement-durable.gouv.fr/presentation-des-roles-et-responsabilites-r1072.html).

Il existe plusieurs possibilités d'organisation variant selon que la catégorie de SUP relève de la compétence de l'Etat, de collectivités publiques ou d'opérateurs nationaux ou locaux : http://www.geoinformations.developpement-durable.gouv.fr/fichier/pdf/organisation_sup_cle1c4755-1.pdf?arg=177835277&cle=1076c598d70e410cc53a94b4e666b09f1882d6b5&file=pdf%2Forganisation_sup_cle1c4755-1.pdf.

◊ Administrateur local

L'administrateur local après avoir vérifié que la personne qui sollicite des droits de publication sur le portail national de l'urbanisme est bien gestionnaire de la catégorie de SUP, crée le compte de l'autorité compétente et lui donne les droits sur le territoire relevant de sa compétence (commune, département, région, etc.).

◊ Autorité compétente

L'autorité compétente est responsable de la numérisation et de la publication des SUP sur le portail national de l'urbanisme. Elle peut, si elle le souhaite, confier la mission de numérisation à un prestataire privé ou à un autre service de l'État. Dans cette hypothèse, la publication restera de sa responsabilité.

◊ Prestataire

Le prestataire peut tester la conformité du dossier numérique avec le standard CNIG. S'il est désigné par l'autorité compétente délégataire, il téléverse le dossier numérique dans le GPU.

2.1.2 Administrateurs locaux et autorités compétentes

Concernant le réseau ferré géré par SNCF Réseau, l'autorité compétente est : SNCF Immobilier / Département Systèmes d'Information.

2.2 Où trouver les documents de base

Recueil des actes administratifs de la Préfecture pour les plans de dégagement.

Annexes des PLU et des cartes communales.

2.3 Principes de numérisation

Application du standard CNIG SUP (Conseil national de l'information géolocalisée).

La dernière version du standard CNIG SUP est consultable et téléchargeable ici : http://cnig.gouv.fr/ressources-dematerialisation-documents-d-urbanisme-a2732.html

Création d'une fiche de métadonnées respectant les dernières consignes de saisie des métadonnées SUP via le générateur de métadonnées en ligne sur le GPU.

2.4 Numérisation de l'acte

- Pour les servitudes instituées le long de l'emprise de la voie ferrée : copie des articles L. 2231-1 à L. 2231-9 du code des transports et coordonnées du gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire ;
- Pour les servitudes de visibilité : copie du plan de dégagement approuvé.

2.5 Référentiels géographiques et niveau de précision

Les informations ci-dessous précisent les types de référentiels géographiques et de méthodes d'acquisition à utiliser pour la numérisation des objets SUP de cette catégorie ainsi que la gamme de précision métrique correspondante. D'autres référentiels ou méthodes de précision équivalente peuvent également être utilisés.

Les informations de précision (mode de numérisation, échelle et nature du référentiel) relatives à chaque objet SUP seront à renseigner dans les attributs prévus à cet effet par le standard CNIG SUP.

Référentiels :	**BD Ortho/PCI VECTEUR**
Précision :	**Métrique**

2.6 Numérisation du générateur et de l'assiette

Servitudes le long de l'emprise de la voie ferrée

Le générateur

Le générateur est l'infrastructure de transport ferroviaire. Il est défini de la manière suivante :

- La voie ferrée lorsqu'elle est localisée sur le domaine public ferroviaire (actifs fonciers de SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions) ;
- Le passage à niveau.

Le générateur est de type linéaire concernant la voie ferrée. Il est ponctuel lorsqu'il est relatif à un passage à niveau.

L'assiette

L'assiette des servitudes correspond à une bande de terrains dont la largeur varie en fonction du générateur :

- Ligne tracée à 50 m à partir de l'emprise de la voie ferrée correspondant à la distance de recul la plus importante visée à l'article R. 2231-7 du code des transports ;

- Distance de 300 à 3000 mètres autour des passages à niveau, selon l'importance des projets et celle de leur impact sur les infrastructures ferroviaires et les flux de circulation avoisinants (article R. 2231-7 du code des transports).

L'assiette est de type surfacique.

Servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau

Le générateur

Les générateurs sont l'infrastructure de transport ferroviaire et la voie publique.

Les générateurs sont de type linéaire.

L'assiette

L'assiette correspond à la bande de terrains situés au croisement d'une voie ferrée et d'une voie publique sur lesquels s'exercent les servitudes de visibilité.

L'assiette est de type surfacique.

3 Référent métier

Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
Direction générale des infrastructures de transport et des mobilités
Tour Séquoia

92055 La Défense Cedex

Annexes

1. Procédure d'institution du plan de dégagement

Le plan de dégagement est soumis à une enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie. Elle est organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration dans le respect des formes prévues par les plans d'alignement.

Le plan est notifié aux propriétaires intéressés et l'exercice des servitudes commence à la date de cette notification (article R.114-1 et R.114-4 du code de la voirie routière).

Le plan de dégagement est approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, le conseil départemental ou le conseil municipal selon que la route est nationale, départementale ou communale (article L.114-3).

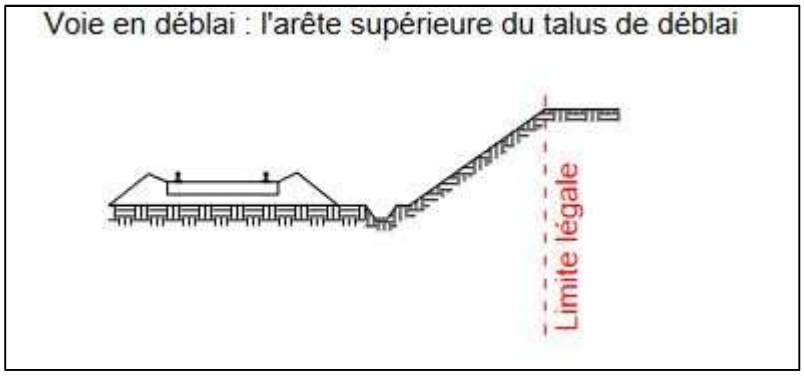
Lorsqu'un plan de dégagement a été institué par un arrêté préfectoral les propriétaires doivent se conformer à ses prescriptions.

2. Matérialisation de l'emprise de la voie ferrée pour le calcul des distances de recul à respecter

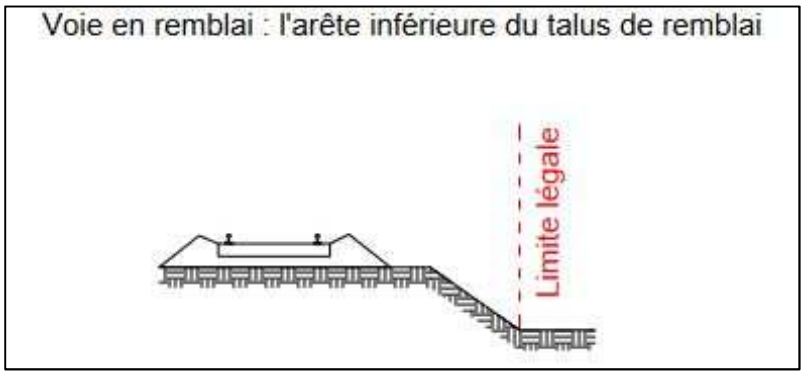
Les distances de recul précisées aux articles R. 2231-4 à R. 2231-6 du code des transports s'appliquent à partir de l'emprise de la voie ferrée définie à l'article R. 2231-2 du code des transports et représentée à titre illustratif par SNCF Réseau dans les schémas ci-dessous figurant la limite légale*.

* la limite légale correspond à l'emprise de la voie ferrée.

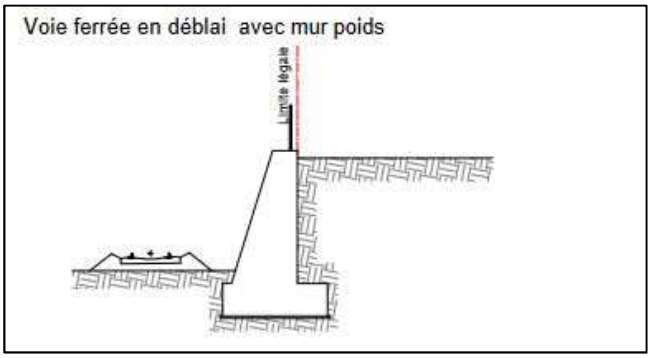
- Arête supérieure du talus de déblai :

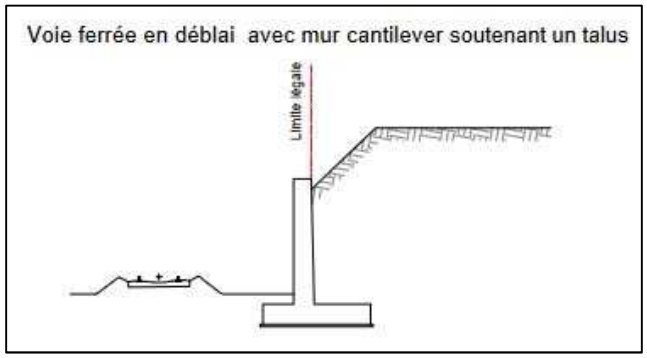


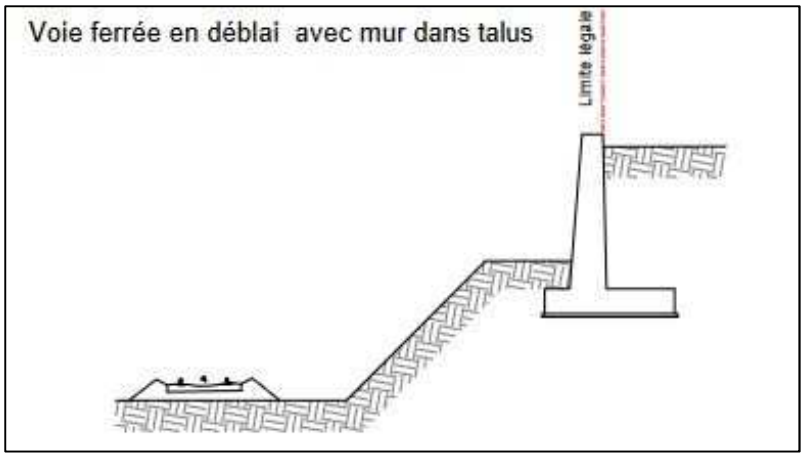
- Arête inférieure du talus du remblai :



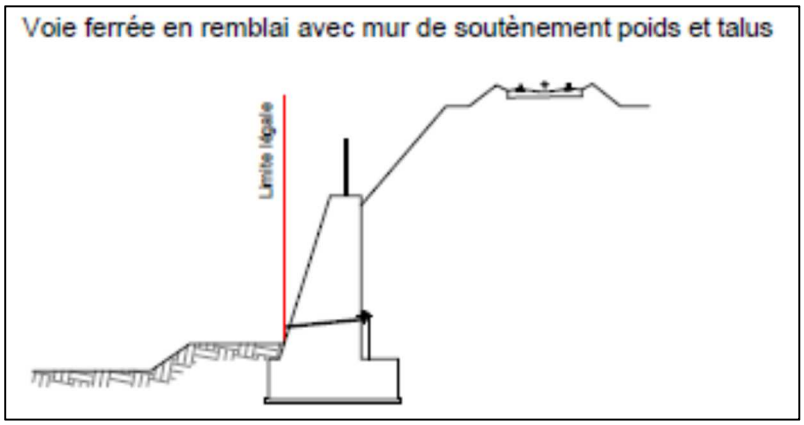
- Nu arrière du mur de soutènement ou de la paroi revêtue associée :



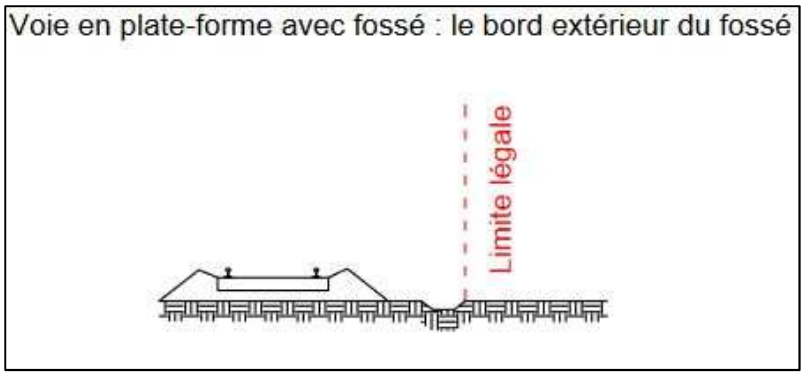




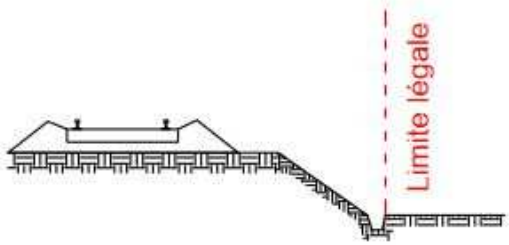
- **Nu avant du mur de soutènement ou de la paroi revêtue associée** :



- **Du bord extérieur des fossés :**

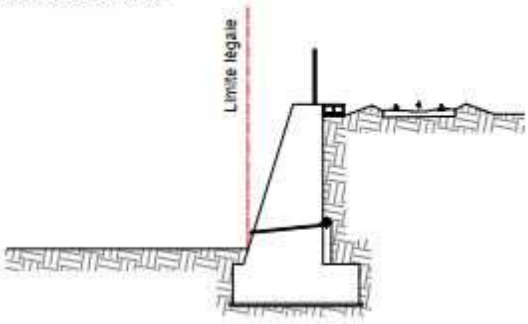


Voie en remblai : le bord extérieur du fossé si cette voie en comporte un

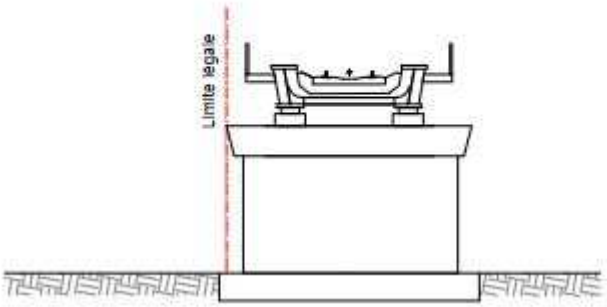


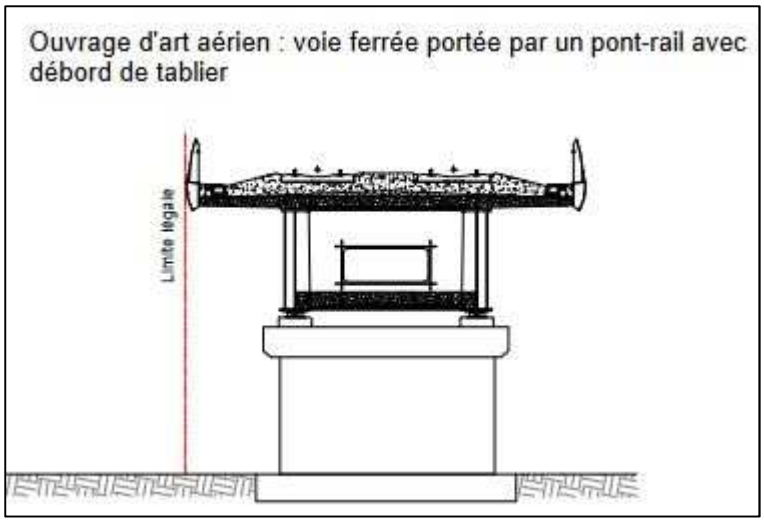
- Du bord extérieur de l'ouvrage d'art aérien :

Ouvrage d'art aérien : voie ferrée en remblai avec ouvrage de soutènement

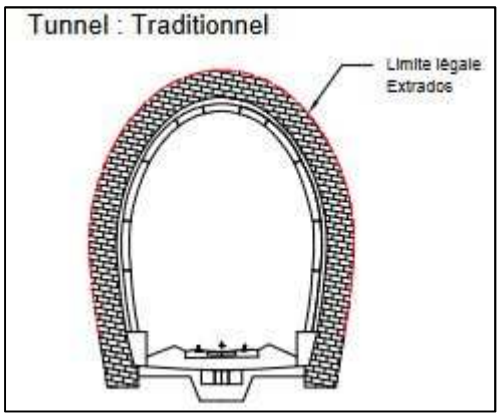


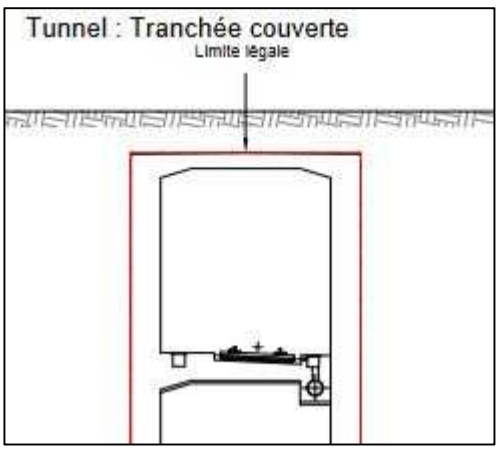
Ouvrage d'art aérien : voie ferrée portée par un pont-rail avec appui en saillie par rapport au tablier



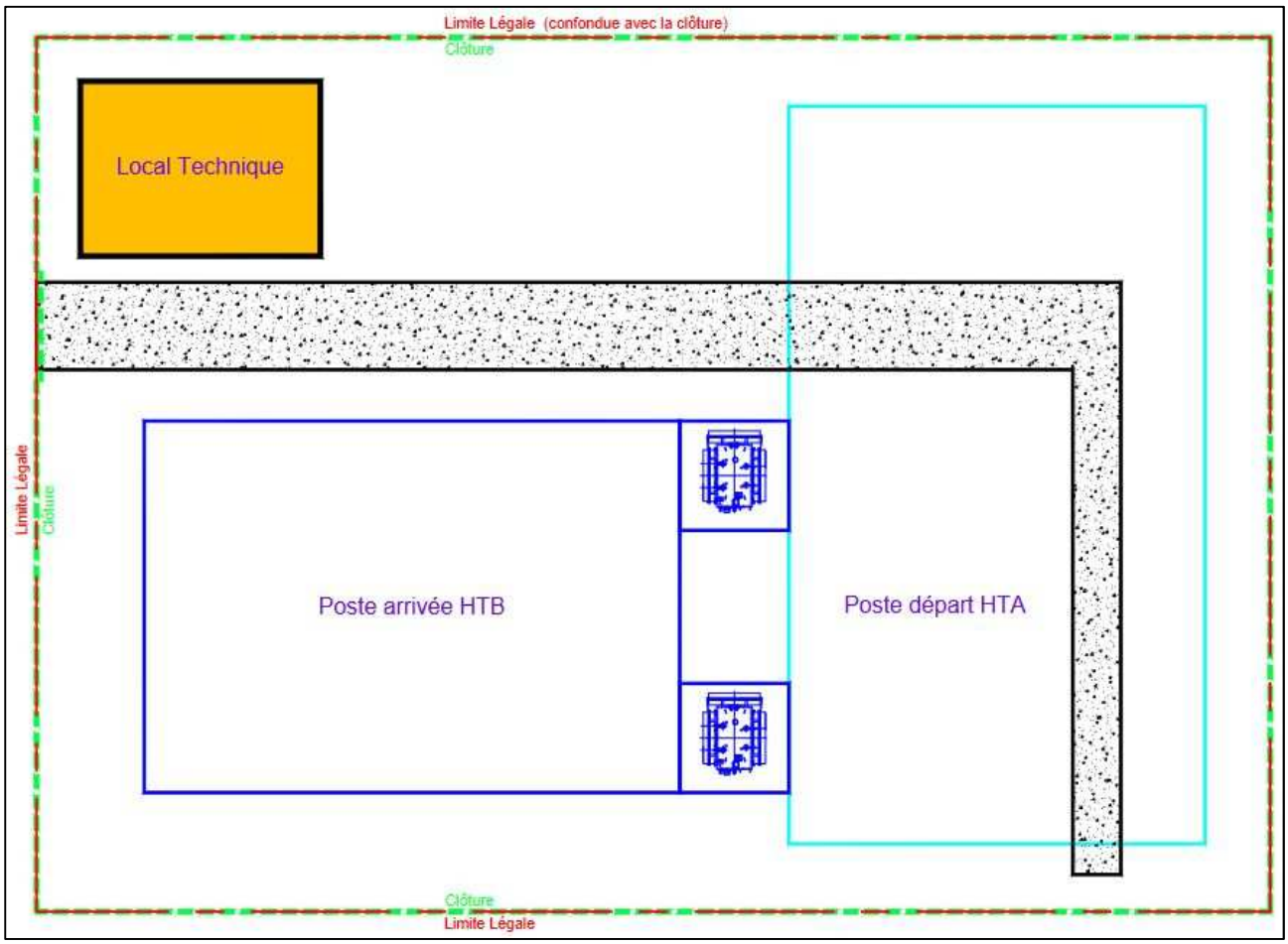


- **De la surface extérieure, ou extrados, de l'ouvrage d'art souterrain** :

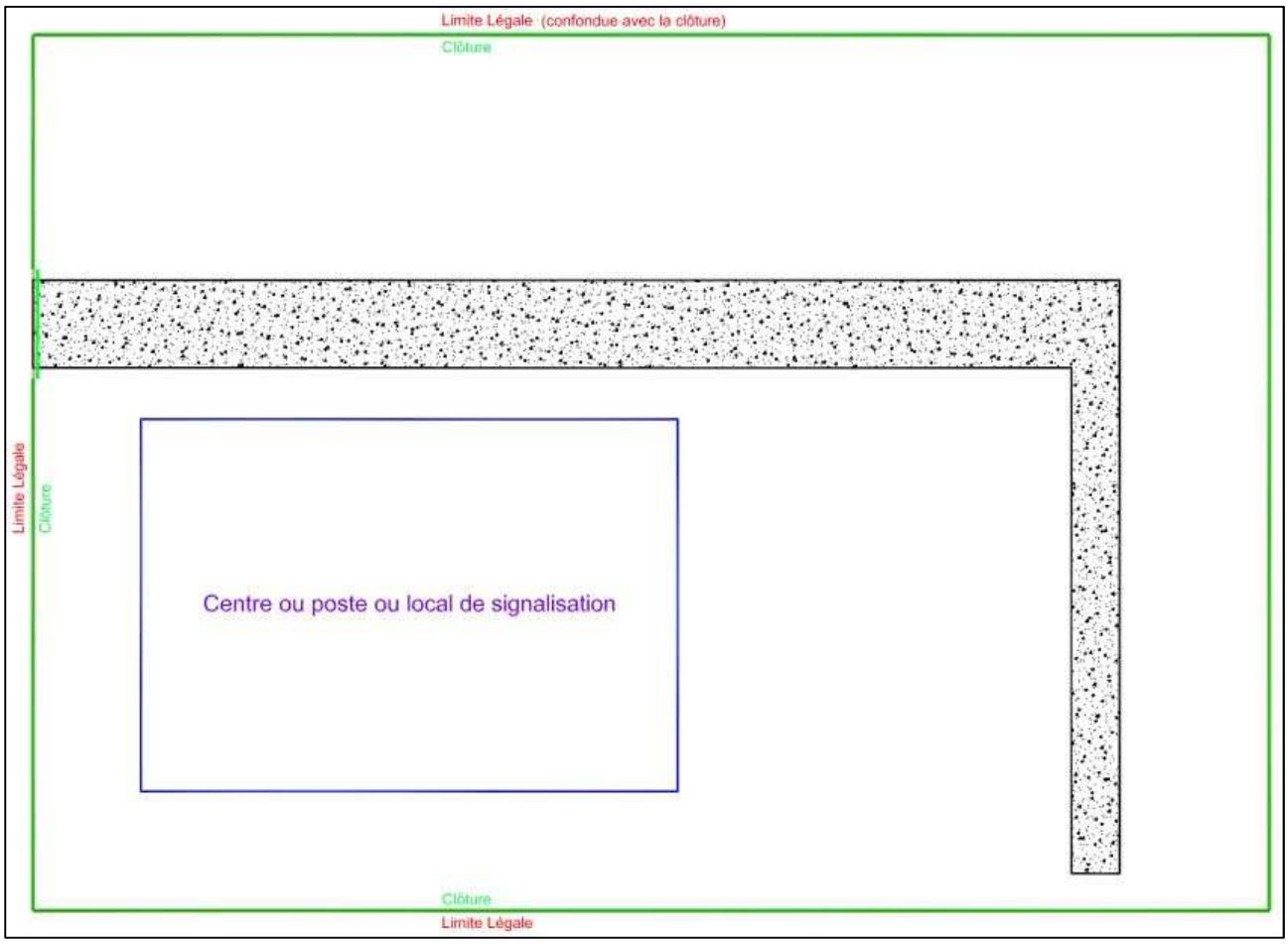




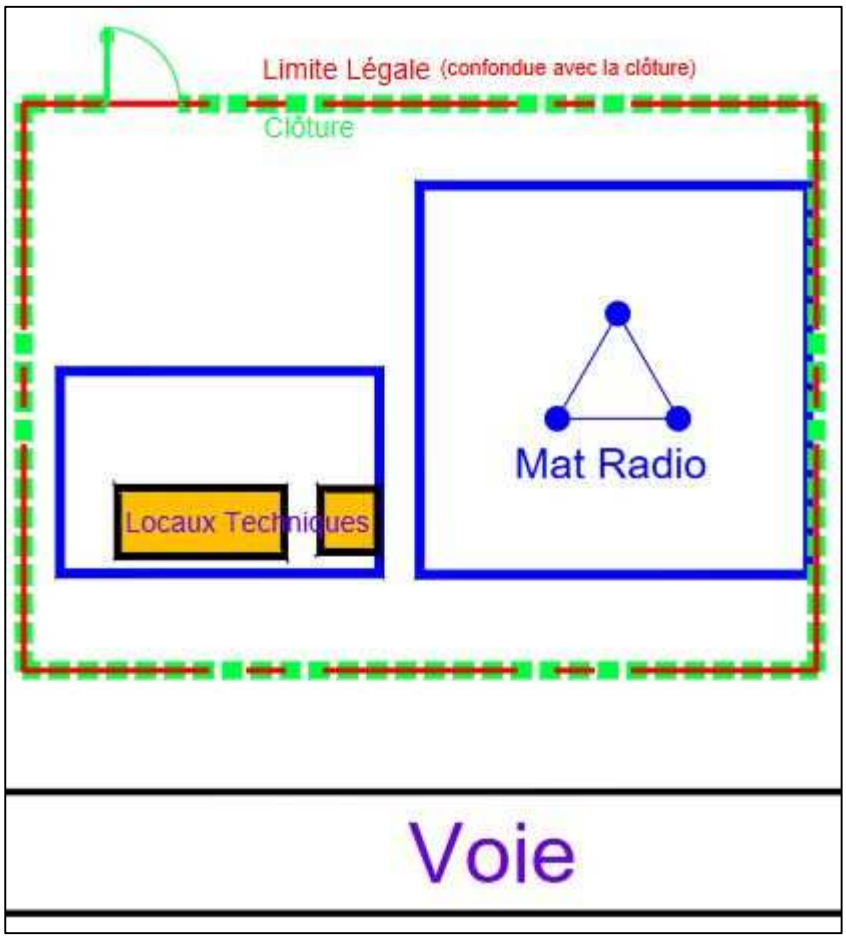
- De la clôture de la sous-station électrique :



- Du mur du poste d'aiguillage :



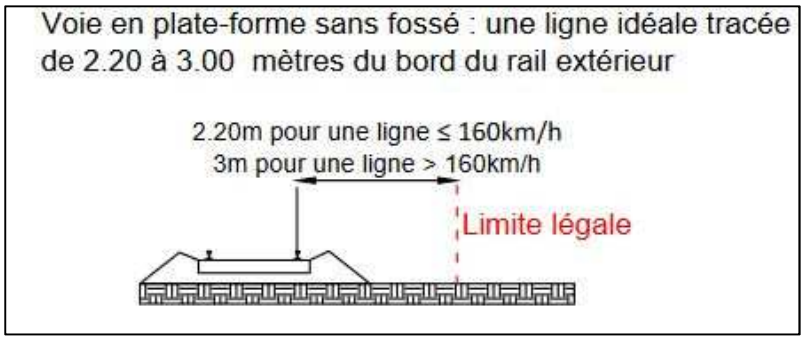
- De la clôture de l'installation radio :



- D'une ligne tracée à 2,20 mètres pour les lignes ou sections de ligne où il n'est pas circulé ou circulé jusqu'à 160 km/ h à partir du bord extérieur du rail de la voie ferrée :

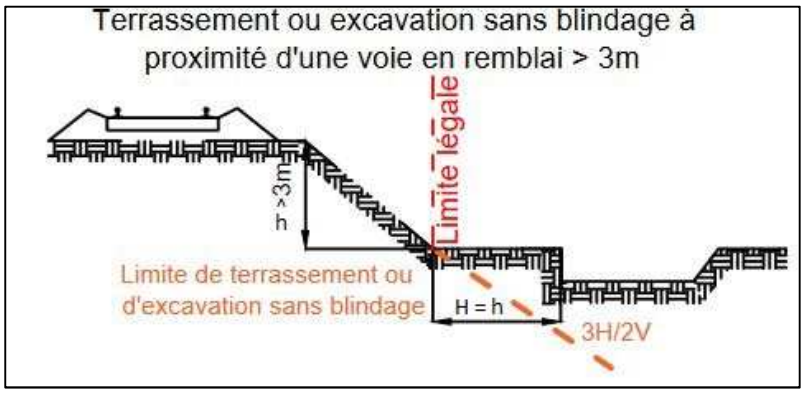
Ou

- D'une ligne tracée à trois mètres pour les lignes ou section de lignes où il est circulé à plus de 160 km/ h, à partir du bord extérieur du rail de la voie ferrée :



3. Exemples de matérialisation de la distance de recul définie à l'article R. 2231-5 du code des transports à respecter pour les projets de terrassement, excavation, fondation

<u>Situation 1</u> : cas de la voie en remblai pour laquelle s'applique les distances de recul définies aux I et II de l'article R. 2231-5 du code des transports :

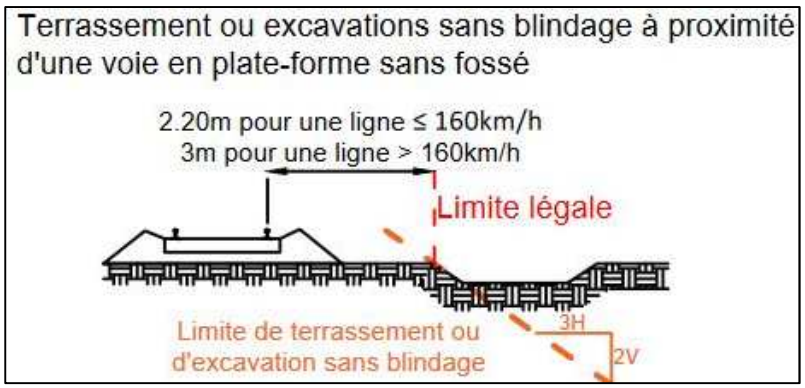


<u>Nota</u> *:* les remblais de plus de 3 mètres de hauteur (h) bénéficient d'une double protection :
- une interdiction de terrasser dans une distance horizontale H inférieure à la hauteur du remblai h ;
- une interdiction de terrasser sans blindage sous un plan de 3 H (horizontal) pour 2 V (vertical), mesurée à partir de l'arrête inférieure du talus.

<u>Situation 2</u> : cas des autres composantes de l'emprise de la voie ferrée pour lesquelles s'appliquent la distance de recul prévue au I de l'article R. 2231-5 du code des transports :

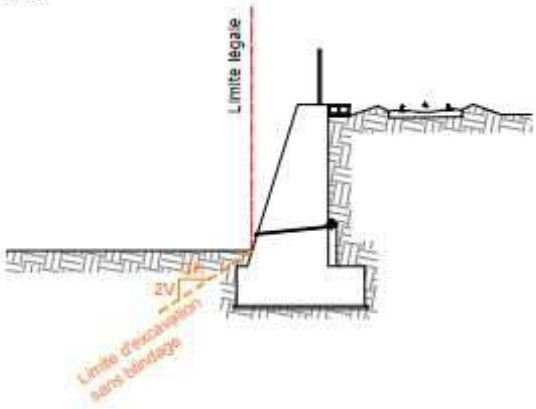
Pour tous les autres éléments composant l'emprise de la voie ferrée (article R.2231-2 du code des transports), il est interdit de réaliser des terrassements, des excavations, des fondations sans la mise en œuvre d'une solution de blindage sous un plan incliné à 3H pour 2V, positionné de telle sorte qu'il passe par le point d'intersection de la limite de l'emprise de la voie ferrée et du terrain naturel (II de l'article R.2231-5).
Le point de départ pour tirer ce trait correspondant au plan de 3H pour 2V, en dessous duquel une solution de blindage doit obligatoirement être mise en œuvre, est la limite de chaque composante de l'emprise de la voie ferrée définie à l'article R. 2231-2 du code des transports.

***Exemple 1* : matérialisation de la limite d'excavation, de terrassement et de fondation sans blindage à partir de l'emprise de la voie ferrée pour la plateforme ferroviaire.**

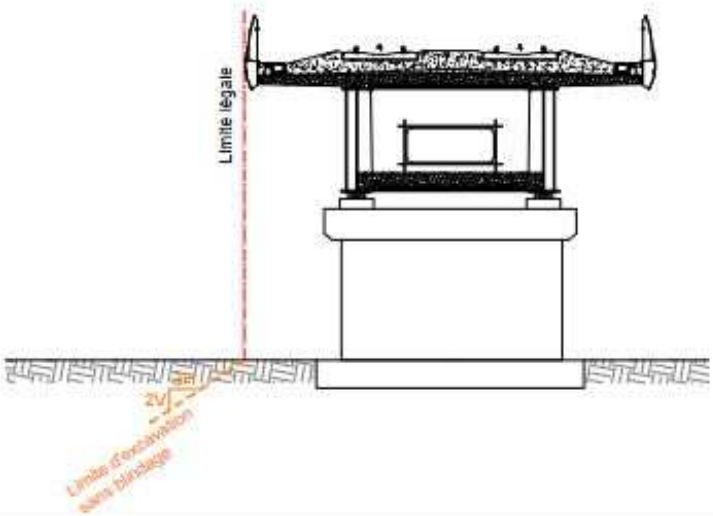


***Exemple 2* : matérialisation de la limite d'excavation, de terrassement et de fondation sans blindage à partir de l'emprise de la voie ferrée pour l'ouvrage d'art aérien.**

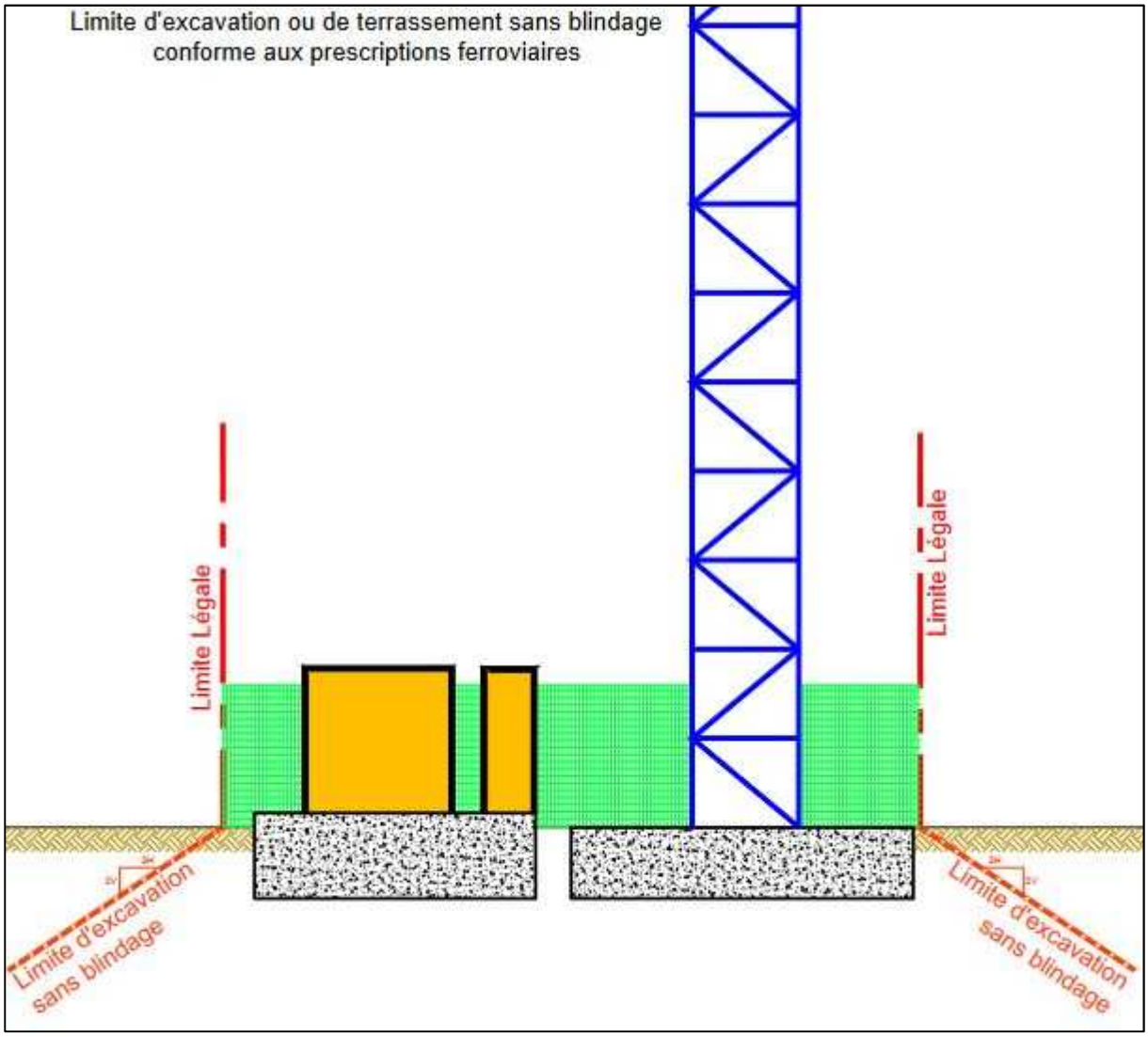
Ouvrage d'art aérien : voie ferrée en remblai avec ouvrage de soutènement



Ouvrage d'art aérien : voie ferrée portée par un pont-rail avec débord de tablier



Exemple 3 **: matérialisation de la limite d'excavation, de terrassement et de fondation sans blindage à partir de l'emprise de la voie ferrée pour l'installation radio.**



Servitudes T1 instituées le long de l'emprise de la voie ferrée

Document de référence

Rappel des dispositions du Code des Transports – Art. L. 2231-1 à L. 2231-9

MESURES RELATIVES À LA CONSERVATION

« ***Art. L. 2231-1.*** – I. – La consistance du domaine public ferroviaire est définie à l'article L. 2111-15 du code général de la propriété des personnes publiques.

« II. – La fixation des limites du domaine public ferroviaire au droit des propriétés riveraines peut être effectuée, à la demande des propriétaires riverains ou du gestionnaire d'infrastructure, dans le cadre d'une procédure amiable définie par décret en Conseil d'Etat.

«III. – L'alignement est la détermination par l'autorité administrative de la délimitation du domaine public ferroviaire au droit des propriétés riveraines. Il est fixé soit par un plan d'alignement, soit par un alignement individuel.

« L'alignement est réalisé :

«1° A la demande du gestionnaire d'infrastructure ou des propriétaires riverains ;

«2° En l'absence d'accord entre le gestionnaire d'infrastructure et les propriétaires riverains à l'issue de la procédure prévue au II du présent article.

« L'alignement individuel est délivré au propriétaire par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, conformément au plan d'alignement s'il en existe un. En l'absence d'un tel plan, il constate la limite du domaine public ferroviaire au droit de la propriété riveraine.

« Le plan d'alignement, auquel est joint un plan parcellaire, est pris par arrêté du représentant de l'Etat dans le département et détermine la limite entre le domaine public ferroviaire et les propriétés riveraines, après enquête publique organisée conformément aux dispositions du chapitre IV du titre III du livre Ier du code des relations entre le public et l'administration.

« La publication d'un plan d'alignement transfère de plein droit la propriété du sol des propriétés non bâties, dans les limites qu'il détermine, au propriétaire du domaine public ferroviaire.

« La propriété du sol des propriétés bâties à la date de publication du plan d'alignement est transférée, dès la destruction du bâtiment, au propriétaire du domaine public ferroviaire.

« Lors du transfert de propriété, l'indemnité est, à défaut d'accord amiable, réglée conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

« ***Art. L. 2231-2.*** – I. – Sont applicables aux propriétés riveraines du domaine public ferroviaire les servitudes d'écoulement des eaux prévues par les articles 640 et 641 du code civil.

«II. – Tout déversement, écoulement ou rejet direct ou indirect, qu'il soit diffus ou non, d'eaux usées, d'eaux industrielles ou de toute autre substance, notamment polluante ou portant atteinte au domaine public ferroviaire, est interdit sur le domaine public ferroviaire.

« ***Art. L. 2231-3.*** – I. – Il est interdit d'avoir des arbres, branches, haies ou racines qui empiètent sur le domaine public ferroviaire, compromettent la sécurité des circulations ou gênent la visibilité de la signalisation ferroviaire. Leurs propriétaires sont tenus de les élaguer, de les tailler ou de les abattre afin de respecter cette interdiction.

«II. – Pour des raisons impérieuses tenant à la sécurité des circulations ferroviaires, et après constat par procès- verbal par un agent assermenté missionné du gestionnaire d'infrastructure, les opérations d'élagage, de taille ou d'abattage des arbres, branches, haies ou racines peuvent être effectuées d'office, aux frais du propriétaire, par le gestionnaire d'infrastructure.

« ***Art. L. 2231-4.*** – Toute construction, autre qu'un mur de clôture, dont la distance par rapport à l'emprise de la voie ferrée ou, le cas échéant, par rapport à l'ouvrage d'art, l'ouvrage en terre ou la sous-station électrique, est inférieure à un seuil défini par décret en Conseil d'Etat, est interdite.

Nota : Cette interdiction de construction ne s'applique pas aux procédés de production d'énergies renouvelables intégrés à la voie ferrée ou installés aux abords de la voie ferrée, dès lors qu'ils ne compromettent pas la sécurité des circulations ferroviaires, le bon fonctionnement des ouvrages, des systèmes et des équipements de transport ainsi que leur maintenabilité (Loi 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables).

« ***Art. L. 2231-5.*** – Tout terrassement, excavation ou fondation, dont la distance par rapport à l'emprise de la voie ferrée ou, le cas échéant, par rapport à l'ouvrage d'art, l'ouvrage en terre ou la sous-station électrique, est inférieure à un seuil défini par décret en Conseil d'Etat, est interdit. Ce décret détermine en outre, en fonction de cette distance, la profondeur maximale de ces terrassement, excavation ou fondation.

« ***Art. L. 2231-6.*** – Tout dépôt, de quelque matière que ce soit, toute installation de système de rétention d'eau, dont la distance par rapport à l'emprise de la voie ferrée ou, le cas échéant, par rapport à l'ouvrage d'art, l'ouvrage en terre ou la sous-station électrique, est inférieure à un seuil défini par décret en Conseil d'Etat, est interdit. Ce décret détermine en outre, en fonction de cette distance, la hauteur ou la profondeur maximale de ces dépôts ou installation.

« ***Art. L. 2231-7.*** – Les projets de construction, d'opération d'aménagement ou d'installation pérenne ou temporaire, y compris les installations de travaux routiers, envisagés à une distance par rapport à l'emprise de la voie ferrée ou, le cas échéant, par rapport à l'ouvrage d'art, l'ouvrage en terre, la sous-station électrique ou le passage à niveau, inférieure à un seuil défini par décret en Conseil d'Etat, font l'objet d'une information préalable auprès du gestionnaire d'infrastructure et, le cas échéant, du gestionnaire de voirie routière.

« Sur proposition du gestionnaire d'infrastructure et, le cas échéant, du gestionnaire de voirie routière, le représentant de l'Etat dans le département peut imposer des prescriptions à respecter pour préserver la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et, le cas échéant, routière et des propriétés riveraines.

« ***Art. L. 2231-8.*** – Lors de la construction d'une nouvelle infrastructure de transport ferroviaire, si la sécurité ou l'intérêt du service ferroviaire l'exigent, le représentant de l'Etat dans le département peut faire supprimer les constructions, terrassements, excavations, fondations ou dépôts, de quelque matière que ce soit, ainsi que les installations de système de rétention d'eau, existant dans les distances mentionnées aux articles L. 2231-4, L. 2231-5 et L. 2231-6, moyennant une indemnité.

« L'indemnité est réglée conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

« Les constructions existantes lors de la construction d'une nouvelle infrastructure de transport ferroviaire qui ne respectent pas les dispositions de l'article L. 2231-4 et dont l'état a été constaté dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat, peuvent uniquement être entretenues dans cet état.

« ***Art. L. 2231-9.*** – Lorsque la sécurité et l'intérêt du domaine public ferroviaire le permettent, les distances mentionnées aux articles L. 2231-4, L. 2231-5 et L. 2231-6 peuvent être réduites en vertu d'une autorisation motivée délivrée par le représentant de l'Etat dans le département, après avoir recueilli l'avis du gestionnaire d'infrastructure et, le cas échéant, du gestionnaire de voirie routière. Cette autorisation peut éventuellement être assortie de prescriptions à respecter pour préserver la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et des propriétés riveraines.

Avertissement

Afin de s'assurer du respect des mesures relatives à la protection du domaine public ferroviaire énoncées ci-dessus, toute demande d'un Tiers fait l'objet d'une saisine des services de SNCF Immobilier à l'exception de celles qui relèvent de l'Art. L. 2231-7.

Les projets nécessitant une obligation d'information préalable auprès du gestionnaire d'infrastructure au titre de l'Art. L. 2231-7 font l'objet d'une saisine directe auprès des services de SNCF Réseau.

Nota : Les catégories de projets soumis à cette obligation sont déterminées par arrêté du ministre chargé des transports non paru à ce jour.

Cette disposition entrera en application lors de la parution du décret au Journal Officiel.

Ci-après les coordonnées des services instructeurs.

Coordonnées du service instructeur de SNCF Immobilier

SNCF Immobilier, agissant au nom et pour le compte des Sociétés Anonymes (SA) du Groupe Public Unifié SNCF (GPU) centralise les demandes et répond aux coordonnées suivantes :

SNCF IMMOBILIER

DIRECTION IMMOBILIERE TERRITORIALE GRAND EST

M^me^ la Chef de Groupe Ingénierie et Gestion Immobilière
Pôle Environnement de Travail

Contact : ditge_urbanisme@sncf.fr

Le service instructeur fera l'interface avec les services de l'ingénierie de SNCF Réseau pour les demandes qui le nécessiteront, c'est-à-dire celles qui peuvent avoir un impact sur le domaine public ferroviaire (opérations de construction, démolitions, excavations, etc.).

Coordonnées du service instructeur de SNCF Réseau

EN ATTENTE DE LA PARUTION DU DECRET MENTIONNE CI-DESSUS

Présidence de la République

Arrêté du 3 septembre 2003 portant nomination à la présidence de la République

NOR : *PREX0306842A*

Le Président de la République

Arrête :

Art. 1er. – M. Laurent Vigier est nommé chargé de mission à la présidence de la République.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 septembre 2003.

JACQUES CHIRAC

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET DES LIBERTÉS LOCALES

Décret du 1er septembre 2003 portant classement dans la catégorie des routes express de la RD 500, comprise entre le carrefour avec la RD 392 et la RD 422 à Dorlisheim (Bas-Rhin) et l'échangeur avec l'autoroute A 35, y compris l'ensemble des bretelles et des échangeurs

NOR : *INTB0300177D*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales,

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L. 151-1 à L. 151-5 et R. 151-1 à R. 151-3 ;

Vu le code de la route, notamment son article R. 311-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1991 déclarant d'utilité publique les acquisitions et travaux sur le territoire des communes de Dorlisheim, Rosheim, Bischoffsheim et Obernai, conférant à la déviation de la RD 422 et à la bretelle de raccordement au boulevard de l'Europe à Obernai le statut de déviation de route à grande circulation, classant dans la voirie autoroutière les bretelles de raccordement à l'autoroute A 352 et portant mise en compatibilité du plan d'occupation des sols des communes de Rosheim, Bischoffsheim et Obernai ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 décembre 1997 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à l'attribution du caractère de route express ;

Vu les pièces des enquêtes auxquelles il a été procédé du 19 janvier 1998 au 5 février 1998 inclus, ensemble l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu la délibération du conseil général du Bas-Rhin du 2 juin 1997 émettant un avis favorable au classement en route express de la RD 500 entre la RD 422 à Dorlisheim et l'A 35 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Niedernai du 6 février 1998 relative au classement de la RD 500 entre la RD 422 à Dorlisheim et l'A 35 dans la catégorie des routes express ;

Vu la délibération du conseil municipal de Bischoffsheim du 16 février 1998 relative au classement de la RD 500 entre la RD 422 à Dorlisheim et l'A 35 dans la catégorie des routes express ;

Vu la délibération du conseil municipal de Dorlisheim du 17 février 1998 relative au classement de la RD 500 entre la RD 422 à Dorlisheim et l'A 35 dans la catégorie des routes express ;

Vu la délibération du conseil municipal d'Obernai du 20 février 1998 relative au classement de la RD 500 entre la RD 422 à Dorlisheim et l'A 35 dans la catégorie des routes express ;

Vu la délibération du conseil municipal de Rosheim du 23 mars 1998 relative au classement de la RD 500 entre la RD 422 à Dorlisheim et l'A 35 dans la catégorie des routes express ;

Vu la lettre du président du conseil général du Bas-Rhin du 1er avril 1998 décrétant la poursuite du projet ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décrète :

Art. 1er. – Le caractère de route express est conféré, conformément au plan au 1/10 000 annexé au présent décret (1), à l'ensemble de l'itinéraire de la RD 500 entre le carrefour avec la RD 392 et la RD 422 à Dorlisheim et l'échangeur avec l'autoroute A 35, sur une longueur de 7 570 mètres, y compris :

La liaison avec le boulevard de l'Europe (bretelle d1) : de l'échangeur sur la RD 500 au carrefour giratoire de la zone industrielle ;

Les bretelles d'accès à la RD 500 :

- de l'échangeur B de Rosheim avec les RD 35 et RD 422 ;
- de l'échangeur C de Bischoffsheim avec la RD 207 ;
- de l'échangeur D d'Obernai ;
- de l'échangeur E avec la RD 426 ;
- de l'échangeur F avec l'A 35 (bretelle F1 sud-nord de raccordement de l'A 35 sur la RD 500).

Art. 2. – L'accès de la route express est interdit en permanence aux :

- piétons ;
- cavaliers ;
- cycles ;
- animaux ;
- véhicules à traction non mécanique ;
- véhicules à propulsion mécanique non soumis à immatriculation ;
- cyclomoteurs soumis ou non à immatriculation ;
- véhicules et matériels agricoles et matériels de travaux publics au sens de l'article R. 311-1 du code de la route ;
- véhicules automobiles ou ensembles de véhicules qui ne seraient pas, par construction, capables d'atteindre en palier la vitesse minimum de 40 km/h.

Art. 3. – Le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales et le ministre délégué aux libertés locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er septembre 2003.

JEAN-PIERRE RAFFARIN

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,
de la sécurité intérieure
et des libertés locales,
NICOLAS SARKOZY

Le ministre délégué aux libertés locales,
PATRICK DEVEDJIAN

(1) Le plan peut être consulté au conseil général du Bas-Rhin, ainsi que dans les mairies de Dorlisheim, de Rosheim, de Bischoffsheim, de Niedernai et d'Obernai.

Arrêté du 23 juillet 2003 portant interdiction de vente aux mineurs d'une revue

NOR : *INTD0300519A*

Par arrêté du ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales en date du 23 juillet 2003, considérant le caractère pornographique, tant en ce qui concerne les textes que les photographies, ainsi que le danger que représente cette revue pour les mineurs qui pourraient l'acquérir, il est interdit, sous les peines prévues au sixième alinéa de l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 modifiée sur les publications destinées à la jeunesse, de proposer, de donner ou de vendre à des mineurs la revue intitulée *Hot.net*, éditée par les éditions FJM Multimédia.

Arrêté du 21 août 2003 portant organisation des circonscriptions de sécurité publique dans le département de la Haute-Corse

NOR : *INTC0300523A*

Le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales,

Vu la loi n° 66-492 du 9 juillet 1966 modifiée portant organisation de la police nationale ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu la loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 93-1031 du 31 août 1993 portant création et organisation des directions départementales de la sécurité publique ;

Vu le décret n° 95-661 du 9 mai 1995 modifiant le code de procédure pénale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et relatif à la police judiciaire ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 2003 instaurant le régime de la police d'Etat sur le territoire de la commune de Biguglia ;

Vu l'arrêté du 10 décembre 1993 portant organisation des services déconcentrés de la direction centrale de la sécurité publique ;

Vu l'avis du comité technique paritaire départemental des services de la police nationale de la Haute-Corse en date du 10 juin 2003 ;

Sur la proposition du directeur général de la police nationale,

Arrête :

Art. 1er. – Dans le département de la Haute-Corse, les communes dans lesquelles a été institué le régime de la police d'Etat sont, pour l'organisation des services de la sécurité publique et à compter du 5 janvier 2004, réparties en circonscriptions rattachées à la direction départementale de la sécurité publique conformément au tableau ci-après :

DIRECTION départementale de la sécurité publique	CIRCONSCRIPTION	COMMUNES
Bastia.	Bastia.	Bastia, Furiani, Ville-di-Pietrabugno, Biguglia.

Art. 2. – L'arrêté du 27 mai 1997 portant organisation des circonscriptions de sécurité publique dans le département de la Haute-Corse est abrogé à compter de la même date.

Art. 3. – Le directeur général de la police nationale, le directeur central de la sécurité publique et le préfet de la Haute-Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 août 2003.

NICOLAS SARKOZY

Arrêté du 21 août 2003 portant organisation des circonscriptions de sécurité publique dans le département du Territoire de Belfort

NOR : *INTC0300524A*

Le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales,

Vu la loi n° 66-492 du 9 juillet 1966 modifiée portant organisation de la police nationale ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu la loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Date d'affichage : 21/06/2024
Date AR Prefecture : 21/06/2024 21/06/2024
ID Actes : 067-200052264-20240621-311148-DE-1-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

Séance du 21 juin 2024

Délibération **N°24CP-1166**

Objet	Classement en Réserve naturelle régionale des collines sèches du Bischenberg, de l'Immerschenberg et du Holiesel

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL GRAND EST DÉCIDE

Vu la délibération du Conseil Régional N°23SP-405 du 13/01/2023 portant délégation de compétences à la Commission Permanente,

Vu l'avis émis par la Commission Environnement du Conseil Régional ;

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu la Loi 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 332-1 à L. 332-27, R.332-30 à R.332-48, R.332-68 à R. 332-81 ; L171-1 à 12 ;

Vu la délibération du Conseil Régional N°20SP-769 du 9 juillet 2020 adoptant la Stratégie Régionale Biodiversité ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°24-06 des 18 et 19 décembre 2006 relatifs aux dispositifs Trame verte et bleue et Réserves naturelles régionales en Alsace ;

Vu la délibération du conseil municipal de Bischoffsheim en date du 19 février 2024, approuvant le projet de classement et donnant son accord à l'intégration des parcelles dont la commune est propriétaire ;

Vu la délibération du conseil municipal de Rosenwiller en date du 27 mars 2024, approuvant le projet de classement et donnant son accord à l'intégration des parcelles dont la commune est propriétaire ;

Vu la délibération du conseil municipal d'Obernai en date du 6 mai 2024, approuvant le projet de classement et donnant son accord à l'intégration de la parcelle dont la commune est propriétaire ;

Vu l'accord pour le classement en réserve naturelle régionale exprimé le 19 février 2024 par le président de la Ligue pour la protection des oiseaux d'Alsace, pour la parcelle dont l'association est propriétaire ;

Vu l'accord pour le classement en réserve naturelle régionale exprimé le 19 mars 2024 par le président du Conservatoire des sites alsaciens, pour les parcelles dont l'association est propriétaire ou titulaire de droits réels ;

Vu l'accord pour le classement en réserve naturelle régionale exprimé le 27 avril 2024 par le Directeur général de Strasbourg électricité réseaux, pour les parcelles dont l'entreprise est titulaire de droits réels ;

Vu l'avis favorable de la Préfète de la région Grand Est en date du 31 janvier 2024 ;

Vu l'avis de la Collectivité européenne d'Alsace en date 25 janvier 2024 ;

Vu les avis réputés favorables de la Communauté de communes des Portes de Rosheim et de la Communauté de communes du Pays de Sainte-Odile ;

Vu l'avis favorable du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel n°2023-142 en date du 25 juillet 2023 ;

Vu le bilan très favorable de la consultation du public en date de janvier 2024 ;

CONSIDERANT l'importance particulière du site pour la conservation des espèces et habitats spécifiques des collines sèches sous-vosgiennes ;

CONSIDERANT qu'il convient de soustraire le site à toute intervention susceptible de le dégrader ;

CONSIDERANT qu'il convient d'y mettre en place une gestion adaptée pour maintenir les milieux naturels dans leur bon état écologique ;

CONSIDERANT qu'il convient d'y accueillir le public dans des conditions limitant son impact sur les espèces et les habitats naturels ;

- **d’approuver** le classement, pour une durée illimitée, en Réserve naturelle régionale, des sites des collines sèches du Bischenberg, de l’Immerschenberg et du Holiesel tels que présentés en annexe 1 et 2, sous la dénomination de « Réserve naturelle régionale des collines sèches du Bischenberg, de l’Immerschenberg et du Holiesel » ;

- **d’approuver** le périmètre ainsi que la réglementation nécessaires à la protection de la réserve naturelle tels qu’ils figurent dans les dispositions jointes en annexe 1 ;

- **d'abroger** la délibération du Conseil Régional n°24-06 des 18 et 19 décembre 2006.

Strasbourg le 21 juin 2024,

Le Président du Conseil Régional



Franck LEROY

Annexe 1

Dispositions de classement de la Réserve naturelle régionale des collines sèches du Bischenberg, de l'Immerschenberg et du Holiesel (67)

La délibération de classement du Conseil régional précise en application de l'article L 332-2-1 IV du code de l'environnement « le périmètre de la réserve et la réglementation applicable ainsi que, le cas échéant, sur les modalités de la gestion de la réserve et de contrôle du respect de la réglementation et la durée du classement ».

Une réserve naturelle est un espace naturel protégé par plusieurs types de législations : le droit pénal général, le droit de l'environnement, le droit spécial des réserves naturelles et la réglementation propre à chaque réserve naturelle. L'ensemble des mesures législatives et règlementaires en vigueur sur le site continuent de s'appliquer même si elles ne sont pas spécifiquement mentionnées ici.

Le(s) gestionnaire(s) de la réserve naturelle, désigné(s) par arrêté du Conseil régional et avec le(s)quel(s) il a passé une convention, est(sont) nommé(s) ci-après « le gestionnaire ».
Le plan de gestion de la réserve naturelle approuvé par le Conseil régional est nommé ci-après « plan de gestion ».

CHAPITRE 1 – Création et délimitation de la Réserve Naturelle Régionale

Article 1.1 : Dénomination et délimitation

Sont classées en réserve naturelle régionale, sur les territoires des communes de Bischoffsheim, Obernai et Rosenwiller, dans le département du Bas-Rhin, sous la dénomination « **Réserve naturelle régionale des collines sèches du Bischenberg, de l'Immerschenberg et du Holiesel** », les parcelles cadastrales et parties de parcelles cadastrales suivantes pour une superficie totale de **97,196 ha** :

Secteur de la réserve	Commune	Section	Parcelle	Surface cadastrale (ares)	Propriétaire
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0002	4192,52	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0004	13,82	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0006	7,89	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0007	15,39	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0015	7,66	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0016	7,77	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0018	12,13	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0028	15,52	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0035	8,71	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0041	9,01	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0042	8,35	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0043	8,71	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0044	13,53	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0050	13,11	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0052	20,34	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0057*	93,15	Commune de Bischoffsheim

Bischenberg	Bischoffsheim	09	0065	556,08	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0066	59,27	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0067	24,07	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0176	37,83	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0293	156,61	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0305*	3,90	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0306*	5,54	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0391	11,32	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0392	6,52	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0342	3,79	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0344	4,07	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0345	3,12	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0346	5,40	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0347	3,54	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0350	3,26	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0351	2,83	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0353	5,91	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0359	2,82	CSA / CEN Alsace
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0361	3,94	CSA / CEN Alsace
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0362	5,27	CSA / CEN Alsace
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0549	19,87	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0192	4,00	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0193	4,03	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0194	11,72	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0195	5,08	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0196	3,51	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0197	4,10	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0198	3,39	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0200	5,38	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0203	10,76	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0657	13,04	Commune de Bischoffsheim
Sous-total « Bischenberg »				**5 437,58**	

Secteur de la réserve	Commune	Section	Parcelle	Surface cadastrale (ares)	Propriétaire
Immerschenberg	Obernai	62	0001	647,83	Commune d'Obernai
Sous-total « Immerschenberg »				**647,83**	

Secteur de la réserve	Commune	Section	Parcelle	Surface cadastrale	Propriétaire
Holiesel	Rosenwiller	06	0038	65,81	Commune de Rosenwiller
Holiesel	Rosenwiller	06	0246	17,19	Ligue pour la Protection des Oiseaux Alsace
Holiesel	Rosenwiller	07	86/001	996,06	Commune de Rosenwiller
Holiesel	Rosenwiller	09	0148	387,49	Commune de Rosenwiller
Holiesel	Rosenwiller	09	0177	104,71	Commune de Rosenwiller
Holiesel	Rosenwiller	A	125/098	2062,93	Commune de Rosenwiller
Sous-total « Holiesel »				**3 634,19**	

Surface totale du projet de réserve naturelle	**9 719,60**

Les parcelles notées d'un astérisque (*) ne sont concernées que pour partie par le projet de RNR. Il s'agit de la parcelle 57 de la section 9 et des parcelles 305 et 306 de la section 10 de la commune de Bischoffsheim. Le détail des limites est explicité sur les cartes ci-dessous. Cela correspond :

- pour la parcelle 57 à l'entièreté de la parcelle à l'exception de la partie (entrée de maison) à l'extrême ouest à partir du chemin gravillonné (inclus), soit la parcelle A sur le premier plan de la figure 6 – future parcelle 70/2 au cadastre,
- pour la parcelle 305 à une prolongation linéaire vers le sud de la limite parcellaire ouest de la parcelle 391, soit la parcelle B sur le deuxième plan de la figure 6 – future parcelle 418 au cadastre,
- et pour la parcelle 306 à une prolongation linéaire vers le sud de la ligne droite longeant la parcelle 293 à l'est et s'arrêtant au virage vers le nord-est du chemin, soit la parcelle C sur le deuxième plan de la figure 6 – future parcelle 419 au cadastre.



Croquis sans échelle

Commune	BISCHOFFSHEIM		
Adresse	Schlaef		
Code commune	Préfixe	Section	
67345	000	9	
Parcelles mères			
57			
Géomètre-expert/Pers. agréée	Identifiant	n° dossier	
Odile SCHAFF	06515	10512	

n° croquis	
Feuille	
Numéro	Total
1	1

TABLEAU ANALYTIQUE DES POINTS ANCIENS

Point	Bornes		Buses		Clous		Autres		Points de calage		Observations
	Existant	Détruit	Existant	Détruit	Existant	Détruit	Existant	Détruit			
57-1		X							X		
57-2		X							X		
57-3		X							X		
57-4		X							X		
57-5		X							X		

Coordonnées RGF 93/CC48 (en m)		
Point	E	N
113	1023984.43	6101787.23
114	1023984.49	6101 800.49
115	1023984.26	6101788.55
116	1023985.85	6101788.74
117	1023986.06	6101771.14
127	1023986.12	6101772.54
128	1023986.40	6101781.28
129	1023985.17	6101781.28

Je certifie avoir effectué le levé de la nouvelle situation après abornement privatif et en avoir dressé le présent croquis.

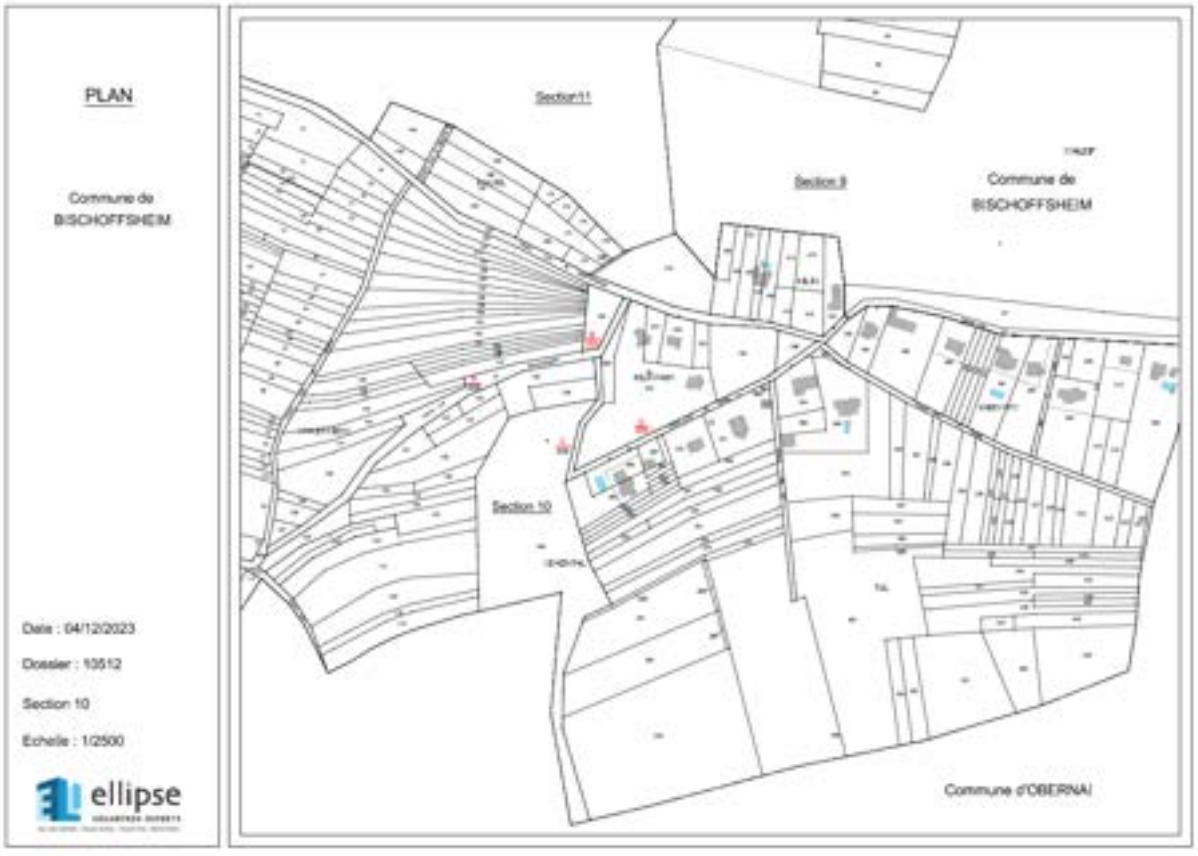
A 04/12/2023

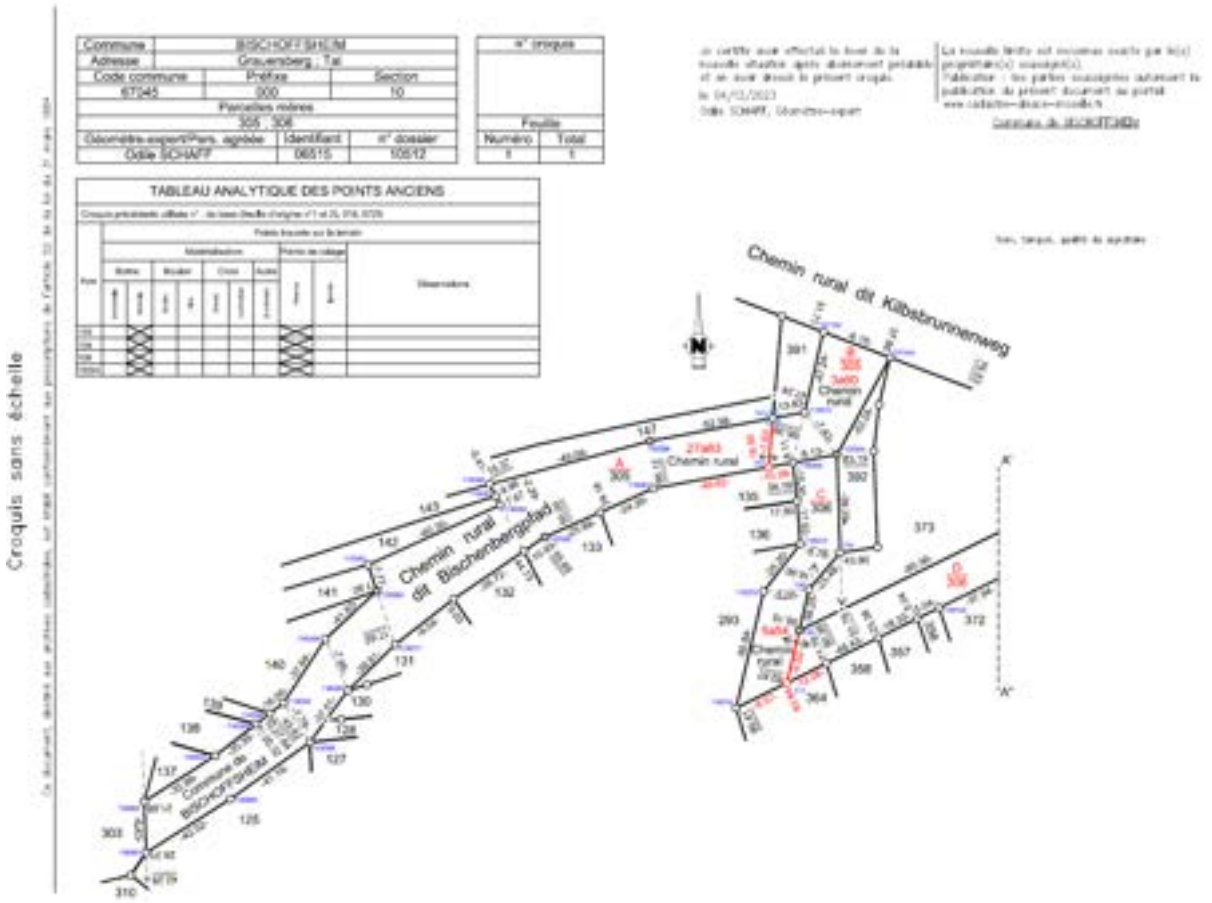
Odile SCHAFF, Géomètre-expert

La nouvelle limite est reconnue exacte par le(s) propriétaire(s) voisin(s).
Publication : les parties soussignées autorisent la publication du présent document au portail www.cadastre.gouv.fr/scpc/accueil.do

Commune de BISCHOFFSHEIM







Le périmètre de la réserve naturelle est reporté sur les cartes annexées à la présente délibération.

Article 1.2 : Durée du classement

Le classement est valable pour une durée illimitée.

CHAPITRE 2 – Mesures de protection

Article 2.1 : Protection de la faune

Il est interdit sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle, sous réserve des opérations prévues au plan de gestion et des articles 2.8, 2.9 et 2.10 relatifs à la circulation des animaux domestiques et aux activités cynégétiques, agricoles et pastorales de la présente délibération :

- d'introduire, à l'intérieur de la réserve naturelle, des animaux, quel que soit leur stade de développement,
- de porter atteinte, détenir, nourrir ou transporter, de quelque manière que ce soit, des animaux non domestiques, quel que soit leur stade de développement (œufs, couvées, portées, nids, larves, nymphes, etc.) ou des parties de celui-ci,
- d'emporter en dehors de la réserve naturelle, mettre en vente, vendre ou acheter des animaux non domestiques, quel que soit leur stade de développement ou des parties de ceux-ci, en provenance de la réserve naturelle,
- de troubler ou de déranger volontairement les animaux par quelque moyen que ce soit.

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux actions mise en œuvre par le gestionnaire et ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion, validées par le conseil scientifique de la réserve naturelle et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion.

Des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées dans le respect des objectifs fixés par le plan de gestion, notamment à des fins scientifiques, pédagogiques ou sanitaires par le/la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, du gestionnaire et du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel pour toutes espèces animales non protégées au titre de l'article L.411-1 du Code de l'environnement.

Article 2.2 : Protection de la flore et de la fonge

Il est interdit sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle, sous réserve des opérations prévues au plan de gestion et des articles 2.9, 2.10 et 2.11 relatifs aux activités cynégétiques, pastorales et sylvicoles de la présente délibération :

- d'introduire, à l'intérieur de la réserve naturelle, des espèces végétales ou fongiques, quels que soient leur forme et leur stade de développement ou des parties de ceux-ci,
- de porter atteinte, détenir ou transporter, de quelque manière que ce soit, des espèces végétales ou fongiques non cultivées, quels que soient leur forme et leur stade de développement ou des parties de ceux-ci,
- d'emporter en dehors de la réserve naturelle, mettre en vente, vendre ou acheter des espèces végétales ou fongiques non cultivées, quel que soit leur forme et leur stade de développement ou des parties de ceux-ci, en provenance de la réserve naturelle.

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux actions mise en œuvre par le gestionnaire et ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion, validées par le conseil scientifique de la réserve naturelle et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion.

Des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées dans le respect des objectifs fixés par le plan de gestion, notamment à des fins scientifiques, pédagogiques ou sanitaires, par le/la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, du gestionnaire et du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel pour toutes espèces végétales et fongiques non protégées au titre de l'article L.411-1 du Code de l'environnement.

Article 2.3 : Protection du patrimoine géologique

Il est interdit, sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle, sous réserve des opérations prévues au plan de gestion :

- d'introduire, de porter atteinte, détenir ou transporter, de quelque manière que ce soit, des roches, des minéraux ou des fossiles,
- de prélever, emporter en dehors de la réserve naturelle, mettre en vente, vendre ou acheter des roches, des minéraux ou des fossiles, en provenance de la réserve naturelle,

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux actions mise en œuvre par le gestionnaire et ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion, validées par le conseil scientifique de la réserve naturelle et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion.

Des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées, dans le respect des objectifs fixés par le plan de gestion, notamment à des fins scientifiques et pédagogiques, par le/la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, du gestionnaire et du conseil scientifique de la réserve naturelle.

Article 2.4 : Protection du patrimoine archéologique

Les prélèvements et l'atteinte à des matériaux archéologiques, ainsi que les prospections et l'exécution de fouilles archéologiques sont interdits dans le périmètre de la réserve naturelle.

*Article 2.5 : Réglementation relative aux atteintes aux milieu*x

Il est interdit, sous réserve des opérations prévues au plan de gestion :

- d'allumer ou d'utiliser du feu,
- d'abandonner, de déverser, de déposer, de jeter ou de laisser s'écouler, directement ou indirectement, tout déchet, matériau, produit ou substance de quelque nature que ce soit, en dehors des lieux spécialement prévus à cet effet, s'ils existent,
- de troubler la tranquillité des lieux par toute perturbation sonore, sous réserve des articles 2.9, 2.10, 2.11 et 2.19 relatifs aux activités cynégétiques, pastorales et sylvicoles et aux travaux de la présente délibération,
- de faire des inscriptions, signes ou dessins, sur des pierres, arbres ou tout autre bien meuble ou immeuble, sauf ceux nécessaires à l'information du public, au balisage des sentiers, à la gestion forestière, à la signalisation de la réserve naturelle ou aux délimitations foncières après avis du gestionnaire et du comité consultatif de la réserve naturelle ;
- d'utiliser un éclairage artificiel, quel que soit son support, sa localisation et sa durée, à l'exclusion de l'éclairage des bâtiments à usage d'habitation, de l'éclairage public urbain et de l'éclairage utilisé par les services publics de secours ou de police,
- de dégrader, par quelque moyen que ce soit, les bâtiments, installations et matériels du site ou les constructions, même en ruines, présents sur le territoire de la réserve naturelle, sous réserve des articles 2.18 et 2.19 de la présente réglementation.

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux actions mise en œuvre par le gestionnaire et ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion, validées par le conseil scientifique de la réserve naturelle et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion.

Article 2.6 : Réglementation relative à l'accès, à la circulation et au stationnement des personnes

La circulation à pied, en vélo, à cheval ou tout autre moyen non motorisé est interdite en dehors des itinéraires aménagés et/ou balisés à cet usage.

Ces itinéraires seront définis par un plan de circulation dans le plan de gestion. Les itinéraires existants peuvent être utilisés, conformément à la réglementation en vigueur, jusqu'à l'approbation du plan de gestion par le Conseil régional.

Toutefois, peuvent circuler en dehors de ces itinéraires :

- le gestionnaire ainsi que ses prestataires dans le cadre des opérations prévues par le plan de gestion,
- le gestionnaire ainsi que ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion,
- les animateurs et le public accompagné dans le cadre d'animations, notamment pédagogiques, encadrées ou autorisées par le gestionnaire dans la limite d'un nombre de participants défini dans le plan de gestion et dans le respect des objectifs définis par ce même plan de gestion,
- les agents cités à l'article L.332-20 du Code de l'environnement dans l'exercice de leurs missions de police de l'environnement,
- les personnes intervenant dans le cadre d'opérations de secours, de sauvetage et de police,
- les propriétaires et ayants droit se rendant à ou circulant sur leurs parcelles en l'absence d'autres accès situés en dehors de la réserve naturelle, et lorsqu'aucun autre itinéraire aménagé ou moins dommageable ne permet d'y accéder,
- les agents et personnels de l'Office National des Forêts et leurs prestataires, dans le cadre des missions qui leur sont dévolues sur le périmètre de la forêt relevant du régime forestier et dans le cadre des dispositions de l'article 2.11 de la présente délibération,
- les titulaires du droit de chasser dans le cadre des dispositions de l'article 2.9 de la présente délibération et dans le strict exercice de leur activité,
- les agents communaux dans le cadre de leurs missions, notamment de sécurisation des accès,

- les personnes autorisées par la commune de Rosenwiller pour circuler sur le verger de la parcelle n°148 de la section 9 de la commune de Rosenwiller dans le cadre de la taille et le soin des arbres et la récolte des fruits, dans le cadre des dispositions de l'article 2.10 de la présente délibération,
- les personnes ayant reçu une autorisation du/de la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, du gestionnaire et du conseil scientifique de la réserve naturelle, notamment à des fins scientifiques, pédagogiques ou sanitaires.

Le campement sous une tente, dans un véhicule ou dans tout autre abri, ainsi que toute forme de bivouac sont interdits dans la réserve naturelle. Le bivouac peut être autorisé par le/la Président.e du Conseil régional après avis du gestionnaire et du comité consultatif de la réserve naturelle.

Article 2.7 : Réglementation relative à la circulation et au stationnement des véhicules terrestres à moteur

La circulation et le stationnement des véhicules terrestres à moteur est interdite dans la réserve naturelle, sauf sur la zone dédiée à cet usage à l'est du Holiesel (cf. carte annexée).

Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux véhicules utilisés par :
- le gestionnaire ainsi que ses prestataires dans le cadre des opérations prévues par le plan gestion,
- le gestionnaire ainsi que ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion,
- les propriétaires et ayants droit se rendant à ou circulant sur la ou leurs parcelles/la ou les parcelles sur lesquelles ils ont un droit, en l'absence d'autres accès situés en dehors de la réserve naturelle, et lorsqu'aucun autre itinéraire aménagé ou moins dommageable ne permet d'y accéder, ceci dans le respect du patrimoine naturel,
- les agents et personnels de l'Office National des Forêts ou ses prestataires, dans le cadre des missions qui leur sont dévolues sur le périmètre de la forêt relevant du régime forestier et dans le cadre des dispositions de l'article 2.11 de la présente délibération,
- les personnes en charge des opérations de police, de secours ou de sauvetage,
- les personnes de la commune ou ses prestataires en charges des opérations de gestion et d'entretien du réseau d'eau et réservoir d'eau,
- le gestionnaire du réseau ou ses prestataires en charge des opérations de gestion et d'entretien du réseau électrique,
- les agents communaux dans le cadre de leurs missions, notamment de sécurisation des accès,
- les personnes autorisées par le/la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif, du gestionnaire et du conseil scientifique de la réserve naturelle, notamment à des fins scientifiques, pédagogiques ou sanitaires.

Article 2.8 : Réglementation relative à la circulation des animaux domestiques

Sous réserve des opérations prévues au plan de gestion et des articles 2.9 et 2.10 de la présente réglementation :
- les équidés montés par des cavaliers peuvent uniquement circuler dans la réserve naturelle sur les itinéraires autorisés à la circulation des personnes, selon les dispositions de l'article 2.6 de la présente délibération.
- les chiens sont obligatoirement tenus en laisse à l'intérieur de la réserve naturelle et peuvent uniquement circuler dans la réserve naturelle sur les itinéraires autorisés à la circulation des personnes (cf. article 2.6 de la présente délibération).

Les conditions associées à cette autorisation ne s'appliquent pas :
- aux animaux utilisés par le gestionnaire et ses prestataires dans le cadre des opérations prévues au plan de gestion,
- aux chiens qui participent à des missions de police, de recherche, de secours ou de sauvetage,
- aux chiens guides d'aveugle ou d'assistance accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article L. 241-3 du Code de l'action sociale et des familles.

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux actions mise en œuvre par le gestionnaire et ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion, validées par le conseil scientifique de la réserve naturelle et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion.

Des dérogations à cette réglementation peuvent être accordées par le/la Président.e du Conseil régional, dans le respect des enjeux et objectifs du plan de gestion, après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, du gestionnaire et du conseil scientifique de la réserve naturelle, notamment à des fins scientifiques, pédagogiques ou sanitaires.

Article 2.9 : Réglementation relative à la chasse

L'acte de chasse est défini à l'article L420-3 du Code de l'environnement. En application de l'article L332-3 du Code de l'environnement, l'exercice de la chasse est interdit sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle, à l'exception de la chasse aux ongulés. Cette chasse est pratiquée, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, selon le plan de gestion, et en son absence selon les modalités en vigueur dans le département lors du classement en réserve naturelle.

L'acte de tir à arme à feu, les poussées et battues sont autorisés uniquement les lundis, mardis, jeudis et vendredis hors jours fériés. Seul l'acte de tir à l'arc est autorisé toute la semaine hors dimanche et jours fériés. Les battues et poussées sont interdites en période de congés scolaires.

L'affouragement, l'agrainage et tout autre dispositif visant à attirer la faune est interdit sur la totalité de la réserve naturelle. Seul l'agrainage d'appât du sanglier à poste fixe est autorisé avec un maximum de 5 litres de maïs grains par poste fixe tous les trois jours (1 litre = 720 g maïs sec à 16 % d'humidité), disposés manuellement à même le sol. Le nombre de postes fixes d'agrainage d'appât est limité à deux sur l'ensemble de la réserve naturelle : le premier étant situé sur la forêt du Bischenberg (parcelle numéro 2 de la section 09 de Bischoffsheim), le second sur la forêt du Holiesel (parcelle numéro 125 de la section A de Rosenwiller). Les emplacements définitifs seront déterminés dans le plan de gestion.

L'introduction et le lâcher d'animaux autres que les chiens utilisés dans le cadre de l'acte de chasse est interdit dans le périmètre de la réserve naturelle.

Des dérogations à cette réglementation peuvent être accordées, dans le respect des objectifs fixés par le plan de gestion par le/la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, du gestionnaire et du conseil scientifique de la réserve naturelle.

Article 2.10 : Réglementation relative aux activités agricoles et pastorales

Les activités agricoles et pastorales s'exercent dans le respect des objectifs et modalités fixées au plan de gestion.

Il est interdit pour ces activités :

- d'utiliser des produits phytosanitaires ;
- de porter atteinte aux éléments structurants du paysage (haies, bosquets, arbres isolés, arbres morts…) ;
- de planter des végétaux, conformément à l'article 2.2, sous réserves des opérations prévues au plan de gestion ou d'autorisation obtenue conformément à ce même-article ;
- de réaliser des labours, drainages, sous-solages et sur-semis ;
- d'avoir recours à la fertilisation, qu'elle soit organique ou minérale, et à tout type d'amendement.

En cas de traitements antiparasitaires ou antibiotiques des animaux pâturant les prairies, ils devront stationner 20 jours en dehors de la réserve naturelle à l'issue du traitement.

Les personnes autorisées par la commune de Rosenwiller peuvent tailler et soigner les arbres du verger de la parcelle n°148 de la section 9 de la commune de Rosenwiller, ainsi qu'en récolter, emporter, transformer et vendre les fruits.

Avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion, ces activités s'exerceront conformément aux usages en vigueur.

Article 2.11 : Réglementation relative aux activités sylvicoles

Toute forme d'activité sylvicole est interdite sur la réserve naturelle, à l'exception des travaux inscrits dans le plan de gestion ou des travaux relatifs à la sécurité des biens et des personnes, ces derniers nécessitant l'accord du/de la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif, du gestionnaire et du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel.

Les travaux d'abattage urgents et indispensables à la sécurité des biens ou des personnes peuvent être réalisés après information du/de la Président.e du Conseil régional et du gestionnaire, sans préjudice de leur régularisation ultérieure conformément aux articles L332-9, R332-44 et R332-45 du Code de l'environnement.

Article 2.12 : Réglementation relative aux activités sportives et de loisirs

La pratique des activités sportives ou de loisirs est interdite en dehors des itinéraires autorisés à la circulation et au stationnement des personnes par l'article 2.6 de la présente délibération et s'exerce dans le respect des enjeux et objectifs du plan de gestion.

Le décollage et l'atterrissage des aéronefs moto-propulsés ou non (incluant les modèles réduits, les parapentes, les drones, les montgolfières …) et les cerfs-volants sont interdits. Cette interdiction ne s'applique pas aux opérations prévues dans le plan de gestion, ainsi qu'aux opérations de police, de secours ou de sauvetage. Cette interdiction ne s'applique pas aux actions du gestionnaire et de ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion, validées par le conseil scientifique de la réserve naturelle et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion.

Article 2.13 : Réglementation relative aux manifestations sportives et de loisirs

Les manifestations sportives, de loisirs ou culturelles sont interdites sur la réserve naturelle sauf autorisation accordée par le le/la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif, du gestionnaire et du conseil scientifique de la réserve naturelle, sous réserve d'être compatibles avec la conservation de l'intégrité des sols, des milieux naturels, de la faune et de la flore et cantonnées aux itinéraires autorisés à la circulation et au stationnement des personnes et des véhicules motorisés par les articles 2.6 et 2.7 de la présente délibération.

Article 2.14 : Réglementation relative à la prise de vues et de sons

L'utilisation de pièges photographiques est interdite sur la réserve naturelle.

Une autorisation peut être délivrée, notamment pour des demandes à caractère scientifique ou pédagogique, par le/la Président.e du Conseil régional.

Cette interdiction ne s'applique pas aux actions du gestionnaire et de ses prestataires dans le cadre des opérations prévues au plan de gestion.

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux actions mise en œuvre par le gestionnaire et ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion, validées par le conseil scientifique de la réserve naturelle et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion.

Article 2.15 : Réglementation relative à la publicité

Toute publicité quelle qu'en soit la nature est interdite à l'intérieur de la réserve naturelle. Ne sont pas visés par cette interdiction les panneaux et la signalétique réglementaire, directionnelle et pédagogique, validés par le gestionnaire et en accord avec le plan de gestion lorsqu'il existe.

Article 2.16 : Réglementation relative à l'utilisation du nom ou de l'appellation réserve naturelle

L'utilisation, à des fins publicitaires, et sous quelque forme que ce soit, de la dénomination de la réserve ou de l'appellation « Réserve naturelle régionale des collines sèches du Bischenberg, de l'Immerschenberg et du Holiesel », à l'intérieur ou en dehors de la réserve naturelle, est soumise à autorisation du/de la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle et du gestionnaire.

Article 2.17 : Réglementation relative aux activités industrielles et commerciales

Toutes les activités industrielles, commerciales et artisanales sont interdites dans la réserve naturelle, à l'exception de celles liées à la gestion et à l'animation de la réserve naturelle autorisées par le le/la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle et du gestionnaire.

Article 2.18 : Réglementation relative à la modification de l'état ou de l'aspect de la réserve naturelle

En application de l'article L.332-9 du Code de l'environnement, le territoire classé en réserve naturelle ne peut être ni détruit ni modifié dans son état ou dans son aspect, sauf autorisation spéciale du Conseil régional dans les modalités prévues aux articles R.332-44 et R332-45 du Code de l'environnement après avis du comité consultatif de la réserve naturelle et du gestionnaire.

Cependant, et conformément à l'article R332-44-1 du Code de l'environnement, les propriétaires ou gestionnaires peuvent réaliser les travaux susceptibles de modifier l'état ou l'aspect de la réserve après déclaration au/à la Président.e du Conseil régional lorsque ceux-ci sont prévus au plan de gestion, qui les décrit de façon détaillée et évalue leur impact. Cette déclaration doit être faite un mois au moins avant le début des travaux.

Article 2.19 : Réglementation relative aux travaux, constructions et installations diverses

L'exécution de travaux publics ou privés est interdite sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle.

Cette interdiction ne s'applique pas aux :

- travaux d'entretien courant de la réserve naturelle menés par le gestionnaire ou ses prestataires, conformément au plan de gestion,
- travaux d'entretien courant de la réserve naturelle menés par le gestionnaire ou ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion,
- travaux d'entretien des infrastructures existantes par les propriétaires, leurs ayants droit ou prestataires après information du gestionnaire.

Certains travaux modifiant l'état ou l'aspect de la réserve naturelle peuvent toutefois être autorisés, en application de l'article L.332-9 du Code de l'environnement, dans les conditions prévues aux articles R.332-44, R.332-44-1 et R.332-45 du Code de l'environnement, et conformément à l'article 2.18 de la présente réglementation.

Les travaux publics ou privés ne modifiant pas l'état ou l'aspect de la réserve naturelle peuvent être autorisés par arrêté du/de la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, du gestionnaire et du conseil scientifique de la réserve naturelle.

Les travaux urgents indispensables à la sécurité des biens ou des personnes peuvent être réalisés après information du/de la Président.e du Conseil régional et du gestionnaire et selon les modalités prévues aux articles L332-9, R332-44 et R332-45 du Code de l'environnement, sans préjudice de leur régulation ultérieure.

CHAPITRE 3 – Gestion de la réserve naturelle

Article 3.1 : Objectifs de la gestion
La gestion de la réserve naturelle vise à assurer la conservation des milieux naturels, de la faune et de la flore, en lien avec les objectifs et les opérations inscrits au plan de gestion.

Article 3.2 : Comité consultatif de la réserve naturelle
Le/la Président.e du Conseil régional institue un comité consultatif de la réserve naturelle, dont il définit la composition, les missions et les modalités de fonctionnement, conformément à l'article R332-41 du Code de l'environnement. Ce comité a pour rôle d'examiner tout sujet relatif au fonctionnement de la réserve naturelle, à sa gestion et aux conditions d'application des mesures de protection prévues au chapitre 2.

Article 3.3 : Gestionnaire de la réserve naturelle
Le/la Président.e du Conseil régional confie, par voie de convention, la gestion de la réserve naturelle à un organisme gestionnaire appartenant à la liste énumérée par l'article L.332-8 du Code de l'environnement. Le rôle du gestionnaire consiste notamment à :

- élaborer, mettre en œuvre et évaluer le plan de gestion prévu à l'article 3.4,
- réaliser ou faire réaliser l'ensemble des opérations nécessaires à la conservation du patrimoine naturel de la réserve, au maintien des équilibres biologiques des habitats naturels et de leurs populations animales et végétales et à la fonctionnalité des milieux naturels,
- assurer l'accueil et l'information du public,
- de contrôler l'application des mesures de protection prévues au chapitre 2 de la présente délibération et dans les formes prévues au chapitre 4.

Article 3.4 : Plan de gestion de la réserve naturelle
La gestion de la réserve naturelle est organisée dans le cadre du plan de gestion. Le premier plan de gestion devra être réalisé dans les trois ans suivant le classement de la réserve naturelle. Le plan de gestion est élaboré dans les formes prévues par l'article R332-43 du Code de l'environnement et évalué à son échéance. Il est approuvé par délibération du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve, du conseil scientifique de la réserve naturelle et du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel.

Article 3.5 : Conseil scientifique de la réserve naturelle
Le/la Président.e du Conseil régional peut mettre en place un conseil scientifique prévu par l'article R332-41 du Code de l'environnement, ayant pour rôle d'apporter un avis sur toute question à caractère scientifique touchant la réserve naturelle.

CHAPITRE 4 – Contrôles des prescriptions et sanctions

Article 4.1 : Contrôle des prescriptions
L'organisme gestionnaire est chargé de contrôler l'application de la réglementation définie dans la présente délibération, en s'appuyant sur des agents commissionnés et assermentés au titre du 2° de l'article L332-20 du Code de l'environnement.

Article 4.2 : Sanctions
Les infractions aux dispositions du Code de l'environnement relatives à l'ensemble des réserves naturelles, ainsi qu'aux dispositions de la présente délibération, seront punies par les peines prévues aux articles L332-25 à L332-27 et R332-69 à R332-81 du Code de l'environnement.

CHAPITRE 5 – Modification ou déclassement, recours et publication

Article 5.1 : Modification ou déclassement de la réserve naturelle

Les conditions de modification des limites ou de la réglementation, voire du déclassement total ou partiel de la réserve naturelle sont réglées par les articles L.332-2-1, L. 332-10, R.332-35 et R.332-40 du Code de l'environnement.

Article 5.2 : Recours et publication

La délibération de classement fait l'objet de mesures de publicité et de report aux documents d'urbanisme et de gestion forestière conformément aux dispositions des articles R.332-38 et R.332-39 du Code de l'environnement.
La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Strasbourg.
Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur, à compter de la notification de la présente délibération.
La décision de classement est publiée au recueil des actes administratifs du Conseil régional.

RNR Collines du Bischenberg, du Holiesel et de l'Immerschenberg : projet de périmètre

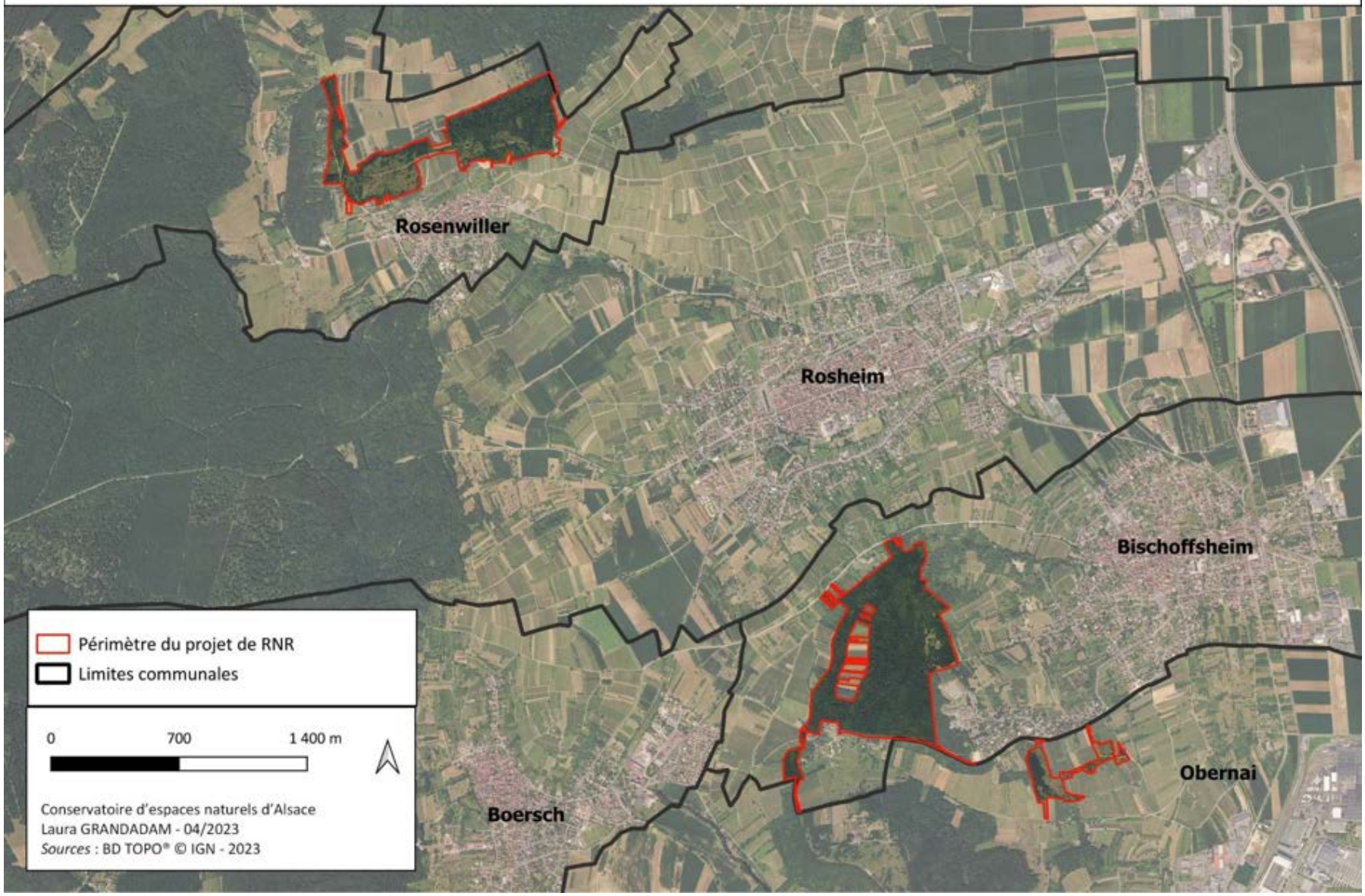
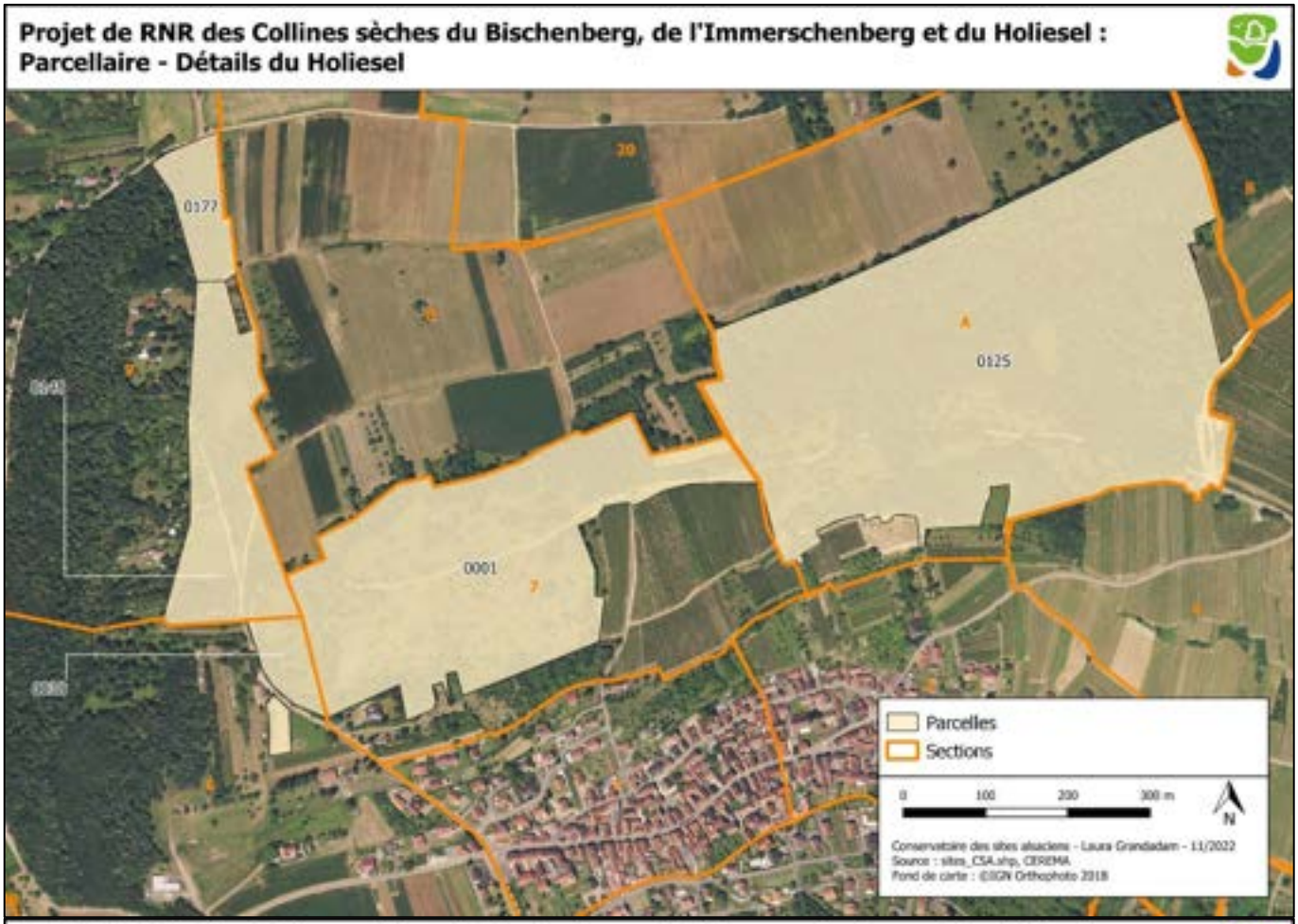




Figure 1. Parcellaire du secteur du Bischenberg.



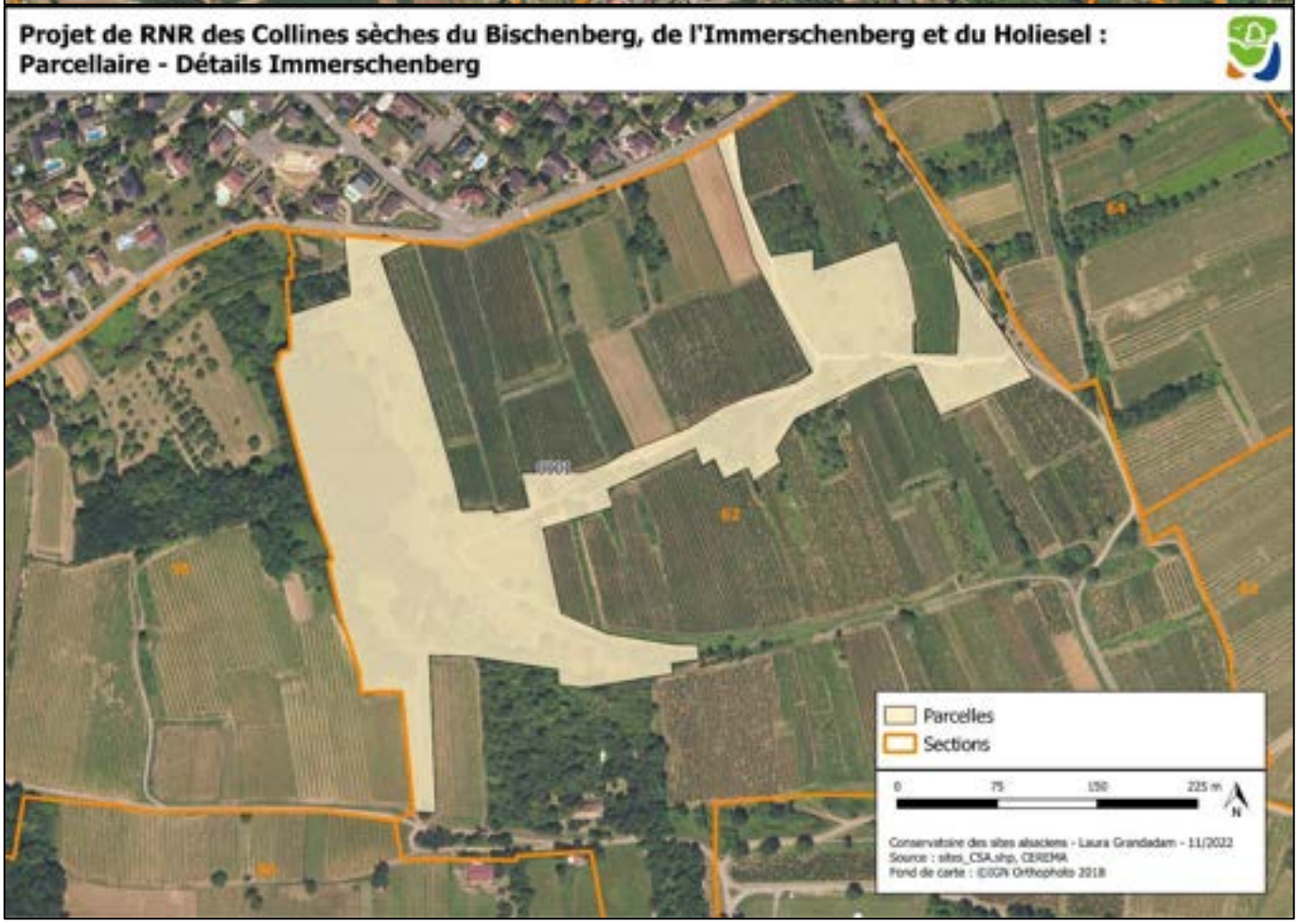
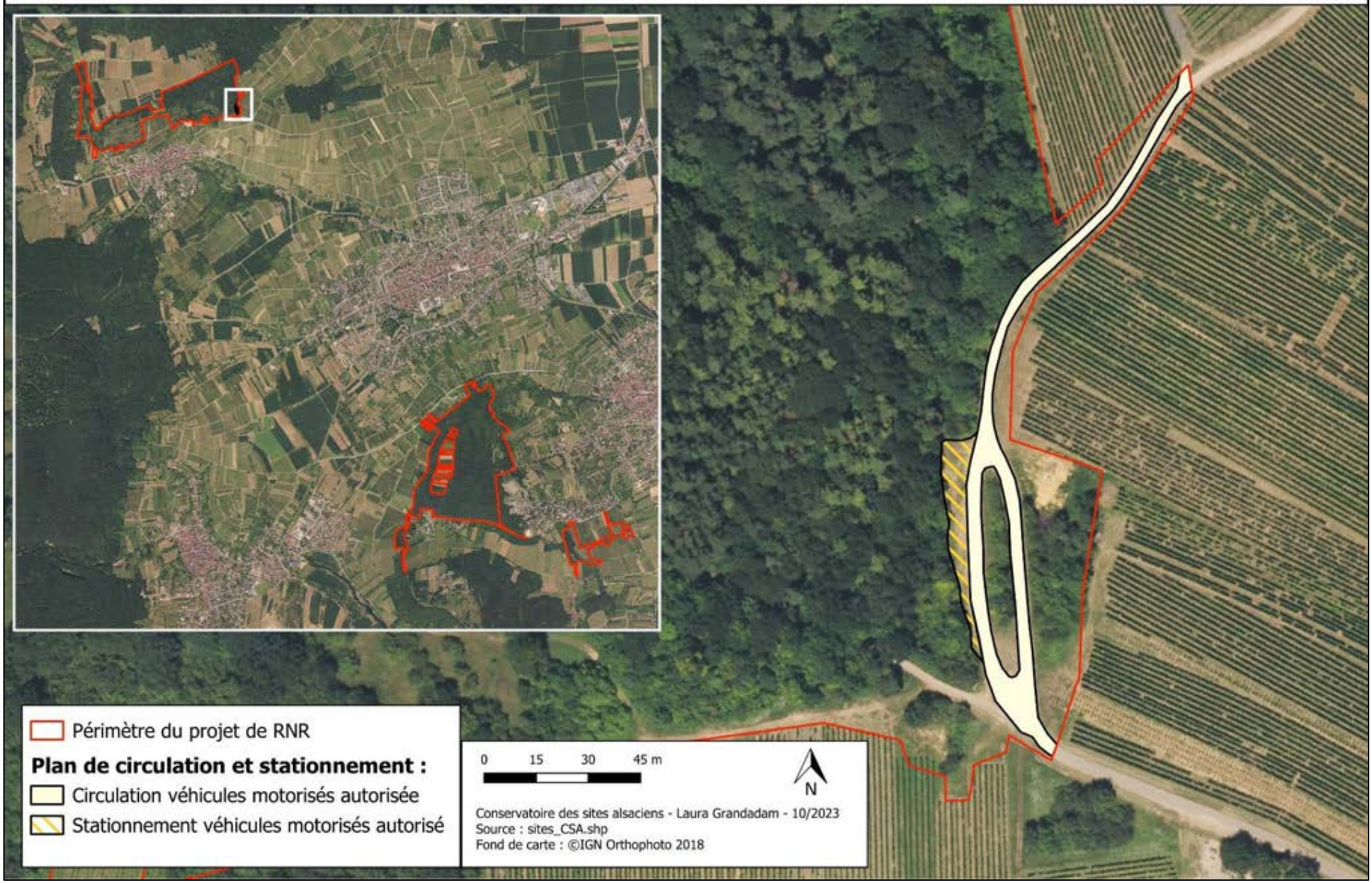


Figure 2. Parcellaire des secteurs du Holiesel et de l'Immerschenberg.

Projet de RNR Collines sèches du Bischenberg, de l'Immerschenberg et du Holiesel (67) :
Unique zone de stationnement et de circulation motorisée autorisée dans le périmètre de la RNR



Conservatoire des Sites Alsaciens
Conservatoire d'espaces naturels Alsace

La Région Grand Est

Collines sèches du Bischenberg, de l'Immerschenberg et du Holiesel

Communes de Bischoffsheim, d'Obernai et de Rosenwiller (Bas-Rhin)








Projet de classement au titre des Réserves naturelles régionales

Financé par l'Union européenne

Janvier 2024

Collines sèches du Bischenberg, de l'Immerschenberg et du Holiesel

Communes de Bischoffsheim, d'Obernai et de Rosenwiller (Bas-Rhin)

Projet de classement au titre des Réserves naturelles régionales

---

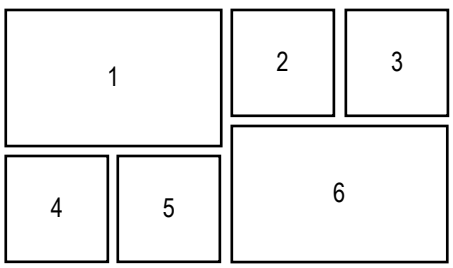
Equipe de projet

CEN Alsace :	Marc BRIGNON – Directeur Pierre GOERTZ – Technicien protection et gestion des espaces naturels Laura GRANDADAM – Chargée d'études scientifiques (rédaction et cartographie) Victoria MICHEL - Responsable de la mission scientifique
Région Grand Est :	Perrine ETHEIMER - Chargée de mission espaces naturels Christian BLUM - Chargé de mission environnement
Commune de Bischoffsheim :	Claude LUTZ – Maire de Bischoffsheim Christian BRAUN – Adjoint au maire de Bischoffsheim pour l'environnement
Commune d'Obernai :	Bernard FISCHER – Maire d'Obernai Frank BUCHBERGER – Adjoint au maire d'Obernai pour l'environnement
Commune de Rosenwiller :	Philippe WANTZ – Maire de Rosenwiller Jean-Georges HUCK – Adjoint au maire de Rosenwiller pour l'environnement

Date de réalisation du document : avril 2023 – mise à jour janvier 2024 (post-consultation)
Projet financé par le FEDER et la Région Grand Est

Conservatoire des Sites Alsaciens
Conservatoire d'espaces naturels Alsace

3 rue de Soultz – 68700 CERNAY
Tél. 03 89 83 34 20
Mail : contact@conservatoire-sites-alsaciens.eu



Photos page de couverture :
1 –*Quercus pubescens* dans la forêt du Bischenberg © M. DE MIJOLLA – CEN Alsace
2 – Inflorescence de *Rosa gallica* sur le Holiesel © P. GOERTZ – CEN Alsace
3 – *Zygaena carniolica* sur l'Immerschenberg © E. WEISSENBACHER – CEN Alsace
4 – *Horisme aquata* sur le Holiesel © L. DIETRICH – CEN Alsace
5 – *Anemone pulsatilla* sur le Holiesel © L. GRANDADAM – CEN Alsace
6 – Les couleurs automnale de l'Immerschenberg © P. GOERTZ – CEN Alsace

Table des matières

Préambule **8**

A. Identification du projet de classement **9**

A. 1. Objet du classement **9**

A. 2. Localisation du projet **9**

A. 3. Communes concernées et superficie **9**

A. 4. Description sommaire du site **10**

A. 5. Durée de classement **11**

A. 6. Exposé des motifs **11**

B. Statut foncier et emprise du projet de classement **12**

B. 1. Statut foncier **12**

B. 1. 1. Propriétaires 12

B. 1. 2. Locataires et gestionnaires 13

B. 1. 3. Servitudes privées 14

B. 2. Plans et références cadastrales **15**

B. 3. Protection foncière **22**

B. 3. 1. Zone de préemption ENS 22

B. 3. 2. Sites du CEN Alsace 23

B. 4. Protections réglementaires **23**

B. 4. 1. Arrêté municipal 23

B. 4. 2. Servitudes d'utilité publique 24

C. Inventaires, classements et politiques en faveur du patrimoine naturel **25**

C. 1. Stratégies Nationales et régionales **25**

C. 1. 1. Stratégie Nationale pour la Biodiversité (SNB) et Stratégie Nationale pour les Aires Protégées (SNAP) 25

C. 1. 2. Stratégie Régionale pour la Biodiversité (SRB) 25

C. 1. 3. Schéma Régional de Cohérence Ecologique (Trame verte et bleue) 25

C. 2. Plans locaux d'aménagement du territoire **26**

C. 2. 1. Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) 26

C. 2. 1. Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) 26

C. 2. 2. Appellation d'origine Contrôlée (AOC) 26

C. 2. 3. Plan Local d'Urbanisme (PLU) 26

C. 2. 4. Plan d'aménagement forestier 27

C. 3. Inventaires du patrimoine naturel **27**

C. 3. 1. Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) 27
C. 3. 2. Sites Natura 2000 28
C. 3. 3. Zonages espèces sensibles « Plan régional d'action » 28
D. Diagnostic écologique 29
D. 1. Description générale de l'écosystème et contexte biogéographique 29
D. 2. Description du milieu physique 29
D. 2. 1. Conditions climatiques 29
D. 2. 1. Géomorphologie et géologie 29
D. 2. 2. Pédologie 30
D. 2. 3. Topographie 30
D. 2. 4. Hydrographie 31
D. 3. Cadre paysager 31
D. 4. Description des habitats naturels 32
D. 4. 1. Origine et historique des habitats naturels 32
D. 4. 2. Description des principaux habitats naturels 34
D. 5. Inventaires naturalistes 38
D. 5. 1. Flore 38
D. 5. 2. Faune 39
D. 5. 3. Fonge 39
D. 6. Evaluation du patrimoine naturel 40
D. 6. 1. Habitats naturels 40
D. 6. 2. Flore 40
D. 6. 3. Faune 46
E. Description des activités humaines 59
E. 1. Activités liées à des droits personnels 59
E. 1. 1. La chasse 59
E. 1. 2. La sylviculture 59
E. 2. Autres activités 59
E. 2. 1. Randonnée, promenade et autres sports d'extérieur 59
E. 2. 2. Parcours de santé et aire de jeux 60
E. 2. 3. Fréquentation par les naturalistes et scientifiques 60
E. 2. 4. Activités pédagogiques et de sensibilisation 60
E. 2. 5. Pique-nique et places de feu 60
E. 2. 6. Manifestations 60
E. 2. 7. Circulation motorisée 61
E. 3. Activités à la périphérie du site 61

E. 3. 1. La viticulture 61
E. 3. 2. L'arboriculture 61
E. 3. 3. Le pâturage 61
E. 3. 4. Développement urbain 61
E. 4. Infrastructures et équipements 61
F. Enjeux de conservation 63
F. 1. Un maillon d'importance régionale pour la trame de milieux xérothermophiles du Piémont vosgien 63
F. 2. Un massif forestier xérothermophile en limite de répartition septentrionale : la chênaie à Chêne pubescent 63
F. 3. Une palette riche et diversifiée des milieux xérothermophiles du Piémont vosgien 63
F. 4. Un cortège floristique et faunistique d'espèces inféodées aux pelouses sèches 63
G. Modalités de gestion de la réserve naturelle 64
G. 1. Gestionnaire 64
G. 2. Comité consultatif 64
G. 2. 1. Cadre réglementaire 64
G. 2. 2. Proposition de composition du comité consultatif 65
G. 1. Conseil scientifique 65
G. 2. Proposition de réglementation 66
G. 3. Orientations de gestion 78
H. Bibliographie 79
I. Annexes 81

Table des Figures

Figure 1. Localisation du projet de RNR au sein du des collines du Piémont vosgien et du réseau d'espaces protégés. 10
Figure 2. Répartition de la surface du projet de RNR entre les cinq propriétaires. 12
Figure 3. Répartition spatiale de la maitrise foncière du CEN Alsace. 13
Figure 4. Etat des lieux des propriétaires. 13
Figure 5. Etat des lieux de la maîtrise foncière du CEN Alsace et de la forêt soumise au régime forestier. 14
Figure 6. Détail des limites des parcelles pour partie concernées par le projet de RNR. Cabinet Claude ANDRES. 18
Figure 7. Parcellaire du secteur du Bischenberg. 20
Figure 8. Parcellaire des secteurs du Holiesel et de l'Immerschenberg. 21
Figure 9. Zone de préemption "Espace naturel sensible" et titulaires du droit de préemption 22
Figure 10. Servitudes d'utilité publique sur le secteur, carte fournie par la DDT du Bas-Rhin lors de la consultation. 24
Figure 11. Localisation des ZNIEFF. 27
Figure 12. Relief des collines sous-vosgiennes du secteur. 31
Figure 14. Les sentiers forestiers du Bischenberg, paysage boisé apprécié des visiteurs. Photo : M. DE MIJOLLA, CEN Alsace. 32
Figure 14. Les affleurements rocheux du Holiesel, composants essentiels du paysage thermophile de la colline. Photo : L. GRANDADAM, CEN Alsace. 32
Figure 15. Usages anciens du Bischenberg et de l'Immerschenberg : sylviculture et agropastoralisme 33
Figure 16. Vue sur le Holiesel, entièrement ouvert, depuis le village de Rosenwiller dans les années 30. Source : J.-G. HUCK. 34
Figure 17. Répartition des grands types d'habitats sur le projet de réserve naturelle. 35
Figure 18. Répartition spatiale des grands types d'habitats du projet de réserve naturelle 35
Figure 19. Aperçu des différentes strates de la végétation de la Chênaie à Chêne pubescent. Photo : M. DE MIJOLLA, CEN Alsace. 36
Figure 20. Bosquets d'arbustes épineux du Holiesel. P. GOERTZ, 2020 37
Figure 21. Les pelouses sèches de l'Immerschenberg en automne. P. GOERTZ, CEN Alsace 38
Figure 22. Répartition des espèces floristiques observées depuis moins de 10 ans selon leur classement sur la liste rouge alsacienne. 40
Figure 23. Inflorescence d'*Ophrys apifera*, variété bicolor, sur le Kilb à Bischoffsheim. G. GRANDET, CEN Alsace. 45
Figure 24. Espèces patrimoniales observées au sein du projet de RNR avec, de gauche à droite, *Rosa gallica* (P. GOERTZ, CEN Alsace), *Anemone pulsatilla* (L. GRANDADAM, CEN Alsace), *Crepis praemorsa* et *Coeloglossum viride* (E. WEISSENBACH, CEN Alsace). 45
Figure 25. Répartition des espèces faunistiques observées depuis moins de 10 ans selon leur classement sur les listes rouges alsaciennes. 46
Figure 26. Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*) et Bruant zizi (*Emberiza cirlus*) observés au sein du périmètre du projet de RNR. 49
Figure 27. Imago de Zygène du Sainfoin (*Zygaena carniolica*). E. WEISSENBACHER, CEN Alsace. 52
Figure 28. Imago d'Horisme des Pulsatilles (*Horisme pulsatilla*) posé sur un pied d'Anémone. L. DIETRICH, CEN Alsace 52
Figure 29. Mante religieuse (*Mantis religiosa*) observée sur les pelouses sèches de l'Immerschenberg. Photo : E. WEISSENBACHER, CEN Alsace 54

Figure 31. Mâle de *Chorthippus mollis* sur l'Immerschenberg. E. WEISSENBACHER, CEN Alsace. 55
Figure 31 . Imago d'*Omocestus rufipes* sur le Holiesel. E. WEISSENBACHER, CEN Alsace. 55
Figure 32. *Cupido minimus* sur le Holiesel. L. DIETRICH, CEN Alsace. 57
Figure 33. *Coenonympha arcania* en lisière arbustive. E. WEISSENBACHER, CEN Alsace. 57
Figure 34. *Lycaena tityrus* observé une unique fois sur le Holiesel en 2004 : individu erratique ? L. DIETRICH, CEN Alsace. 57

Table des tableaux

Tableau 1. Parcellaire du projet de RNR. 15
Tableau 2. Sites CEN Alsace concernés par le projet de RNR. 23
Tableau 3. Détails du nombre d'espèces par groupes taxonomiques floristiques. 39
Tableau 4. Détails du nombre d'espèces par groupes taxonomiques faunistiques. 39
Tableau 5. Les principaux habitats remarquables du projet de réserve. 40
Tableau 6. Les espèces patrimoniales de flore observées sur le projet de RNR. 41
Tableau 7. Les espèces patrimoniales de mammifères observées sur le projet de RNR. 46
Tableau 8. Les espèces patrimoniales d'oiseaux observées sur le projet de RNR. 47
Tableau 9. Les espèces patrimoniales de coléoptères observées sur le projet de RNR. 50
Tableau 10. Les espèces patrimoniales d'hétérocères observées sur le projet de RNR. 51
Tableau 11. Les espèces patrimoniales d'hyménoptères observées sur le projet de RNR. 52
Tableau 12. Les espèces patrimoniales de mantidés observées sur le projet de RNR. 53
Tableau 13. Les espèces patrimoniales d'orthoptères observées sur le projet de RNR. 54
Tableau 14. Les espèces patrimoniales de rhopalocères observées sur le projet de RNR. 55
Tableau 15. Les espèces patrimoniales de gastéropodes observées sur le projet de RNR. 58

PREAMBULE

Le projet de création d'une nouvelle réserve naturelle régionale est né de la volonté de la commune de Bischoffsheim de protéger la forêt à Chêne pubescent du Bischenberg. Après avoir adopté un plan d'aménagement forestier en 2018 dont la principale ligne directrice est la libre évolution, la commune a souhaité renforcer le statut de protection à travers un outil juridique fort.

En 2018, un premier dossier de demande de classement est adressé à la Région Grand Est par la LPO Alsace. Il est étudié par le CSRPN le 25 juin 2019 qui émet un avis favorable assorti des recommandations ci-dessous.

- Envisager un projet plus ambitieux intégrant les sites voisins gérés par le CEN Alsace et la Collectivité européenne d'Alsace.
- Etudier les autres alternatives à la création d'une réserve naturelle régionale.
- Associer l'ONF, la CeA et le CEN Alsace à la demande de classement.
- Compléter les observations floristiques et faunistiques anciennes et non localisées.
- Prendre en compte les travaux existants cités par le CSRPN.

En 2021, le CEN Alsace a débuté des travaux d'animation partenariale, d'inventaires naturalistes et de rédaction du présent dossier de classement. Suivant les principales recommandations du CSRPN, les propriétés voisines du CEN Alsace ont été intégrées au projet. De même pour d'autres sites voisins gérés par le CEN Alsace et propriétés des communes de Rosenwiller et d'Obernai qui ont été également intégrés au projet, formant ainsi un projet de réserve éclatée sur près de 100 ha. A l'inverse, la CeA et le Couvent du Bischenberg n'ont à ce jour pas donné de suite favorable.

Cette réserve régionale éclatée est une première en Alsace. Elle rejoint cependant d'autres réserves naturelles régionales éclatée du Grand Est, comme la RNR des Marais et sablières du massif de Saint-Thierry.

Une analyse des différents outils de protection a été réalisée et a permis de conclure que le statut de réserve naturelle régionale était le plus pertinent dans le contexte étudié. En effet, il s'agit d'un outil de protection à long terme qui comprend une dimension juridique et règlementaire forte, ainsi qu'un objectif de valorisation patrimoniale et pédagogique particulièrement adapté à la forte fréquentation observée localement. D'autres statuts de protection comme la mise en place d'un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope ou d'une Réserve Biologique Dirigée ou Intégrale ont été étudiés, mais ne répondent pas aux besoins identifiés.

Acronymes :

AOC : Appellation d'Origine Contrôlée

APPB : Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope

CeA : Collectivité européenne d'Alsace

CEN Alsace : Conservatoire d'Espaces Naturels d'Alsace

CSRPN : Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel

ENS : Espace Naturel Sensible

GEPMA : Groupe d'Etudes et de Protection des Mammifères d'Alsace

HVE : Haute Valeur Environnementale

LPO Alsace : Ligue pour la Protection des Oiseaux d'Alsace

PETR : Pôle d'Equilibre Territorial et Rural

PLU : Plan Local d'Urbanisme

OGEB : Observatoire Grand Est de la Biodiversité

ONF : Office National des Forêts

RNR : Réserve Naturelle Régionale

SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau

SBA : Société Botanique d'Alsace

SCAP : Stratégie de Création des Aires Protégées

SCoT : Schéma de Cohérence Territorial

SNAP : Stratégie Nationale pour les Aires Protégées

SNB : Stratégie Nationale pour la Biodiversité

SRB : Stratégie Régionale pour la Biodiversité

SRCE : Schéma Régional de Cohérence Ecologique

ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

A. IDENTIFICATION DU PROJET DE CLASSEMENT

A. 1. OBJET DU CLASSEMENT

La demande de classement en réserve naturelle régionale concerne les boisements xérothermophiles, les fruticées et les pelouses sèches des collines du Bischenberg, de l'Immerschenberg et du Holiesel, sur les bans communaux de Bischoffsheim, Obernai et Rosenwiller, sous l'appellation : **Collines sèches du Bischenberg, de l'Immerschenberg et du Holiesel.**

A. 2. LOCALISATION DU PROJET

Le projet de réserve naturelle régionale est localisé sur les bans communaux de Bischoffsheim, Obernai et Rosenwiller, sur les communautés de communes des Portes de Rosheim et du Pays de Sainte-Odile, dans le département du Bas-Rhin.

Les collines concernées par le projet de classement font partie de l'entité éco-géographique des collines sous-vosgiennes (cf. Figure 1). L'Observatoire Grand Est de la Biodiversité (OGEB) identifie cette entité éco-géographique, les collines sous-vosgiennes, comme l'une des éco-régions les plus sous-dotées en espaces naturels sous protection forte (moins de 0,2 % du territoire selon l'ancienne définition de « protection forte ») (Région Grand Est, 2020). Ainsi, seules deux réserves naturelles régionales y sont présentes, ainsi qu'une forêt de protection et une réserve biologique. La majorité des espaces naturels sous protection forte sont sous maîtrise foncière du CEN Alsace (31 sites), tandis qu'aucun site n'est concerné par un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB).

A. 3. COMMUNES CONCERNEES ET SUPERFICIE

Les parcelles concernées par le projet sont localisées sur trois bans communaux :

- Bischoffsheim (47 parcelles, 54,38 hectares),
- Obernai (une parcelle, 6,48 hectares),
- Rosenwiller (six parcelles, 36,34 hectares).

La surface totale de l'emprise du projet est de 97,20 hectares.

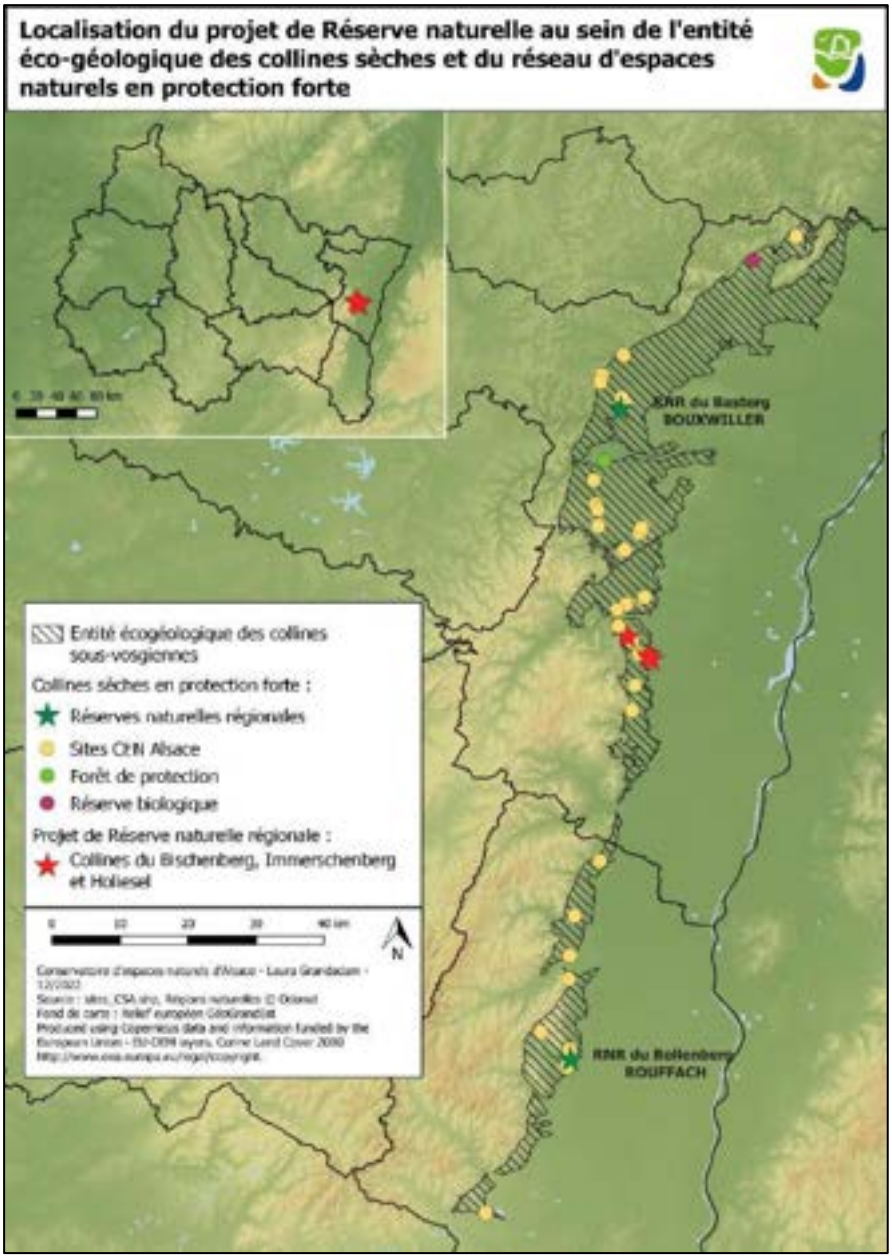


Figure 1. Localisation du projet de RNR au sein du des collines du Piémont vosgien et du réseau d'espaces protégés.

A. 4. DESCRIPTION SOMMAIRE DU SITE

Les collines du Bischenberg, de l'Immerschenberg et du Holiesel font partie de l'entité éco-géologique des collines sous-vosgiennes et abritent des habitats et espèces remarquables typiques de ces zones thermophiles et calcaires. On retrouve ainsi l'un des plus grands ensembles forestiers de boisements xérothermophiles et calcicoles à Chêne pubescent (*Quercus pubescens*) et à Charme (*Carpinus betula*) du Grand Est sur le Bischenberg, ainsi que des pelouses sèches, des affleurements rocheux dont le caractère xérophile dépend de l'exposition ou de la pente sur l'Immerschenberg et le Holiesel, ainsi que des fruticées thermophiles constituées d'Alisier blanc (*Sorbus aria*), d'Eglantier (*Rosa canina*), d'Aubépine (*Crataegus monogyna*) ou d'Epine-vinette (*Berberis vulgaris*) sur l'ensemble du réseau de collines.

A. 5. DUREE DE CLASSEMENT

Le classement de la Réserve naturelle régionale des Collines sèches du Bischenberg, de l'Immerschenberg et du Holiesel est proposé pour une durée **illimitée**.

A. 6. EXPOSE DES MOTIFS

Ce réseau de collines sèches constitue un haut lieu de biodiversité et d'habitats remarquables en Grand Est, avec la présence de nombreuses espèces floristiques et faunistiques protégées aux niveaux national et régional et/ou figurant sur les Listes rouges Nationale et Régionale. Ces collines présentent une palette de situations écologiques remarquables héritées de l'histoire humaine : alors que le Holiesel et l'Immerschenberg sont principalement ouverts à la suite de siècles de pâturage, le Bischenberg est l'un des trois derniers ensembles collinéens calcaires qui soit boisé dans la région. Cette multiplicité de niches écologiques permet la coexistence d'une forte diversité de milieux et espèces, d'où la forte valeur patrimoniale de ce réseau de collines. La Réserve naturelle permettra ainsi de sauvegarder ce réseau d'habitats typiques des collines sèches, dont la forêt claire et thermophile à *Quercus pubescens*, qui est un type forestier rare et remarquable en Grand Est.

B. STATUT FONCIER ET EMPRISE DU PROJET DE CLASSEMENT

B. 1. STATUT FONCIER

B. 1. 1. Propriétaires

Le projet de Réserve Naturelle Régionale concerne 54 parcelles représentant 97,20 hectares. On compte cinq propriétaires différents :

- Commune de Bischoffsheim (47 parcelles, 54,38 hectares soit 55,87 % de l'emprise totale),
- Commune de Rosenwiller (cinq parcelles, 36,17 hectares soit 36,97 % de l'emprise totale),
- Commune d'Obernai (une parcelle, 6,48 hectares soit 6,66 % de l'emprise totale),
- LPO Alsace (une parcelle, 0,17 hectares soit 0,18 % de l'emprise totale),
- Conservatoire d'espaces naturels d'Alsace (trois parcelles, 0,12 hectares soit 0,12 % de l'emprise totale).

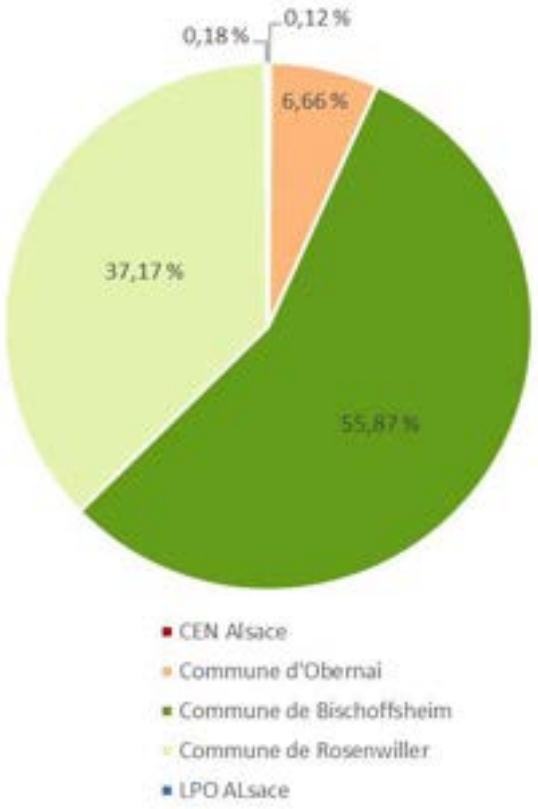


Figure 2. Répartition de la surface du projet de RNR entre les cinq propriétaires.

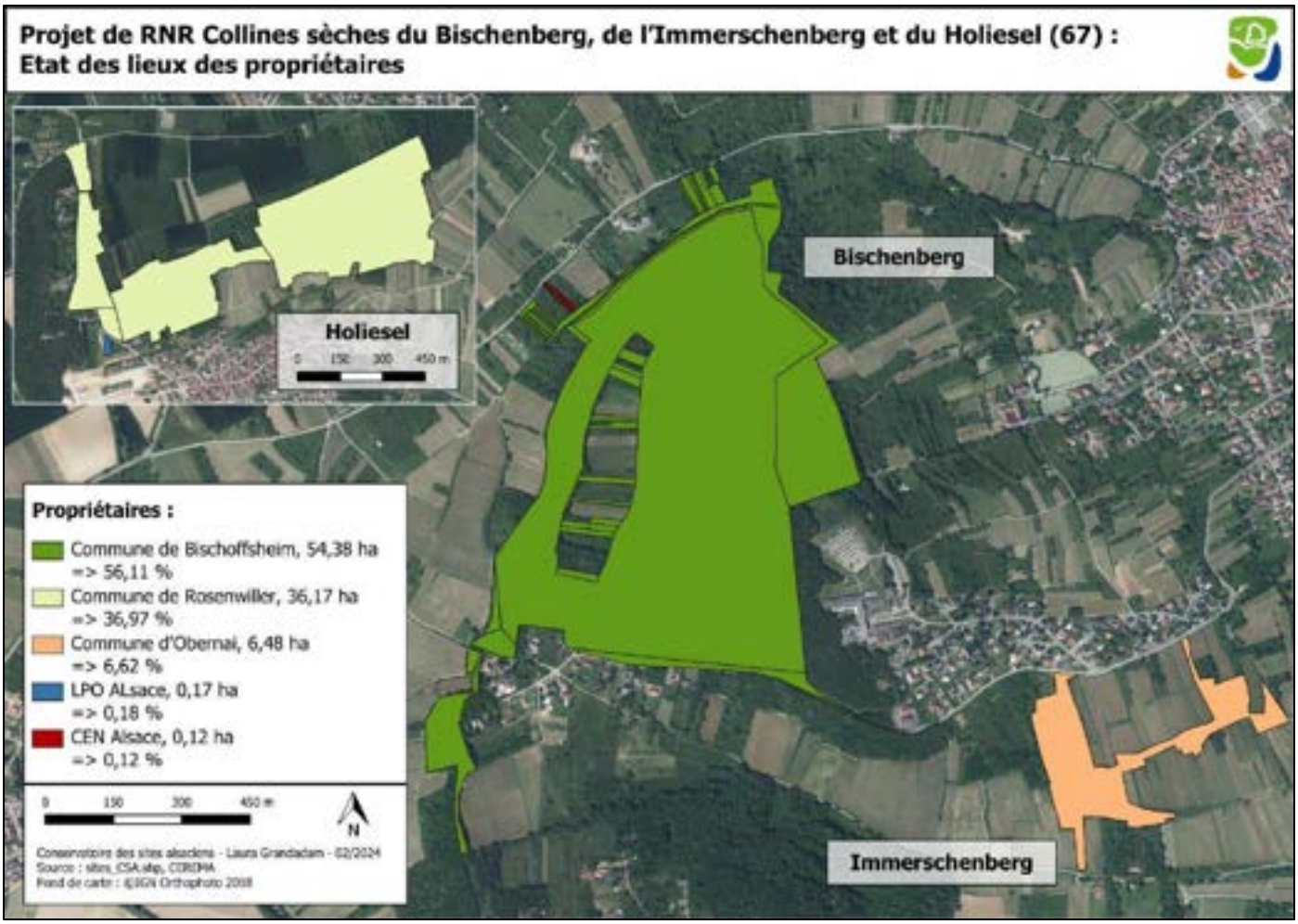


Figure 4. Etat des lieux des propriétaires.

B. 1. 2. Locataires et gestionnaires

La forêt communale du Bischenberg est en grande partie soumise au régime forestier (42 ha) et est donc actuellement gérée par l'Office National des Forêts (ONF).

Plusieurs autres secteurs sont gérés par le Conservatoire d'espaces naturels d'Alsace (CEN Alsace), soit en tant que propriétaire, soit en tant que locataire. C'est le cas pour le Holiesel et l'Immerschenberg qui sont gérés par le CEN Alsace depuis plusieurs dizaines d'années : 1989 pour le Holiesel et 1993 pour l'Immerschenberg.

Trois baux emphytéotiques de 36 ans sont en cours :

- Cinq parcelles de la commune de Bischoffsheim, le bail arrivant à échéance le 01/01/2043,
- Une parcelle de la LPO Alsace à Rosenwiller, le bail arrivant à échéance le 01/11/2045,
- Cinq parcelles de la commune de Rosenwiller, le bail arrivant à échéance le 02/06/2058.

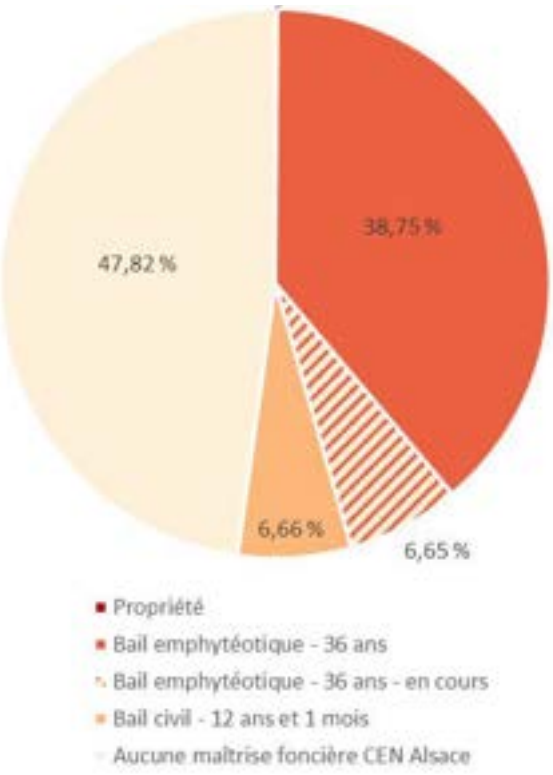


Figure 3. Répartition spatiale de la maitrise foncière du CEN Alsace.

Un bail civil de 12 ans et un mois est en cours sur une parcelle de la commune d'Obernai, le bail arrivant à échéance le 08/09/2029 (tacite reconduction).

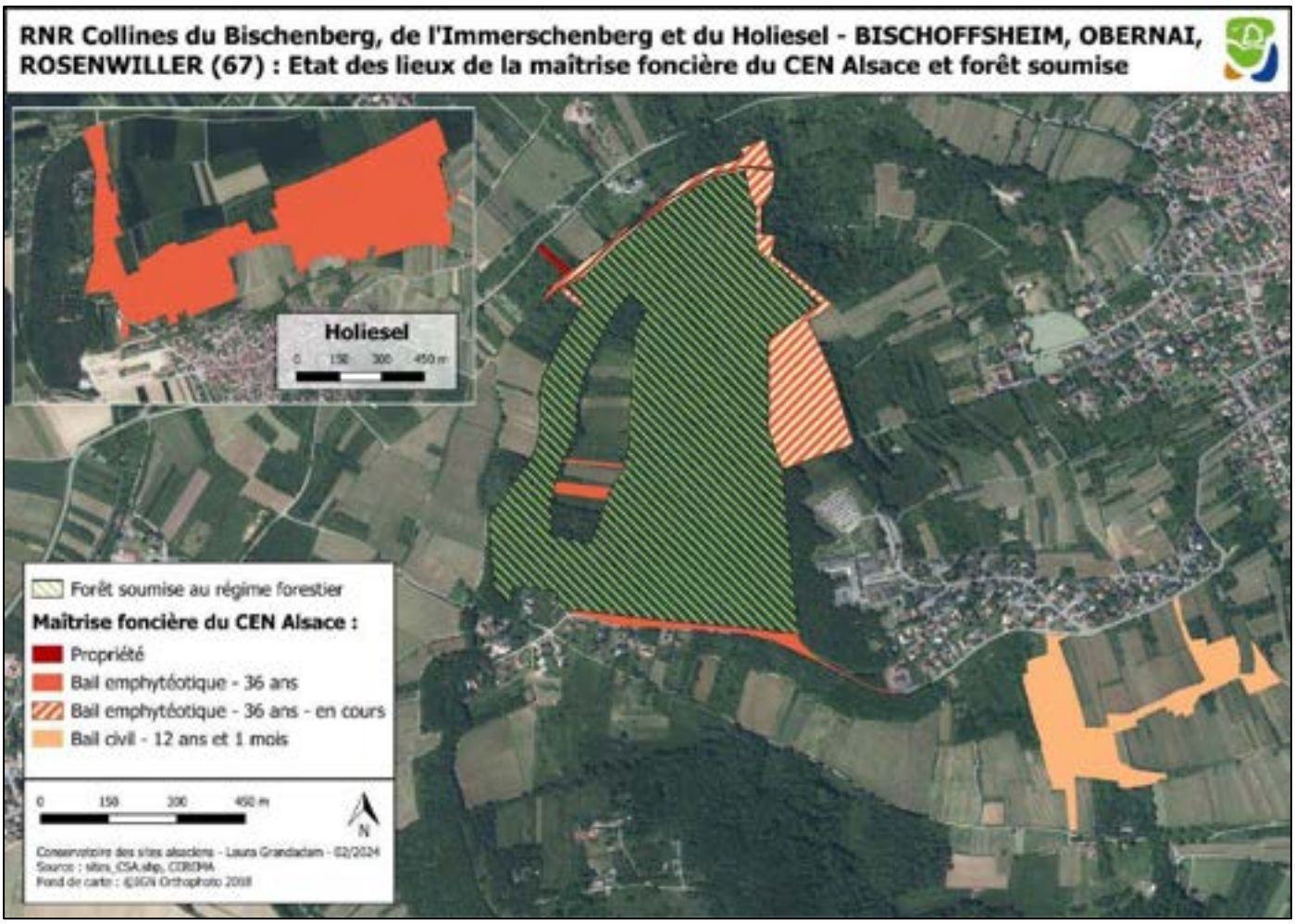


Figure 5. Etat des lieux de la maîtrise foncière du CEN Alsace et de la forêt soumise au régime forestier.

B. 1. 3. Servitudes privées

L'accès des propriétaires riverains à leurs parcelles, dès lors qu'elles ne sont pas desservies par un chemin rural, constitue une servitude dont sont grevés les terrains du projet de réserve naturelle (servitude de passage, articles 649 à 685-1 du code civil) sur les trois secteurs.

Dans le cadre du plan de gestion de la future réserve naturelle, un diagnostic de la desserte des parcelles riveraines et des infrastructures citées ci-dessus devra être mené pour limiter au strict minimum les chemins ouverts à la circulation pour les ayants-droits.

Deux parcelles du secteur du Bischenberg sont concernées par deux servitudes selon le Livre foncier :

- parcelle 57 de la section 09 : passage de câbles électriques souterrains,
- parcelle 306 section 10 : passage de canalisation souterraine.

B. 2. PLANS ET REFERENCES CADASTRALES

Tableau 1. Parcellaire du projet de RNR.

Secteur de la réserve	Commune	Section	Parcelle	Surface cadastrale (ares)	Propriétaire
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0002	4192,52	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0004	13,82	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0006	7,89	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0007	15,39	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0015	7,66	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0016	7,77	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0018	12,13	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0028	15,52	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0035	8,71	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0041	9,01	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0042	8,35	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0043	8,71	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0044	13,53	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0050	13,11	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0052	20,34	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0057*	93,15	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0065	556,08	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0066	59,27	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0067	24,07	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0176	37,83	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0293	156,61	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0305*	3,90	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0306*	5,54	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0391	11,32	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0392	6,52	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0342	3,79	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0344	4,07	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0345	3,12	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0346	5,40	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0347	3,54	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0350	3,26	Commune de Bischoffsheim

Bischenberg	Bischoffsheim	11	0351	2,83	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0353	5,91	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0359	2,82	CSA / CEN Alsace
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0361	3,94	CSA / CEN Alsace
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0362	5,27	CSA / CEN Alsace
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0549	19,87	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0192	4,00	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0193	4,03	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0194	11,72	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0195	5,08	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0196	3,51	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0197	4,10	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0198	3,39	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0200	5,38	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0203	10,76	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0657	13,04	Commune de Bischoffsheim
Sous-total « Bischenberg »				**5 437,58**	

Secteur de la réserve	Commune	Section	Parcelle	Surface cadastrale (ares)	Propriétaire
Immerschenberg	Obernai	62	0001	647,83	Commune d'Obernai
Sous-total « Immerschenberg »				**647,83**	

Secteur de la réserve	Commune	Section	Parcelle	Surface cadastrale	Propriétaire
Holiesel	Rosenwiller	06	0038	65,81	Commune de Rosenwiller
Holiesel	Rosenwiller	06	0246	17,19	Ligue pour la Protection des Oiseaux Alsace
Holiesel	Rosenwiller	07	86/001	996,06	Commune de Rosenwiller
Holiesel	Rosenwiller	09	0148	387,49	Commune de Rosenwiller
Holiesel	Rosenwiller	09	0177	104,71	Commune de Rosenwiller
Holiesel	Rosenwiller	A	125/098	2062,93	Commune de Rosenwiller
Sous-total « Holiesel »				**3 634,19**	

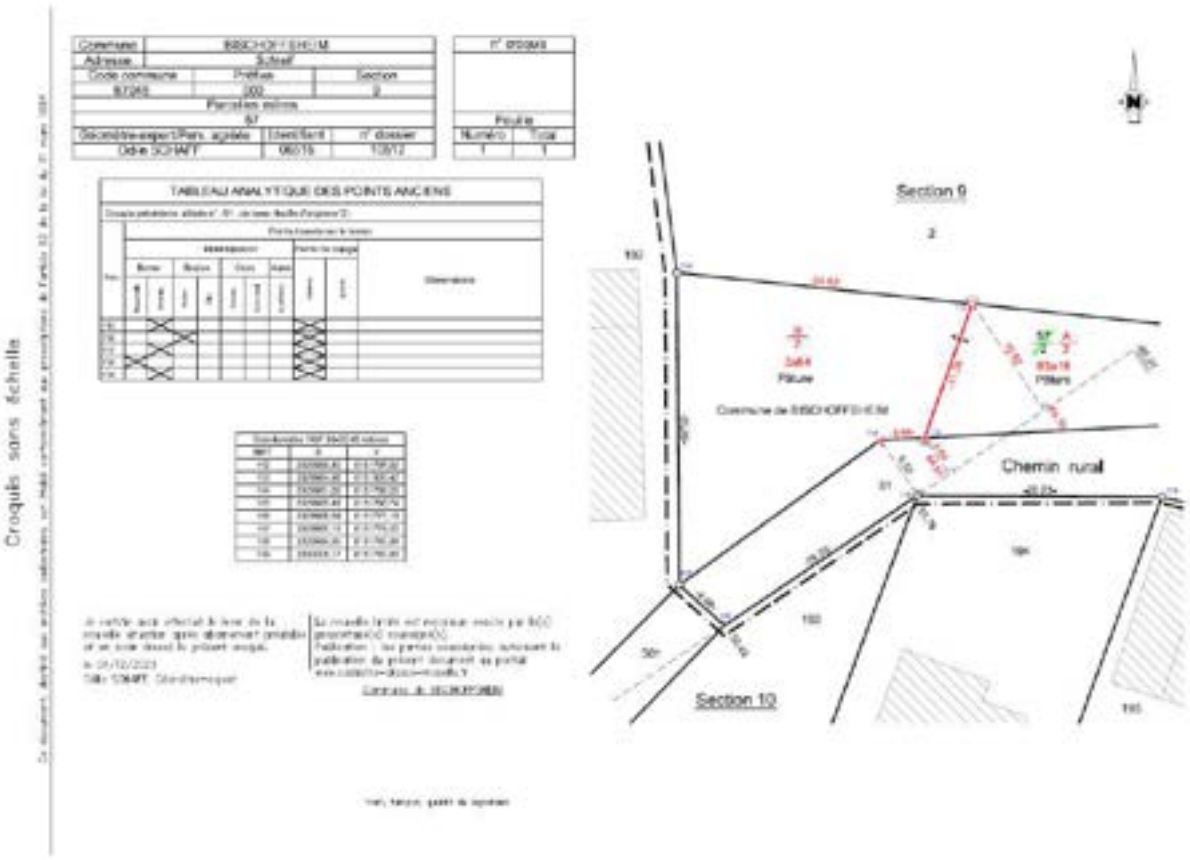
Surface totale du projet de réserve naturelle	**9 719,60**

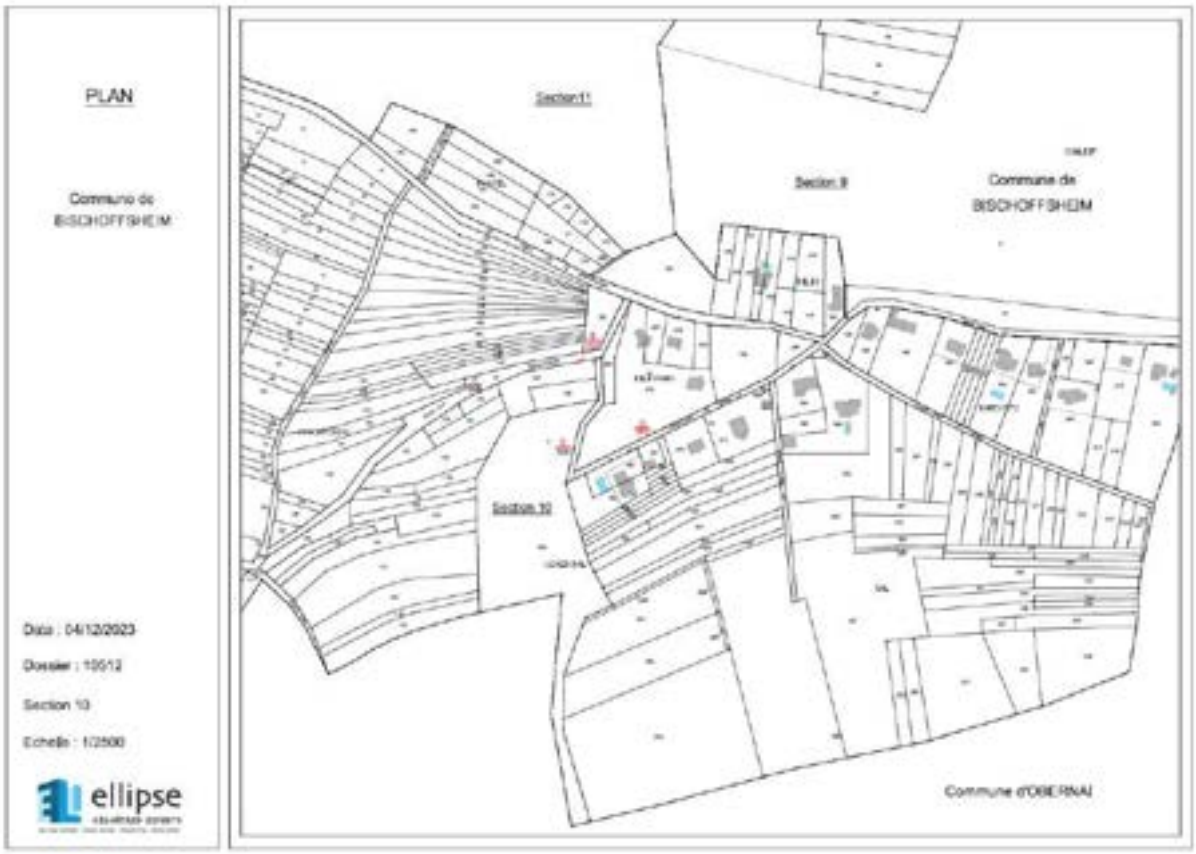
Les parcelles notées d'un astérisque (*) ne sont concernées que pour partie par le projet de RNR. Il s'agit de la parcelle 57 de la section 9 et des parcelles 305 et 306 de la section 10 de la commune de Bischoffsheim. Le détail des limites est explicité sur les cartes ci-dessous. Cela correspond :

- pour la parcelle 57 à l'entièreté de la parcelle à l'exception de la partie (entrée de maison) à l'extrême ouest à partir du chemin gravillonné (inclus), soit la parcelle A sur le premier plan de la figure 6,
- pour la parcelle 305 à une prolongation linéaire vers le sud de la limite parcellaire ouest de la parcelle 391, soit la parcelle B sur le deuxième plan de la figure 6,
- et pour la parcelle 306 à une prolongation linéaire vers le sud de la ligne droite longeant la parcelle 293 à l'est et s'arrêtant au virage vers le nord-est du chemin, soit la parcelle C sur le deuxième plan de la figure 6.

Figure 6. Détail des limites des parcelles pour partie concernées par le projet de RNR. Cabinet Claude ANDRES.






PLAN
Commune de
BISCHOFFSHEIM
Date : 04/12/2023
Dossier : 10512
Section 10
Echelle : 1/2500
ellipse
Section11
Section 9
Commune de
BISCHOFFSHEIM
Section 10
Commune d'OBERNAI

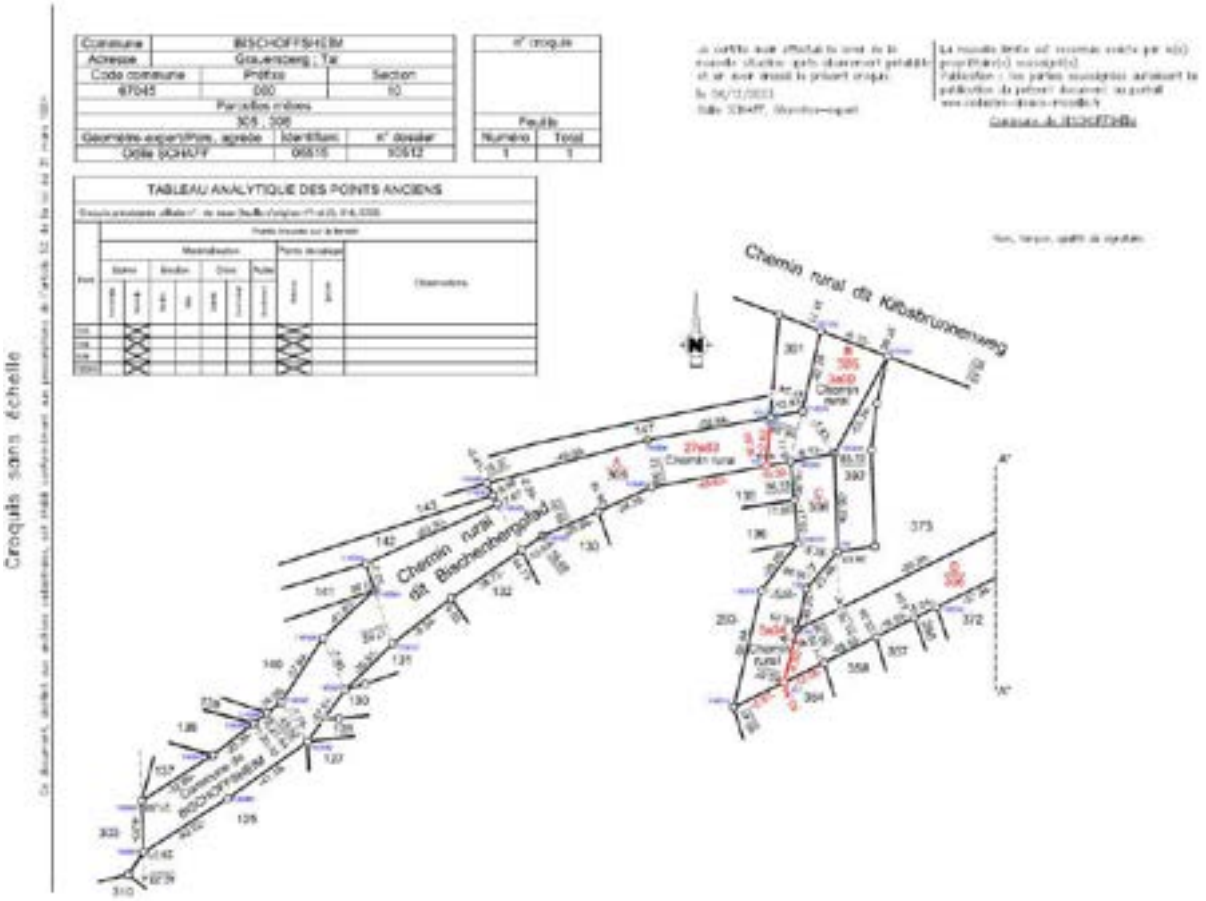

Commune
BISCHOFFSHEIM
Adresse
Gouversberg ; Tar
Code commune
67045
Préfixe
000
Section
10
Parcelles mères
305 ; 306
Géomètre-expert/Pers. agréée
Odile SCHUTT
Identifiant
06515
n° dossier
10512
n° croquis
Feuille
Numéro
1
Total
1
TABLEAU ANALYTIQUE DES POINTS ANCIENS
Croquis sans échelle
Chemin rural dit Kilbsbrunnenweg
Chemin rural dit Bischenbergblad
Chemin de BISCHOFFSHEIM



Figure 7. Parcellaire du secteur du Bischenberg.

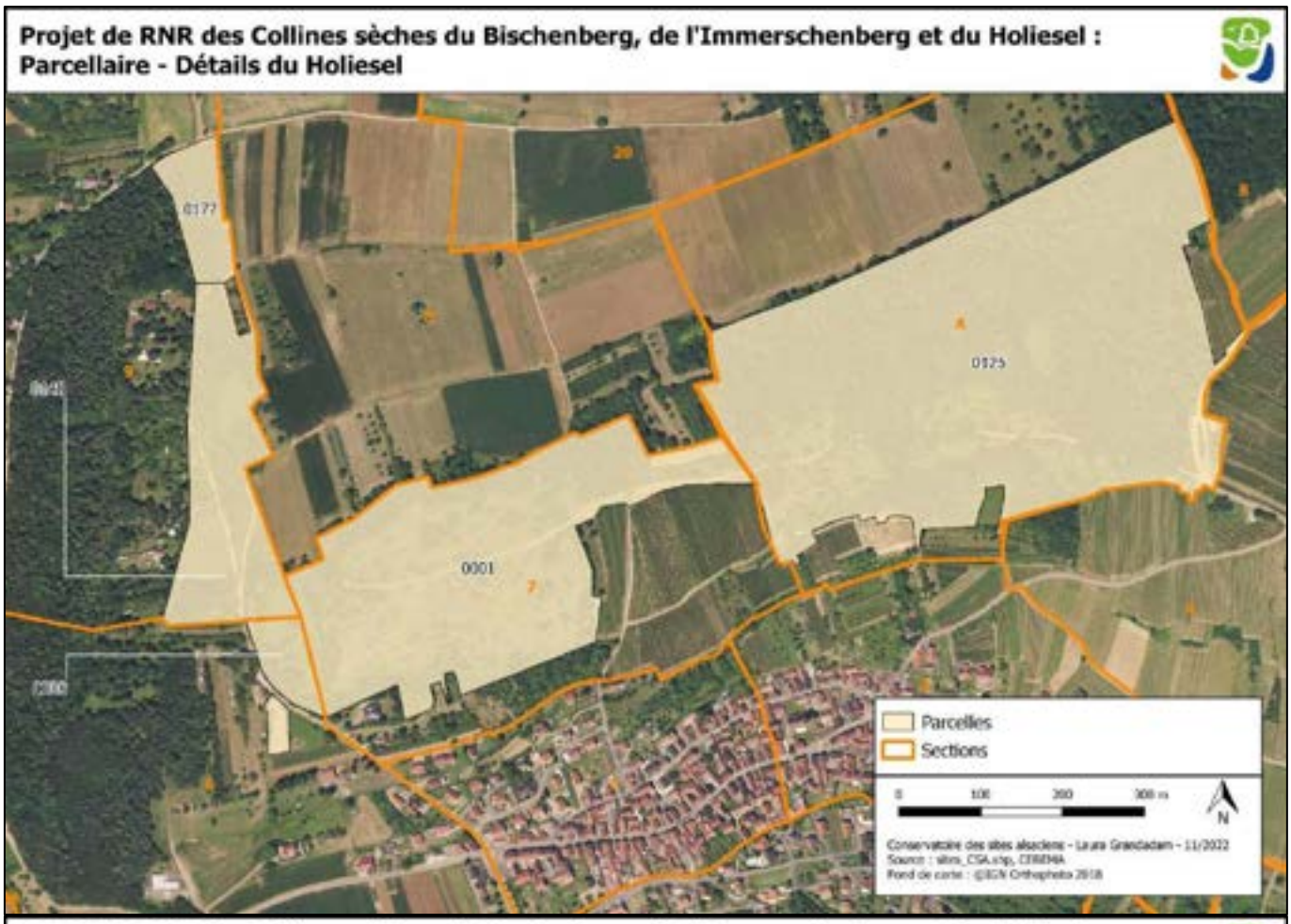


Figure 8. Parcellaire des secteurs du Holiesel et de l'Immerschenberg.

B. 3. PROTECTION FONCIERE

Le CEN Alsace et la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) agissent en partenariat depuis 2001 pour la préservation des espaces naturels, et notamment des milieux ouverts, de la colline du Bischenberg. Ce partenariat se traduit par le financement de la gestion des sites confiée au CEN Alsace. En ce qui concerne la maîtrise foncière, la CeA en lien avec les communes de Bischoffsheim, Rosheim et Boersch, a mis en place une zone de préemption « Espace Naturel Sensible » dès 2004. Le CEN Alsace intervient de manière complémentaire, notamment grâce à la mise en place de baux emphytéotiques ou civils. Ces efforts conjugués ont permis de préserver des pelouses remarquables qui abritent des populations d'espèces patrimoniales.

B. 3. 1. Zone de préemption ENS

La zone de préemption « Espace Naturel Sensible » s'étend principalement sur les versants nord, est et ouest de la colline sur une surface de 241 hectares. Elle a pour objectif « la préservation du patrimoine naturel et de la mixité paysagère ». Les communes concernées, ainsi que la CeA, sont titulaires du droit de préemption sur des zones définies.

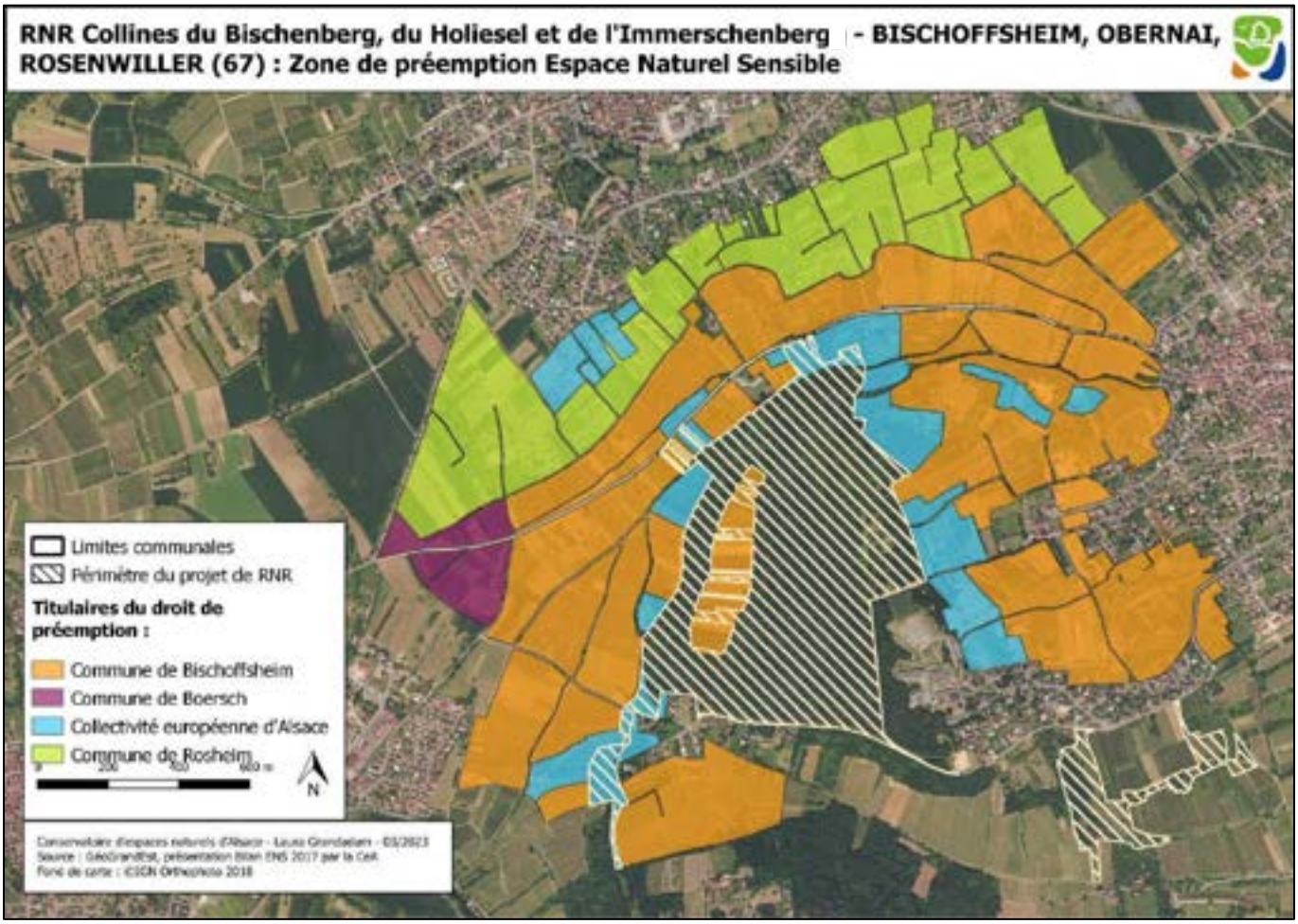


Figure 9. Zone de préemption "Espace naturel sensible" et titulaires du droit de préemption.

Une partie des parcelles acquises par l'ex-département du Bas-Rhin (aujourd'hui CeA) sont confiées en gestion au CEN Alsace. Il s'agit des parcelles abritant un patrimoine naturel sensible, tandis que les vergers sont confiés à des particuliers, *via* des conventions et des cahiers des charges.
Il en est de même pour plusieurs des parcelles acquises par la commune de Bischoffsheim qui a signé des baux emphytéotiques avec le CEN Alsace.

En 2017, 12,96 ha avaient été acquis dans la zone de préemption, respectivement par les communes de Bischoffsheim (8,58 ha), Rosheim (1,60 ha) et la CeA (2,78 ha). Cette surface représentait 5,5 % de la zone de préemption de l'ENS.

B. 3. 2. Sites du CEN Alsace

Cinq sites protégés par maîtrise foncière (propriété ou bail de longue durée) par le CEN Alsace sont inclus dans le projet de périmètre de la RNR.

Tableau 2. Sites CEN Alsace concernés par le projet de RNR.

Nom du site	Commune	Surface (ares)	Type de maîtrise foncière
Bischenberg – Alter Schlag	Bischoffsheim	39,30	Bail emphytéotique de 36 ans (commune de Bischoffsheim)
Bischenberg – Kilbs	Bischoffsheim	96,89	Bail emphytéotique de 36 ans (commune de Bischoffsheim)
Bischenberg – Kritt	Bischoffsheim	12,03 (le reste du site, propriété de la CeA, n'étant pas inclus dans le périmètre de la RNR)	Propriétés
Holiesel	Rosenwiller	3 634,19	Bail emphytéotique de 36 ans et bail civil de 12 ans (commune de Rosenwiller), bail emphytéotique de 36 ans (LPO Alsace)
Immerschenberg	Obernai	647,83	Bail civil de 12 ans (commune d'Obernai

B. 4. PROTECTIONS REGLEMENTAIRES

B. 4. 1. Arrêté municipal

Cf. annexe 1 : Arrêté municipal de la commune de Bischoffsheim AM015-2021.

La forêt du Bischenberg est concernée par un arrêté municipal interdisant l'accès aux sentiers non sécurisés de la forêt et localisant les pistes interdites à la circulation de véhicules à moteurs à l'exception des ayants droit.

Le site du Holiesel dispose d'un arrêté municipal interdisant la circulation des véhicules à moteur sur les sentiers et pistes du site, à l'exception des agriculteurs exploitants des parcelles voisines.

B. 4. 2. Servitudes d'utilité publique

- Site inscrit au titre de l'inventaire des sites pittoresques du Bas-Rhin

Ce type de classement a pour objectif de protéger les sites exceptionnels pour leur valeur paysagère, historique, artistique, scientifique, pittoresque … Le périmètre du projet de RNR est en partie situé au sein d'un site inscrit depuis le 1er septembre 1971 : secteur 1 du massif des Vosges. Seul le secteur du Holiesel n'est pas inclus dans ce périmètre de site inscrit. Les travaux autres que l'entretien courant doivent faire l'objet d'une déclaration auprès de l'administration en charge quatre mois avant le début des travaux. Si les travaux sont soumis à autorisation d'urbanisme, c'est le dépôt du permis (ou de la déclaration préalable d'urbanisme) qui vaut déclaration préalable au titre du site inscrit. La déclaration préalable est adressée au préfet de département, qui recueille l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France sur le projet (article R341-9 du code de l'environnement). Par ailleurs, les permis de démolir en site inscrit ne peuvent être délivrés qu'avec l'accord exprès de l'Architecte des Bâtiments de France (code de l'urbanisme, articles R424-2 et R425-18).

- Périmètres de monuments historiques

Des parts du Holiesel et du Bischenberg sont concernées par les périmètres de protection des monuments historiques (église catholique de l'Assomption-de-la-Vierge et couvent du Bischenberg). Une autorisation est nécessaire pour des travaux sur des bâtiments.

- Périmètre éloigné de captage d'eau potable

Une extrémité du Holiesel est concernée par le périmètre de protection éloigné du captage de Mutzig.

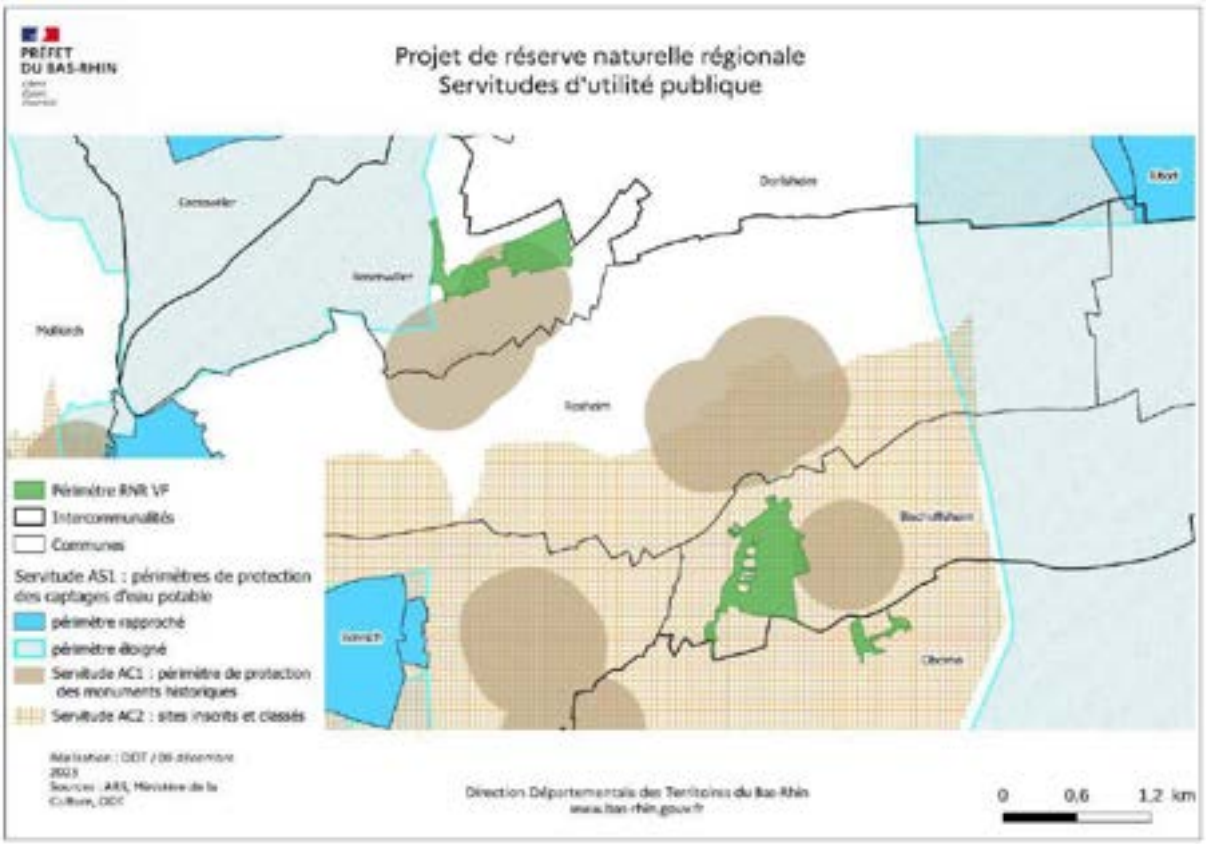


Figure 10. Servitudes d'utilité publique sur le secteur, carte fournie par la DDT du Bas-Rhin lors de la consultation.

C. INVENTAIRES, CLASSEMENTS ET POLITIQUES EN FAVEUR DU PATRIMOINE NATUREL

C. 1. STRATEGIES NATIONALES ET REGIONALES

C. 1. 1. Stratégie Nationale pour la Biodiversité (SNB) et Stratégie Nationale pour les Aires Protégées (SNAP)

La Stratégie Nationale pour la Biodiversité (SNB) est en cours de finalisation. La version précédente (2011-2020) prévoyait plusieurs objectifs auxquels la création de réserves naturelles contribue, comme les objectifs suivants : n°4 « Préserver les espèces et leur diversité », n°5 « Construire une infrastructure écologique incluant un réseau cohérent d'espaces protégés » et n°6 « Préserver et restaurer les écosystèmes et leur fonctionnement ».

La Stratégie Nationale pour les Aires Protégées (SNAP) recense un certain nombre d'objectifs et de mesures à réaliser d'ici 2030. La création d'une réserve naturelle régionale permet de répondre à plusieurs d'entre eux. C'est notamment le cas pour les mesures 1, 2 et 5 de l'objectif 1 « Développer un réseau d'aires protégées résilient aux changements globaux »., qui sont respectivement « Développer le réseau d'aires protégées pour atteindre au moins 30% de couverture du territoire national et de nos espaces maritimes », « Renforcer le réseau d'aires protégées pour atteindre **10 % du territoire national et de nos espaces maritimes protégés par des zones sous protection forte** ») et « S'appuyer sur le renforcement des outils fonciers et réglementaires existants pour **étendre le réseau d'aires protégées et de protection forte** » (en lien avec les actions foncières locales du CEN Alsace et de la zone de préemption Espace Naturel Sensible porté par la Collectivité européenne d'Alsace). Par la suite, la gestion et l'animation de la réserve naturelle nouvellement créée permettront de répondre à la majorité des autres mesures et objectifs exposés par ce document stratégique que ce soit l'objectif 2 (« Accompagner la mise en œuvre d'une gestion efficace et adaptée du réseau d'aires protégées »), le 3 (« Accompagner des activités durables au sein du réseau d'aires protégées ») ou le 4 (« Conforter l'intégration du réseau d'aires protégées dans les territoires »).

La Stratégie de Création d'Aires Protégées (SCAP) est l'ancienne déclinaison régionale de la SNAP. Elle s'échelonnait sur la période 2010-2019 et doit être poursuivie *via* la SAP.

C. 1. 2. Stratégie Régionale pour la Biodiversité (SRB)

La déclinaison régionale de la SNB est la Stratégie Régionale pour la Biodiversité (SRB) du Grand Est qui s'échelonne de 2020 à 2027. Elle opère sur six champs d'action, dont un champ intitulé « Protéger l'existant » qui prévoit au moins **2% de la surface du territoire protégé** en 2030 (soit 50 000 ha supplémentaires), dont la création de 15 nouvelles réserves naturelles d'ici 2027. La création d'une RNR sur le Bischenberg, le Holiesel et l'Immerschenberg est en totale adéquation avec ces deux grands objectifs. Notons également que les forêts qui seraient ainsi protégées sur le Holiesel et le Bischenberg participeraient à atteindre l'objectif de 3 % d'îlots de vieux bois en forêt publique d'ici 2030.

C. 1. 3. Schéma Régional de Cohérence Ecologique (Trame verte et bleue)

L'ensemble du projet de classement en RNR est situé dans des réservoirs de biodiversité :

- le secteur du Holiesel constitue l'extrémité sud du réservoir RB36 « Collines de Molsheim sud »,
- les secteurs du Bischenberg et de l'Immerschenberg sont au centre du réservoir RB40 « Coteaux du Bischenberg et vergers de Rosheim ».

Si le premier est majoritairement forestier, le second est plutôt constitué de pelouses xériques. Les deux sont d'ailleurs connectés par un réservoir écologique classé d'importance régionale (numéro C120) et un corridor écologique d'importance nationale (CN4 du piémont vosgien et collines sous-vosgiennes).

Le projet de réserve naturelle participe ainsi à renforcer les politiques régionale et nationale de cohérence écologique en protégeant des réservoirs de biodiversité également maillons d'un corridor d'importance nationale (CN4) pour l'adaptation des espèces thermophiles.

C. 2. PLANS LOCAUX D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

C. 2. 1. Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE)

Le projet de Réserve naturelle est inclus dans le périmètre du SAGE Ill-Nappe-Rhin (à l'exception du Holiesel à Rosenwiller qui n'est concerné par aucun SAGE). Cet outil de planification vise la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Les espaces naturels du projet de RNR y contribuent en alimentant la nappe en eau de bonne qualité par l'infiltration et la filtration des précipitations au sein des sols calcaires. Ils permettent également de limiter les problématiques d'érosion des sols.

C. 2. 1. Schéma de Cohérence Territorial (SCoT)

Le projet de Réserve naturelle est situé sur deux communautés de communes faisant partie du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Piémont des Vosges et bénéficiant d'un Schéma de Cohérence Territorial (SCoT). Ce document est un outil de conception et de mise en œuvre d'une planification stratégique intercommunale dans de nombreux domaines (urbanisme, mobilité, environnement, commerce, énergie…). Il identifie « le Piémont des Vosges [comme] un territoire riche de la qualité et de la diversité des paysages. Ces derniers [constituant une] partie intrinsèque de son identité ». La pluralité des milieux naturels, et donc des paysages, présents sur les collines du projet de réserve fait écho à cette affirmation.

Par ailleurs, le SCoT affirme qu'il est « indispensable de maintenir la qualité et la diversité d'un tel lieu » en accompagnant les mutations inéluctables de façon à limiter les conflits d'usage dans les secteurs naturels les plus remarquables et les plus sensibles. Le projet de réserve naturelle est donc un outil en parfaite adéquation avec cet objectif d'aménagement.

C. 2. 2. Appellation d'origine Contrôlée (AOC)

Cf. annexe 2 : Cartographie du zonage AOC « Crémant d'Alsace » et « Vins d'Alsace ».

Ce label agricole permet d'identifier les produits dont les étapes de réalisation (dont la production) sont réalisées dans une zone géographique définie et selon un savoir-faire reconnu. Quelques parcelles du projet de Réserve Naturelle se situent au sein de l'Appellation d'Origine Contrôlée « Crémant d'Alsace » et « Vins d'Alsace ».

C. 2. 3. Plan Local d'Urbanisme (PLU)

L'emprise du projet est répartie sur trois communes ayant chacune son propre Plan Local d'Urbanisme. Le projet se situe en majorité en zone dite naturelle. Seules quelques parcelles dans le secteur du Bischenberg sont classées en zone agricole.

C. 2. 4. Plan d'aménagement forestier

La forêt couvrant le Bischenberg est en grande majorité soumise au régime forestier et gérée par l'Office National des Forêts (ONF) à l'aide d'un plan d'aménagement forestier. Le 17/09/2018, le Conseil municipal de Bischoffsheim a approuvé le nouveau plan d'aménagement forestier (2019-2038) qui adopte la libre évolution comme ligne directive. Le plan d'aménagement décrit la forêt du Bischenberg comme offrant des « enjeux écologiques importants, ainsi que des contraintes sociales élevées ». Il prévoit donc que « les interventions dans cette zone se limitent à la mise en sécurité du site d'une part et à la préservation de l'habitat d'autre part. L'aspect production est écarté d'autant que l'exploitation serait rendue difficile, voire impossible dans certains endroits, tant la desserte s'avère complexe dans un contexte où le vignoble est très présent aux alentours ».

C. 3. INVENTAIRES DU PATRIMOINE NATUREL

C. 3. 1. Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

L'ensemble du périmètre se situe au sein de la ZNIEFF de type 2 n°420030470 « Collines du piémont vosgien avec grands ensembles de vergers, de Gresswiller à Obernai ». L'habitat G1.711 Chênaie à *Quercus pubescens* occidentales qui est présent sur le Bischenberg y est d'ailleurs noté comme habitat déterminant. C'est également le cas pour les Ourlets xérothermophiles (E5.21) et les Pelouses médio-européennes du *Xerobromion* (E1.272) que l'on retrouve sur les pelouses sèches du Bischenberg, du Holiesel et de l'Immerschenberg. Des espèces présentes dans le projet de RNR sont également mises en avant comme espèces déterminantes du classement du secteur en ZNIEFF, c'est par exemple le cas de la Lucine (*Hamearis lucina*), de l'Azuré des cytises (*Glaucopsyche alexis*), de la Mélitée noirâtre (*Melitaea diamina*), du Torcol fourmilier (*Jynx torquilla*), de l'Anémone pulsatille (*Anemone pulsatilla*) … qui vivent et se reproduisent sur les pelouses et forêts du projet de RNR.

L'Immerschenberg et le Bischenberg se situent également au sein d'une ZNIEFF de type 1, la n°420007204 « Collines calcaires du Bischenberg et environs, à Rosheim, Bœrsch, Bischoffsheim et Obernai » tandis que le Holiesel est situé au sein de la ZNIEFF de type 1 n°420030446 « Colline calcaire du Holiesel à Rosenwiller ». L'unique habitat déterminant de cette ZNIEFF est la Chênaie à *Quercus pubescens* occidentales (G1.711), la patrimonialité de ce dernier suffisant à

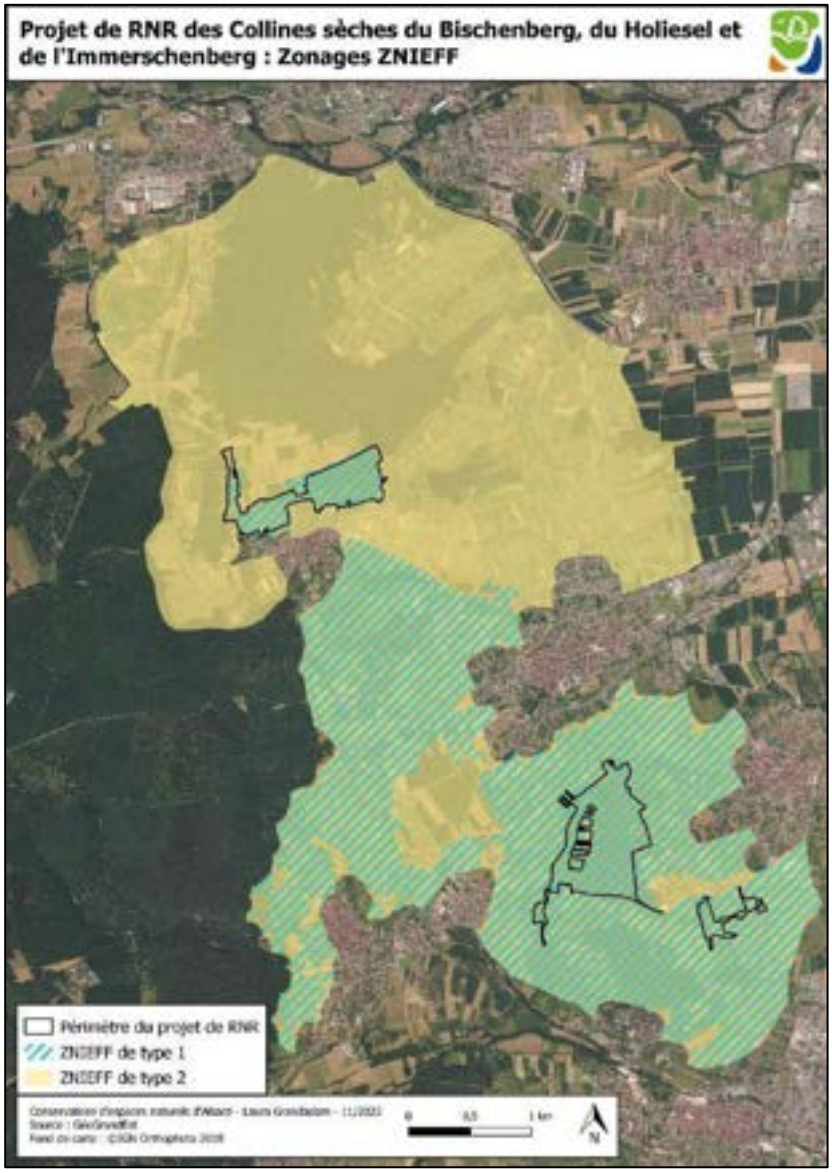


Figure 11. Localisation des ZNIEFF.

classer le secteur en ZNIEFF de type 1, et notamment la colline du Bischenberg. Des espèces présentes dans le projet de RNR sont également mises en avant comme espèces déterminantes pour le classement du secteur en ZNIEFF, comme l'Azuré des cytises (*Glaucopsyche alexis*), la Zygène du Sainfoin (*Zygaena carniolica*), le Pic noir (*Dendrocopos major*), le Torcol fourmilier (*Jynx torquilla*), le Cormier (*Sorbus domestica*) … qui vivent et se reproduisent sur les pelouses et forêts du projet de RNR.

Ces deux zonages illustrent ainsi les importants enjeux écologiques du secteur et l'intérêt d'un classement de certaines des zones les plus riches en biodiversité.

C. 3. 2. Sites Natura 2000

Le projet de réserve naturelle n'est pas compris dans un zonage Natura 2000.

C. 3. 3. Zonages espèces sensibles « Plan régional d'action »

Cf. annexe 3 : Cartographies des zonages « Plan régional d'action ».

Plusieurs plans régionaux d'action (PRA) en faveur d'espèces menacées présentent un zonage qui concerne le projet de RNR :

- Pie-grièche grise (*Lanius excubitor*) : l'Immerschenberg et plusieurs milieux ouverts du Bischenberg sont dans la zone de potentialité de présence moyenne. Les milieux forestiers du Bischenberg sont en zone de présence faible, tandis que le Holiesel se trouve en zone de présence périphérique.
- Milan royal (*Milvus milvus*) : l'ensemble du périmètre du projet de RNR se trouve en zone de potentialité de présence forte pour cette espèce.
- Crapaud vert (*Bufotes viridis*) : les milieux ouverts du projet de périmètre présentent une potentialité de présence moyenne, tandis que les milieux forestiers sont des secteurs à potentialité de présence faible.
- Azuré du serpolet (*Phengaris arion*) : les milieux ouverts du Bischenberg se trouvent dans la zone de dispersion périphérique, tandis que le Holiesel se situe en zone de potentialité de présence moyenne.
- Azuré de la Croisette (*Phengaris alcon*) : seules les pelouses du Holiesel sont situées dans la zone de dispersion périphérique de cette espèce. Les pelouses du Bischenberg et de l'Immerschenberg sont trop éloignées pour être colonisées par cette espèce au vu de la localisation actuelle des populations.
- Azuré des paluds (*Phengaris nausithous*) : l'ensemble des milieux ouverts du projet de RNR se situent en zone de potentialité de présence moyenne, tandis que les milieux forestiers sont en zone de potentialité de présence faible. Néanmoins, ce papillon typique des milieux humides ne peut être observé sur le site qu'en cas de dispersion, la plante hôte (*Sanguisorba officinalis*) nécessaire à la reproduction de l'espèce n'étant pas présente dans le périmètre.
- Azuré de la Sanguisorbe (*Phengaris teleius*) : la quasi-totalité des milieux ouverts du périmètre est en zone de dispersion périphérique pour cette espèce. Une petite partie de l'Immerschenberg est en zone de potentialité de présence moyenne, mais, de la même façon que pour l'Azuré des paluds, cette espèce ne pourra être observée qu'en dispersion au vu de l'absence de sa plante hôte.

D. DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE

D. 1. DESCRIPTION GENERALE DE L'ECOSYSTEME ET CONTEXTE BIOGEOGRAPHIQUE

L'ensemble des sites retenus pour le projet de Réserve naturelle se situe sur des collines calcaires sous-vosgiennes : le Bischenberg, l'Immerschenberg et le Holiesel. Elles sont situées à l'extrémité sud du champ de fractures de Saverne et sont composées de sols calcaires, retenant très faiblement l'eau. Cette particularité, couplée à l'existence d'un microclimat chaud dépendant du foehn des Vosges[1] et accentués localement par l'exposition ou la nature du sol (affleurements rocheux), implique l'existence d'écosystèmes particulièrement chauds et secs : des milieux xérothermophiles.

Ce type de milieu constitue la zone de transition entre la plaine d'Alsace et le massif vosgien, sous la forme d'un chapelet nord-sud de collines sèches. Il a été l'un des refuges thermophiles lors de la dernière glaciation, ce qui explique l'existence d'un cortège d'espèces d'origine méditerranéenne, qui ont pu se maintenir dans ces secteurs jusqu'à nos jours.

D. 2. DESCRIPTION DU MILIEU PHYSIQUE

D. 2. 1. Conditions climatiques

Les trois collines concernées par le projet de classement sont soumises à un climat semi-continental similaire à celui de la plaine d'Alsace, avec des variations marquées de températures entre l'hiver et l'été et une pluviométrie moyenne de 600 à 800 mm par an.

L'origine des spécificités de ces collines sèches réside dans le microclimat qui y règne à la faveur d'un substrat calcaire se réchauffant vite au soleil et ne retenant que très peu l'eau : les conditions y sont donc plus sèches et plus chaudes qu'en plaine. L'effet de foehn des Vosges amplifie encore la dessiccation du sol, tandis que l'altitude relative des collines les met à l'abri du brouillard et favorise l'ensoleillement.

D. 2. 1. Géomorphologie et géologie

Les collines concernées par le projet de réserve naturelle sont situées dans la partie méridionale du vaste champ de fractures de Saverne. Ce vaste ensemble formé de multiples collines, s'étalant entre le massif vosgien et la plaine d'Alsace, est une des résultantes de la formation du fossé rhénan, dont l'effondrement principal date de l'Eocène (-37 millions d'années). Relief intermédiaire en « marches d'escaliers » entre Vosges et plaine, ces collines sont formées essentiellement d'anciens dépôts sédimentaires marins datés de -240 à -150 millions d'années (Mésozoïque ou ère Secondaire) recouverts partiellement de dépôts plus récents.

Les sols des collines témoignent ainsi de l'ancienne couverture sédimentaire marine qui recouvrait les dépôts sableux continentaux du Trias (Grès du Trias inférieur), déposés localement sur la vaste chaine montagneuse, formée essentiellement durant la phase hercynienne, puis aplanie en fin du Paléozoïque (ère Primaire).

Sur le Bischenberg, on retrouve toute la série sédimentaire, visible notamment sur les flancs Ouest et Nord, depuis des terrains plutôt argileux datés de la fin du Trias (Keuper) formant la base de la colline vers Rosheim, jusqu'à des calcaires francs vers le sommet (calcaires oolithiques du Bajocien supérieur qui étaient exploités dans quelques carrières au Nord et Nord-Ouest). Quelques dépôts marneux du Lutétien (Eocène) sont signalés immédiatement au Nord du Couvent.

[1] L'effet de foehn est un phénomène météorologique se traduisant par un vent chaud et sec ayant préalablement rencontré un massif montagneux (ici les Vosges) où la majorité de son humidité se sera déversée sous forme de précipitations.

À la suite de l'effondrement du fossé rhénan (époque de l'Oligocène, jusque vers -23 M.a.), des dépôts marneux conglomératiques provenant de l'érosion des anciens terrains sédimentaires qui recouvraient le massif vosgien surélevé, se sont déposés sur la colline du Bischenberg. Ces dépôts dits « côtiers » recouvrent actuellement tout le sommet ainsi que les flancs Sud et Est. Ils sont formés essentiellement de blocs calcaires roulés (notamment du calcaire oolithique et des grès calcaires) et de marnes grises à jaunâtres. L'Immerschenberg est d'ailleurs principalement constitué d'un substrat de conglomérats à galets de Muschelkalk, une roche sédimentaire d'origine marine datant de la deuxième moitié de l'âge tertiaire. La colline du Holiesel est aussi composée d'un substrat du même âge : du calcaire à entroques du Muschelkalk supérieur. C'est également à cette époque que les champs de fracture se sont mis en place.

Plus tardivement, lors des époques glaciaires du Quaternaire, du lœss s'est déposé en partie basale sur les flancs Nord-Est et Est de la colline, et dans le vallon "Im Thal ". De nombreuses failles de directions principales Sud-Ouest – Nord-Est et Nord-Ouest – Sud-Est, repérables notamment hors zone de couverture oligocène, découpent la colline du Bischenberg en de multiples compartiments aux rejets toutefois faibles. Quelques zones aquifères perchées, s'écoulent par des sources en partie Nord-Est (sources qui alimentent les fontaines de Bischoffsheim) et sur le flanc ouest (sources sous le lieu-dit du Kilbs et au-dessus de Rosheim).

Si le Holiesel est en relation directe avec le massif des Vosges, en continuité avec la forêt, le Bischenberg et l'Immerschenberg se distinguent par une séparation avec les montagnes sous la forme d'un petit fossé d'effondrement.

D. 2. 2. Pédologie

La nature calcaire de la roche mère et le modelé sont les principaux facteurs pédogénétiques qui ont conditionné le développement de sols particuliers. Il s'agit ici de sols bruns calcaires (non décalcifiés en surface) caillouteux et de sols squelettiques sur les pentes. Ce sont des sols à porosité élevé favorisant l'évacuation de l'eau. L'humus est généralement de type mull eutrophe calcaire et est parfois absent sur les secteurs où la roche est affleurante (Holiesel et Immerschenberg). Ces sols permettent le développement d'une végétation spécialisée qui fait la richesse et l'intérêt de ces collines.

D. 2. 3. Topographie

Les secteurs du Bischenberg et du Holiesel sont situés sur les sommets des collines sous-vosgiennes éponymes et culminants aux altitudes respectives de 360 et 350 m. Le secteur du Holiesel s'étend également sur la colline voisine, le Berg, culminant à une altitude de 347 m. L'Immerschenberg est en réalité situé sur le flanc sud-est de la colline du Bischenberg, sur un replat situé à environ 280 m d'altitude.

Ce sont les flancs sud de ces collines qui présentent les secteurs les plus secs et chauds : l'Immerschenberg en est un exemple en tant que versant sud-est du Bischenberg.

L'emprise du projet présente ainsi une remarquable diversité d'expositions et de pentes (de quelques % sur les sommets jusqu'à 25 % sur certains secteurs abruptes) qui participe à la diversité des milieux et espèces présents.

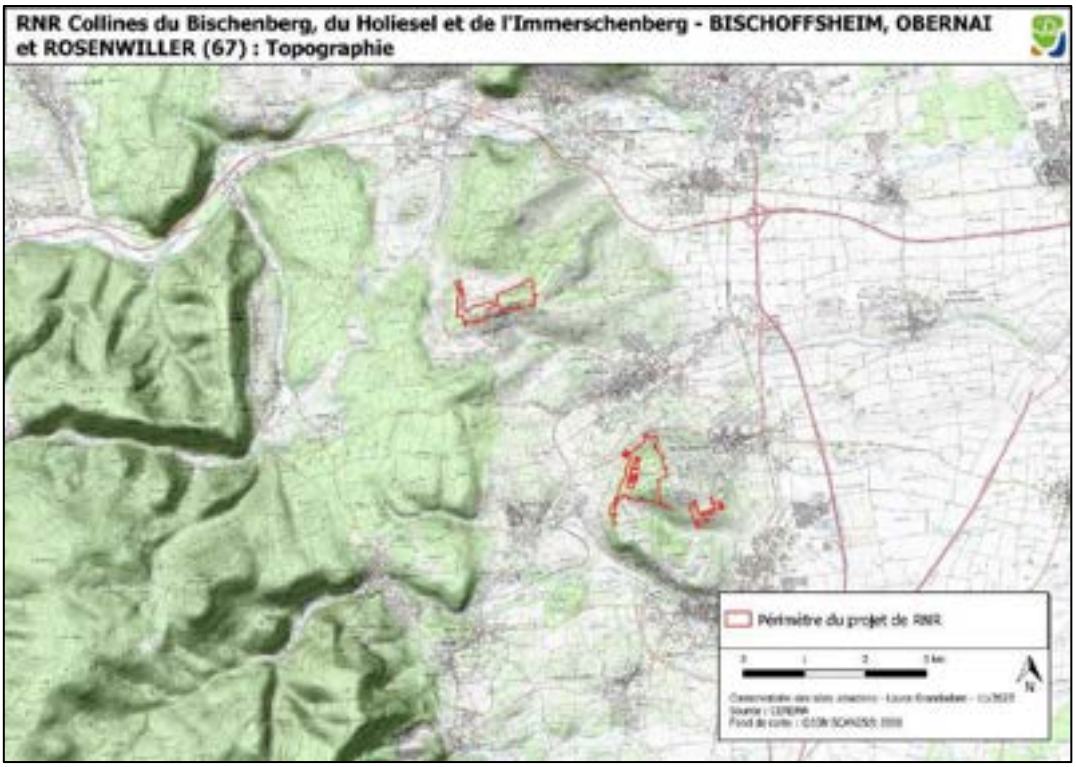


Figure 12. Relief des collines sous-vosgiennes du secteur.

D. 2. 4. Hydrographie

Le caractère calcaire et poreux du sol limite fortement la présence d'éléments hydrographiques dans l'emprise du projet. En effet, aucun élément d'eau de surface n'est présent. Notons toutefois la présence de la source du lieu-dit « Kilbs » à la périphérie sud-ouest du Bischenberg qui bénéficie de la présence d'un aquifère perché et s'écoule dans une fontaine. Elle est toutefois en dehors du périmètre du projet (See Y., *et al*., 1998 ; Hoff M., 1978).

D. 3. CADRE PAYSAGER

En terme de paysages, les collines du Bischenberg, du Holiesel et de l'Immerschenberg sont des exemples typiques de paysages du piémont vosgien. L'un des points visuels marquant est le contraste de ces milieux naturels avec le vignoble environnant, particulièrement présent et dense dans les alentours (secteur AOC). Au sein même de ces sites, on observe souvent une mosaïque très complexe de milieux composée d'une alternance de pelouses sèches, fruticées et boisements thermophiles, avec parfois de remarquables blocs de calcaires affleurants.

Les vergers contribuent également à composer un cadre paysager remarquable, notamment au printemps lors de la floraison des arbres fruitiers.

La forêt du Bischenberg, essentiellement composée de chênes, offre elle aussi un paysage forestier remarquable, très prisés par les habitants.

Enfin, les collines du projet de RNR offrent une vue panoramique sur la plaine d'Alsace, jusqu'à Strasbourg dont on peut voir la cathédrale par temps clair, mais aussi sur le Mont Saint-Odile.

Le côté très esthétique de ces paysages leur vaut d'être très prisés et sillonnés fréquemment par les promeneurs.



Figure 14. Les affleurements rocheux du Holiesel, composants essentiels du paysage thermophile de la colline. Photo : L. GRANDADAM, CEN Alsace.



Figure 14. Les sentiers forestiers du Bischenberg, paysage boisé apprécié des visiteurs. Photo : M. DE MIJOLLA, CEN Alsace.

D. 4. DESCRIPTION DES HABITATS NATURELS

D. 4. 1. Origine et historique des habitats naturels

Le sommet du Bischenberg s'oppose à l'Immerschenberg et à la colline du Holiesel en ce qui concerne l'origine anthropique. En effet, le premier est couvert d'une forêt ancienne, c'est-à-dire que l'occupation du sol est forestière depuis plusieurs siècles, tandis que les seconds ont une origine agro-pastorale. Cette distinction se perçoit nettement sur les cartes anciennes, comme celle de Cassini (XVIII^{e} siècle) où le Bischenberg est représenté couvert de forêt tandis que l'Immerschenberg est un milieu ouvert.

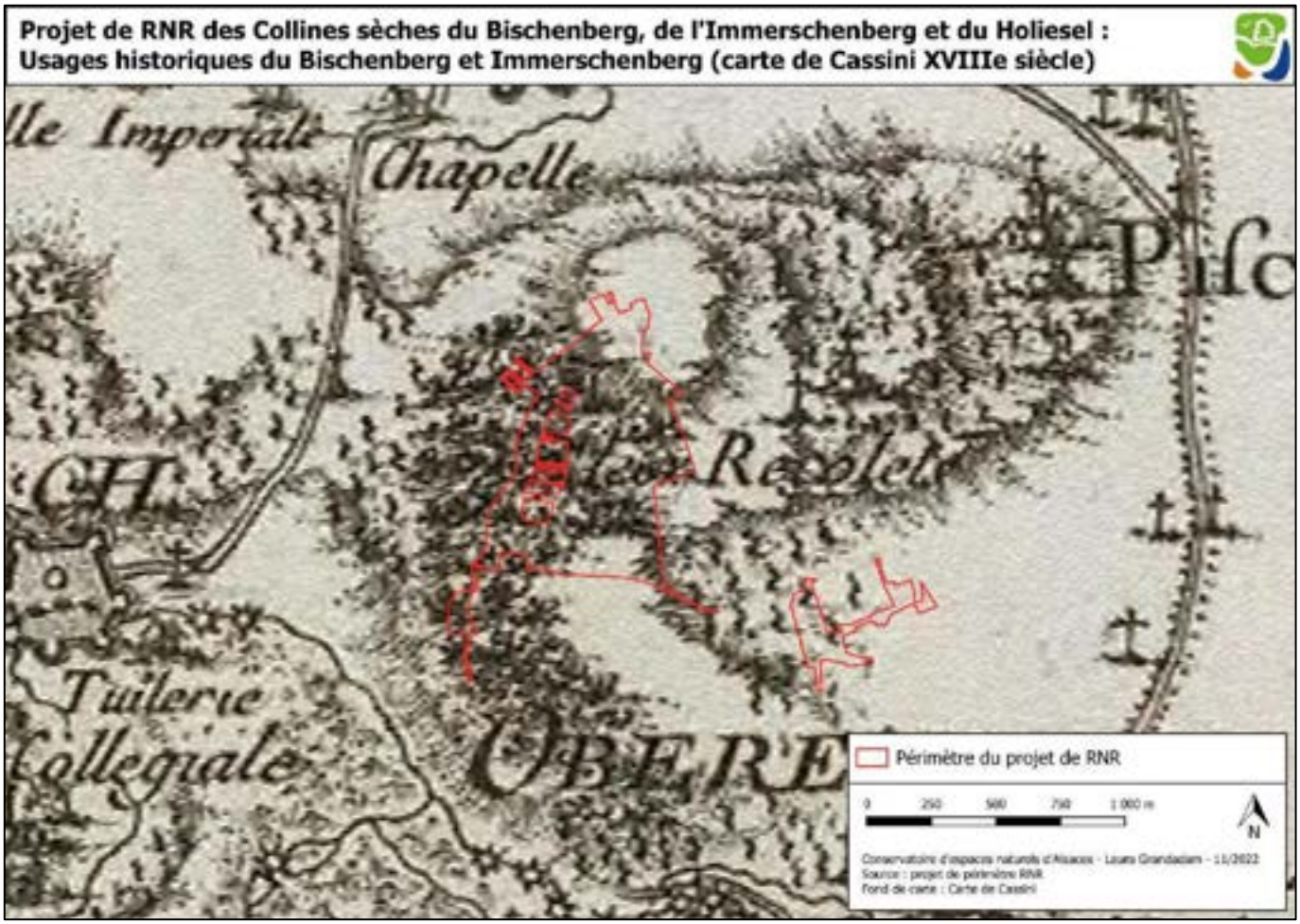


Figure 15. Usages anciens du Bischenberg et de l'Immerschenberg : sylviculture et agropastoralisme.

D. 4. 1. 1. La forêt du Bischenberg sous l'influence de l'Homme

Si la forêt est un stade de climax de la végétation, celle du Bischenberg a également été soumise à des interventions anthropiques, la sylviculture ayant modelé le cortège des espèces et la structure actuelle de la forêt. En effet, elle fut utilisée traditionnellement et principalement pour le bois de chauffage. Les arbres étaient alors traités en taillis ce qui a favorisé l'aspect clair de la forêt que l'on retrouve aujourd'hui.

D. 4. 1. 2. Les pelouses et fruticées de l'Immerschenberg et du Holiesel : un équilibre agro-pastoral

Les pelouses sèches de ces collines sont l'héritage de pratiques agropastorales vieilles de plusieurs siècles. En effet, les habitants des villages riverains (Rosenwiller, Bischoffsheim et Obernai) les utilisaient traditionnellement pour faire paître les troupeaux communaux (moutons, vaches, chèvres…) *via* un parcours itinérant. L'intégrité du troupeau était assurée par un berger. Ce mode d'élevage traditionnel répondait principalement aux besoins d'une agriculture familiale de subsidence et permettait de valoriser ces milieux proches des cœurs de village, mais peu attractifs pour les cultures ou pour un pâturage plus intensif.

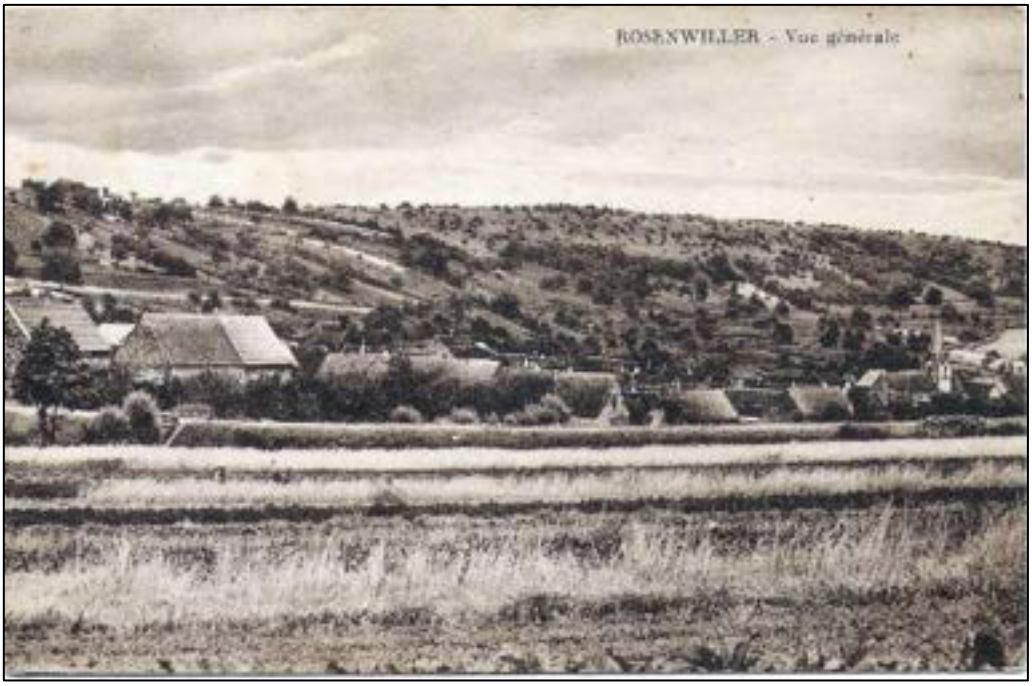


Figure 16. Vue sur le Holiesel, entièrement ouvert, depuis le village de Rosenwiller dans les années 30. Source : J.-G. HUCK.

Cet usage traditionnel est vieux de plusieurs siècles et a permis l'installation d'une flore et plus largement de cortèges végétaux adaptés. L'Anémone pulsatille (*Anemone pulsatilla*) est ainsi parfaitement adaptée à un pâturage extensif, et c'est l'un des emblèmes des pelouses sèches alsaciennes.

Depuis le milieu du XX^{e} siècle, l'intensification de l'agriculture a peu à peu fait disparaître ce mode d'élevage traditionnel et les collines furent délaissées pour des terres plus productives. L'équilibre établi depuis plusieurs siècles s'est alors retrouvé perturbé. La dynamique naturelle de fermeture des milieux par une succession typique de végétation vers les milieux boisés a commencé. Les fruticées initialement cantonnées à quelques rares bosquets épars et aux lisières des boisements par l'action des herbivores domestiques se sont alors développées et étendues aux dépens des pelouses.

Le Holiesel et l'Immerschenberg ont tous deux subi une forte augmentation des surfaces occupées par les fruticées, surface augmentant chaque année un peu plus. C'est la volonté de préserver un patrimoine écologique mais également culturel qui a alors poussé le Conservatoire d'espaces naturels d'Alsace à intervenir sur ces deux sites à partir des années 90 pour rétablir puis maintenir des espaces ouverts suffisants pour la flore et la faune inféodées à ces milieux.

Depuis 2019, la communauté de communes des Portes de Rosheim a répondu à un appel à projet Trame Verte et Bleue et à engager, entre autres, des travaux de reconquête des pelouses sèches de la colline du Holiesel.

Le classement de ces espaces naturels en réserve naturelle régionale n'est que la suite logique de cette initiative de protection et de restauration.

D. 4. 2. Description des principaux habitats naturels

Six grands types d'habitats ont été décrits sur le périmètre du projet de réserve naturelle. Plus des trois quarts de la surface est occupée par des boisements, le quart restant étant occupé par des pelouses sèches (16 %), des fruticées (4 %), des prairies mésophiles (1,5 %) et des vergers (0,5 %).

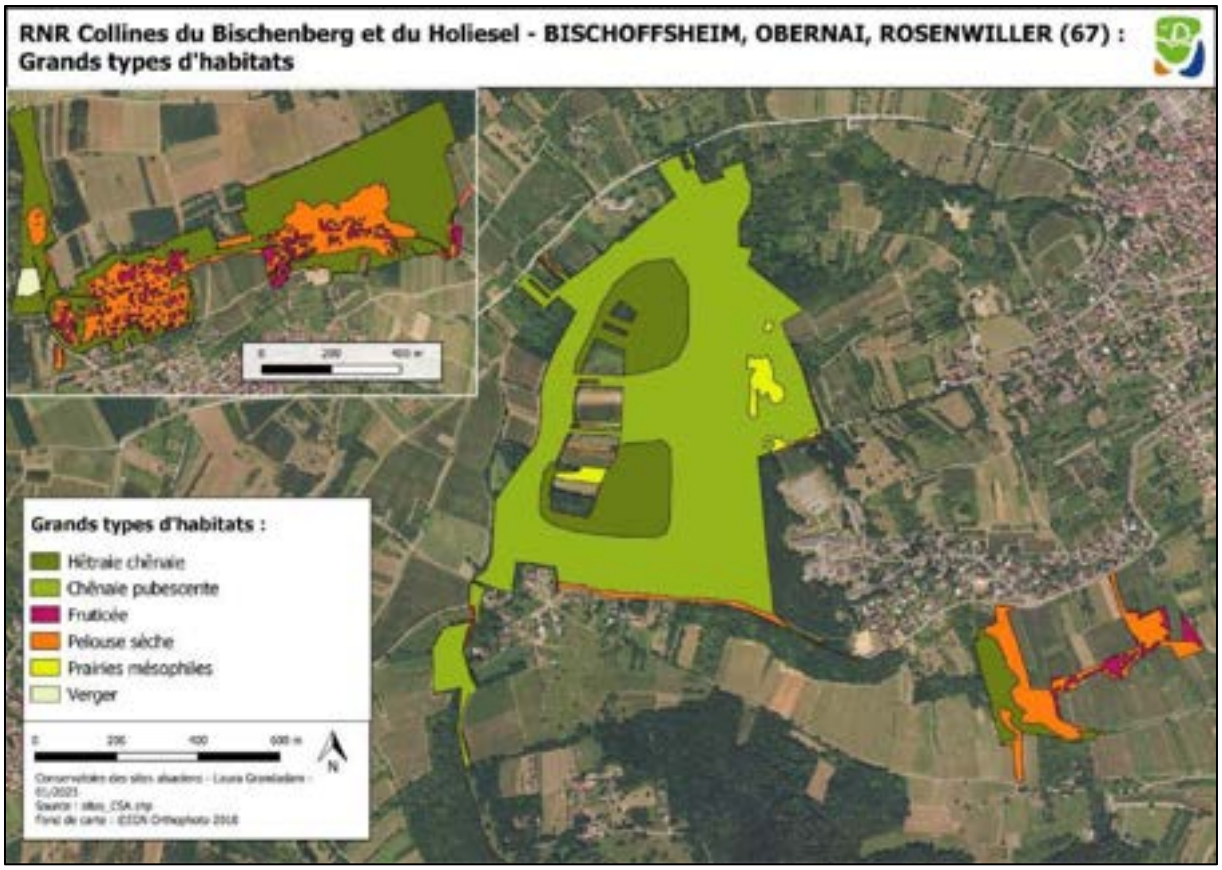


Figure 17. Répartition des grands types d'habitats sur le projet de réserve naturelle.

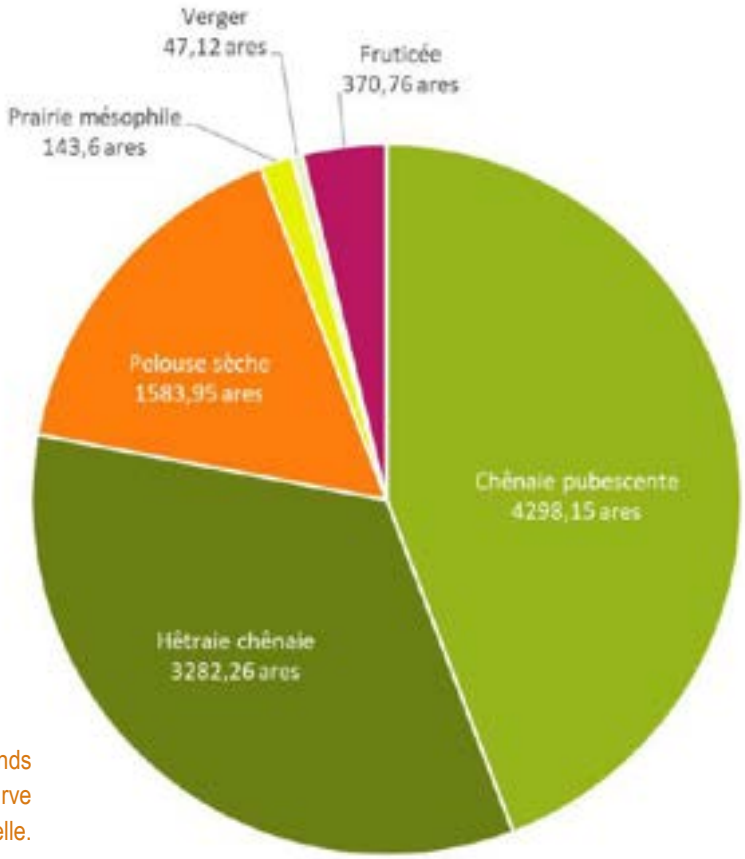


Figure 18. Répartition spatiale des grands types d'habitats du projet de réserve naturelle.

D. 4. 2. 1. Les boisements

On observe deux principaux habitats boisés sur les collines du projet de réserve naturelle :

- la chênaie thermophile à Chêne pubescent (sommet du Bischenberg et extrémité de l'Immerschenberg),
- la chênaie-charmaie (face nord du Holiesel).

- **La chênaie à Chêne pubescent**

Cette forêt thermophile et xérophile est présente dans les stations forestières les plus arides d'Alsace. Cet habitat atteint sa limite nord de répartition et est ainsi particulièrement rare sur les collines sous-vosgiennes : on retrouve cette relique subméditerranéenne uniquement sur le Florimont à Ingersheim et au sommet de la colline de Sigolsheim, toutes deux dans le Haut-Rhin.

Cette forêt présente un aspect bas (10 à 15 mètres de hauteur), plutôt aéré et lumineux, pouvant être qualifiée de « forêt claire ». La strate arborée et arbustive est dominée par le Chêne pubescent (*Quercus pubescens*), accompagné de l'Erable champêtre (*Acer campestre*), le Charme commun (*Carpinus betulus*), le Merisier sauvage (*Prunus avium*), l'Alisier blanc (*Sorbus aria*), l'Alisier des bois (*Sorbus torminalis*) … Le caractère clairsemé de la forêt permet l'existence d'une strate arbustive et herbacée quasi-continue et une richesse floristique et faunistique (avifaune, entomofaune) particulièrement remarquable et absente des forêts denses. On retrouve ainsi de belles populations d'orchidées forestières sur le Bischenberg (notamment des céphalanthères).



Figure 19. Aperçu des différentes strates de la végétation de la Chênaie à Chêne pubescent. Photo : M. DE MIJOLLA, CEN Alsace.

- **La chênaie-charmaie**

Cette formation forestière remplace la chênaie à Chêne pubescent dans les stations moins arides, souvent sur les pentes nord des collines. On la retrouve d'ailleurs dans cette configuration sur le Holiesel. La strate arborescente est dominée par le Chêne sessile (Q*uercus petraea*) et le Charme commun (*Carpinus betulus*), accompagnés par l'Erable champêtre (*Acer campestre*), le Frêne commun (*Fraxinus* excelsior), le Merisier sauvage (*Prunus avium*) … La Viorne lantane (*Viburnum lantana*) et le Troène commun (*Ligustrum vulgare*) composent la majorité de la strate arbustive. La strate herbacée se caractérise par la présence de l'Anémone des bois (*Anemone nemorosa*), l'Hellébore fétide (*Helleborus foetidus*), la Laîche des bois (*Carex sylvatica*) …

D. 4. 2. 1. Les fruticées

Ces complexes arbustifs sont présents sous deux structures principales : en tant que milieux de transition entre les boisements et les pelouses sèches d'une part, et en tant que bosquets plus ou moins denses et volumineux ponctuant les pelouses sèches. L'ensemble participe à former un aspect de mosaïque d'habitats complexe, paysage typique du Holiesel par exemple, qui n'est que relativement récent à la suite de l'abandon du pastoralisme.

Ces formations ont des structures diverses : de quelques dizaines de centimètres de haut à trois ou quatre mètres. Les espèces d'arbustes qui s'y développent sont particulièrement adaptées aux conditions sèches, mais également à la consommation des herbivores, ce qui explique une forte dominance d'espèces à épines comme l'Epine noire (*Prunus spinosa*), l'Eglantier des chiens (*Rosa canina*), l'Aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*), l'Epine-vinette (*Berberis vulgaris*) … On y retrouve également communément des arbustes comme la Viorne lantane (*Viburnum lantana*), le Troène commun (*Ligustrum vulgare*), le Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*), le Noisetier commun (*Corylus avellana*) … La colline du Holiesel abrite également quelques individus de Prunier Sainte-Lucie

(*Prunus mahaleb*), espèce inféodée aux collines sèches calcaires. Certains bosquets peuvent présenter une diversité spécifique impressionnante, comme c'est le cas du Holiesel où l'on peut observer jusqu'à une vingtaine d'espèces d'arbustes sur quelques mètres carrés, ce qui traduit l'âge avancé de ces bosquets. En effet, la coexistence d'une si grande diversité d'espèces s'explique par une occupation progressive de l'ensemble des niches écologiques présentes par des espèces spécialisées.

La strate herbacée est assez pauvre en raison d'un faible accès à la lumière. On peut y trouver le Gaillet commun (G*alium mollugo*), le Brachypode penné (*Brachypodium pinnatum*), le Géranium sanguin (*Geranium sanguineum*) … Cette dernière se retrouve d'ailleurs fréquemment en formation dense en lisière des bosquets, accompagnée du Dompte-venin officinal (*Vincetoxicum hirundinaria*), de l'Origan commun (*Origanum vulgare*) … Cet ourlet est une ultime transition avant les pelouses sèches.



Figure 20. Bosquets d'arbustes épineux du Holiesel. P. GOERTZ, 2020

D. 4. 2. 2. Les pelouses sèches du Mesobromion

Le Holiesel, l'Immerschenberg ainsi que plusieurs secteurs de surface restreinte bordant la forêt du Bischenberg (site du Kilbs par exemple) sont principalement occupés par des milieux ouverts, calcaires, chauds et secs : les pelouses.

Ces habitats sont de véritables hot-spots de biodiversité, abritant une flore spécialisée trouvant ses origines au cœur des prairies steppiques d'Europe centrale d'une part et des milieux méditerranéens d'autre part. Les groupements végétaux appartiennent au *Mesobromion* et sont caractérisés par la dominance du Brome érigé (*Bromus erectus*) accompagné de nombreuses espèces adaptées aux conditions stationnelles si particulières des pelouses comme la Germandrée petit chêne (*Teucrium chamaedrys*), l'Euphorbe petit-cyprès (*Euphorbia cyparissias*), l'Hélianthème commun (*Helianthemum nummularium*), l'Epiaire droite (*Stachys recta*), le Panicaut commun (*Eryngium campestre*) … C'est également dans ces milieux que l'on retrouve l'emblématique Anémone pulsatille (*Anemone pulsatilla*), dont les couleurs pourpres recouvrent les pentes sud du Holiesel à la sortie de l'hiver, attirant de nombreux botanistes pour contempler cette impressionnante mer pourpre et or. Les pelouses sèches accueillent également une impressionnante diversité d'orchidées comme l'Ophrys bourdon (*Ophrys fuciflora*), l'Orchis pyramidal (*Anacamptis pyramidalis*), l'Ophrys abeille (*Ophrys apifera*), l'Orchis brûlé *(Neotinea ustulata),* l'Orchis homme-pendu *(Orchis anthropophora),* l'Orchis bouc (*Himantoglossum hircinum*) ...

Certains secteurs particulièrement secs abritent un habitat dont les caractéristiques se situent à mi-chemin entre le *Mesobromion* et le *Xerobromion* comme c'est le cas par exemple sur le Holiesel et l'Immerschenberg au niveau

des affleurements rocheux calcaires exposés plein sud. On y retrouve notamment des plantes succulentes comme *Sedum album* et *Sedum acre* qui se développent dans les anfractuosités rocheuses. Les secteurs pourvu d'un sol entre les roches accueillent des espèces adaptées à des conditions extrêmes de sécheresse comme le Saxifrage à trois doigts (*Saxifraga tridactylites)*, la Luzerne naine (*Medicago minima*), le Lin purgatif (*Linum catharticum*) …



Figure 21. Les pelouses sèches de l'Immerschenberg en automne. P. GOERTZ, CEN Alsace

D. 4. 2. 3. Les prairies mésophiles et vergers hautes-tiges

Ces habitats ouverts se retrouvent sur les secteurs les moins secs des collines (versants nord et ouest, zones de faible pente…). Il s'agit de pairies de fauche de faible altitude ayant un cortège d'espèces prairiales mésophiles. On y trouve communément l'Avoine élevée (*Arrhenaterum elatius*), le Dactyle aggloméré (*Dactylis glomerata*), la Houlque laineuse (*Holcus lanatus*), le Lotier corniculé (*Lotus corniculatus*), la Gesse des prés (*Lathyrus pratensis*) …

On retrouve une variation de ce cortège au sein des vergers hautes-tiges où l'espacement des arbres fruitiers permet leur développement. Des espèces d'ourlets s'y retrouvent plus fréquemment du fait de l'ombrage des arbres. Ces derniers ayant été plantés récemment, les communautés végétales de la prairie concernée sont en cours d'adaptation à ces nouvelles conditions microclimatiques locales.

D. 5. INVENTAIRES NATURALISTES

D. 5. 1. Flore

L'inventaire de la flore du site rassemble **464** espèces différentes, issues de **2423** observations. Ces observations proviennent des bases de données du CEN Alsace et de la Société Botanique d'Alsace (SBA) et de données bibliographiques issues notamment de l'inventaire ZNIEFF.

Tableau 3. Détails du nombre d'espèces par groupes taxonomiques floristiques.

Groupe taxonomique	Nombre d'espèces
Angiospermes	425
Bryophytes	28
Gymnospermes	10
Ptérydophytes	1
Total :	**464**

Des inventaires complémentaires sur les bryophytes et ptérydophytes seront à prévoir.

D. 5. 2. Faune

L'inventaire de la faune rassemble **584** espèces différentes, issues de **3799** observations. Ces dernières proviennent de la base de données du CEN Alsace et des bases de données naturalistes regroupées sur Faune Alsace.

Tableau 4. Détails du nombre d'espèces par groupes taxonomiques faunistiques.

Groupe taxonomique	Nombre d'espèces
Amphibiens	2
Arachnides	4
Gastéropodes	21
Insectes	434
Mammifères	19
Oiseaux	99
Reptiles	5
Total :	**584**

Le groupe des insectes est particulièrement bien inventorié, ce qui s'explique par la présence d'une entomofaune riche et bien étudiée sur les pelouses sèches. Le groupe des chiroptères est peu connu, bien que les sites soient potentiellement favorables, notamment la forêt du Bischenberg qui abrite plusieurs arbres et cavités attractifs pour ces animaux. Des inventaires de ce groupe sont ainsi à prévoir. De même pour les autres groupes spécifiques aux milieux forestiers comme les coléoptères, les lichens, la fonge…

D. 5. 3. Fonge

Une unique espèce de fonge (*Epichloe typhina* sur le Holiesel) est connue dans le périmètre du projet de RNR, ce qui est loin de représenter la diversité spécifique de ce règne. Cette lacune devra être comblée à l'aide d'inventaires spécifiques à programmer.

D. 6. EVALUATION DU PATRIMOINE NATUREL

D. 6. 1. Habitats naturels

Le projet de RNR cible l'**un des plus importants massifs de Chênaie à Chêne pubescent d'Alsace, d'où son importance primordiale,** y compris en tant que **maillon de la trame régionale xérothermophile** du piémont des Vosges. D'une façon générale, le projet de RNR abrite une palette particulièrement variée des milieux xérothermophiles des collines sèches : depuis les milieux ouverts jusqu'aux boisements, le tout avec un gradient thermophile ample.

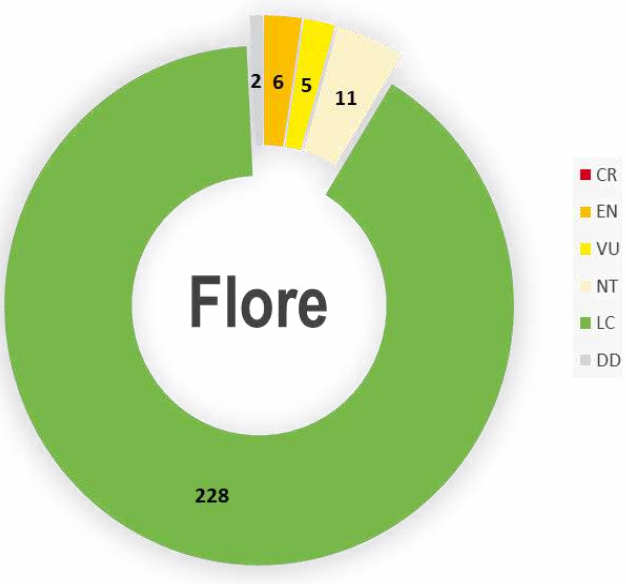


Figure 22. Répartition des espèces floristiques observées depuis moins de 10 ans selon leur classement sur la liste rouge alsacienne.

Tableau 5. Les principaux habitats remarquables du projet de réserve.

Principaux habitats naturels remarquables	Code CORINE	Code EUNIS	Code Natura 2000	Secteurs			Surface (estimation)
				Bisch.	Immer.	Hol.	
Chênaie thermophile à Chêne pubescent	41.71	G1.71	/	X			36 ha
Pelouses du *Mesobromion*	34.32	E1.26	6210	X	X	X	11 ha
Fruticées du *Berberidion*	31.81	F3.11	/	X	X	X	10 ha

Les pelouses du *Mesobromion* sont reconnus comme habitat d'intérêt communautaire dans l'annexe 1 de la directive « Habitats ». Il s'agit d'un habitat reconnu comme étant en danger de disparition, occupant une aire de répartition réduite et constituant un exemple remarquable de la diversité écologique de l'Union européenne. Bien que le projet de réserve naturelle régionale soit en dehors des sites Natura 2000 répertoriés, il constitue un maillon des corridors de milieux thermophiles reliant les sites Natura 2000 identifiés.

On retrouve d'autres habitats naturels sur le projet de RNR, notamment des prairies mésophiles, des vergers à hautes-tiges, des pierriers…

D. 6. 2. Flore

Le secteur concerné par le projet de réserve naturelle abrite une richesse floristique exceptionnelle liée à la diversité des habitats et des niches écologiques réparties sur l'ensemble des collines. Ce sont ainsi **6 espèces classées « En danger »** sur la liste rouge de la flore d'Alsace et **8 espèces protégées** au niveau régional et/ou national qui sont connues au sein du périmètre du projet de RNR.

Le tableau ci-dessous synthétise les espèces dites « patrimoniales » observées dans le périmètre du projet de réserve naturelle. Toutes les espèces ayant un statut de menace sur la liste rouge alsacienne (CR, EN et VU) sont considérées comme patrimoniales.

Tableau 6. Les espèces patrimoniales de flore observées sur le projet de RNR.

Espèces	Dernière obs.	Type de milieu	Secteurs			Statuts					Intérêt patrimonial
			Bisch.	Immer.	Hol.	DHO	Prot.	ZNIEFF	LRA	LRN	
Orchis grenouille *Coeloglossum viride*	2013	Pelouses et petits bosquets			X			20	EN	NT	**3**
Véronique couchée *Veronica prostrata*	2020	Pelouses sèches			X		PR	20	EN	NT	**3**
Anémone pulsatille *Anemone pulsatilla*	2021	Pelouses sèches	X	X	X			10	EN	LC	**3**
Odontitès jaune *Odontites luteus*	2020	Pelouses sèches et ourlets xérothermophiles			X		PR	20	EN	LC	**3**
Rosier de France *Rosa gallica*	2020	Forêts claires et ourlets xérothermophiles			X		PN	100	EN	LC	**3**
Séséli annuel *Seseli annuum*	2015	Pelouses sèches			X			10	EN	LC	**3**
Diplotaxis des murailles *Diplotaxis muralis*	2015	Milieux rudéraux et rocheux xérothermophiles		X				5	VU	LC	**2**
Fumana couché *Fumana procumbens*	2015	Pelouses sèches et milieux rocheux	X	X			PR	20	VU	LC	**2**
Orchis brûlée *Neotinea ustulata*	2019	Pelouses sèches	X	X	X			5	VU	LC	**2**
Brunelle blanche *Prunella laciniata*	2020	Pelouses sèches et ourlets xérothermophiles	X		X			5	VU	LC	**2**
Séséli des montagnes *Seseli montanum*	2013	Pelouses sèches et calcaires	X					20	VU	LC	**2**
Anthéric rameux *Anthericum ramosum*	2020	Forêts claires et ourlets xérothermophiles	X		X			5	NT	LC	**1**
Aster amelle *Aster amellus*	2020	Pelouses, fruticées et bois clairs xérothermophiles	X	X	X		PN	5	NT	LC	**1**

Gagée velue *Gagea villosa*	2013	Champs et vignes	X	X			PN	5	NT	LC	**1**
Avoine des prés *Helictochloa pratensis*	2015	Pelouses sèches	X		X			10	NT	LC	**1**
Lys martagon *Lilium martagon*	2015	Milieux calcaires	X		X			10	NT	LC	**1**
Lin à feuilles menues *Linum tenuifolium*	2020	Pelouses sèches et milieux rocheux	X	X	X			5	NT	LC	**1**
Orchis homme-pendu *Orchis anthropophora*	2019	Pelouses et ourlets xérothermophiles		X	X			20	NT	LC	**1**
Rosier agreste *Rosa agrestis*	2015	Fruticées xérothermophiles			X			5	NT	LC	**1**
Sorbier domestique *Sorbus domestica*	2015	Forêts de feuillus thermophiles	X		X			10	NT	LC	**1**
Germandrée en grappe *Teucrium botrys*	2016	Pelouses sèches et milieux rudéraux xérothermophiles	X					5	NT	LC	**1**
Achillée des collines *Achillea collina*	2015	Pelouses sèches et ourlets xérophiles			X			20	DD	LC	**1**
Espèces non observées depuis plus de 10 ans											
Véronique à feuilles mattes *Veronica opaca*	1932	Milieux calcaires	X					20	EN	DD	**3**
Ail arrondi *Allium rotundum*	1997	Milieux ouverts xérothermophiles	X		X			20	EN	LC	**3**
Pied d'alouette des champs *Delphinium consolida*	1923	Pelouses sèches	X					10	EN	LC	**3**
Œillet à delta *Dianthus deltoides*	1924	Pelouses et ourlets xérothermophiles	X					5	EN	LC	**3**
Epipactis de Müller *Epipactis muelleri*	2007	Forêts claires et ourlets xérothermophiles	X	X			PR	20	EN	LC	**3**
Gentiane ciliée *Gentianopsis ciliata*	2002	Pelouses sèches		X	X		PR	10	EN	LC	**3**
Mélampyre à crêtes *Melampyrum cristatum*	1997	Pelouses, ourlets et bois clairs xérothermophiles	X		X			20	EN	LC	**3**
Ophrys araignée *Ophrys aranifera*	1954	Pelouses et ourlets xérothermophiles		X			PR	20	EN	LC	**3**

Astragale pois chiche *Astragalus cicer*	1913	Pelouses et ourlets xérothermophiles	X				PR	20	VU	LC	**2**
Campanule étalée *Campanula patula*	1999	Milieux ouverts	X					10	VU	LC	**2**
Laîche précoce *Carex praecox*	1968	Pelouses sèches	X					20	VU	LC	**2**
Carline acaule *Carlina acaulis*	1989	Milieux xérothermophiles			X		PR	20	VU	LC	**2**
Baguenaudier arborescent *Colutea arborescens*	1899	Forêts claires et ourlets xérothermophiles	X					20	VU	LC	**2**
Peucédan à feuilles de cumin *Dichoropetalum carvifolia*	2006	Pelouses sèches et ourlets xérothermophiles	X					20	VU	LC	**2**
Gentiane d'automne *Gentianella germanica*	1924	Pelouses sèches	X				PR	20	VU	LC	**2**
Mauve érigée *Malva setigera*	1990	Pelouses sèches		X				5	VU	LC	**2**
Ophrys mouche *Ophrys insectifera*	2001	Pelouses sèches		X				10	VU	LC	**2**
Orobanche de la germandrée *Orobanche teucrii*	2007	Pelouses sèches et pierriers			X			10	VU	LC	**2**
Phléole blanchâtre *Phleum phleoides*	2000	Pelouses sèches et milieux rocheux			X				VU	LC	**2**
Polygale des sols calcaires *Polygala calcarea*	1997	Pelouses sèches et milieux rocheux			X		PR	20	VU	LC	**2**
Epiaire tomenteuse *Stachys germanica*	2005	Pelouses et fruticées xérothermophiles	X					10	VU	LC	**2**
Trèfle jaunâtre *Trifolium ochroleucon*	2011	Pelouses et ourlets xérothermophiles			X			10	VU	LC	**2**
Trèfle pourpre *Trifolium rubens*	1968	Pelouses et ourlets xérothermophiles	X					10	VU	LC	**2**
Rosier de Jundzill *Rosa jundzillii*	2007	Ourlets et fruticées xérothermophiles	X		X		PR	20	VU		**2**
Ail à tête ronde *Allium sphaerocephalon*	2010	Pelouses sèches et milieux rocheux			X			5	NT	LC	**1**

Hippocrépide buissonnante *Hippocrepis emerus*	2006	Forêts claires et ourlets xérothermophiles	X					10	NT	LC	**1**
Gesse hérissée *Lathyrus hirsutus*	1998	Milieux rudéraux xérothermophiles	X					10	NT	LC	**1**
Minuartie hybride *Minuartia hybrida*	1923	Pelouses et milieux rudéraux xérothermophiles	X				PR	5	NT	LC	**1**
Trèfle porte-fraise *Trifolium fragiferum*	1904	Milieux ouverts	X					10	NT	LC	**1**
Violette singulière *Viola mirabilis*	2002	Forêts et fruticées calcaires et thermophiles	X					10	NT	LC	**1**
Aubépine de Lindman *Crataegus rosiformis*	1987	Forêts et fruticées			X			10	NA	LC	**1**

Légende :

Bisch. : Bischenberg

Immer. : Immerschenberg

Hol. : Holiesel

DHO : Directive « Habitat » ou « Oiseaux »

Prot. : protection réglementaire nationale (PN) ou régionale (PR)

ZNIEFF : note ZNIEFF attribuée aux espèces considérées comme « déterminantes », c'est-à-dire suffisamment intéressantes pour montrer que le milieu naturel qui les héberge présente une valeur patrimoniale plus élevée que les autres milieux naturels environnants

LRA : Liste Rouge Alsacienne (CR = En danger critique, EN = En danger, VU = Vulnérable, NT = Quasi-vulnérable, LC = Préoccupation mineure, DD = Données insuffisantes)

LRN : Liste Rouge Nationale

La quasi-totalité des espèces patrimoniales répertoriées sont liées aux milieux xérothermophiles calcaires, avec une dominance pour les pelouses et fruticées sèches (*Coeloglossum viride, Veronica prostrata, Anemone pulsatilla, Odontites luteus, Seseli annuum*…). On retrouve également des espèces typiques des forêts claires du type chênaie à Chêne pubescent (*Crepis praemorsa, Rosa gallica, Anemone sylvestris, Anthericum ramosum, Aster amellus*…), mais en moindre nombre du fait d'une diversité spécifique naturellement moins élevée en milieu forestier qu'en milieu ouvert.

Le périmètre visé par le projet de réserve naturelle a une responsabilité particulièrement importante pour plusieurs de ces espèces.

L'Anémone pulsatille (*Anemone pulsatilla*), espèce emblématique des pelouses sèches, trouve sur le Holiesel et l'Immerschenberg des populations d'une densité aujourd'hui rare en Alsace. Si l'Immerschenberg recèle plusieurs stations rassemblant plusieurs dizaines à plus d'une centaine d'individus, le Holiesel abrite probablement l'une des populations les plus impressionnantes d'Alsace avec plusieurs milliers d'individus sur quelques ares de coteaux.

De même, le Holiesel abrite une importante population d'Odontitès jaune (*Odontites luteus*) également sur les coteaux.

L'un des bosquets du Holiesel abrite une espèce très rare au niveau national : le Rosier de France (*Rosa gallica*). En Alsace, on ne compte que quelques stations de cette espèce protégée au niveau national, ces stations étant les plus septentrionales de France. Celle du Holiesel s'étend sur plus de 80 m² et est en augmentation depuis quelques années grâce à la gestion fine mise en place par le CEN Alsace. La population semble par ailleurs présenter un bon dynamisme avec des floraisons importantes (plusieurs dizaines de pieds) chaque année.



Figure 23. Inflorescence d'*Ophrys apifera*, variété bicolor, sur le Kilb à Bischoffsheim. G. GRANDET, CEN Alsace.

La prairie du Kilbs située au sud du Bischenberg mérite également d'être citée pour la diversité d'espèces d'orchidées qui s'y développe. Plusieurs curiosités botaniques s'y développent également, comme une variété bicolor d'*Ophrys apifera*.



Figure 24. Espèces patrimoniales observées au sein du projet de RNR avec, de gauche à droite, *Rosa gallica* (P. GOERTZ, CEN Alsace), *Anemone pulsatilla* (L. GRANDADAM, CEN Alsace), *Crepis praemorsa* et *Coeloglossum viride* (E. WEISSENBACH, CEN Alsace).

D. 6. 3. Faune

Le secteur concerné par le projet de réserve naturelle abrite une importante richesse faunistique qui s'explique par la diversité des habitats et niches écologiques présentes, notamment les habitats ouverts. Ce sont ainsi **1 espèce classée « En danger critique »** (oiseau hivernant) et **3 espèces classées « En danger »** sur les listes rouges d'Alsace, ainsi que **75 espèces protégées** au niveau régional et/ou national qui sont connues au sein du périmètre du projet de RNR.

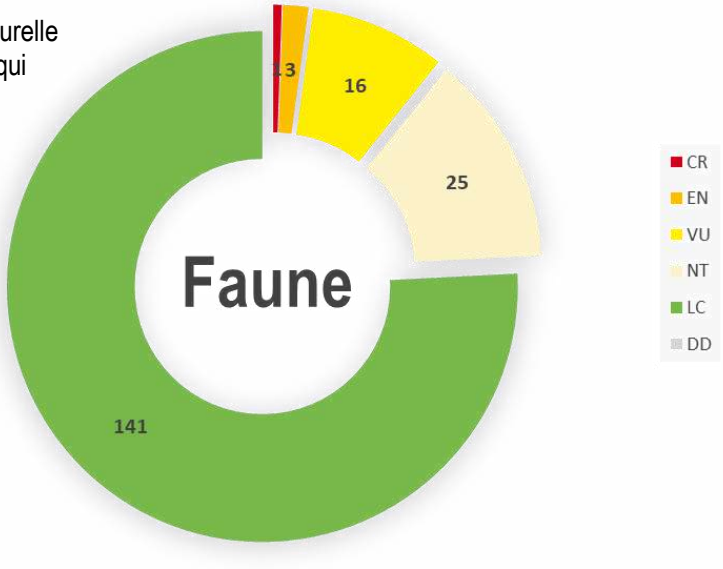


Figure 25. Répartition des espèces faunistiques observées depuis moins de 10 ans selon leur classement sur les listes rouges alsaciennes.

Les tableaux ci-dessous synthétisent les espèces dites patrimoniales observées sur le projet de réserve naturelle. Toutes les espèces ayant un statut de menace sur la liste rouge alsacienne (CR, EN et VU) sont considérées comme patrimoniales. Certaines sont considérées comme remarquables malgré l'absence de menace : elles ont également été listées.

D. 6. 3. 1. Mammifères

Tableau 7. Les espèces patrimoniales de mammifères observées sur le projet de RNR.

Espèces	Dernière obs.	Type de milieu	Statut bio par secteur			Statuts					Intérêt patrimonial
			Bisch.	Immer.	Hol.	DHO	Prot.	ZNIEFF	LRA	LRN	
Lièvre d'Europe *Lepus europaeus*	2020	Bocage, milieux ouverts	Rep	Rep	Rep			10	NT	LC	1
Noctule commune *Nyctalus noctula*	2013	Forestier	Rep	F		DH4	Art.2 (07)	10	NT	NT	1
Blaireau européen *Meles meles*	2021	Forestier	Rep					5	LC	LC	1

Légende :
Bisch. : Bischenberg
Immer. : Immerschenberg
Hol. : Holiesel
Rep : Se reproduit probablement sur le site
F : Fréquente le site (zone de nourriture par exemple)
Err : Individus erratiques ou de passage sur le site (non représentatifs)
DHO : Directive « Habitat » ou « Oiseaux »

DH* : espèce citée dans l'annexe * de la Directives « Habitats »

DO* : espèce citée dans l'annexe * de la Directive « Oiseaux »

Prot. : protection réglementaire nationale (PN) ou régionale (PR)

LRA : Liste Rouge Alsacienne (CR = En danger critique, EN = En danger, VU = Vulnérable, NT = Quasi-vulnérable, LC = Préoccupation mineure, DD = Données insuffisantes)

LRN : Liste Rouge Nationale

Le Lièvre d'Europe (*Lepus europaeus*) trouve des milieux favorables à son développement sur les collines sèches entrecoupées de bosquets et aux abords des lisières forestières. Au contraire, le Putois d'Europe (*Mustela putorius*) se trouve plutôt à proximité de zones humides et son observation sur le périmètre du site correspond probablement à des individus en transit, le projet de RNR n'a donc pas de responsabilité envers cette espèce.

Concernant la Noctule commune (*Nyctalus noctula*), il s'agit d'une espèce arboricole appréciant les forêts de feuillus pour ses gîtes et les milieux ouverts et les lisières pour ses zones de chasse : le projet de RNR remplissant l'ensemble de ces critères, il est possible qu'une ou plusieurs colonies gîtent dans la forêt du Bischenberg. Il en est probablement de même pour plusieurs autres espèces de chauves-souris qu'il conviendra de rechercher de façon ciblée.

Le Blaireau européen (*Meles meles*) est présent en limite nord-est de la forêt du Bischenberg. De nombreuses galeries sont visibles et en activité.

D. 6. 3. 2. Oiseaux

Tableau 8. Les espèces patrimoniales d'oiseaux observées sur le projet de RNR.

Espèces	Dernière obs.	Type de milieu	Statut bio par secteur			Statuts					Intérêt patrimonial
			Bisch.	Immer.	Hol.	DHO	Prot.	ZNIEFF	LRA	LRN	
Espèces nicheuses											
Huppe fasciée *Upupa epops*	2019	Semi-ouvert et arboré ou pierriers	F	Ni	?		Art.3 (09)	20	EN	LC	3
Bruant jaune *Emberiza citrinella*	2020	Arbustifs		**Np**	**Np**		Art.3 (09)		VU	VU	2
Linotte mélodieuse *Linaria cannabina*	2020	Ouverts	F	**Np**	Ni		Art.3 (09)		VU	VU	2
Pie-grièche écorcheur *Lanius collurio*	2020	Arbustifs et ouverts	Ni	**Np**	Ni	DO1	Art.3 (09)		VU	NT	2
Autour des palombes *Accipiter gentilis*	2020	Forestier	Ni	F			Art.3 (09)		VU	LC	2
Grand-duc d'Europe *Bubo bubo*	2018	Rupestres et forestiers	**Np**			DO1	Art.3 (09)	20	VU	LC	2
Grand Corbeau *Corvus corax*	2020	Mixtes			Ni		Art.3 (09)	10	VU	LC	2

Bruant zizi *Emberiza cirlus*	2020	Ouverts et arbustifs	**Np**	**Np**	Ni		Art.3 (09)	10	VU	LC	2
Faucon hobereau *Falco subbuteo*	2020	Mixtes	Ni	Ni	F		Art.3 (09)		VU	LC	2
Alouette lulu *Lullula arborea*	2020	Ouverts et semi-ouverts		**Np**	**Np**	DO1	Art.3 (09)	10	VU	LC	2
Bondrée apivore *Pernis apivorus*	2020	Forêts claires et milieux ouverts	**Np**	**Np**	**Np**	DO1	Art.3 (09)	5	VU	LC	2
Moineau friquet *Passer montanus*	2020	Mixtes	**Np**	Ni	F		Art.3 (09)		NT	EN	1
Gobemouche noir *Ficedula hypoleuca*	2015	Forestier	Ni	M			Art.3 (09)		NT	VU	1
Tourterelle des bois *Streptopelia turtur*	2020	Ouverts et arbustifs	Ni	Ni	Ni	DO2			NT	VU	1
Gobemouche gris *Muscicapa striata*	2020	Forêts claires	**Np**	**Np**	?		Art.3 (09)		NT	NT	1
Pouillot siffleur *Phylloscopus sibilatrix*	2016	Forêts claires	Ni	**Np**			Art.3 (09)		NT	NT	1
Pouillot fitis *Phylloscopus trochilus*	2019	Arbustifs	Ni	**Np**	**Np**		Art.3 (09)		NT	NT	1
Torcol fourmilier *Jynx torquilla*	2020	Arbustifs	Ni	Ni	Ni		Art.3 (09)		NT	LC	1
Fauvette babillarde *Sylvia curruca*	2020	Arbustifs	F	Ni	Ni		Art.3 (09)		NT	LC	1
Chardonneret élégant *Carduelis carduelis*	2020	Mixtes	Ni	Ni	Ni		Art.3 (09)		LC	VU	1
Verdier d'Europe *Chloris chloris*	2020	Arbustifs et forestiers	Ni	Ni	Ni		Art.3 (09)		LC	VU	1
Pic épeichette *Dendrocopos minor*	2020	Forestiers	Ni	Ni	?		Art.3 (09)		LC	VU	1
Serin cini *Serinus serinus*	2020	Semi-ouverts et arborés	**Np**	Ni	Ni		Art.3 (09)		LC	VU	1
Espèces hivernantes											
Tarin des aulnes *Spinus spinus*	2020	/	Hiv				Art.3 (09)	20	CR	LC	1
Grive litorne *Turdus pilaris*	2020	Mixtes		Hiv	Hiv	DO2			VU	LC	1

Bouvreuil pivoine *Pyrrhula pyrrhula*	2018	Forestier	Hiv				Art.3 (09)		NT	VU	1
Espèces non observées depuis plus de 10 ans											
Hypolaïs polyglotte *Hippolais polyglotta*	2011	Forestiers et arbustifs clairs		Ni			Art.3 (09)	5	VU	LC	1
Choucas des tours *Corvus monedula*	2011	Anthropiques		Ni		DO2	Art.3 (09)		NT	LC	1
Pie-grièche grise *Lanius excubitor*	1977	Ouverts et arbustifs			?		Art.3 (09)	100	CR	EN	/
Tarier des prés *Saxicola rubetra*	1995	Ouverts		F	Np		Art.3 (09)	100	EN	VU	/
Engoulevent d'Europe *Caprimulgus europaeus*	1980's	Forestiers et arbustifs		M	?	DO1	Art.3 (09)	20	VU	LC	/
Alouette des champs *Alauda arvensis*	2010	Ouvert			?	DO2			NT	NT	/

Légende :

Bisch. : Bischenberg

Immer. : Immerschenberg

Hol. : Holiesel

Nc : Nicheur certain

Np : Nicheur probable

Ni : Nicheur possible

M : Migrateur

F : fréquente le site (zone de nourriture par exemple)

P : Individus de passage ou erratiques sur le site (non représentatifs)

DHO : Directive « Habitat » ou « Oiseaux »

DH* : espèce citée dans l'annexe * de la Directives « Habitats »

DO* : espèce citée dans l'annexe * de la Directive « Oiseaux »

Prot. : protection réglementaire nationale (PN) ou régionale (PR)

LRA : Liste Rouge Alsacienne (CR = En danger critique, EN = En danger, VU = Vulnérable, NT = Quasi-vulnérable, LC = Préoccupation mineure, DD = Données insuffisantes)

LRN : Liste Rouge Nationale





Figure 26. Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*) et Bruant zizi (*Emberiza cirlus*) observés au sein du périmètre du projet de RNR.

E. WEISSENBACHER, CEN Alsace

L'une des espèces d'oiseau les plus emblématiques des collines sèches, la Huppe fasciée (*Upupa epops*), est observée de plus en plus régulièrement sur les pelouses sèches de l'Immerschenberg et une reproduction est suspectée. Les cavités utilisées par cet oiseau pour nidifier peuvent être arboricoles ou rupestres, le plus souvent dans des murs de pierres sèches ou des pierriers, éléments que l'on retrouve sur l'Immerschenberg. D'autres oiseaux typiques des milieux semi-ouverts et arbustifs se retrouvent sur les pelouses du projet de RNR : la Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*), le Bruant jaune (*Emberiza citrinella*), le Bruant zizi (*Emberiza cirlus*), l'Alouette lulu (*Lullula arborea*), espèce dont les pelouses calcaires sont le milieu de prédilection), le Serin cini (*Serinus serinus*) …

Les milieux forestiers du Bischenberg et du Holiesel attirent, quant à eux, des espèces forestières qui affectionnent particulièrement les forêts claires comme la Bondrée apivore (*Pernis apivorus*), le Gobemouche gris (*Muscicapa striata*) ou le Pouillot siffleur (*Phylloscopus sibilatrix*). D'autres rapaces fréquentent la forêt du Bischenberg, dont la superficie pourrait par exemple permettre la nidification de l'Autour des palombes (*Accipiter gentilis*) ou du Grand-duc d'Europe (*Bubo bubo*). Jusqu'à deux couples d'Epervier d'Europe (*Accipiter nisus*) se reproduisent régulièrement dans cette forêt.

D. 6. 3. 3. Insectes

D. 6. 3. 3. 1. Coléoptères

Tableau 9. Les espèces patrimoniales de coléoptères observées sur le projet de RNR.

Espèces	Dernière obs.	Type de milieu	Statut bio par secteur			Statuts					Intérêt patrimonial
			Bisch.	Immer.	Hol.	DHO	Prot.	ZNIEFF	LRA	LRN	
Lucane cerf-volant *Lucanus cervus*	2020	Forestier	Rep			DH2		5			1*

1* : classé « Vulnérable » sur la liste rouge du Bade-Wurtemberg.

Légende :

Bisch. : Bischenberg

Immer. : Immerschenberg

Hol. : Holiesel

Rep : espèce se reproduisant sur le site

DHO : Directive « Habitat » ou « Oiseaux »

DH* : espèce citée dans l'annexe * de la Directives « Habitats »

DO* : espèce citée dans l'annexe * de la Directive « Oiseaux »

Prot. : protection réglementaire nationale (PN) ou régionale (PR)

LRA : Liste Rouge Alsacienne (CR = En danger critique, EN = En danger, VU = Vulnérable, NT = Quasi-vulnérable, LC = Préoccupation mineure, DD = Données insuffisantes)

LRN : Liste Rouge Nationale

Cette espèce de coléoptère vit probablement dans les milieux boisés du projet de RNR où se développent ses larves. Ces dernières sont saproxylophages et dépendant donc de la densité de bois mort présent.

D. 6. 3. 3. 2. Hétérocères

Tableau 10. Les espèces patrimoniales d'hétérocères observées sur le projet de RNR.

Espèces	Dernière obs.	Plantes hôtes	Statut bio par secteur			Statuts					Intérêt patrimonial
			Bisch.	Immer.	Hol.	DHO	Prot.	ZNIEFF	LRA	LRN	
Horisme des pulsatilles *Horisme aquata*	2015	Anémone pulsatille			Rep	Espèce considérée comme « En danger critique » et « Extrêmement rare » sur la liste rouge du Bade-Wurtemberg.					3*
Zygène du Sainfoin *Zygaena carniolica*	2015	Surtout *Onobrychis*		Rep				20	EN		3
Chlorée *Chlorissa cloraria*	2015	Plantes basses			Rep	Espèces considérées comme « En danger » sur la liste rouge du Bade-Wurtemberg.					2
Acidalie ocreuse *Idaea ochrata*	2020	Herbacées			Rep						2
Lithosie quadrille *Lithosia quadra*	2015	Lichens		Rep							2
Ephyre Trois-Cerceaux *Cyclophora ruficiliaria*	2015	*Quercus ssp.*		Rep		Espèces considérées comme « Vulnérable » sur la liste rouge du Bade-Wurtemberg.					1
Eupithécie distinguée *Eupithecia insigniata*	2015	Aubépine et pommier			Rep						1
Noctuelle Aquiline *Euxoa aquilina*	2015	Plantes basses			Rep						1
Philobie alpestre *Heliomata glarearia*	2018	Légumineuses		Rep	Rep						1
Acidalie maritime *Idaea deversaria*	2015	Plantes basses et rejets ligneux		Rep	Rep						1
Petit minime à bande *Lasiocampa trifolii*	2015	Légumineuses et graminées			Rep						1
Boarmie pétrifiée *Menophra abruptaria*	2015	Ligneux			Rep						1
Périzome soulignée *Perizoma bifaciata*	2015	*Euphrasia ssp.*			Rep						1
Zygène de la Coronille *Zygaena ephialtes*	2003	*Coronilla ssp.* et *Hippocrepis ssp.*			Rep			5	NT		1
Zygène du Lotier *Zygaena loti*	2020	*Onobrychis ssp.* et *Hippocrepis ssp.*	Rep		Rep			5	NT		1

3* : espèce classée « En danger critique » sur la liste rouge du Bade-Wurtemberg.

Légende :

Bisch. : Bischenberg

Immer. : Immerschenberg

Hol. : Holiesel

Rep : espèce se reproduisant sur le site

DHO : Directive « Habitat » ou « Oiseaux »

DH* : espèce citée dans l'annexe * de la Directives « Habitats »

DO* : espèce citée dans l'annexe * de la Directive « Oiseaux »

Prot. : protection réglementaire nationale (PN) ou régionale (PR)

LRA : Liste Rouge Alsacienne (CR = En danger critique, EN = En danger, VU = Vulnérable, NT = Quasi-vulnérable, LC = Préoccupation mineure, DD = Données insuffisantes)

LRN : Liste Rouge Nationale

Les pelouses sèches du Holiesel et de l'Immerschenberg abritent une diversité importante d'hétérocères, dont des espèces rares et fortement patrimoniales. C'est le cas de l'Horisme des Pulsatilles (*Horisme pulsatilla*) sur le Holiesel, un papillon de nuit dont les adultes pondent uniquement sur l'Anémone pulsatille (*Anemone pulsatilla*) dont les coteaux du Holiesel abrite une importante population. Pour l'Immerschenberg, c'est la Zygène du Sainfoin (*Zygaena carniolica*) qui est particulièrement intéressante. Thermophile et calcicole, c'est une espèce typique des pelouses sèches qui pond sur des plantes adaptées à ces milieux comme le Sainfoin (*Onobrychis viciifolia*) ou le Lotier corniculé (*Lotus corniculatus*).



Figure 27. Imago de Zygène du Sainfoin (*Zygaena carniolica*). E. WEISSENBACHER, CEN Alsace.



Figure 28. Imago d'Horisme des Pulsatilles (*Horisme pulsatilla*) posé sur un pied d'Anémone. L. DIETRICH, CEN Alsace.

D. 6. 3. 3. 3. Hyménoptères

Tableau 11. Les espèces patrimoniales d'hyménoptères observées sur le projet de RNR.

Espèces	Dernière obs.	Type de milieu	Statut bio par secteur			Statuts					Intérêt patrimonial
			Bisch.	Immer.	Hol.	DHO	Prot.	ZNIEFF	LRA	LRN	
Halicte des scabieuses *Halictus scabiosae*	2020	Milieux ouverts		Rep	Rep			5	NT		1

Légende :

Bisch. : Bischenberg

Immer. : Immerschenberg

Hol. : Holiesel

Rep : espèce se reproduisant sur le site

DHO : Directive « Habitat » ou « Oiseaux »

DH* : espèce citée dans l'annexe * de la Directives « Habitats »

DO* : espèce citée dans l'annexe * de la Directive « Oiseaux »

Prot. : protection réglementaire nationale (PN) ou régionale (PR)

LRA : Liste Rouge Alsacienne (CR = En danger critique, EN = En danger, VU = Vulnérable, NT = Quasi-vulnérable, LC = Préoccupation mineure, DD = Données insuffisantes)

LRN : Liste Rouge Nationale

Halictus scabiosae est l'unique espèce d'hyménoptère patrimoniale connue dans le périmètre de la RNR. Cela s'explique par la faible pression d'observation (seulement 37 observations pour 22 espèces connues) de ce groupe d'insectes probablement diversifié sur les pelouses et coteaux.

L'Halicte des scabieuses est une abeille solitaire affectionnant les scabieuses et plantes similaires pour se nourrir. Les milieux sableux et les sols friables, type d'habitat que l'on retrouve sur les coteaux et les pelouses, ont sa préférence pour le creusement de ses nids. Elle est présente sur l'Immerschenberg et le Holiesel.

D. 6. 3. 3. 4. Mantidés

Tableau 12. Les espèces patrimoniales de mantidés observées sur le projet de RNR.

Espèces	Dernière obs.	Type de milieu	Statut bio par secteur			Statuts					Intérêt patrimonial
			Bisch.	Immer.	Hol.	DHO	Prot.	ZNIEFF	LRA	LRN	
Mante religieuse *Mantis religiosa*	2020			Rep	Rep						1*

Légende :

Bisch. : Bischenberg

Immer. : Immerschenberg

Hol. : Holiesel

Rep : espèce se reproduisant sur le site

DHO : Directive « Habitat » ou « Oiseaux »

DH* : espèce citée dans l'annexe * de la Directives « Habitats »

DO* : espèce citée dans l'annexe * de la Directive « Oiseaux »

Prot. : protection réglementaire nationale (PN) ou régionale (PR)

LRA : Liste Rouge Alsacienne (CR = En danger critique, EN = En danger, VU = Vulnérable, NT = Quasi-vulnérable, LC = Préoccupation mineure, DD = Données insuffisantes)

LRN : Liste Rouge Nationale

La Mante religieuse (*Mantis religiosa*) est une espèce thermophile que l'on retrouve communément sur les pelouses sèches du Piémont, comme sur l'Immerschenberg ou le Holiesel.



Figure 29. Mante religieuse (*Mantis religiosa*) observée sur les pelouses sèches de l'Immerschenberg. Photo : E. WEISSENBACHER, CEN Alsace.

D. 6. 3. 3. 5. Orthoptères

Tableau 13. Les espèces patrimoniales d'orthoptères observées sur le projet de RNR.

Espèces	Dernière obs.	Type de milieu	Statut bio par secteur			Statuts					Intérêt patrimonial
			Bisch.	Immer.	Hol.	DHO	Prot.	ZNIEFF	LRA	LRN	
Criquet des jachères *Chorthippus mollis*	2020	Thermophiles et ouverts		Rep	Rep			20	VU		2
Dectique verrucivore *Decticus verrucivorus*	1999	Xérothermophiles			Rep			10	NT		1
Criquet noir-ébène *Omocestus rufipes*	2015	Mixtes			Rep			5	NT		1
Criquet de la Palène *Stenobothrus lineatus*	2020	Mixtes		Rep	Rep			5	NT		1

Légende :

Bisch. : Bischenberg

Immer. : Immerschenberg

Hol. : Holiesel

Rep : espèce se reproduisant sur le site

DHO : Directive « Habitat » ou « Oiseaux »

DH* : espèce citée dans l'annexe * de la Directives « Habitats »

DO* : espèce citée dans l'annexe * de la Directive « Oiseaux »

Prot. : protection réglementaire nationale (PN) ou régionale (PR)

LRA : Liste Rouge Alsacienne (CR = En danger critique, EN = En danger, VU = Vulnérable, NT = Quasi-vulnérable, LC = Préoccupation mineure, DD = Données insuffisantes)

LRN : Liste Rouge Nationale

Les pelouses de l'Immerschenberg et du Holiesel attirent un cortège d'espèces patrimoniales typiques des milieux xérothermophiles que sont les pelouses comme *Chorthippus mollis* ou *Decticus verrucivorus* ainsi que des espèces plus ubiquistes comme *Omocestus rufipes* ou *Stenobothrus lineatus*.

La Dectique verrucivore est ainsi particulièrement typique des pelouses jalonnées de bosquets, les mosaïques de milieux étant particulièrement importantes à son développement. *Chorthippus mollis* vit préférentiellement sur les pelouses rases non embroussaillées.



Figure 31 . Imago d'*Omocestus rufipes* sur le Holiesel. E. WEISSENBACHER, CEN Alsace.



Figure 31. Mâle de *Chorthippus mollis* sur l'Immerschenberg. E. WEISSENBACHER, CEN Alsace.

D. 6. 3. 3. 6. Rhopalocères

Tableau 14. Les espèces patrimoniales de rhopalocères observées sur le projet de RNR.

Espèces	Dernière obs.	Plante hôte	Statut bio par secteur			Statuts					Intérêt patrimonial
			Bisch.	Immer.	Hol.	DHO	Prot.	ZNIEFF	LRA	LRN	
Mélitée des Digitales *Melitaea aurelia*	2013	Plantains			Rep			100	EN	VU	3
Azuré des Cytises *Glaucopsyche alexis*	2019	Fabacées	Rep	Rep	Rep			20	VU	LC	2
Lucine *Hamearis lucina*	2020	Primevères			Rep			5	VU	LC	2
Hespérie des Potentilles *Pyrgus armoricanus*	2020	Potentilles			Rep			10	VU	LC	2
Thécla de l'Amarel *Satyrium acaciae*	2016	Prunelliers			Rep			20	VU	LC	2

Gazé *Aporia crataegi*	2015	Arbres (Rosacées)		Rep	Rep			5	NT	LC	1
Silène *Brintesia circe*	2020	Pas de plante spécifique			Rep			10	NT	LC	1
Céphale *Coenonympha arcania*	2020	Graminées	Rep	Rep	Rep			5	NT	LC	1
Argus frêle *Cupido minimus*	2020	Fabacées, surtout *Anthyllis vulneraria*		Rep	Rep			5	NT	LC	1
Mélitée noirâtre *Melitaea diamina*	2013	Valériane			Rep			10	NT	LC	1
Grande Tortue *Nymphalis polychloros*	2019	Ligneux		Rep	Rep			5	NT	LC	1
Hespérie des Sanguisorbes *Spialia sertorius*	2014	*Sanguisorba minor*		Rep	Rep			5	NT	LC	1
Espèces probablement disparues du périmètre du projet de RNR											
Grand Sylvain *Limenitis populi*	1984	Tremble			Rep			20	CR*	NT	/
Flambé *Iphiclides podalirius*	1984	Arbustes			Rep			100	CR*	LC	/
Cuivré fuligineux *Lycaena tityrus*	2004	Rumex			Err ?			5	NT	LC	1
Morio *Nymphalis antiopa*	1984	Arbres			Rep			5	VU	LC	/
Azuré de L'Esparcette *Polyommatus thersites*	1984	Sainfoins			Rep			100	EN	LC	/
Plain-Chant *Pyrgus alveus*	1984	*Helianthemum nummularium*			Rep			10	EN	NT	/

Légende :

Bisch. : Bischenberg

Immer. : Immerschenberg

Hol. : Holiesel

DHO : Directive « Habitat » ou « Oiseaux »

DH* : espèce citée dans l'annexe * de la Directives « Habitats »

DO* : espèce citée dans l'annexe * de la Directive « Oiseaux »

Err : individus erratiques ou de passage sur le site (non représentatifs)

Rep : espèce se reproduisant sur le site

Prot. : protection réglementaire nationale (PN) ou régionale (PR)

LRA : Liste Rouge Alsacienne (CR = En danger critique, EN = En danger, VU = Vulnérable, NT = Quasi-vulnérable, LC = Préoccupation mineure, DD = Données insuffisantes)

LRN : Liste Rouge Nationale



Figure 32. *Cupido minimus* sur le Holiesel. L. DIETRICH, CEN Alsace.

Les rhopalocères sont majoritairement liés aux prairies et milieux ouverts (*Glaucopsyche alexis, Cupido minimus, Melitaea diamina*…) ce qui explique la responsabilité importante des secteurs du Holiesel et de l'Immerschenberg dans leur préservation. Certaines espèces sont typiques des collines et des pelouses sèches comme la Thécla de l'Amarel (*Satyrium acaciae*) spécialiste des collines avec des milieux arbustifs pour la ponte de ses œufs ou l'Hespérie des Sanguisorbes (*Spialia sertorius*) inféodée aux landes et pelouses calcicoles. D'autres affectionnent les milieux comportant des strates arbustives et/ou herbacées comme les bosquets des pelouses sèches du Holiesel et de l'Immerschenberg, ainsi que les lisières forestières du Bischenberg. C'est le cas par exemple de la Lucine (*Hamearis lucina*) qui est particulièrement liée aux pelouses sèches buissonneuses à nos latitudes, du Gazé (*Aporia crataegi*) qui pond sur les branches d'arbres de la famille des rosacées, du Céphale (*Coenonympha arcania*) qui fréquente les écotones entre pelouses sèches et milieux arbustifs…

Huit imagos (deux mâles et six femelles) de Mélitée des Digitales (*Melitaea aurelia*) ont été observées sur le Holiesel en 2013. Cette espèce classée « En danger » sur la liste rouge d'Alsace pond sur plusieurs espèces de Plantain (*Plantago media* et *Plantago lanceolata*) que l'on retrouve facilement sur le site. La difficulté d'identification de l'espèce peut expliquer l'absence de données depuis cette date et il conviendra de rechercher activement cette espèce lors des futurs suivis scientifiques.



Figure 33. *Coenonympha arcania* en lisière arbustive. E. WEISSENBACHER, CEN Alsace.

Les données disponibles sur le périmètre du projet de RNR comptent plusieurs espèces pouvant être considérées comme aujourd'hui disparues du site. Parmi elles, le Grand Sylvain (*Limenitis populi*) et le Flambé (*Iphiclides podalirius*) sont deux espèces classées « En danger » sur la liste rouge d'Alsace et ont été signalées sur le Holiesel en 1984. Le premier n'est plus présent sur le site. En effet, si la plante hôte du Grand Sylvain, le Tremble, est bien présente sur le site, les exigences climatiques de ce papillon (hivers froids) le cantonnent aujourd'hui au massif montagneux de notre région où ses effectifs sont très faibles. Pour le Flambé, sa prédilection pour les milieux xérothermophiles rend les collines calcaires très favorables à cette espèce. Toutefois, les populations connues actuellement sont plutôt localisées au sud de l'Alsace et, même s'il n'est pas impossible de retrouver cette espèce sur le site, elle en est probablement absente. L'Azuré de l'Esparcette (*Polyommatus thersites*) est une espèce typique des pelouses sèches et, même si elle n'a pas été observée dans le périmètre depuis plusieurs dizaines d'années, il existe des populations proches du projet de RNR qui pourrait éventuellement recoloniser les pelouses sèches des collines.



Figure 34. *Lycaena tityrus* observé une unique fois sur le Holiesel en 2004 : individu erratique ? L. DIETRICH, CEN Alsace.

D. 6. 3. 4. Gastéropodes

Tableau 15. Les espèces patrimoniales de gastéropodes observées sur le projet de RNR.

Espèces	Dernière obs.	Type de milieu	Statut bio par secteur			Statuts					Intérêt patrimonial
			Bisch.	Immer.	Hol.	DHO	Prot.	ZNIEFF	LRA	LRN	
Maillot froment *Granaria frumentum*	1996		X					5	NT	LC	1

Légende :

Bisch. : Bischenberg

Immer. : Immerschenberg

Hol. : Holiesel

DHO : Directive « Habitat » ou « Oiseaux »

DH* : espèce citée dans l'annexe * de la Directives « Habitats »

DO* : espèce citée dans l'annexe * de la Directive « Oiseaux »

Prot. : protection réglementaire nationale (PN) ou régionale (PR)

LRA : Liste Rouge Alsacienne (CR = En danger critique, EN = En danger, VU = Vulnérable, NT = Quasi-vulnérable, LC = Préoccupation mineure, DD = Données insuffisantes)

LRN : Liste Rouge Nationale

Le Maillot froment (*Granaria frumentum*) est un gastéropode inféodé aux milieux xérothermophiles. Il est d'ailleurs d'origine méridionale. Cette espèce a été observée dans la forêt du Bischenberg en 1996. La faible pression d'observation exercée sur les gastéropodes peut expliquer l'absence de données plus récentes de cette espèce et un inventaire ciblé devra être programmé.

E. DESCRIPTION DES ACTIVITES HUMAINES

E. 1. ACTIVITES LIEES A DES DROITS PERSONNELS

E. 1. 1. La chasse

La chasse s'exerce conformément aux lois et règlement en vigueur, aux dispositions du cahier des charges type des chasses communales du Bas-Rhin (arrêté préfectoral du 02 février 2015 au 1er février 2024) et au schéma départemental de gestion cynégétique (arrêté préfectoral du 18 juillet 2012).

Dans le périmètre du projet de RNR, la chasse concerne essentiellement les ongulés. La réserve étant éclatée sur trois communes, trois lots de chasse et donc trois adjudicataires sont concernés. Cette activité permet notamment le maintien d'un équilibre des populations de sanglier et de chevreuils, notamment au regard des cultures alentours (vignes). Plusieurs infrastructures dédiées à cette activité sont présentes sur le projet de réserve naturelle (cf. E. 4).

E. 1. 2. La sylviculture

Sur le Bischenberg, 41,93 hectares sont couverts de forêts communales gérées par l'Office National des Forêts. Dans le cadre de la révision de l'aménagement de 2018, la commune a opté pour la fin de l'exploitation sylvicole et un principe général de libre évolution, excluant les interventions pour raisons de sécurité.

Le restant des surfaces forestières (Bischenberg et Holiesel) ne sont pas soumises au régime forestier et ne font l'objet d'aucune sylviculture.

E. 2. AUTRES ACTIVITES

E. 2. 1. Randonnée, promenade et autres sports d'extérieur

La promenade, essentiellement pédestre, est l'activité principale qui concerne les sites. Les promeneurs peuvent être accompagnés de chiens, parfois non tenus en laisse, ce qui peut occasionner un dérangement vis-à-vis de la faune, notamment en période de reproduction. Le Bischenberg est ainsi parcouru par deux sentiers balisés par le Club Vosgien, et d'autres sentiers plus anciens et non balisés permettent également son accès. L'Immerschenberg est traversé par un sentier balisé par le Club Vosgien et par un sentier de découverte du vignoble et des milieux naturels thermophiles. Le Holiesel est également traversé par plusieurs sentiers balisés par le Club Vosgien et notamment par un sentier de découverte axé sur les pelouses sèches et le vignoble de la colline. Les infrastructures d'accueil (balisage, panneaux pédagogiques) de ces activités sont fréquentes et bien implantées et des marches à thème sont régulièrement organisées.

Les cavaliers et vététistes s'observent plus rarement sur les sites, excepté sur le Holiesel où ces usagers sont fréquents et à l'origine de la création de sentiers supplémentaires.

Les activités de randonnée et de promenade (à pied, à vélo ou à cheval) n'ont que peu d'impact sur les milieux naturels. Toutefois, un nombre important de promeneurs, des comportements irrespectueux et la multiplicité des cheminements peuvent être source de dérangement de la faune sensible, de pollution par abandon de déchets et de cueillette de fleurs sauvages.

E. 2. 2. Parcours de santé et aire de jeux

Le Bischenberg était sillonné par un parcours de santé d'environ deux kilomètres de long sur environ deux mètres de large. Les infrastructures sportives ont été retirées et le sentier, qui a été dévié sur les portions les moins sensibles aux dérangements, a dorénavant une visée pédagogique avec l'installation de panneaux expliquant les caractéristiques des milieux naturels traversés. Ce sentier est particulièrement fréquenté par les promeneurs.

Une aire de jeux pour enfants était également installée au sommet du Bischenberg, à proximité du château d'eau mais la commune de Bischoffsheim a récemment procédé au retrait de ces installations pour favoriser la quiétude du site.

E. 2. 3. Fréquentation par les naturalistes et scientifiques

Le site du Bischenberg est fréquenté par des naturalistes, des photographes et des scientifiques en raison de la singularité de sa chênaie thermophile à Chêne pubescent (*Quercus pubescens*) et surtout en raison des pelouses calcaires où l'on retrouve notamment plusieurs espèces d'orchidées photogéniques.

Cette fréquentation par un public connaisseur se fait davantage hors des chemins, à la différence des simples promeneurs ou randonneurs. Elle a un impact sur le milieu naturel par dérangement et piétinement, notamment lorsque des photographes se couchent par terre. L'impact du dérangement est limité par l'absence de stationnement prolongé d'un naturaliste au même endroit.

La fréquentation par les naturalistes et les scientifiques concoure également à la veille naturaliste du site, dans le cas où les naturalistes et scientifiques communiquent leurs observations aux associations partenaires du projet.

Le Holiesel est lui aussi fréquenté par de nombreux naturalistes, notamment des botanistes attirés par l'impressionnante floraison de l'Anémone pulsatille (*Anemone pulsatilla*) ou d'autres espèces remarquables. De nombreux ornithologues et entomologues fréquentent également le site. Le suivi d'un réseau de nichoirs est confié annuellement à un ornithologue bénévole.

E. 2. 4. Activités pédagogiques et de sensibilisation

Plusieurs associations organisent des visites guidées de découverte de la nature et de sensibilisation sur les trois collines : la Ligue pour la Protection des Oiseaux Alsace, la Bibliothèque de Rosenwiller, la Société Botanique d'Alsace ou encore Alsace Nature.

Dans la mesure où leur nombre est limité, que les groupes ne dépassent pas une trentaine de personnes en restant sur les sentiers et que les guides, suffisamment nombreux, veillent scrupuleusement au respect de la flore et de la faune, l'impact de ces visites guidées est limité. Elles participent au contraire à faire découvrir les richesses écologiques et également à sensibiliser le grand public à la fragilité de certaines espèces présentes sur les sites.

Dans le cadre de la gestion de la réserve naturelle, un encadrement et un bilan annuel de ces visites devra être réalisé.

E. 2. 5. Pique-nique et places de feu

Les milieux ouverts du projet de réserve naturelle attirent régulièrement des amateurs de pique-nique en plein air, certains allant jusqu'à allumer des feux. Ces activités peuvent être préjudiciables à la faune et à la flore en fonction du nombre de personne et de leur comportement.

E. 2. 6. Manifestations

La colline du Holiesel fut régulièrement utilisée pour un feu d'envergure : le feu de la Pentecôte. Plusieurs centaines de personnes (dont plusieurs se garaient directement sur les pelouses) venaient assister à la crémation d'un important bucher et profiter de boissons et repas distribués sur le site. L'impact d'une telle manifestation sur la faune et la flore était considérable (dérangement, piétinement, dépôt d'ordure, destruction de la végétation par le

feu et la chaleur…), l'emplacement traditionnel du bûcher est d'ailleurs facilement repérable par la végétation qui s'y développe. Cette tradition a été stoppée en 2016 et ne doit plus avoir lieu sur la colline.

E. 2. 7. Circulation motorisée

Les cyclomoteurs de type moto-cross sont également relativement fréquents, bien que leur circulation y soit interdite. Des rodéos en voiture sur les pelouses sèches du Holiesel ont également été constatés à plusieurs reprises (*de visu* ou par les traces de roues laissées par les arabesques des voitures). Ces pratiques peuvent causer d'importants dérangements directs ou indirects (bruit, pollution) vis à vis de la faune, particulièrement lourds de conséquences en période de reproduction. De plus, la circulation hors sentier de ces engins peut également provoquer la dégradation, voire la destruction d'espèces floristiques patrimoniales et/ou protégées et contribuer fortement à l'érosion des sols.

E. 3. ACTIVITES A LA PERIPHERIE DU SITE

E. 3. 1. La viticulture

La viticulture est la principale activité qui concerne les parcelles limitrophes du projet de réserve, avec une exploitation plus ou moins intensive selon les zones.

De plus en plus de parcelles font d'ailleurs l'objet de changements de pratiques correspondant au cahier des charges de Haute Valeur Environnementale (HVE), voire de transition vers l'agriculture biologique.

La volonté d'accueillir du public se ressent également à travers l'installation de sentiers pédagogiques de découverte du vignoble et des milieux thermophiles.

E. 3. 2. L'arboriculture

En alternance avec les parcelles de vigne, plusieurs parcelles privées ou communales de vergers sont maintenues à proximité du projet de réserve. Une parcelle communale sur le flanc ouest du Holiesel a d'ailleurs fait l'objet d'une plantation d'arbres fruitiers à haute-tige dans le cadre de l'amélioration de la Trame verte et bleue en 2021.

E. 3. 3. Le pâturage

Plusieurs parcelles de prairie autour du Bischenberg font l'objet d'un pâturage équin plutôt extensif.

E. 3. 4. Développement urbain

Les collines du projet de RNR présentent un intérêt paysager certain qui contribue à rendre leurs versants très attractifs pour la construction de pavillons résidentiels. L'extension des agglomérations n'a pas épargné les villages du piémont des Vosges qui se poursuit d'années en années, bien souvent aux dépens des milieux naturels ou agricoles. Le Bischenberg en est un bon exemple avec la construction d'importants lotissements sur les versants est et sud-est, auparavant couverts de vergers et de pelouses. La construction (ancienne) du centre de formation du Crédit mutuel à proximité directe du projet de RNR témoigne de la menace de destruction des milieux naturels au profit de l'urbanisation.

E. 4. INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS

Plusieurs infrastructures et équipements sont présents au sein du périmètre du projet de RNR. Des sentiers pédagogiques équipés de panneaux existent sur le Holiesel, l'Immerschenberg et le Bischenberg. Des panneaux localisant les sites CEN Alsace, ainsi que des rappels de règlementation, sont installés sur les différents secteurs.

Des infrastructures cynégétiques sont également présentes, notamment des chaises de tirs, des miradors et des places d'agrainage dans la forêt du Holiesel. La forêt du Bischenberg est également pourvue d'une place d'agrainage et d'un mirador, ainsi que de plusieurs chaises de chasse principalement disposées en lisière.

Enfin, des équipements dédiés à limiter la fréquentation d'engins motorisés, comme des barrières, se trouvent aux points clés d'entrée dans la forêt du Bischenberg.

F. ENJEUX DE CONSERVATION

F. 1. UN MAILLON D'IMPORTANCE REGIONALE POUR LA TRAME DE MILIEUX XEROTHERMOPHILES DU PIEMONT VOSGIEN

Les milieux xérothermophiles du projet de RNR constituent un maillon d'importance régionale pour la trame des milieux secs qui longe le piémont est vosgien sur un axe nord-sud. Ces milieux sont autant de réservoirs de biodiversité pour une faune et une flore spécialisées. Ils servent également de relai lors des déplacements des espèces ayant de fortes capacités de dispersion (oiseaux par exemple). C'est particulièrement vrai pour des espèces comme la Huppe fasciée (*Upupa epops*) qui ne se reproduit que sur de rares sites en Alsace (une vingtaine) et pour laquelle le projet de RNR pourrait servir de noyau de propagation vers d'autres milieux favorables. C'est également vrai, à une échelle plus restreinte, pour plusieurs espèces de lépidoptères patrimoniaux inféodés aux pelouses sèches comme l'Horisme des pulsatilles (*Horisma aquata*) pour lequel le Holiesel constitue un noyau de population important.

F. 2. UN MASSIF FORESTIER XEROTHERMOPHILE EN LIMITE DE REPARTITION SEPTENTRIONALE : LA CHENAIE A CHENE PUBESCENT

Ce boisement, véritable relique subméditerranéenne, est particulièrement rare dans le Grand Est. La préservation de ce boisement de près de 40 hectares est donc un enjeu fort pour cette région. Le cortège d'espèces inféodé à ce type de forêt est n'encore que partiellement connu, mais pourrait s'avérer particulièrement riche et sensible (chiroptères, coléoptères, bryophytes…), augmentant encore l'importance de cet enjeu.

F. 3. UNE PALETTE RICHE ET DIVERSIFIEE DES MILIEUX XEROTHERMOPHILES DU PIEMONT VOSGIEN

Sur les trois entités du projet de RNR, une diversité remarquable d'habitats naturels est constatée. La palette des milieux présents va des habitats forestiers aux habitats ouverts, en passant par des habitats quasi rupestres (affleurements rocheux calcaires). Un gradient de température et de sècheresse est également présent, avec une variété d'habitats entre milieux mésophiles et xérothermophiles. Cette riche palette offre ainsi un aperçu de la diversité des milieux propres aux collines sèches du piémont vosgien.

F. 4. UN CORTEGE FLORISTIQUE ET FAUNISTIQUE D'ESPECES INFEODEES AUX PELOUSES SECHES

Parmi les habitats présents sur le projet de RNR, les pelouses sèches ont une grande importance pour le cortège d'espèces spécialisées qu'elles abritent. Le projet de RNR a une responsabilité régionale, voire nationale, pour certaines d'entre elles comme la Rose de France (*Rosa gallica*), espèce protégée pour laquelle le Holiesel abrite l'une des dernières stations de France. D'autres sont plus communes, mais s'y retrouve en nombre exceptionnel comme l'Anémone pulsatille (*Anemone pulsatille*) dont les populations atteignent plusieurs milliers de pieds sur seulement quelques ares de coteaux au Holiesel.

La faune n'est pas en reste avec la nidification potentielle de la Huppe fasciée sur l'Immerschenberg et la présence d'un cortège spécialisé de lépidoptères comptant notamment l'Horisme des pulsatilles (*Horisma aquata*), la Zygène du sainfoin (*Zygaena carniolica*) ou la Mélitée des Digitales (*Melitaea aurelia*).

G. MODALITES DE GESTION DE LA RESERVE NATURELLE

G. 1. GESTIONNAIRE

Il est proposé que le Conservatoire d'espaces naturels d'Alsace soit désigné comme gestionnaire de la réserve naturelle régionale.

Le CEN Alsace est déjà gestionnaire des sites du Holiesel, de l'Immerschenberg et de plusieurs parcelles de milieux ouverts du Bischenberg. L'association connaît ainsi très bien les acteurs locaux et les problématiques générales des sites.

Il travaillera en étroite collaboration avec les communes, les propriétaires privés et les acteurs locaux (chasseurs, naturalistes…) et assurera les missions de gestion (d'entretien ou de restauration), de suivis scientifiques, de surveillance, d'animation, de valorisation, de suivi administratif… qui seront définies dans le futur plan de gestion.

L'ONF continuera d'intervenir sur le boisement du Bischenberg selon les missions fixées par le régime forestier et explicitées dans le plan d'aménagement forestier (notamment interventions relatives à la sécurité). Une convention tripartite entre l'ONF, le CEN Alsace et la commune de Bischoffsheim sera établie et visera à définir le rôle de chaque acteur.

G. 2. COMITE CONSULTATIF

Le comité est présidé et animé par le Président du Conseil régional ou son représentant et se réunit au minimum une fois par an pour examiner tout sujet relatif au fonctionnement de la réserve, à sa gestion et aux conditions d'application des mesures de protection prévues, notamment pour :

- donner un avis sur le projet de plan de gestion,
- donner un avis sur les autorisations de travaux,
- suivre l'état d'avancement des opérations prévues au plan de gestion,
- examiner les rapports annuels d'activité et les bilans financiers établis par le gestionnaire, ainsi que le projet de budget pour l'année suivante,
- examiner toutes questions relatives à la RNR soumises par la Région.

G. 2. 1. Cadre réglementaire

Selon l'article R332-41 du Code de l'Environnement, « dans chaque Réserve naturelle régionale est institué un Comité consultatif dont la composition, les missions et les modalités de fonctionnement sont fixées par le Président du Conseil Régional. Les catégories de personnes mentionnées à l'article R332-15 doivent y être représentées. Un Conseil scientifique peut, en outre, être institué par la même autorité. ».

Aux termes de l'article R332-15 du Code de l'Environnement, les catégories de personnes sont les suivantes :

- représentants des administrations civiles et militaires et des établissements,
- publics de l'État intéressés,
- élus locaux représentant les collectivités territoriales ou leurs groupements,
- représentants des propriétaires et usagers,
- personnalités scientifiques qualifiées et représentants d'associations agréées ayant pour principal objet la protection des espaces naturels.

G. 2. 2. Proposition de composition du comité consultatif

Chaque organisme listé envoie un représentant au comité consultatif, et n'aura qu'une voix.

Représentants des administrations civiles et militaires et des établissements publics de l'État intéressés :

- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin,
- Office Français de la Biodiversité,
- Office National des Forêts.

Elus locaux représentants les collectivités territoriales suivantes :

- Conseil Régional du Grand Est,
- Collectivité européenne d'Alsace,
- Communauté de communes des Portes de Rosheim,
- Communauté de communes du Pays de Sainte Odile,
- Commune de Bischoffsheim,
- Commune d'Obernai,
- Commune de Rosenwiller.

Représentants des propriétaires et usagers :

- Conservatoire d'espaces naturels d'Alsace,
- Ligue pour la Protection des Oiseaux d'Alsace,
- Adjudicataires de chasse,
- Un représentant des syndicats de viticulture,
- Un représentant des clubs vosgiens.

Représentants d'associations agréées ayant pour principal objet la protection des espaces naturels ou l'étude scientifique des espèces et habitats :

- Société Botanique d'Alsace,
- BUFO (association pour l'étude et la protection des Amphibiens et Reptiles d'Alsace),
- Imago (association pour la connaissance et la protection des invertébrés en Alsace),
- GEPMA (Groupe d'Etudes et de Protection des Mammifères d'Alsace),
- Alsace Nature,
- Un représentant du CSRPN.

En outre, en fonction de l'ordre du jour de séance, le Président du comité consultatif pourra faire appel, à titre consultatif, à toute personne ou organisme jugé utile pour la gestion de la réserve naturelle.

G. 1. CONSEIL SCIENTIFIQUE

Le Conseil Scientifique du Conservatoire d'Espaces Naturels d'Alsace tiendra lieu de Conseil scientifique de la Réserve naturelle régionale des collines sèches du Bischenberg, de l'Immerschenberg et du Holiesel. Il aura pour mission de donner un avis sur le plan de gestion ou toute autre action de nature scientifique.

L'avis du CSRPN pourra également être sollicité pour des questions spécifiques.

Le règlement (cf. G. 2) précise les rôles respectifs du Conseil scientifique de la Réserve naturelle régionale et du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel.

G. 2. PROPOSITION DE REGLEMENTATION

Une réserve naturelle est un espace naturel protégé par plusieurs types de législations : le droit pénal général, le droit de l'environnement, le droit spécial des réserves naturelles et la réglementation propre à chaque réserve naturelle. L'ensemble des mesures législatives et règlementaires en vigueur sur le site continuent de s'appliquer même si elles ne sont pas spécifiquement mentionnées ici.

Le(s) gestionnaire(s) de la réserve naturelle, désigné(s) par arrêté du Conseil régional et avec le(s)quel(s) il a passé une convention, est(sont) nommé(s) ci-après « le gestionnaire ».

Le plan de gestion de la réserve naturelle approuvé par le Conseil régional est nommé ci-après « plan de gestion ».

CHAPITRE 1 – Création et délimitation de la Réserve Naturelle Régionale

Article 1.1 : Dénomination et délimitation

Sont classées en réserve naturelle régionale, sur les territoires des communes de Bischoffsheim, Obernai et Rosenwiller, dans le département du Bas-Rhin, sous la dénomination « Réserve naturelle régionale des collines sèches du Bischenberg, de l'Immerschenberg et du Holiesel », les parcelles cadastrales et parties de parcelles cadastrales suivantes :

Secteur de la réserve	Commune	Section	Parcelle	Surface cadastrale (ares)	Propriétaire
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0002	4192,52	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0004	13,82	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0006	7,89	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0007	15,39	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0015	7,66	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0016	7,77	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0018	12,13	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0028	15,52	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0035	8,71	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0041	9,01	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0042	8,35	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0043	8,71	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0044	13,53	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0050	13,11	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0052	20,34	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0057*	93,15	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0065	556,08	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0066	59,27	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	09	0067	24,07	Commune de Bischoffsheim

Bischenberg	Bischoffsheim	10	0176	37,83	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0293	156,61	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0305*	3,90	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0306*	5,54	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0391	11,32	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	10	0392	6,52	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0342	3,79	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0344	4,07	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0345	3,12	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0346	5,40	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0347	3,54	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0350	3,26	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0351	2,83	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0353	5,91	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0359	2,82	CSA / CEN Alsace
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0361	3,94	CSA / CEN Alsace
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0362	5,27	CSA / CEN Alsace
Bischenberg	Bischoffsheim	11	0549	19,87	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0192	4,00	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0193	4,03	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0194	11,72	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0195	5,08	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0196	3,51	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0197	4,10	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0198	3,39	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0200	5,38	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0203	10,76	Commune de Bischoffsheim
Bischenberg	Bischoffsheim	12	0657	13,04	Commune de Bischoffsheim
Sous-total « Bischenberg »				**5 437,58**	

Secteur de la réserve	Commune	Section	Parcelle	Surface cadastrale (ares)	Propriétaire
Immerschenberg	Obernai	62	0001	647,83	Commune d'Obernai
Sous-total « Immerschenberg »				**647,83**	

Secteur de la réserve	Commune	Section	Parcelle	Surface cadastrale	Propriétaire

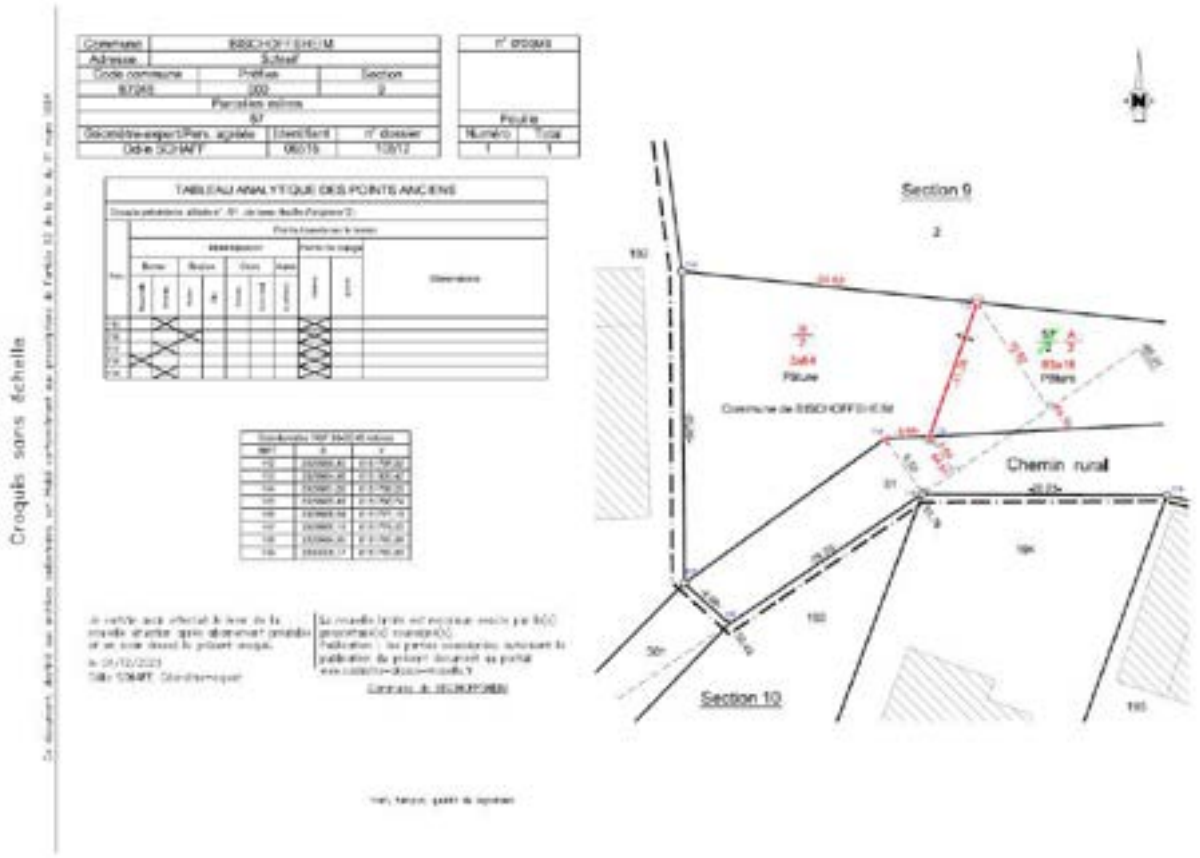
Holiesel	Rosenwiller	06	0038	65,81	Commune de Rosenwiller
Holiesel	Rosenwiller	06	0246	17,19	Ligue pour la Protection des Oiseaux Alsace
Holiesel	Rosenwiller	07	86/001	996,06	Commune de Rosenwiller
Holiesel	Rosenwiller	09	0148	387,49	Commune de Rosenwiller
Holiesel	Rosenwiller	09	0177	104,71	Commune de Rosenwiller
Holiesel	Rosenwiller	A	125/098	2062,93	Commune de Rosenwiller
Sous-total « Holiesel »				**3 634,19**	

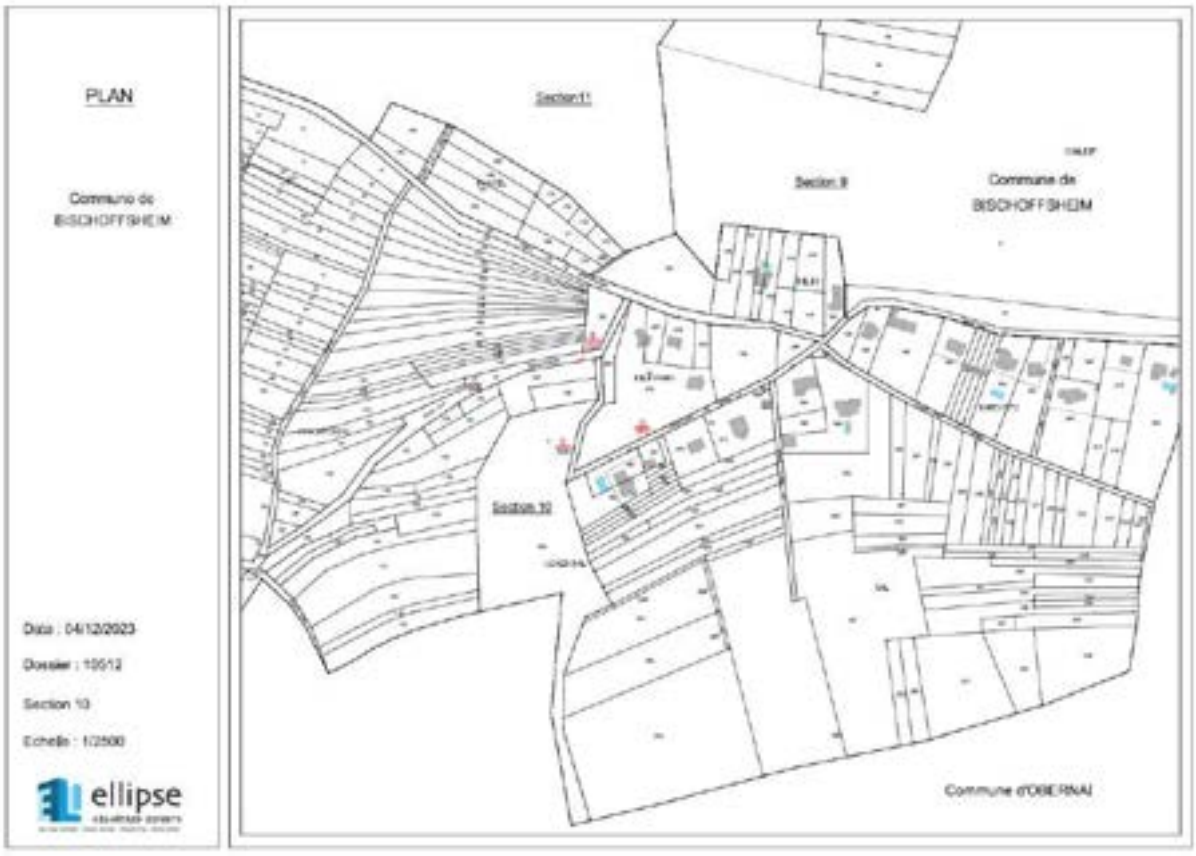
Surface totale du projet de réserve naturelle	**9 719,60**

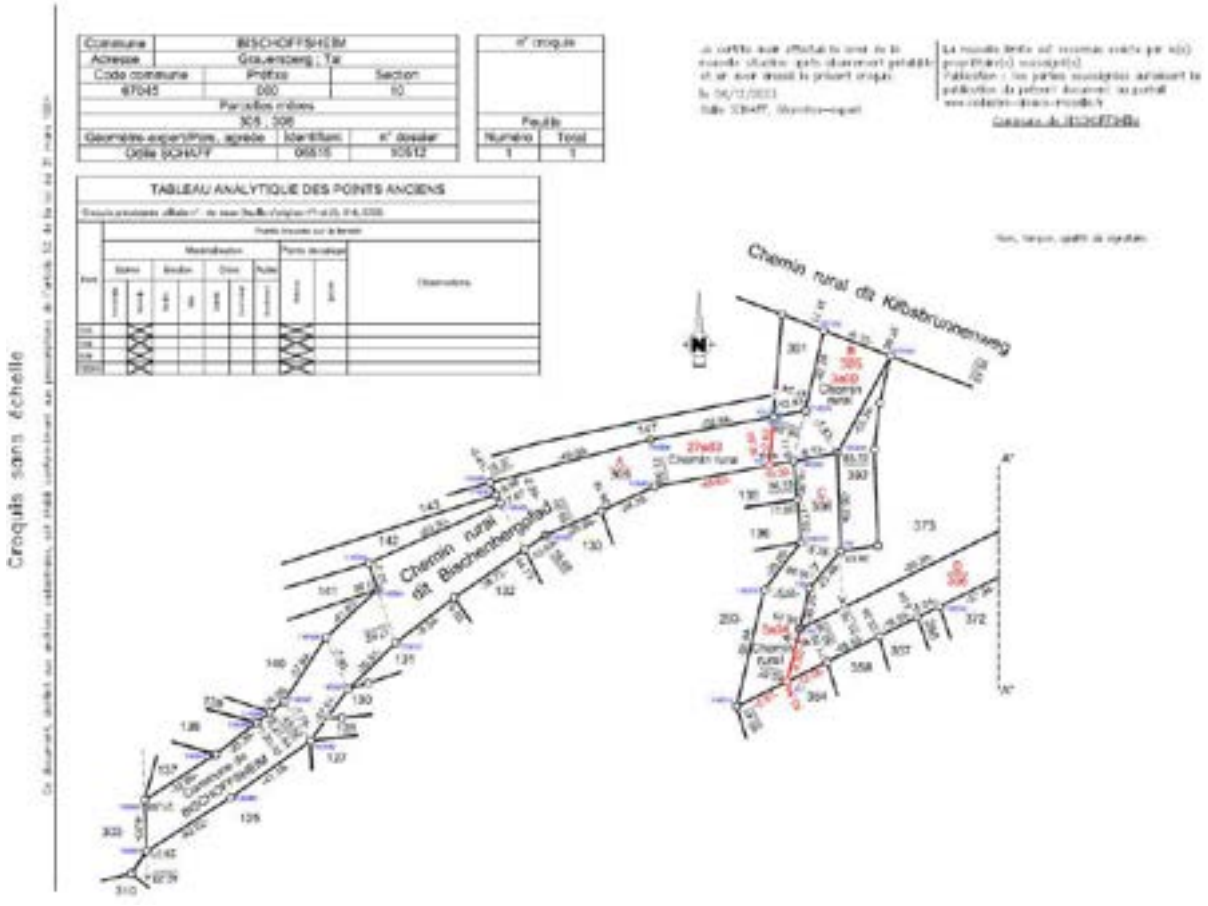
Les parcelles notées d'un astérisque (*) ne sont concernées que pour partie par le projet de RNR. Il s'agit de la parcelle 57 de la section 9 et des parcelles 305 et 306 de la section 10 de la commune de Bischoffsheim. Le détail des limites est explicité sur les cartes ci-dessous. Cela correspond :

- pour la parcelle 57 à l'entièreté de la parcelle à l'exception de la partie (entrée de maison) à l'extrême ouest à partir du chemin gravillonné (inclus), soit la parcelle A sur le premier plan de la figure 6,
- pour la parcelle 305 à une prolongation linéaire vers le sud de la limite parcellaire ouest de la parcelle 391, soit la parcelle B sur le deuxième plan de la figure 6,
- et pour la parcelle 306 à une prolongation linéaire vers le sud de la ligne droite longeant la parcelle 293 à l'est et s'arrêtant au virage vers le nord-est du chemin, soit la parcelle C sur le deuxième plan de la figure 6.




Croquis sans échelle
Commune
BISCHOFFSHEIM
Adresse
Schaff
Code commune
67249
Préfixe
000
Section
9
Parcelles mères
67
Géomètre-expert/Plan. agréée
Odile SCHAFF
Identifiant
06015
n° dossier
10512
n° croquis
Feuille
Numéro
1
Total
1
TABLEAU ANALYTIQUE DES POINTS ANCIENS
Observations
Section 9
Commune de BISCHOFFSHEIM
Chemin rural
Section 10


PLAN
Commune de
BISCHOFFSHEIM
Date : 04/12/2023
Dossier : 10512
Section 10
Echelle : 1/2500
ellipse
Section 11
Section 9
Commune de
BISCHOFFSHEIM
Section 10
Commune d'OBERNAI



La superficie de la réserve naturelle est de 97 hectares 19 ares et 60 centiares.

Le périmètre de la réserve naturelle est inscrit sur la carte au 1/25 000e annexée à la présente délibération.

Article 1.2 : Durée du classement

Le classement est valable pour une durée illimitée.

CHAPITRE 2 – Mesures de protection

Article 2.1 : Protection de la faune

Il est interdit sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle, sous réserve des opérations prévues au plan de gestion et des articles 2.8, 2.9 et 2.10 relatifs à la circulation des animaux domestiques et aux activités cynégétiques, agricoles et pastorales de la présente délibération :

- d'introduire, à l'intérieur de la réserve naturelle, des animaux, quel que soit leur stade de développement,
- de porter atteinte, détenir, nourrir ou transporter, de quelque manière que ce soit, des animaux non domestiques, quel que soit leur stade de développement (œufs, couvées, portées, nids, larves, nymphes, etc.) ou des parties de celui-ci,
- d'emporter en dehors de la réserve naturelle, mettre en vente, vendre ou acheter des animaux non domestiques, quel que soit leur stade de développement ou des parties de ceux-ci, en provenance de la réserve naturelle,
- de troubler ou de déranger volontairement les animaux par quelque moyen que ce soit.

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux actions mise en œuvre par le gestionnaire et ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion, validées par le conseil scientifique de la réserve naturelle et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion.

Des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées dans le respect des objectifs fixés par le plan de gestion, notamment à des fins scientifiques, pédagogiques ou sanitaires par le/la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, du gestionnaire et du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel pour toutes espèces animales non protégées au titre de l'article L.411-1 du Code de l'environnement.

Article 2.2 : Protection de la flore et de la fonge

Il est interdit sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle, sous réserve des opérations prévues au plan de gestion et des articles 2.9, 2.10 et 2.11 relatifs aux activités cynégétiques, pastorales et sylvicoles de la présente délibération :

- d'introduire, à l'intérieur de la réserve naturelle, des espèces végétales ou fongiques, quels que soient leur forme et leur stade de développement ou des parties de ceux-ci,
- de porter atteinte, détenir ou transporter, de quelque manière que ce soit, des espèces végétales ou fongiques non cultivées, quels que soient leur forme et leur stade de développement ou des parties de ceux-ci,
- d'emporter en dehors de la réserve naturelle, mettre en vente, vendre ou acheter des espèces végétales ou fongiques non cultivées, quel que soit leur forme et leur stade de développement ou des parties de ceux-ci, en provenance de la réserve naturelle.

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux actions mise en œuvre par le gestionnaire et ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion, validées par le conseil scientifique de la réserve naturelle et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion.

Des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées dans le respect des objectifs fixés par le plan de gestion, notamment à des fins scientifiques, pédagogiques ou sanitaires, par le/la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, du gestionnaire et du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel pour toutes espèces végétales et fongiques non protégées au titre de l'article L.411-1 du Code de l'environnement.

Article 2.3 : Protection du patrimoine géologique

Il est interdit, sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle, sous réserve des opérations prévues au plan de gestion :

- d'introduire, de porter atteinte, détenir ou transporter, de quelque manière que ce soit, des roches, des minéraux ou des fossiles,
- de prélever, emporter en dehors de la réserve naturelle, mettre en vente, vendre ou acheter des roches, des minéraux ou des fossiles, en provenance de la réserve naturelle,

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux actions mise en œuvre par le gestionnaire et ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion, validées par le conseil scientifique de la réserve naturelle et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion.

Des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées, dans le respect des objectifs fixés par le plan de gestion, notamment à des fins scientifiques et pédagogiques, par le/la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, du gestionnaire et du conseil scientifique de la réserve naturelle.

Article 2.4 : Protection du patrimoine archéologique

Les prélèvements et l'atteinte à des matériaux archéologiques, ainsi que les prospections et l'exécution de fouilles archéologiques sont interdits dans le périmètre de la réserve naturelle.

*Article 2.5 : Réglementation relative aux atteintes aux milieu*x

Il est interdit, sous réserve des opérations prévues au plan de gestion :

- d'allumer ou d'utiliser du feu,
- d'abandonner, de déverser, de déposer, de jeter ou de laisser s'écouler, directement ou indirectement, tout déchet, matériau, produit ou substance de quelque nature que ce soit, en dehors des lieux spécialement prévus à cet effet, s'ils existent,
- de troubler la tranquillité des lieux par toute perturbation sonore, sous réserve des articles 2.9, 2.10, 2.11 et 2.19 relatifs aux activités cynégétiques, pastorales et sylvicoles et aux travaux de la présente délibération,
- de faire des inscriptions, signes ou dessins, sur des pierres, arbres ou tout autre bien meuble ou immeuble, sauf ceux nécessaires à l'information du public, au balisage des sentiers, à la gestion forestière, à la signalisation de la réserve naturelle ou aux délimitations foncières après avis du gestionnaire et du comité consultatif de la réserve naturelle ;
- d'utiliser un éclairage artificiel, quel que soit son support, sa localisation et sa durée, à l'exclusion de l'éclairage des bâtiments à usage d'habitation, de l'éclairage public urbain et de l'éclairage utilisé par les services publics de secours ou de police,
- de dégrader, par quelque moyen que ce soit, les bâtiments, installations et matériels du site ou les constructions, même en ruines, présents sur le territoire de la réserve naturelle, sous réserve des articles 2.18 et 2.19 de la présente réglementation.

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux actions mise en œuvre par le gestionnaire et ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion, validées par le conseil scientifique de la réserve naturelle et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion.

Article 2.6 : Réglementation relative à l'accès, à la circulation et au stationnement des personnes

La circulation à pied, en vélo, à cheval ou tout autre moyen non motorisé est interdite en dehors des itinéraires aménagés et/ou balisés à cet usage.

Ces itinéraires seront définis par un plan de circulation dans le plan de gestion. Les itinéraires existants peuvent être utilisés, conformément à la réglementation en vigueur, jusqu'à l'approbation du plan de gestion par le Conseil régional.

Toutefois, peuvent circuler en dehors de ces itinéraires :

- le gestionnaire ainsi que ses prestataires dans le cadre des opérations prévues par le plan de gestion,
- le gestionnaire ainsi que ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion,
- les animateurs et le public accompagné dans le cadre d'animations, notamment pédagogiques, encadrées ou autorisées par le gestionnaire dans la limite d'un nombre de participants défini dans le plan de gestion et dans le respect des objectifs définis par ce même plan de gestion,
- les agents cités à l'article L.332-20 du Code de l'environnement dans l'exercice de leurs missions de police de l'environnement,
- les personnes intervenant dans le cadre d'opérations de secours, de sauvetage et de police,
- les propriétaires et ayants droit se rendant à ou circulant sur leurs parcelles en l'absence d'autres accès situés en dehors de la réserve naturelle, et lorsqu'aucun autre itinéraire aménagé ou moins dommageable ne permet d'y accéder,

- les agents et personnels de l'Office National des Forêts et leurs prestataires, dans le cadre des missions qui leur sont dévolues sur le périmètre de la forêt relevant du régime forestier et dans le cadre des dispositions de l'article 2.11 de la présente délibération,
- les titulaires du droit de chasser dans le cadre des dispositions de l'article 2.9 de la présente délibération et dans le strict exercice de leur activité,
- les agents communaux dans le cadre de leurs missions, notamment de sécurisation des accès,
- les personnes autorisées par la commune de Rosenwiller pour circuler sur le verger de la parcelle n°148 de la section 9 de la commune de Rosenwiller dans le cadre de la taille et le soin des arbres et la récolte des fruits, dans le cadre des dispositions de l'article 2.10 de la présente délibération,
- les personnes ayant reçu une autorisation du/de la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, du gestionnaire et du conseil scientifique de la réserve naturelle, notamment à des fins scientifiques, pédagogiques ou sanitaires.

Le campement sous une tente, dans un véhicule ou dans tout autre abri, ainsi que toute forme de bivouac sont interdits dans la réserve naturelle. Le bivouac peut être autorisé par le/la Président.e du Conseil régional après avis du gestionnaire et du comité consultatif de la réserve naturelle.

Article 2.7 : Réglementation relative à la circulation et au stationnement des véhicules terrestres à moteur

La circulation et le stationnement des véhicules terrestres à moteur est interdite dans la réserve naturelle, sauf sur la zone dédiée à cet usage à l'est du Holiesel (cf. carte annexée).

Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux véhicules utilisés par :

- le gestionnaire ainsi que ses prestataires dans le cadre des opérations prévues par le plan gestion,
- le gestionnaire ainsi que ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion,
- les propriétaires et ayants droit se rendant à ou circulant sur la ou leurs parcelles/la ou les parcelles sur lesquelles ils ont un droit, en l'absence d'autres accès situés en dehors de la réserve naturelle, et lorsqu'aucun autre itinéraire aménagé ou moins dommageable ne permet d'y accéder, ceci dans le respect du patrimoine naturel,
- les agents et personnels de l'Office National des Forêts ou ses prestataires, dans le cadre des missions qui leur sont dévolues sur le périmètre de la forêt relevant du régime forestier et dans le cadre des dispositions de l'article 2.11 de la présente délibération,
- les personnes en charge des opérations de police, de secours ou de sauvetage,
- les personnes de la commune ou ses prestataires en charges des opérations de gestion et d'entretien du réseau d'eau et réservoir d'eau,
- le gestionnaire du réseau ou ses prestataires en charge des opérations de gestion et d'entretien du réseau électrique,
- les agents communaux dans le cadre de leurs missions, notamment de sécurisation des accès,
- les personnes autorisées par le/la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif, du gestionnaire et du conseil scientifique de la réserve naturelle, notamment à des fins scientifiques, pédagogiques ou sanitaires.

Article 2.8 : Réglementation relative à la circulation des animaux domestiques

Sous réserve des opérations prévues au plan de gestion et des articles 2.9 et 2.10 de la présente réglementation :

- les équidés montés par des cavaliers peuvent uniquement circuler dans la réserve naturelle sur les itinéraires autorisés à la circulation des personnes, selon les dispositions de l'article 2.6 de la présente délibération.
- les chiens sont obligatoirement tenus en laisse à l'intérieur de la réserve naturelle et peuvent uniquement circuler dans la réserve naturelle sur les itinéraires autorisés à la circulation des personnes (cf. article 2.6 de la présente délibération).

Les conditions associées à cette autorisation ne s'appliquent pas :

- aux animaux utilisés par le gestionnaire et ses prestataires dans le cadre des opérations prévues au plan de gestion,
- aux chiens qui participent à des missions de police, de recherche, de secours ou de sauvetage,
- aux chiens guides d'aveugle ou d'assistance accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article L. 241-3 du Code de l'action sociale et des familles.

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux actions mise en œuvre par le gestionnaire et ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion, validées par le conseil scientifique de la réserve naturelle et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion.

Des dérogations à cette réglementation peuvent être accordées par le/la Président.e du Conseil régional, dans le respect des enjeux et objectifs du plan de gestion, après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, du gestionnaire et du conseil scientifique de la réserve naturelle, notamment à des fins scientifiques, pédagogiques ou sanitaires.

Article 2.9 : Réglementation relative à la chasse

L'acte de chasse est défini à l'article L420-3 du Code de l'environnement. En application de l'article L332-3 du Code de l'environnement, l'exercice de la chasse est interdit sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle, à l'exception de la chasse aux ongulés. Cette chasse est pratiquée, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, selon le plan de gestion, et en son absence selon les modalités en vigueur dans le département lors du classement en réserve naturelle.

L'acte de tir à arme à feu, les poussées et battues sont autorisés uniquement les lundis, mardis, jeudis et vendredis hors jours fériés. Seul l'acte de tir à l'arc est autorisé toute la semaine hors dimanche et jours fériés. Les battues et poussées sont interdites en période de congés scolaires.

L'affouragement, l'agrainage et tout autre dispositif visant à attirer la faune est interdit sur la totalité de la réserve naturelle. Seul l'agrainage d'appât du sanglier à poste fixe est autorisé avec un maximum de 5 litres de maïs grains par poste fixe tous les trois jours (1 litre = 720 g maïs sec à 16 % d'humidité), disposés manuellement à même le sol. Le nombre de postes fixes d'agrainage d'appât est limité à deux sur l'ensemble de la réserve naturelle : le premier étant situé sur la forêt du Bischenberg (parcelle numéro 2 de la section 09 de Bischoffsheim), le second sur la forêt du Holiesel (parcelle numéro 125 de la section A de Rosenwiller). Les emplacements définitifs seront déterminés dans le plan de gestion.

L'introduction et le lâcher d'animaux autres que les chiens utilisés dans le cadre de l'acte de chasse est interdit dans le périmètre de la réserve naturelle.

Des dérogations à cette réglementation peuvent être accordées, dans le respect des objectifs fixés par le plan de gestion par le/la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, du gestionnaire et du conseil scientifique de la réserve naturelle.

Article 2.10 : Réglementation relative aux activités agricoles et pastorales

Les activités agricoles et pastorales s'exercent dans le respect des objectifs et modalités fixées au plan de gestion.

Il est interdit pour ces activités :

- d'utiliser des produits phytosanitaires ;
- de porter atteinte aux éléments structurants du paysage (haies, bosquets, arbres isolés, arbres morts…) ;
- de planter des végétaux, conformément à l'article 2.2, sous réserves des opérations prévues au plan de gestion ou d'autorisation obtenue conformément à ce même-article ;

- de réaliser des labours, drainages, sous-solages et sur-semis ;
- d'avoir recours à la fertilisation, qu'elle soit organique ou minérale, et à tout type d'amendement.

En cas de traitements antiparasitaires ou antibiotiques des animaux pâturant les prairies, ils devront stationner 20 jours en dehors de la réserve naturelle à l'issue du traitement.

Les personnes autorisées par la commune de Rosenwiller peuvent tailler et soigner les arbres du verger de la parcelle n°148 de la section 9 de la commune de Rosenwiller, ainsi qu'en récolter, emporter, transformer et vendre les fruits.

Avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion, ces activités s'exerceront conformément aux usages en vigueur.

Article 2.11 : Réglementation relative aux activités sylvicoles

Toute forme d'activité sylvicole est interdite sur la réserve naturelle, à l'exception des travaux inscrits dans le plan de gestion ou des travaux relatifs à la sécurité des biens et des personnes, ces derniers nécessitant l'accord du/de la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif, du gestionnaire et du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel.

Les travaux d'abattage urgents et indispensables à la sécurité des biens ou des personnes peuvent être réalisés après information du/de la Président.e du Conseil régional et du gestionnaire, sans préjudice de leur régularisation ultérieure conformément aux articles L332-9, R332-44 et R332-45 du Code de l'environnement.

Article 2.12 : Réglementation relative aux activités sportives et de loisirs

La pratique des activités sportives ou de loisirs est interdite en dehors des itinéraires autorisés à la circulation et au stationnement des personnes par l'article 2.6 de la présente délibération et s'exerce dans le respect des enjeux et objectifs du plan de gestion.

Le décollage et l'atterrissage des aéronefs moto-propulsés ou non (incluant les modèles réduits, les parapentes, les drones, les montgolfières …) et les cerfs-volants sont interdits. Cette interdiction ne s'applique pas aux opérations prévues dans le plan de gestion, ainsi qu'aux opérations de police, de secours ou de sauvetage. Cette interdiction ne s'applique pas aux actions du gestionnaire et de ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion, validées par le conseil scientifique de la réserve naturelle et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion.

Article 2.13 : Réglementation relative aux manifestations sportives et de loisirs

Les manifestations sportives, de loisirs ou culturelles sont interdites sur la réserve naturelle sauf autorisation accordée par le le/la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif, du gestionnaire et du conseil scientifique de la réserve naturelle, sous réserve d'être compatibles avec la conservation de l'intégrité des sols, des milieux naturels, de la faune et de la flore et cantonnées aux itinéraires autorisés à la circulation et au stationnement des personnes et des véhicules motorisés par les articles 2.6 et 2.7 de la présente délibération.

Article 2.14 : Réglementation relative à la prise de vues et de sons

L'utilisation de pièges photographiques est interdite sur la réserve naturelle.

Une autorisation peut être délivrée, notamment pour des demandes à caractère scientifique ou pédagogique, par le/la Président.e du Conseil régional.

Cette interdiction ne s'applique pas aux actions du gestionnaire et de ses prestataires dans le cadre des opérations prévues au plan de gestion.

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux actions mise en œuvre par le gestionnaire et ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion, validées par le conseil scientifique de la réserve naturelle et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion.

Article 2.15 : Réglementation relative à la publicité

Toute publicité quelle qu'en soit la nature est interdite à l'intérieur de la réserve naturelle. Ne sont pas visés par cette interdiction les panneaux et la signalétique réglementaire, directionnelle et pédagogique, validés par le gestionnaire et en accord avec le plan de gestion lorsqu'il existe.

Article 2.16 : Réglementation relative à l'utilisation du nom ou de l'appellation réserve naturelle

L'utilisation, à des fins publicitaires, et sous quelque forme que ce soit, de la dénomination de la réserve ou de l'appellation « Réserve naturelle régionale des collines sèches du Bischenberg, de l'Immerschenberg et du Holiesel », à l'intérieur ou en dehors de la réserve naturelle, est soumise à autorisation du/de la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle et du gestionnaire.

Article 2.17 : Réglementation relative aux activités industrielles et commerciales

Toutes les activités industrielles, commerciales et artisanales sont interdites dans la réserve naturelle, à l'exception de celles liées à la gestion et à l'animation de la réserve naturelle autorisées par le le/la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle et du gestionnaire.

Article 2.18 : Réglementation relative à la modification de l'état ou de l'aspect de la réserve naturelle

En application de l'article L.332-9 du Code de l'environnement, le territoire classé en réserve naturelle ne peut être ni détruit ni modifié dans son état ou dans son aspect, sauf autorisation spéciale du Conseil régional dans les modalités prévues aux articles R.332-44 et R332-45 du Code de l'environnement après avis du comité consultatif de la réserve naturelle et du gestionnaire.

Cependant, et conformément à l'article R332-44-1 du Code de l'environnement, les propriétaires ou gestionnaires peuvent réaliser les travaux susceptibles de modifier l'état ou l'aspect de la réserve après déclaration au/à la Président.e du Conseil régional lorsque ceux-ci sont prévus au plan de gestion, qui les décrit de façon détaillée et évalue leur impact. Cette déclaration doit être faite un mois au moins avant le début des travaux.

Article 2.19 : Réglementation relative aux travaux, constructions et installations diverses

L'exécution de travaux publics ou privés est interdite sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle.

Cette interdiction ne s'applique pas aux :

- travaux d'entretien courant de la réserve naturelle menés par le gestionnaire ou ses prestataires, conformément au plan de gestion,
- travaux d'entretien courant de la réserve naturelle menés par le gestionnaire ou ses prestataires avant l'entrée en vigueur du premier plan de gestion et dans le respect des objectifs définis par la convention de gestion,
- travaux d'entretien des infrastructures existantes par les propriétaires, leurs ayants droit ou prestataires après information du gestionnaire.

Certains travaux modifiant l'état ou l'aspect de la réserve naturelle peuvent toutefois être autorisés, en application de l'article L.332-9 du Code de l'environnement, dans les conditions prévues aux articles R.332-44, R.332-44-1 et R.332-45 du Code de l'environnement, et conformément à l'article 2.18 de la présente réglementation.

Les travaux publics ou privés ne modifiant pas l'état ou l'aspect de la réserve naturelle peuvent être autorisés par arrêté du/de la Président.e du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, du gestionnaire et du conseil scientifique de la réserve naturelle.

Les travaux urgents indispensables à la sécurité des biens ou des personnes peuvent être réalisés après information du/de la Président.e du Conseil régional et du gestionnaire et selon les modalités prévues aux articles L332-9, R332-44 et R332-45 du Code de l'environnement, sans préjudice de leur régulation ultérieure.

CHAPITRE 3 – Gestion de la réserve naturelle

Article 3.1 : Objectifs de la gestion

La gestion de la réserve naturelle vise à assurer la conservation des milieux naturels, de la faune et de la flore, en lien avec les objectifs et les opérations inscrits au plan de gestion.

Article 3.2 : Comité consultatif de la réserve naturelle

Le/la Président.e du Conseil régional institue un comité consultatif de la réserve naturelle, dont il définit la composition, les missions et les modalités de fonctionnement, conformément à l'article R332-41 du Code de l'environnement. Ce comité a pour rôle d'examiner tout sujet relatif au fonctionnement de la réserve naturelle, à sa gestion et aux conditions d'application des mesures de protection prévues au chapitre 2.

Article 3.3 : Gestionnaire de la réserve naturelle

Le/la Président.e du Conseil régional confie, par voie de convention, la gestion de la réserve naturelle à un organisme gestionnaire appartenant à la liste énumérée par l'article L.332-8 du Code de l'environnement. Le rôle du gestionnaire consiste notamment à :

- élaborer, mettre en œuvre et évaluer le plan de gestion prévu à l'article 3.4,
- réaliser ou faire réaliser l'ensemble des opérations nécessaires à la conservation du patrimoine naturel de la réserve, au maintien des équilibres biologiques des habitats naturels et de leurs populations animales et végétales et à la fonctionnalité des milieux naturels,
- assurer l'accueil et l'information du public,
- de contrôler l'application des mesures de protection prévues au chapitre 2 de la présente délibération et dans les formes prévues au chapitre 4.

Article 3.4 : Plan de gestion de la réserve naturelle

La gestion de la réserve naturelle est organisée dans le cadre du plan de gestion. Le premier plan de gestion devra être réalisé dans les trois ans suivant le classement de la réserve naturelle. Le plan de gestion est élaboré dans les formes prévues par l'article R332-43 du Code de l'environnement et évalué à son échéance. Il est approuvé par délibération du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve, du conseil scientifique de la réserve naturelle et du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel.

Article 3.5 : Conseil scientifique de la réserve naturelle

Le/la Président.e du Conseil régional peut mettre en place un conseil scientifique prévu par l'article R332-41 du Code de l'environnement, ayant pour rôle d'apporter un avis sur toute question à caractère scientifique touchant la réserve naturelle.

CHAPITRE 4 – Contrôles des prescriptions et sanctions

Article 4.1 : Contrôle des prescriptions

L'organisme gestionnaire est chargé de contrôler l'application de la réglementation définie dans la présente délibération, en s'appuyant sur des agents commissionnés et assermentés au titre du 2° de l'article L332-20 du Code de l'environnement.

Article 4.2 : Sanctions

Les infractions aux dispositions du Code de l'environnement relatives à l'ensemble des réserves naturelles, ainsi qu'aux dispositions de la présente délibération, seront punies par les peines prévues aux articles L332-25 à L332-27 et R332-69 à R332-81 du Code de l'environnement.

CHAPITRE 5 – Modification ou déclassement, recours et publication

Article 5.1 : Modification ou déclassement de la réserve naturelle

Les conditions de modification des limites ou de la réglementation, voire du déclassement total ou partiel de la réserve naturelle sont réglées par les articles L.332-2-1, L. 332-10, R.332-35 et R.332-40 du Code de l'environnement.

Article 5.2 : Recours et publication

La délibération de classement fait l'objet de mesures de publicité et de report aux documents d'urbanisme et de gestion forestière conformément aux dispositions des articles R.332-38 et R.332-39 du Code de l'environnement.

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur, à compter de la notification de la présente délibération.

La décision de classement est publiée au recueil des actes administratifs du Conseil régional.

G. 3. ORIENTATIONS DE GESTION

Les principaux objectifs de gestion s'orientent vers le maintien voire l'amélioration de l'état de conservation des milieux forestiers, notamment *via* la libre évolution, et le maintien qualitatif et quantitatif des pelouses sèches. Des suivis scientifiques d'espèces cibles et déterminantes et une actualisation de données taxonomiques sur certains groupes sont à prévoir. Un suivi de l'évolution des milieux forestiers, et notamment de la chênaie à Chêne pubescent, au regard de la libre évolution et des changements climatiques serait particulièrement intéressant. Enfin, une évaluation continue de la gestion sera à prévoir afin de s'assurer de l'efficacité de la gestion mise en œuvre.

H. BIBLIOGRAPHIE

ADAUHR. (2015). Plan Local d'Urbanisme—Commune d'Obernai (1/5000ème, partie Nord) [Map]. https://www.obernai.fr/dynamic/pdf/plu/4_a_n__plu_obernai_approbation_5000_n.pdf

André, A., Brand, C., & Capber, F. (2014). Atlas de répartition des mammifères d'Alsace (GEPMA, ODONAT).

Conseil Général du Bas-Rhin, & SDAU. (2006). Plan Local d'Urbanisme—Commune de Bischoffsheim [Map]. https://www.mairie-bischoffsheim.fr/dynamic/documents/demarches/urbanisme/plan_plu_2.pdf

Conservatoire des Sites Alsaciens. (2007). Plan de gestion 2008-2014 des sites du Bischenberg des communes de Bischoffsheim et Rosheim (67).

Dietrich, L. (2000). Plan de gestion 2001-2006 de l'Immerschenberg à OBERNAI (67). Conservatoire des Sites Alsaciens.

DIETRICH, L. (2012). Dossier de demande de classement de la réserve naturelle régionale des collines de ROUFFACH (68). Conservatoire des Sites Alsaciens.

Ecoscop. (2014). Fiches synthétiques des réservoirs de biodiversité (annexe 8 du Tome 1 : La trame verte et bleue régionale). Région Alsace, DREAL. http://www.trameverteetbleue.fr/sites/default/files/201412_tome1.pdf

GRANDADAM, L. (2020). Plan de gestion 2021-2030 du Holiesel à ROSENWILLER (67). Conservatoire des Sites Alsaciens.

Hoff, M. (1978). Les collines calcaires sous-vosgiennes. Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse, 770, 17-33. Bibliothèque CERNAY.

Lefebvre, T., & Moncorps, S. (2010). Les espaces protégés français : une pluralité d'outils au service de la conservation de la biodiversité. Comité français de l'UICN. https://uicn.fr/wp-content/uploads/2016/09/Espaces_proteges.pdf

Mathé, H., Pierné, A., & SFOLA. (2021). Atlas des orchidées d'Alsace (Bas-Rhin et Haut-Rhin) : répartition, évolution, menaces, protection. Bibliothèque CERNAY.

Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie & Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature. (2012). Stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020. https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Strat%C3%A9gie%20nationale%20pour%20la%20biodiversit%C3%A9%202011-2020.pdf

Muller, Y., Dronneau, C., & Bronner, J.-M. (2017). Atlas des Oiseaux d'Alsace—Nidification et hivernage (LPO Alsace).

Observatoire Grand Est de la Biodiversité. (2020). Panorama et chiffres clés 2020—Biodiversité régionale. https://biodiversite.grandest.fr/wp-content/uploads/2021/03/ogeb-panorama-chiffres-cles-2020-biodiv-regionale-1.pdf

OTE Ingénierie Cabinet ANDRES. (2018). Plan Local d'Urbanisme—Commune de Rosenwiller [Map].

PETR du Piémont des Vosges. (2007). Schéma de Cohérence Territoriale du Piémont des Vosges. https://www.piemont-vosges.fr/SCoT-PV/Documents-SCoT.html

Région Grand Est. (2020). Observatoire Grand Est de la Biodiversité—Panorama et chiffres clés 2020, biodiversité régionale. https://biodiversite.grandest.fr/wp-content/uploads/2021/03/ogeb-panorama-chiffres-cles-2020-biodiv-regionale-1.pdf

Sell, Y., Berchtold, J.-P., Callot, H., Hoff, M., Gall, J.-C., & Walter, J.-M. (1998). L'Alsace et les Vosges. Géologie, milieux naturels, flore et faune. Bibliothèque CERNAY.

Thibaut DURR - ECOLOR & Oréade-Brèche. (2021). Formulaire ZNIEFF de type 1—Collines calcaires du Bischenberg et environs à Rosheim, Boersch, Bischoffsheim et Obernai (Identifiant national : 420007204). https://inpn.mnhn.fr/docs/ZNIEFF/znieffpdf/420007204.pdf

Thibaut DURR - ECOLOR, Oréade-Brèche, & Raynald MORATIN - Odonat. (2021). Formulaire ZNIEFF de type 2—Collines du Piémont vosgien avec grands ensembles de vergers, de Gresswiller à Obernai (Identifiant national : 420030470). Muséum National d'Histoire Naturelle. https://inpn.mnhn.fr/docs/ZNIEFF/znieffpdf/420030470.pdf

Thiriet, J., & Vacher, J.-P. (2010). Atlas des Amphibiens et Reptiles d'Alsace (BUFO).

I. ANNEXES

Annexe 1 : Arrêté municipal de la commune de Bischoffsheim AM015-2021

Annexe 2 : Cartographie du zonage AOC « Crémant d'Alsace » et « Vins d'Alsace »

Annexe 3 : Cartographies des zonages « Plan régional d'action »

Annexe 4 : Plan de circulation et de stationnement dans le périmètre de la RNR

Annexe 1 : Arrêté municipal de la commune de Bischoffsheim AM015-2021

commune de
BISCHOFFSHEIM

AM015-2021

ARRETE

portant interdiction de circulation sur les chemins non sécurisés en raison du risque accru de chutes d'arbres

Vu la loi du 2 mars 1982 n°82-213 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le dépérissement rapide des peuplements de pin sylvestre et de pin noir d'Autriche au sein de la forêt communale du Bischenberg entraînant un risque accru de chute d'arbres ;

Vu le choix de la commune d'arrêter l'exploitation de la forêt et de privilégier la libre évolution du massif ;

Vu les actions de sécurisation des principaux cheminements de la forêt du Bischenberg menées en début d'année 2021 ;

CONSIDERANT que les actions de sécurisation susvisées ne peuvent pas être menées sur l'ensemble des sentiers de la forêt communale du Bischenberg afin de limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel,

CONSIDERANT que le risque accru de chute d'arbres va perdurer en dehors des principaux cheminements et qu'il n'est pas possible d'y garantir la sécurité ;

CONSIDERANT l'impératif de protection du public fréquentant la forêt communale du Bischenberg au regard du danger que représentent les arbres dépérissants ;

CONSIDERANT qu'il est par conséquent nécessaire de restreindre l'accès des usagers de la forêt communale du Bischenberg aux seuls cheminements sécurisés (voir plan joint) ;

ARRETE

Article1er :

L'accès aux zones boisées de la forêt communale du Bischenberg est limité aux seuls chemins sécurisés tels que matérialisés sur le plan figurant en annexe du présent arrêté.

Cette restriction ne s'applique pas

- aux agents de l'Etat en charge des opérations de police, de secours ou de sauvetage,
- aux agents de la commune dans l'exercice de leur fonction,
- aux personnes chargées des activités d'entretien ou de gestion de la forêt communale du Bischenberg ou en lien avec cette dernière,

1 rue des Ecoles • 67870 BISCHOFFSHEIM • ✆ 03 88 50 41 08 • Fax 03 88 49 20 03
Internet : www.bischoffsheim.fr - E-mail : mairie@bischoffsheim.fr

- aux agents de l'Office Français de la Biodiversité
- aux agents de l'Office National de la Forêt
- aux agents de la police pluri-communale
- à la Gendarmerie Nationale
- aux riverains des parcelles situées aux lieux-dits
    - « Alter Schlag » en section 9,
    - « Kritt » en section 11
    - « Seifensieder » en section 12
    - « Riegelbrunnen » en section 13
    - « Hoeltzel » en section 13

Article 2 :

La commune de Bischoffsheim, les agents de l'Office Français de la Biodiversité, les agents de l'Office National de la Forêt, les agents de la police pluri-communale et la Gendarmerie Nationale sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté est adressée à :
- Sous-Préfecture de MOLSHEIM
- Gendarmerie de Rosheim
- Police pluri-communale
- ONF
- OFB
- Affichage

Bischoffsheim, le 08/02/2021,

Le Maire,
Claude LUTZ

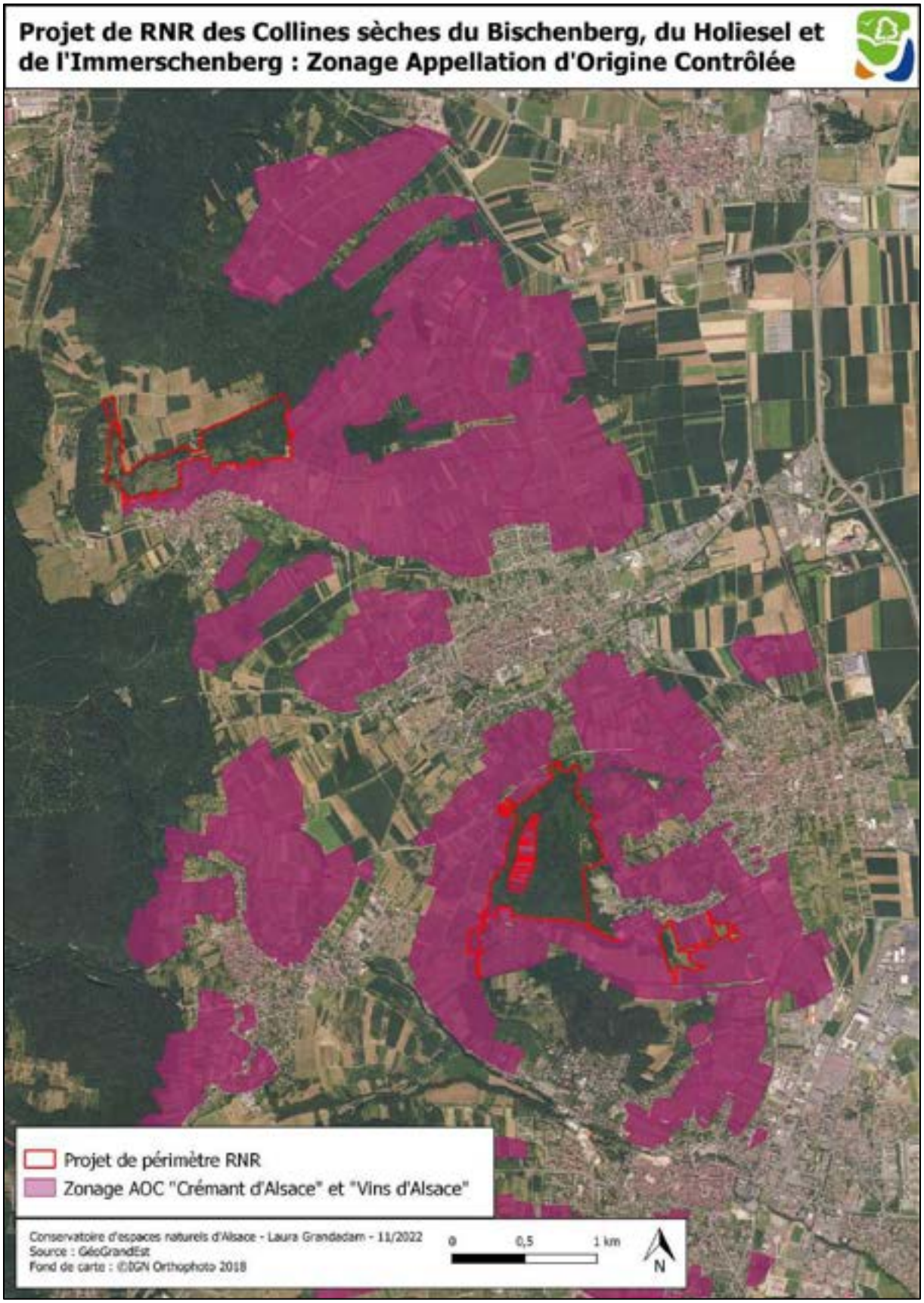


Plan des chemins à accès restreints dans et aux abords de la forêt du Bischenberg

(joint en annexe de l'AM015-2021 du 08/02/2021)

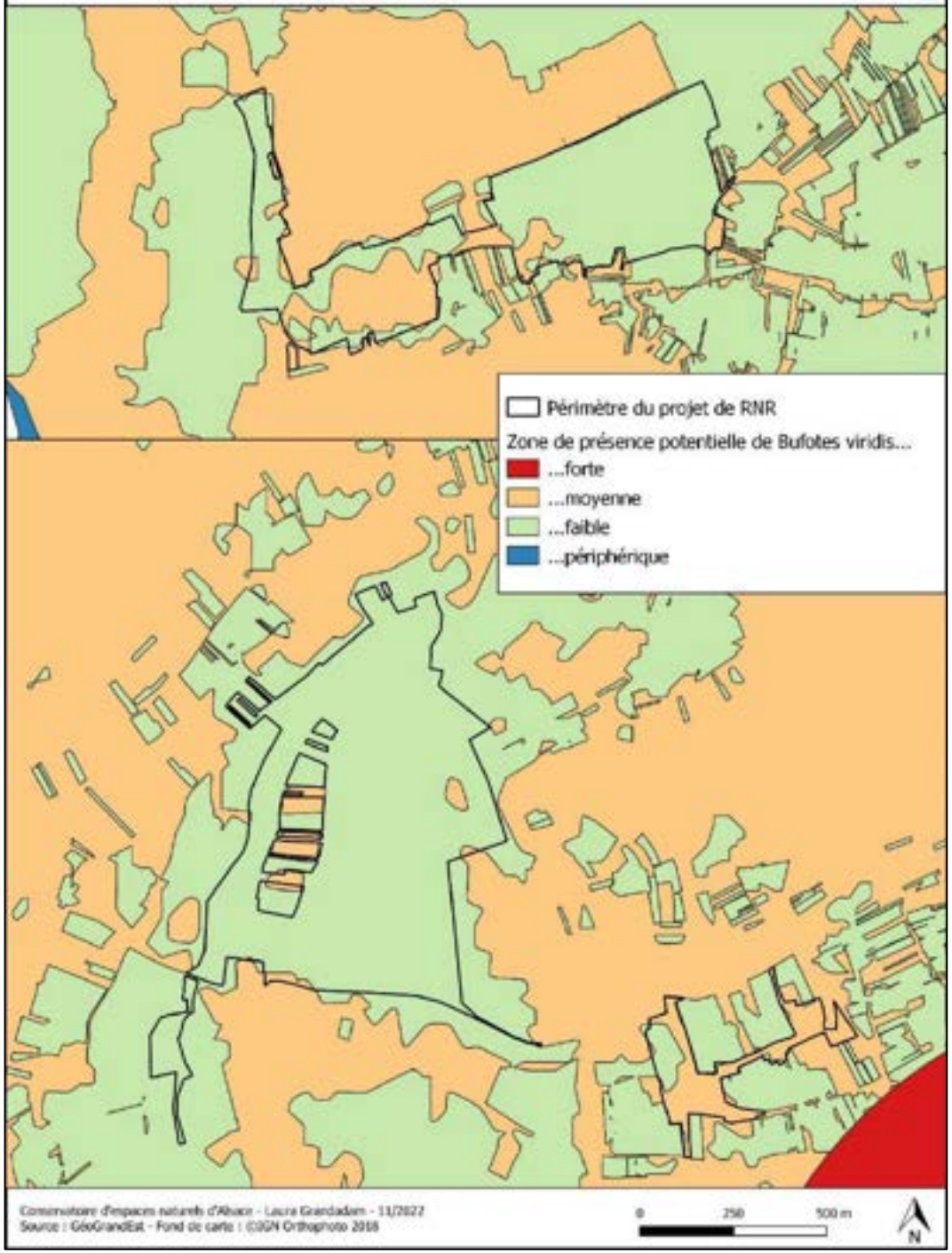


Annexe 2 : Cartographie du zonage AOC « Crémant d'Alsace » et « Vins d'Alsace »

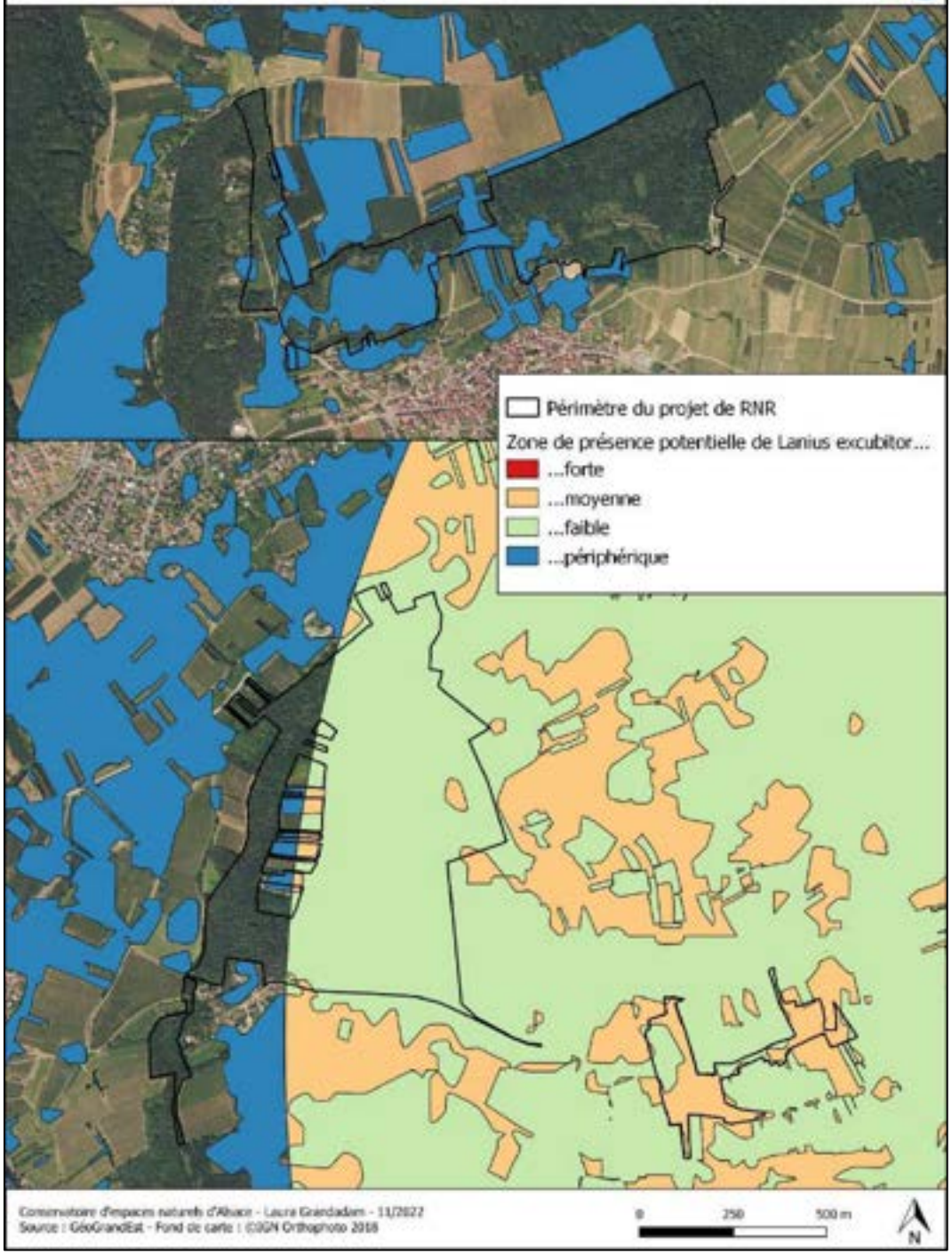


Annexe 3 : Cartographie des zonages « Plan régional d'actions »

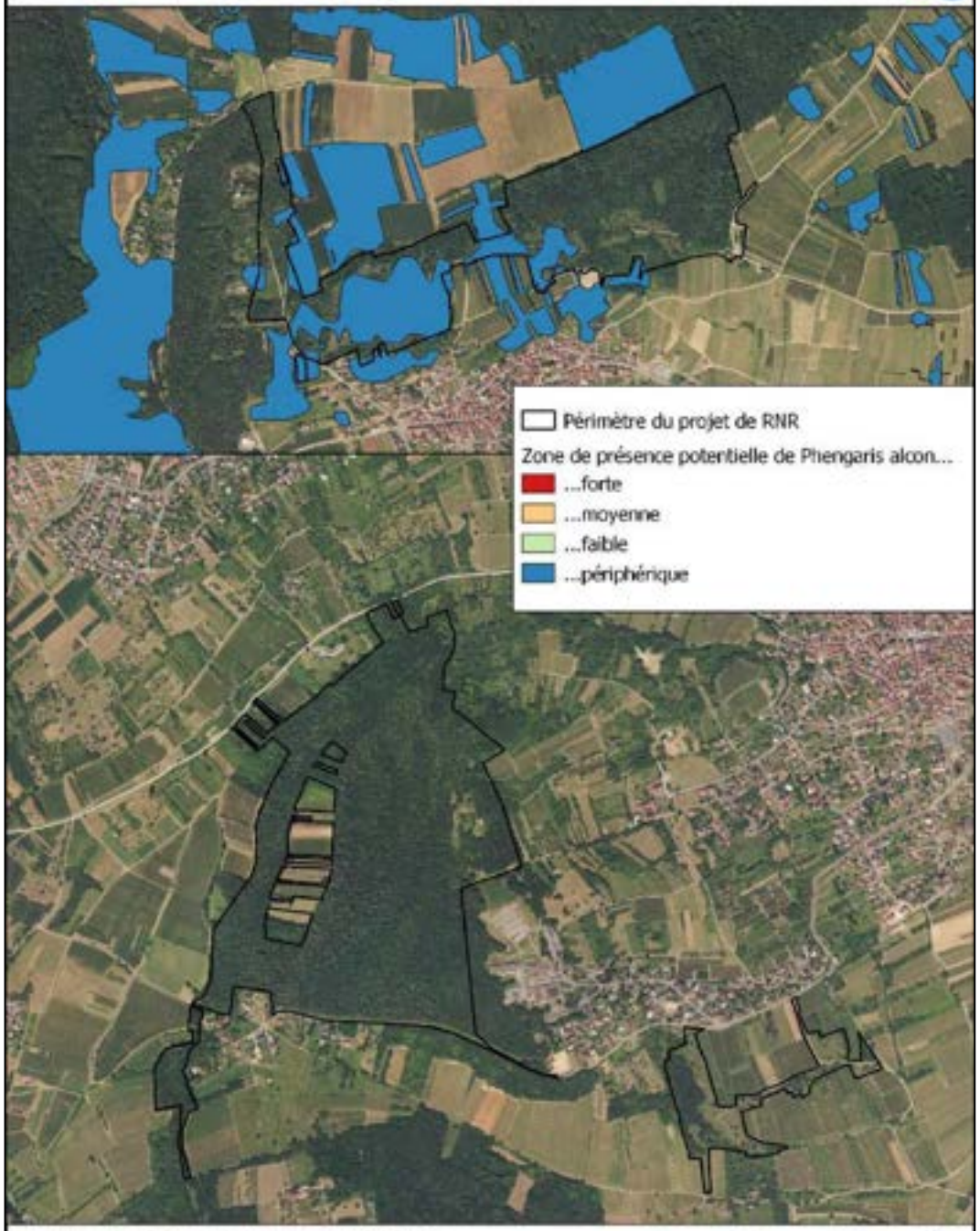
Projet de RNR des Collines sèches du Bischenberg, du Holiesel et de l'Immerschenberg : Zonage PNA Bufotes viridis



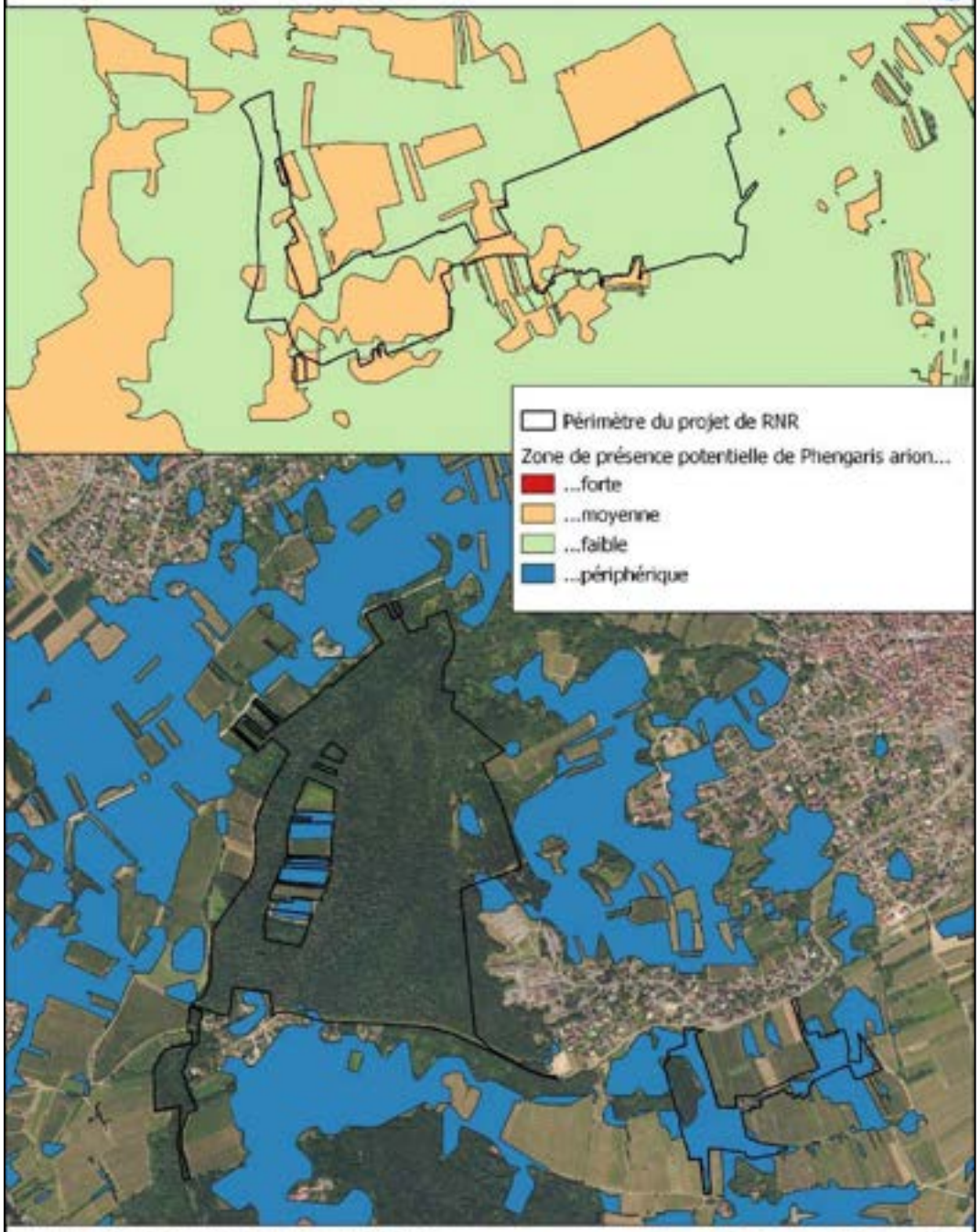
Projet de RNR des Collines sèches du Bischenberg, du Holiesel et de l'Immerschenberg : Zonage PNA Lanius excubitor



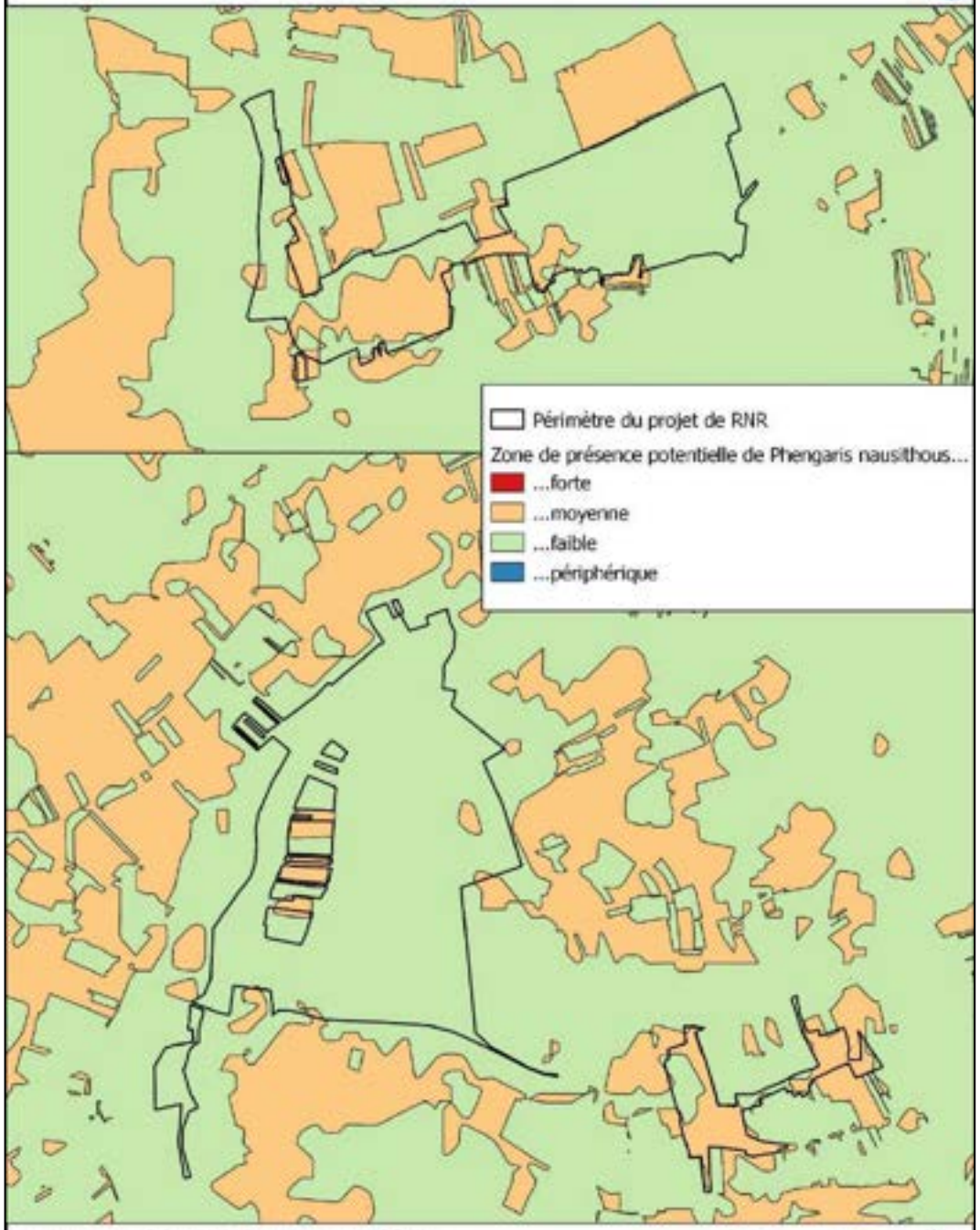
Projet de RNR des Collines sèches du Bischenberg, du Holiesel et de l'Immerschenberg : Zonage PNA Phengaris alcon



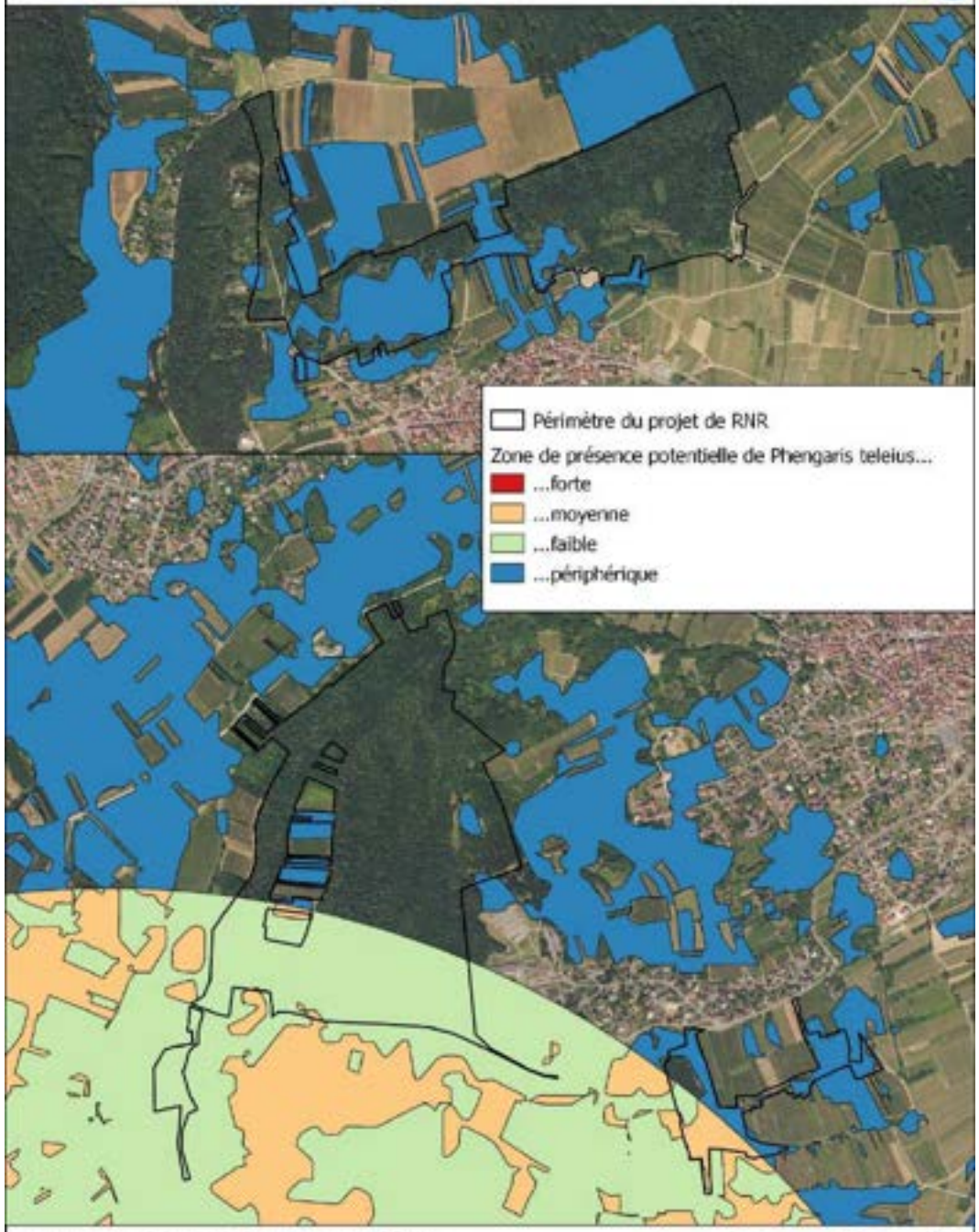
Projet de RNR des Collines sèches du Bischenberg, du Holiesel et de l'Immerschenberg : Zonage PNA Phengaris arion



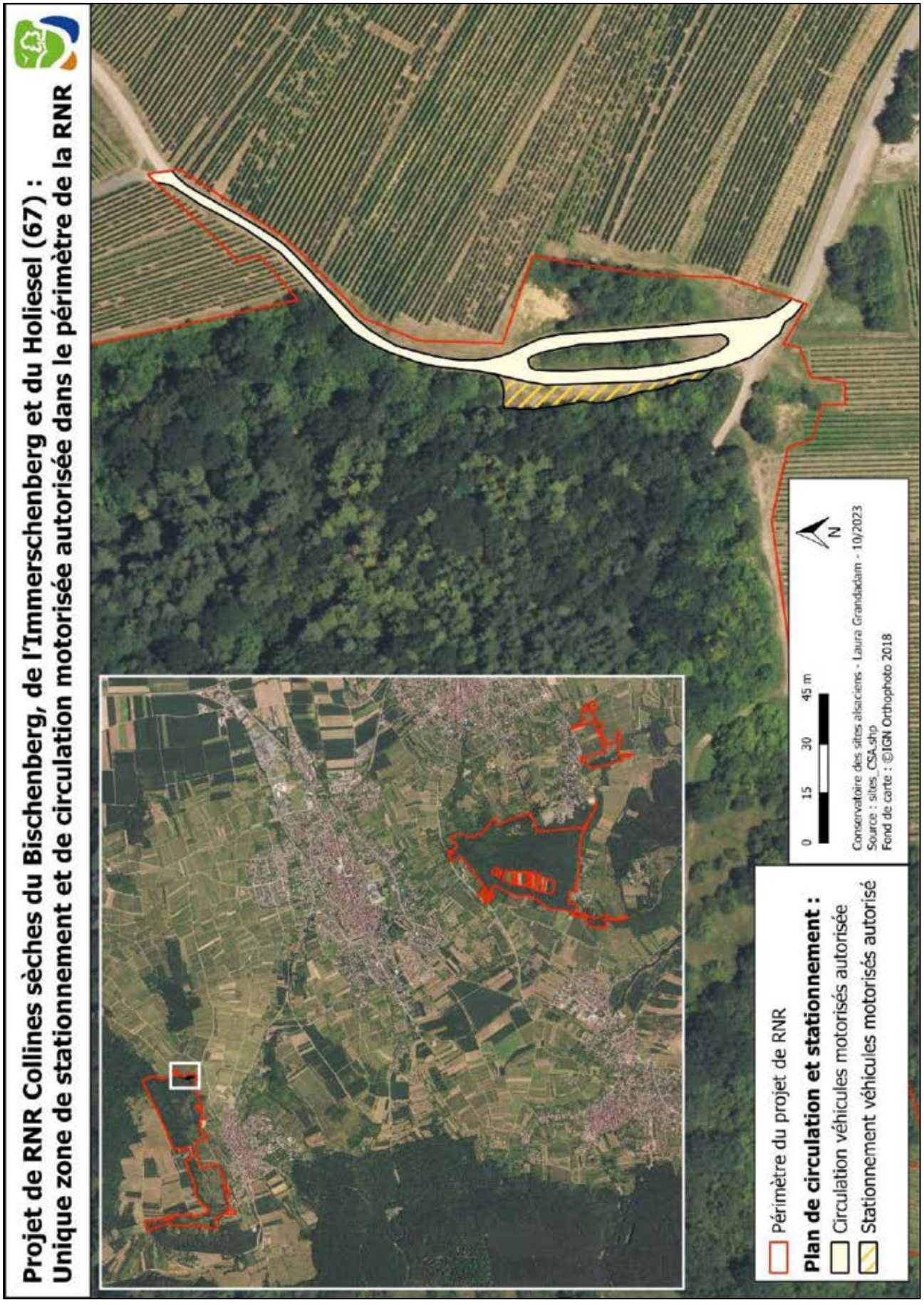
Projet de RNR des Collines sèches du Bischenberg, du Holiesel et de l'Immerschenberg : Zonage PNA Phengaris nausithous



Projet de RNR des Collines sèches du Bischenberg, du Holiesel et de l'Immerschenberg : Zonage PNA Phengaris teleius



Annexe 4 : Plan de circulation et de stationnement dans le périmètre de la RNR



ANNEXE 3

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ELECTIONS, DES AFFAIRES JURIDIQUES, ET DES FINANCES LOCALES

Bureau des Affaires Juridiques

DIRECTION DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT APPROBATION DU PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT DE L'AÉRODROME DE STRASBOURG-ENTZHEIM

LE PRÉFET DE LA REGION ALSACE PRÉFET DU BAS-RHIN

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 147-1 à L. 147-8 et R. 147-1 à R. 147-11 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-16 et L. 571-11 à L. 571-13 ;

Vu le code général des impôts, notamment le I de son article 1609 *quatervicies* A ;

Vu le code de l'aviation civile, notamment son article L. 227-5 (6°) ;

Vu l'ordonnance n° 2004-637 du 1er juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre, notamment son article 31 ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 87-339 du 31 mai 1987 définissant les modalités de l'enquête publique relative aux plans d'exposition au bruit des aérodromes modifié par le décret n° 2002-626 du 26 avril 2000, notamment son article 1er ;

Vu le décret n° 2002-626 du 26 avril 2002 fixant les conditions d'établissement des plans d'exposition au bruit et des plans de gêne sonore des aérodromes et modifiant le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 août 1983 approuvant le plan d'exposition au bruit en vigueur de l'aérodrome de Strasbourg-Entzheim ;

Vu l'accord exprès du ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer, chargé de l'aviation civile, en date du 22 juillet 2003, relatif à l'engagement de la procédure de mise en révision du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 août 2003 portant révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Strasbourg-Entzheim ;

Vu les délibérations des communes et établissements publics de coopération intercommunale consultés ;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Environnement de l'aérodrome de Strasbourg-Entzheim en date du 27 novembre 2003 ;

Vu l'avis de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires en date du 22 décembre 2003 ;

Vu l'avant-projet de plan de masse de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim approuvé par décision ministérielle en date du 12 février 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2004 modifié relatif à la Commission consultative de l'environnement de l'aérodrome de Strasbourg-Entzheim ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mars 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique concernant la révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Strasbourg-Entzheim du 19 avril 2004 au 18 mai 2004 ;

Vu les conclusions et l'avis motivé de la commission d'enquête publique en date du 1er juillet 2004 ;

Vu l'accord exprès du ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer, chargé de l'aviation civile, donné au préfet de la région Alsace, préfet du Bas-Rhin, pour l'approbation du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim, en date du 06 août 2004 ;

Considérant qu'il convient de réviser le plan actuellement en vigueur aussi bien pour respecter les dispositions réglementaires que pour tenir compte des évolutions effectives et prévisibles du trafic ;

Considérant qu'il convient de prendre en considération l'évolution possible des infrastructures aéronautiques –notamment au regard des exigences de sécurité- telles qu'elles ressortent de l'avant-projet de plan de masse approuvé ;

Considérant qu'il convient de limiter l'urbanisation lorsqu'elle pourrait conduire à exposer des populations nouvelles aux nuisances sonores générées par le développement de l'activité aérienne ;

Considérant, au regard des enjeux locaux d'urbanisme, la pertinence de l'avis de la Commission consultative de l'Environnement de l'aérodrome de Strasbourg-Entzheim sur le choix des indices délimitant les zones B et C du plan d'exposition au bruit ;

Considérant que l'article 5 du décret n° 2002-626 du 26 avril 2002 susvisé impose que la révision des plans d'exposition au bruit en vigueur au 1er novembre 2002 doit être achevée avant le 31 décembre 2005 pour mettre ces documents en conformité avec les nouvelles dispositions réglementaires applicables ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRETE

Article 1er. - Le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Strasbourg-Entzheim annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2. - Le plan d'exposition au bruit concerne le territoire des communes suivantes :

ALTORF
BISCHHEIM
BISCHOFFSHEIM
BLAESHEIM
DUPPIGHEIM
DUTTLENHEIM
ECKBOLSHEIM
ENTZHEIM
GRIESHEIM-PRES-MOLSHEIM
HOLTZHEIM
INNENHEIM
KRAUTERGERSHEIM
LINGOLSHEIM
OBERNAI
ROSHEIM
SCHILTIGHEIM
STRASBOURG
WOLFISHEIM

Article 3. - Le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Strasbourg-Entzheim comprend :

- un rapport de présentation ;
- un plan à l'échelle 1/25000ème faisant apparaître le tracé des limites des zones de bruit A, B, C et D.

Article 4. - Les valeurs de l'indice L_{den} du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Strasbourg-Entzheim servant à définir la limite extérieure de chaque zone de bruit sont de 62 pour la zone de bruit B et de 57 pour la zone de bruit C.

Article 5. - Le présent arrêté et le plan d'exposition au bruit sont tenus à la disposition du public, aux jours et heures d'ouverture habituels :

- dans les mairies des communes visées à l'article 2 ;
- aux sièges des établissements publics de coopération intercommunale suivants :
  - Syndicat mixte pour le schéma de cohérence territoriale de Strasbourg
  - Communauté urbaine de Strasbourg
  - Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig
  - Communauté de Communes du canton de Rosheim
  - Communauté de Communes du Pays de Saint-Odile
  - Syndicat mixte du Piémont des Vosges
- à la préfecture du Bas-Rhin ;

Article 6. - L'arrêté préfectoral du 24 août 1983 approuvant le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Strasbourg-Entzheim est abrogé.

Article 7. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin.
Une mention des lieux où l'arrêté et le plan d'exposition au bruit peuvent être consultés sera insérée dans deux journaux du département du Bas-Rhin. Cette mention sera affichée dans les mairies des communes citées à l'article 2, ainsi qu'aux sièges des établissements publics de coopération intercommunale cités à l'article 5.

Article 8. - Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin, les sous-préfets de Molsheim, de Sélestat-Erstein et de Strasbourg-Campagne, le directeur départemental de l'équipement du Bas-Rhin, les maires des communes concernées, ainsi que les présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Strasbourg, le - 7 SEP 2004

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

Michel THENAULT

POUR AMPLIATION
P. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
L'Attaché de Préfecture

Angèle FRANKHAUSER

PRÉFECTURE du BAS-RHIN
STRASBOURG

Direction de l'Aviation Civile
Nord-Est

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DU BAS-RHIN

Direction Départementale
de l'Equipement

RAPPORT DE PRESENTATION DU PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT DE L'AEROPORT DE STRASBOURG-ENTZHEIM





Préfecture du Bas-Rhin
IIe Direction - 2e Bureau

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral de ce jour

Strasbourg, le - 7 SEP. 2004

Le Préfet
Michel THÉNAULT

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN 67000 STRASBOURG

Rapport de présentation du
PEB de Strasbourg-Entzheim

1er août 2004

Sommaire

1. Définition du Plan d'Exposition au Bruit 1

1.1. Finalité du PEB 1

1.2. Les conditions d'établissement 1

1.2.1. Prise en compte d'un nouvel indice de bruit : le « LDEN » 1

1.2.2. La définition des zones de bruit 3

1.2.3. L'évaluation de l'exposition au bruit, à court, moyen et long terme 4

1.3. Le contenu du PEB et les règles d'urbanisme applicables 5

1.4. Les procédures de révision du PEB 6

1.4.1. Une démarche globale 6

1.4.2. La procédure administrative de révision du PEB 6

1.4.3. La révision du PEB de Strasbourg-Entzheim 7

2. Le plan d'exposition au bruit de Strasbourg-Entzheim : les hypothèses 7

2.1. Généralités sur les hypothèses 7

2.2. Les hypothèses de volume de trafic 11

2.3. Les hypothèses de répartition du trafic de soirée et de nuit 13

2.4. Les hypothèses de répartition par type d'avions et par trajectoires 14

2.5. Les hypothèses de répartition par procédures de départ et d'arrivée 15

Annexe 18

Crédits photos : Parlement européen
Chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin

LE PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT(PEB)

1 Définition du Plan d'Exposition au Bruit.

1.1 Finalité du PEB.

Le plan d'exposition au bruit (PEB) est un instrument juridique destiné à maîtriser et à encadrer l'urbanisation en limitant les droits à construire dans les zones de bruit au voisinage des aéroports.

Ce document d'urbanisation doit être annexé au plan local d'urbanisme, au plan de sauvegarde et de mise en valeur et à la carte communale des communes concernées. Les dispositions de ces documents doivent être compatibles ou rendues compatibles avec celles du PEB.

Le PEB est préventif : il permet d'éviter que des populations nouvelles s'installent dans des secteurs exposés ou susceptibles d'être exposés à un certain niveau de gêne sonore. S'il limite pour cela le droit à construire dans certaines zones, il n'a en revanche aucun impact sur les constructions existantes et la population déjà installées.

Le PEB est un instrument de planification qui s'inscrit dans le long terme, à l'horizon 15-20 ans. Il contribue non seulement au nécessaire équilibre entre respect de l'environnement et transport aérien, mais il participe également d'une démarche de développement durable par une utilisation maîtrisée du foncier.

L'annexe rappelle l'ensemble des textes de référence concernant ce document.

1.2 Les conditions d'établissement

1.2.1 Prise en compte d'un nouvel indice de bruit : le « LDEN »

Les niveaux sonores sont évalués à l'aide d'une échelle logarithmique
L'unité de base est le décibel A, dB(A), c'est à dire le bruit en décibel pondéré pour les différentes fréquences, de façon à traduire ce que perçoit l'oreille humaine.

L'indice Lden exprimé en décibels (dB), le *Lden* (L = Level, D = Day, E = Evening, N = Night) est caractéristique de l'exposition journalière moyenne au bruit représentant le niveau total d'exposition au bruit des avions dans différentes zones périphériques de l'aérodrome.

Sur proposition de l'Autorité de Contrôle des Nuisances Aéroportuaires (ACNUSA), cet indice issu de la directive européenne 200249 CE et commun à plusieurs modes de transport a été retenu à travers le décret 2002-626 pour caractériser la gêne sonore.

Il convient de souligner qu'à la différence d'un indice descripteur qui traduit le bruit d'un événement (passage d'un avion), le *Lden* est un indice de gêne qui évalue l'exposition au bruit pendant une durée déterminée pondérée en fonction des moments de la journée.

Ainsi la journée est découpée en trois périodes :
- de jour (6H00-18H00),
- de soirée (18H00-22H00) avec un coefficient de pondération de 5,
- de nuit (22H00-6H00) avec un coefficient de pondération de 10.

En d'autres termes, le bruit de nuit d'un avion est majoré de 10 dB et celui de soirée de 5 dB dans le calcul de l'indice de bruit moyen en Lden sur 24 heures.

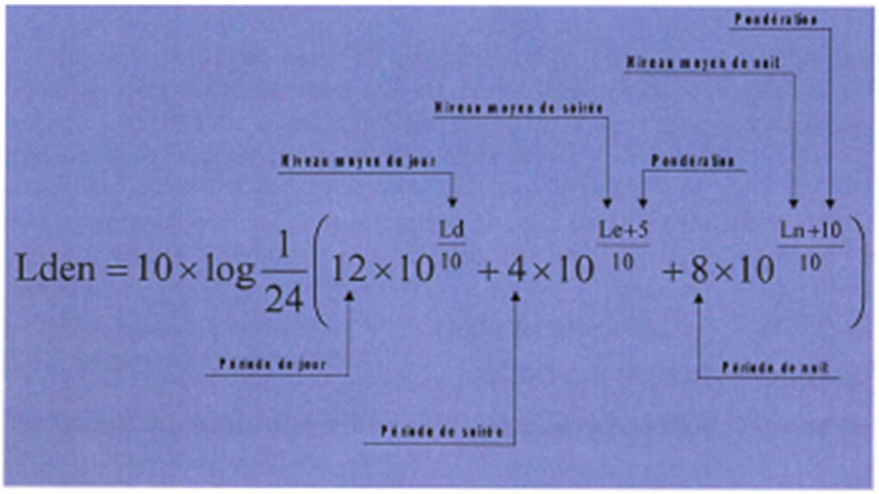


Figure 1 : Indice Lden: formule de pondération du bruit.

Où :

Ld = Niveau sonore moyen à long terme pondéré A, tel que défini dans ISO 1996-2 :1987, déterminé sur l'ensemble des périodes de jour d'une année. La période de jour s'étend de 6 heures à 18 heures ;

Le = Niveau sonore moyen à long terme pondéré A, tel que défini dans ISO 1996-2 :1987, déterminé sur l'ensemble des périodes de soirée d'une année. La période de soirée s'étend de 18 heures à 22 heures ;

Ln = Niveau sonore moyen à long terme pondéré A, tel que défini dans ISO 1996-2 :1987, déterminé sur l'ensemble des périodes de nuit d'une année. La période de nuit s'étend de 22 heures à 6heures le lendemain.

1.2.2 La définition des zones de bruit

L'indice LDEN est calculé à l'aide du logiciel INM (Integrated Noise Model), en chaque point du territoire voisin de l'aéroport, à partir des hypothèses de trafic retenues. Le résultat est une courbe de même niveau de gêne, entourant les pistes et allongée dans l'axe des pistes. Dans la zone comprise à l'intérieur d'une courbe retenue, l'indice de gêne sonore sera supérieur à l'indice considéré. A l'extérieur de cette courbe, cette valeur sera inférieure, décroissante à mesure que l'on s'éloigne.

- La zone de bruit fort A

C'est la zone comprise à l'intérieur de la courbe d'indice Lden 70.

- La zone de bruit fort B

C'est la zone comprise entre la courbe d'indice Lden 70 et la courbe d'indice Lden 62. Toutefois, pour les aérodromes mis en service avant le 28 avril 2002, date de publication du décret n° 2002-626 du 26 avril 2002, la valeur de l'indice servant à la délimitation de la limite extérieure de la zone est comprise entre 65 et 62.

Dans les zones A et B, toute construction neuve à usage d'habitation et toute action sur le bâti existant tendant à accroître la capacité d'accueil sont, sauf rares exception (cf. tableau suivant), interdites.

- La zone de bruit modéré C

C'est la zone comprise entre la limite extérieure de la zone B et la courbe correspondant à une valeur de l'indice Lden choisie entre 57 et 55.

Avant qu'intervienne la décision du préfet d'établir ou de réviser un plan d'exposition au bruit, la commission consultative de l'environnement (CCE), lorsqu'elle existe, est consultée par le préfet sur la valeur de l'indice Lden à prendre en compte pour la limite extérieure de la zone C (entre 55 et 57), et le cas échéant, celle de la zone B (entre 62 et 65).

La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain modifiée par la loi n°2002-3 du 3 janvier 2002 introduit une disposition nouvelle en ce sens qu'à l'intérieur des zones C, les plans d'exposition au bruit peuvent délimiter des secteurs où, pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou village existant, des opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain peuvent être autorisées, à condition qu 'elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores (cf. Tableau suivant).

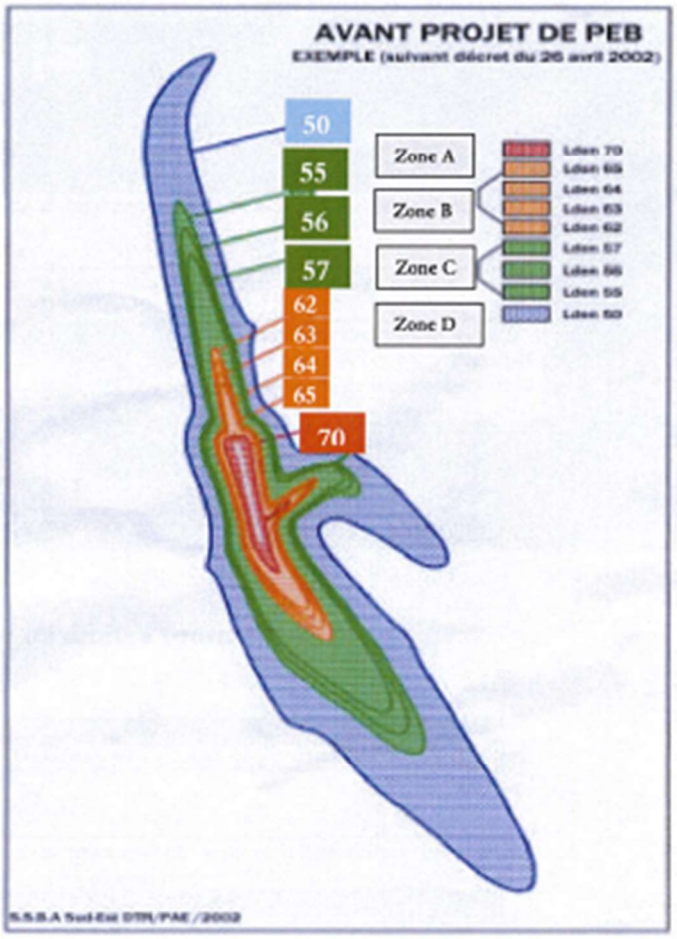
- La zone de bruit D

Elle est comprise entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50. Cette zone ne donne pas lieu à des restrictions de droits à construire, mais étend le périmètre dans

lequel l'isolation acoustique de toute nouvelle habitation et l'information des futurs occupants, acquéreurs ou locataires de logement, sont obligatoires.

La zone D est obligatoire pour les aérodromes visés au 3 de l'article 266 septies du code des douanes, c'est-à-dire les aérodromes recevant du trafic public pour lesquels le nombre annuel des mouvements d'aéronefs de masse maximale au décollage supérieure ou égale à 20 tonnes est supérieur à 20 000.

Dans chacune des quatre zones de bruit, le contrat de location d'un immeuble à usage d'habitation doit comporter une clause claire et lisible précisant la zone de bruit où se trouve localisé le bien immobilier loué.



1.2.3 L'évaluation de l'exposition au bruit à court, moyen et long terme

Le Plan d'Exposition au bruit prend en compte des hypothèses à court, moyen et long terme de développement et d'utilisation de l'aérodrome. Les zones du PEB ne reflètent donc pas la réalité du moment, mais l'enveloppe des expositions au bruit des avions en Lden à court, moyen et long terme.

1.3 Le contenu du PEB et les règles d'urbanisme applicables

CONSTRUCTIONS NOUVELLES	ZONE A	ZONE B	ZONE C	ZONE D
Logements nécessaires à l'activité de l'aérodrome, hôtels de voyageurs en transit				
Logements de fonction nécessaires aux activités industrielles et commerciales	Autorisés dans les secteurs déjà urbanisés			
Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaire à l'activité agricole	Autorisés dans les secteurs déjà urbanisés			
Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaire à l'activité aéronautique	S'ils ne peuvent être localisés ailleurs			
Constructions à usage industriel, commercial et agricole	S'ils ne risquent pas d'entraîner l'implantation de population permanente			
Equipements publics	S'ils sont indispensables aux populations existantes et s'ils ne peuvent être localisés ailleurs			
Maisons d'habitation individuelles non groupées			Si secteur d'accueil déjà urbanisé et desservi par équipements publics sous réserve d'un faible accroissement de la capacité d'accueil	
Immeubles collectifs à usage d'habitation				
Habitat groupé (lotissement,..) parcs résidentiels de loisirs				

Figure 3 : Règles applicables sur les droits à construire.

Non autorisées

Autorisées sous conditions

Autorisées sous réserve d'une protection phonique et de l'information des occupants

HABITAT EXISTANT	ZONE A	ZONE B	ZONE C	ZONE D
Opérations de rénovation des quartiers ou de réhabilitation de l'habitat existant Amélioration et extension mesurée ou reconstruction des constructions existantes	Sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances		Dans les secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics Sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances	
Opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain pour permettre le renouvellement urbains des quartiers ou village existants			Si elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores	

1.4 Les procédures de révision du PEB

Le décret 2002-626 du 26 avril 2002 a introduit d'une part un nouvel indice correspondant à un niveau moyen pondéré en fonction des moments de la journée et d'autre part les notions de court, moyen et long termes.

Ces dispositions impliquent par voie de conséquence la révision des PEB et ce avant la date du 31 décembre 2005 conformément à l'article 5 du décret précité.

Comme il l'a été indiqué précédemment, un PEB se construit à partir d'hypothèses ; **il importe une fois le PEB approuvé d'en examiner régulièrement la pertinence.**

C'est la raison pour laquelle il incombe à la commission consultative de l'environnement d'évaluer tous les **cinq** ans la pertinence des hypothèses ayant servi à l'élaboration du PEB.

1.4.1 Une démarche globale

La révision ou l'élaboration d'un PEB s'appuie sur un autre outil de planification : l'Avant-Projet de Plan de Masse (APPM). Ce plan d'approbation ministérielle définit à long terme l'emprise d'un aérodrome et ses principales infrastructures aéronautiques. Il est accompagné d'une étude de gêne sonore, préfiguration du PEB.

Non opposable aux tiers il fait cependant l'objet d'une consultation formelle des collectivités et administrations directement concernées par l'activité aéroportuaire.

1.4.2 La procédure administrative de révision du PEB

Elle s'effectue en deux étapes :

- une première étape qui doit aboutir à la production d'un dossier d'Avant Projet de Plan d'Exposition au Bruit (APPEB) et à la décision d'élaboration ou de mise en révision du PEB.
  Cette première étape se déroule en deux phases :
  - une phase de recueil des hypothèses et d'élaboration de l'APPEB,
  - une phase de consultation préalable de la Commission Consultative de l'Environnement qui donne son avis sur les limites extérieures B et C.

- une deuxième étape consacrée au processus de consultation réglementaire qui doit aboutir à l'approbation du Plan d'Exposition au Bruit. Cette étape se décline en cinq phases successives :
  - la décision préfectorale d'établir ou de réviser le PEB après accord express du ministre chargé de l'Aviation Civile,
  - la consultation des communes et des établissements publics de coopération intercommunale,

- la consultation de l'Autorité de Contrôle des Nuisances Sonores Aéroportuaires (pour les aérodromes visés au 3 de l'article 226 septies du Code des Douanes) et de la commission consultative de l'environnement,
- l'enquête publique sur le projet,
- l'approbation par arrêté préfectoral (après accord du ministre chargé de l'Aviation Civile).

1.4.3 La révision du PEB de Strasbourg-Entzheim

Le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Strasbourg-Entzheim a été établi en 1982 et approuvé par arrêté préfectoral le 24 août 1983 sur la base de prévisions de trafic à l'horizon 1990. Ces prévisions reposaient sur un trafic militaire important et une typologie d'appareils commerciaux anciens et bruyants.
Annoncée lors de la concertation sur l'avant-projet de plan de masse, sa révision s'imposait non seulement en raison de son caractère obsolète mais également pour respecter les récentes dispositions réglementaires.
Sur la base des hypothèse développées dans le chapitre suivant ont été établies des courbes de gêne sonore délimitant les 4 zones du projet de plan.
La commission consultative de l'environnement appelée le 27 juin 2003 à émettre un avis sur les valeurs de l'indice délimitant les zones B et C s'est prononcée à la majorité pour l'indice Lden 62 comme limite de la zone B et pour l'indice Lden 57 comme limite de la zone C.
Cet avis a été pris en considération par le préfet et traduit dans le document cartographique joint au présent rapport.

2 Le plan d'exposition au bruit de Strasbourg-Entzheim : les hypothèses.

2.1 Généralités sur les hypothèses

Conformément aux dispositions du décret du 26 avril 2002, le plan d'exposition au bruit est bâti en prenant en compte l'ensemble des hypothèses à court, moyen et long terme de développement et d'utilisation de l'aéroport.

Les termes sont définis de la manière suivante :

- Court terme : Horizon 2004

L'année 2004 a été volontairement retenue dans un souci de cohérence avec le **plan de gêne sonore** bâti sur des critères correspondant aux infrastructures et au trafic existant l'année suivant son approbation. Le plan de gêne sonore (document de référence du dispositif d'aides aux riverains) doit être approuvé au plus tard le 31 décembre 2003. (en vertu de l'article 5 du décret n°2002-626 du 26 avril 2002 fixant les conditions d'établissement des plans de gêne sonore des aérodromes)

- Moyen terme : horizon 2008-2015

La mise en service du TGV EST initialement prévue en 2006 avec un temps de parcours de 2 h 19 a été décalée à 2007 avec effet conséquent en 2008.

La période 2008-2015 correspond à la durée estimée pour absorber l'effet TGV. L'année 2015 devrait retrouver le niveau de trafic antérieur à la mise en service du TGV EST.

- Long terme : horizon 2020

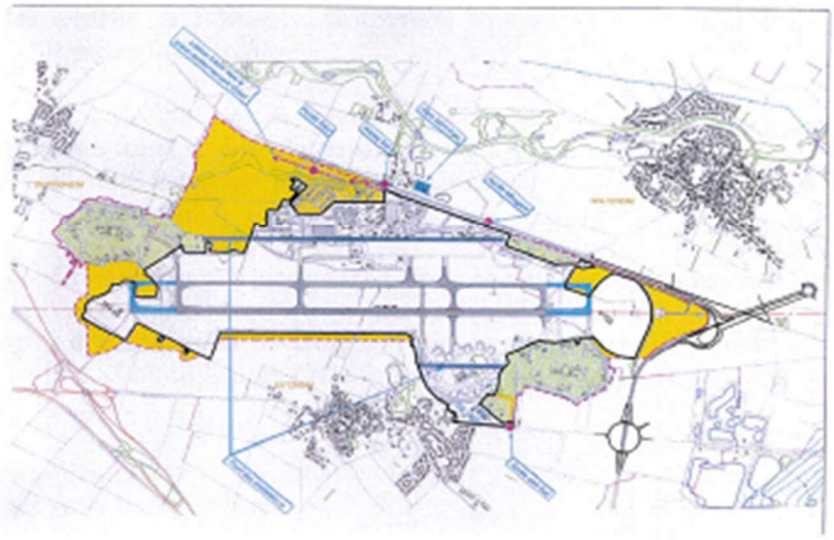
Les contours des zones du PEB constituent l'enveloppe des zones de bruit pour le trafic à court, moyen et long terme. **Dans le cas de Strasbourg-Entzheim, le plan d'exposition au bruit est défini par le trafic à long terme.**

Les données qui concourent à l'établissement des hypothèses portent sur :

- L'infrastructure (les caractéristiques de la piste)
- Le nombre de mouvements annuels d'avions
- La typologie de la flotte d'avions
- La répartition des mouvements par type d'avions
- La répartition des mouvements par trajectoire et par sens d'atterrissage ou de décollage
- La part des vols de jour (6h - 18 h), soirée (18 h - 22h) et nuit (22h - 6h)

L'infrastructure

Les hypothèses à court et moyen terme prennent en compte la longueur actuelle de la piste : 2400 mètres.



Pour préserver les potentialités du site, définies dans l'Avant-Projet de Plan de Masse, les hypothèses à long terme intègrent dans une démarche de protection l'allongement éventuel de la piste à 3000 mètres. Il convient de souligner l'impact limité d'un allongement de la piste à 3000 m sur le dimensionnement des zones de gêne sonore.

En résumé, les hypothèses retenues dans ce domaine sont :

	Court terme, PGS	Moyen terme	Long terme
Système de piste	système actuel, piste de longueur égale à 2400 m	système actuel, piste de longueur égale à 2400 m	Piste de longueur égale à 3000 m (Démarche de protection)
Horizon	2004 (Horizon du PGS)	2008-2015	2020

Le nombre de mouvements annuels d'avions

Les perspectives de développement du trafic telles qu'elles ont été exposées dans le dossier d'avant projet de plan de masse (APPM) ont été globalement conservées.

Sur la base du trafic réalisé en 1999, les projections établies ont permis d'estimer, en 2015, le nombre de mouvements commerciaux transportant des passagers à 62 000. Soit une croissance moyenne annuelle de + 1,71.% sur la période 1999 / 2015. (Etude réalisée par la Sous-Direction des Etudes Economiques et de la Prospective de la DGAC, étude SDEEP de 1996 actualisée en 2000)

Le ralentissement de la croissance et les attentats du 11 septembre ont en 2001 fortement contrarié ce scénario de croissance. Le contexte politique et économique de l'année 2002 a confirmé la dégradation du trafic.

Toutefois, les données chiffrées du premier trimestre 2003 sur Strasbourg-Entzheim confortent le caractère conjoncturel de crise du transport aérien. Il convient de constater que cette crise a également bouleversé le paysage du transport aérien en contribuant à l'émergence en Europe des compagnies à bas coût.

Dans ces conditions, si les prévisions à long terme ne sont pas remises en cause, c'est la période à laquelle elles seront atteintes qu'il est nécessaire de redéfinir.
Ainsi, à partir du trafic réalisé en 2002, les projections repoussent l'évolution à long terme du trafic à l'horizon 2020, au lieu de 2015. Soit une croissance moyenne annuelle de 1,3 % sur la période 1999 / 2020.

La typologie de la flotte d'avions

Les avions sont répartis en plusieurs catégories selon leur capacité d'emport. De fait, la croissance du nombre de passagers n'implique pas immédiatement son corollaire : l'augmentation du nombre de mouvements. Un des effets possibles du développement du trafic peut résider dans la modification des flottes desservant une plate-forme et la tendance lourde qui se dessine à long terme est une augmentation de l'emport moyen. Mais cette évolution n'est

pas linéaire. Elle peut être soumise à des aléas particuliers comme l'arrivée du TGV EST dont l'impact a été retenu à moyen terme. Deux modes de transport concurrents vers Paris, l'un ferroviaire, l'autre aérien peuvent entraîner non pas une diminution des mouvements aériens mais une diminution de la capacité d'emport. (dans l'hypothèse où la stratégie de la compagnie aérienne est de maintenir un certain niveau de fréquences des vols)

Les répartitions par type d'avions et par trajectoires ; les répartitions en fonction des périodes de la journée.

Elles ont été réalisées à partir d'une analyse du trafic aérien de plusieurs journées type de l'année 2002.

Ces données chiffrées ont ensuite été extrapolées à court, moyen et long terme, en tenant compte de l'évolution des flottes et des perspectives de développement de la plate-forme dans le cadre de sa vocation européenne.
S'agissant de la répartition du trafic par sens d'utilisation de la piste, les valeurs retenues restent conformes à celles présentées dans l'avant-projet de plan de masse.
En moyenne annuelle ;
78 % des mouvements sont effectués face au sud ouest (QFU 23)
22 % des mouvements sont effectués face au nord est (QFU 05)

2.2 Les hypothèses de volume de trafic.

Le trafic de l'aérodrome est réparti en cinq catégories ; le transport public de passagers, le fret avionné et la Poste, l'affaire, le travail aérien et l'aviation légère.

Trafic « Transport public de passagers »

Dans cette catégorie ont été comptabilisées les lignes régulières et les charters assurés par les compagnies aériennes.

Les projections de trafic prennent en compte notamment :

- la mise en service du TGV EST prévue en 2007 avec un temps de parcours Paris - Strasbourg de 2 h 19.
- La diversification du réseau de province
- Le développement des liaisons avec d'une part, les perspectives offertes par l'élargissement de l'Union Européenne et d'autre part, une zone de chalandise étendue grâce à la réalisation du deuxième pont sur le Rhin.

❖ Le trafic à court terme (année 2004) est extrapolé à partir du dernier trafic connu, (2002), sur la base d'une reprise constatée dès 2003. (+ 5 % par an sur la période 2002 / 2004)

❖ Le trafic à moyen terme (2008 - 2015) se déduit de trois phases :

- ➢ Une croissance soutenue jusqu'en 2008 qui amènera la croissance du trafic dans une fourchette, comprise entre 4 et 6 % sur la période 2002 / 2008.
- ➢ L'impact du TGV, entre 2008 et 2013 (- 0.71 % par an sur la période)
- ➢ Une croissance modérée de 2013 à 2020 (+ 1.73 % par an sur la période).

On retrouve ainsi en 2015, le niveau de trafic atteint en 2008.

❖ Le trafic à long terme (année 2020) est atteint à l'issue de la croissance modérée (+ 1.73 % par an) initiée à partir de 2013.

Fret et poste : Cette catégorie recouvre les vols tout cargo et ceux assurés par la Poste. Ce trafic reste marginal et passe d'un vol par jour à deux vols par jour à moyen terme, et quatre vols par jour à long terme.

Affaires : Dans cette catégorie, ont été comptabilisés les vols assurés par les compagnies d'avions taxis et les vols privés utilisant des biréacteurs ou biturbo-propulseurs d'affaires. Ce

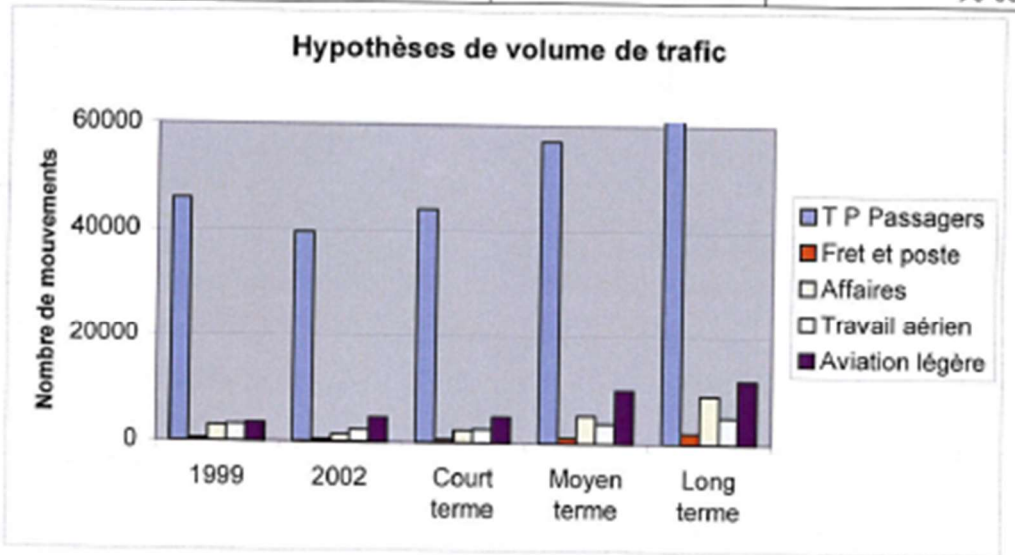
trafic connaît une croissance estimée à 5 % par an sur la période 1999 - 2020. De plus, son impact sur le dimensionnement de la gêne sonore reste marginal. (Machines de faible taille)

Travail aérien : Sous cette rubrique, ont été regroupés les vols d'hélicoptères des sociétés de travail aérien, ainsi que les vols des aéronefs d'Etat. La croissance s'explique par l'augmentation du trafic des aéronefs de transport militaire (intervention sur les théâtres d'opération extérieurs) et le développement des vols à caractère diplomatique (Parlement européen)

Aviation légère :
Dans cette catégorie, se retrouvent les vols privés effectués au moyen d'aéronefs légers.
La croissance de ce type de trafic est estimée à 6 % par an sur la période 1999-2020.
Cette activité reste marginale à court terme mais connaît une légère croissance à moyen terme, compte tenu de la rareté des sites aéronautiques en Alsace.
Ces prévisions affichées restent nettement inférieures au trafic d'aviation légère des aérodromes équivalents. A titre d'illustration, en 1999, l'aéroport de Bâle-Mulhouse comptait 19 000 mouvements d'aviation légère pour un trafic total de 130 000 mouvements.

Tableau récapitulatif du trafic estimé

	Court terme	Moyen terme	Long terme
T P Passagers	44000	57000	62000
Fret et poste	500	1000	2000
Affaires	2300	5200	9000
Travail aérien	2450	3700	5000
Aviation légère	4900	10000	12000
Total	54 150	76 900	90 000



2.3 Les hypothèses de répartition du trafic de soirée et de nuit

Au sens des textes réglementaires relatifs à l'élaboration des PEB et PGS, la période de soirée s'étend de 18 heures à 22 heures, celle de nuit de 22 heures à 6 heures.

L'extrapolation des valeurs issues de l'étude des journées-types 2002 fournit les résultats suivants par catégorie du protocole d'accord de 1998. A noter que ces hypothèses tiennent compte d'un strict respect de ce protocole.

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Trafic passager jour/soirée/nuit %	68 / 27 / 5	68/27/5	68 / 27 / 5
Trafic fret et poste jour/soirée/nuit %	0 / 0 / 100	30 /20 /50	30 /20 /50
Trafic affaires %	68 / 27 / 5	68 / 27 / 5	68 / 27 / 5
Trafic travail aérien %	80 / 18 / 2	80 /18 / 2	80 /18 /2
Trafic aviation légère %	85 / 15 / 0	85 / 15 / 0	85 / 15 / 0

2.4 Les hypothèses de répartition par type d'avions et par trajectoires

La répartition par type d'avions et par trajectoires est fondée sur l'étude du trafic des dernières années et sur les prévisions de l'étude DGAC / SDEEP modifiée , relative à la répartition des vols commerciaux passagers par faisceaux.

Les catégories retenues sont définies par la capacité des avions.

a) Transport public de passagers

Capacité	Avions types modélisant cette catégorie	Court terme	Moyen terme	Long terme
Inférieur à 30 sièges	Embraer 120	5 %	5 %	5 %
De 30 à 80 sièges	CRJ Embraer 145	53.8 %	41 %	29 %
De 80 à 120 sièges	BAE 146	12 %	20 %	28 %
De 120 à 210 sièges	Airbus A320 Boeing 737	29 %	33 %	36 %
Supérieur à 210	Boeing 747	0.2 %	1 %	2 %

Le tableau ci-dessus indique une stabilité des avions de faible capacité d'emport. Ce type d'appareil est essentiellement utilisé pour des liaisons européennes hors du cadre parlementaire.

En revanche, les avions d'une capacité moyenne de cinquante places laissent progressivement la place à des modules de capacité supérieure traduisant une maturité des lignes.

Cette évolution témoigne du développement des liaisons intérieures transversales et les grandes capitales régionales, Nantes, Nice, Lyon seront desservies par une flotte semblable à celle desservant Paris.

Le trafic vers Paris subit à moyen terme l'impact TGV, impact qui devrait se traduire par une possible réduction de la capacité d'emport.

En tout état de cause, la desserte du bassin méditerranéen, ainsi que les vols vacances, restent assurés, quel que soit le terme, par des avions de capacité 120 - 210 sièges.

Enfin, il faut souligner le caractère marginal des gros porteurs qui assurent la desserte ponctuelle des plates-formes de correspondance (Bruxelles, par exemple, lors des sessions parlementaires) et de manière très occasionnelle, des vols vacances.

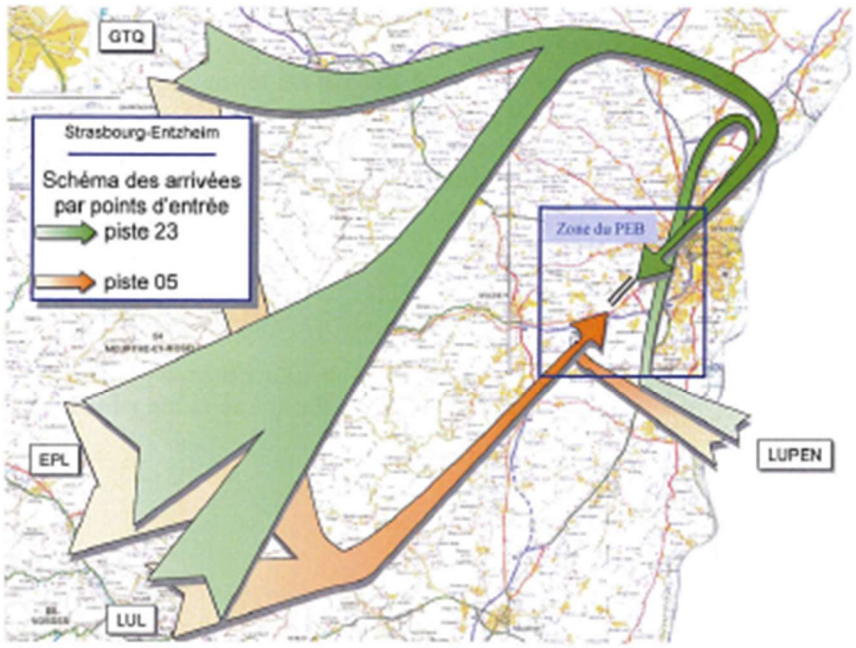
b) Les autres catégories

	Avions types modélisant les autres catégories, à court, moyen et long termes
Fret et poste	Boeing 737
Affaires	Cessna 550 Citation
Travail aérien	Alouette 3
	Hercules C130
Aviation légère	Cessna 172

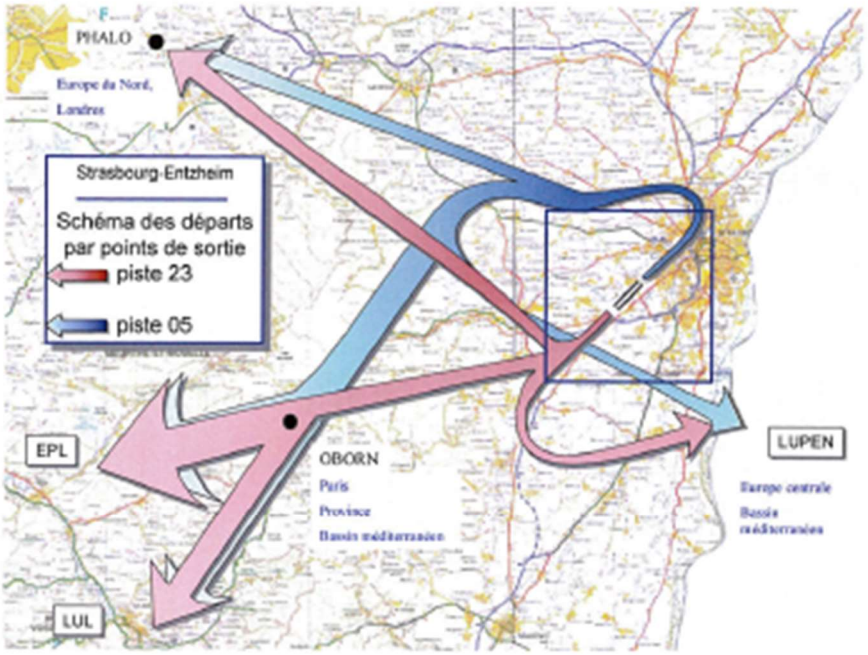
2.5 Les hypothèses de répartition par procédures de départ arrivée

Les trajectoires aux instruments

Le schéma ci-dessous récapitule les flux de trafic arrivées.
Les arrivées aux instruments s'effectuent au moyen d'une aide radio-électrique à l'atterrissage (ILS) qui présentent les aéronefs dans l'axe de piste, à 18 kilomètres en approche face au sud ouest et à 13 kilomètres face au nord-est.



Le plan d'exposition au bruit peut s'inscrire en première approche dans un carré de 15 km de côté. Par conséquent, seule l'amorce des trajectoires départs et les finales des trajectoires arrivées sont prises en compte par la modélisation.



Seule la répartition sur trajectoires des départs face au sud-ouest influe sur le plan d'exposition au bruit. La majorité des aéronefs virent initialement vers l'ouest pour des destinations vers l'ouest, vers le nord ou vers le sud. (de 80 à 90 % selon les catégories d'avions).
Cela se traduit dans le PEB par l'inflexion des courbes vers l'ouest. Entre 5 et 10 % du trafic vire vers l'est pour des destinations vers l'Europe Centrale.

Les trajectoires en règle de vol à vue

Le trafic à vue s'intègre dans un tour de piste au nord ou un tour de piste au sud selon les points d'entrée dans les zones de contrôle aérien de Strasbourg.



Annexe

Textes de référence :

- Code de l'Aviation Civile, L227-1 à 10, R227-1 à 6 et D2.211-1, D132-6
- Code de l'Environnement L571-11 à 16
- Code de l'Urbanisme L.147-1 à L.147-6 à 8, et R.147-1 à R.147-11

Loi n°85-696 du 11 Juillet 1985 relative à l'urbanisme au voisinage des aérodromes

- Loi n°83 630 du 12 Juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques
- Décret n°85 453 du 23 Avril 1985 en application de la Loi n°83 630 du 12 Juillet 1983
- Décret n°87-339 du 21 Mai 1987 définissant les modalités de l'enquête publique relative aux plans d'exposition au bruit des aérodromes
- Décret n°87-340 du 21 Mai 1987 fixant les conditions d'établissement des plans d'exposition au bruit des aérodromes
- Décret n°87-341 du 21 Mai 1987 relatif aux commissions consultatives de l'environnement des aérodromes
- Circulaire du 23 Juillet 1987 relative aux Commissions consultatives de l'environnement des aérodromes
- Décret 88-199 du 29 Février 1988
- Circulaire du 19 Janvier 1988 relative à l'urbanisme au voisinage des aérodromes
- Décret n°88-315 du 28 Mars 1988 pris pour l'application de la loi n°85-696 du 11 Juillet 1985 relative à l'urbanisme au voisinage des aérodromes et déterminant l'autorité administrative chargée d'établir la liste prévue à l'article L.147-2 du code de l'urbanisme
- Arrêté du 28 Mars 1988 fixant la liste des aérodromes non classés an catégories A, B ou C devant être dotés d'un plan d'exposition au bruit
- Arrêté du 17 Janvier 1994 complétant la liste des aérodromes non classés en catégorie A, B ou C devant être dotés d'un plan d'exposition au bruit
- Circulaire du 27 Décembre 1996 relative au dispositif de planification aéroportuaire actuellement en vigueur
- Décret n°97-607 du 31 Mai 1997 relatif aux règles de protection contre le bruit et à l'aide aux riverains des aérodromes
- Loi n°99-588 du 12 Juillet 1999 portant création de l'autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires
- Décret n°2000-127 du 16 Février 2000 modifiant le décret n°87-341 du 21 Mai 1987 relatif aux commissions consultatives de l'environnement des aérodromes
- Arrêté du 24 Août 2001 relatif au fonctionnement du Comité permanent de la Commission consultative de l'environnement
- Décret n°2002-626 du 26 Avril 2002 fixant les conditions d'établissement des plans d'exposition au bruit et des plans de gêne sonore des aérodromes et modifiant le code de l'urbanisme

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS, DU LOGEMENT
DU TOURISME ET DE LA MER

AERODROME DE STRASBOURG - ENTZHEIM

PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT

Nombre de mouvements annuels:

- à court terme : 54 150
- à moyen terme : 76 900
- à long terme : 90 000

N° Plan : PEB/STBA/EGA/LPST/2	Date : juillet 2004	Echelle : 1/25 000

s.t.b.a. Direction Générale de l'Aviation Civile

N
O
E
S

STRASBOURG

LEGENDE
Zone A : Lden 70
Zone B : Lden 62
Zone C : Lden 57
Zone D : Lden 55

LISTE DE CONTROLE		
SYSTEME GEODESIQUE DE REFERENCE		WGS 84
PROJECTION		LAMBERT II Carto Paris
CONFIGURATION DES PISTES		Court et moyen terme : 05-23 (2400m) Long terme : 05-23 (3000m)
HYPOTHESES	Origine	DAC - NE
	Nombre de mouvements	Court terme : 54 150 Moyen terme : 76 900 Long terme : 90 000
MODELISATION	Auteur	DAC - NE Département Programmes
	Logiciel	INM6.0c
	Vérification	STBA / EGA / BRUET
	Relief	IGN : BD ALTI (janvier 2003)
	Modélisations des trajectoires	Trajectoires nominales
	Date	Juillet 2003
REALISATION DU PLAN	Auteur	STBA/EGA/NE (juillet 2004)
	Logiciel SIG	Map info 6.5
	Fond de plan	SCAN 25 IGN
DIFFUSION DU PLAN	Service Destinataire	DAC - NE Département Programmes
	Date	Juillet 2004

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

PRÉFECTURE DE LA RÉGION ALSACE

Direction Régionale des Affaires Culturelles

ARRÊTÉ SGARE N° 2003/137 du 25 JUIN 2003

portant création de zone et de seuil de surface dans le cadre de l'archéologie préventive concernant OBERNAI (Bas-Rhin)

LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE, PRÉFET DU BAS-RHIN

VU le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets de région, à l'action des services et organismes publics de l'État dans la région et aux décisions de l'État en matière d'investissement public, notamment son article 16 ;

VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive ;

VU le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, notamment son article 1er ;

VU le décret du 25 juin 2002 nommant M. Michel THENAULT, Préfet de la région Alsace, Préfet du Bas-Rhin, à compter du 8 juillet 2002 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment son article R. 442-3-1 ;

VU la circulaire 2002/013 du 03 mai 2002 du Ministère de la Culture et de la Communication ;

Considérant que le centre ville est un site historique (zone 700), que des occupations protohistorique et gallo-romaine (zone 724), que des sites gallo-romains et médiévaux (zone 725) et un site néolithique (zone 856) ont été largement reconnus.

Considérant que le reste du ban communal peut receler des vestiges non décelés jusqu'à présent.

SUR PROPOSITION du Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes,

ARRÊTE

Article 1er :
Les parcelles comprises dans les périmètres délimités sur le plan annexé au présent arrêté constituent les zones géographiques (zones 700, 724, 725, 856 et ban communal) prévues au 1er alinéa de l'article 1er du décret n° 2002-89 susvisé.

Article 2 (zone de type A : sans seuils):
Tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers situés dans la zone 700 délimitée à l'article 1er devront être transmis au préfet de Région dans les conditions définies par le décret n° 2002-89 susvisé.

Article 2 (zone de type B : seuils de 300m2) :
Les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers d'une emprise au sol supérieure à 300 m², situés dans la zone 856 délimitée à l'article 1er, devront être transmis au Préfet de Région dans les conditions définies par le décret n° 2002-89 susvisé.

Article 2 (zone type C : seuils de 500m2) :
Les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers d'une emprise au sol supérieure à 500 m², situés dans les zones 724 et 725 délimitées à l'article 1er, devront être transmis au Préfet de Région dans les conditions définies par le décret n° 2002-89 susvisé.

Article 2 (seuils abaissés pour les travaux agricoles) :
Sont soumis à déclaration préalable auprès du Préfet de région dans les conditions définies par le décret n° 2002-89 susvisé les travaux visés à l'article R. 442-3-1 du code de l'urbanisme d'une superficie de 500 m² (zones 724, 725 et 856) et, pour les travaux mentionnés aux a), b) et d), affectant le sol sur une profondeur de plus de 0,50 m.

Article 2 (Limite communale) :
Les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers d'une emprise au sol supérieure à 2000 m², situés dans la zone délimitée par la limite communale à l'article 1er, devront être transmis au préfet de Région dans les conditions définies par le décret n° 2002-89 susvisé.

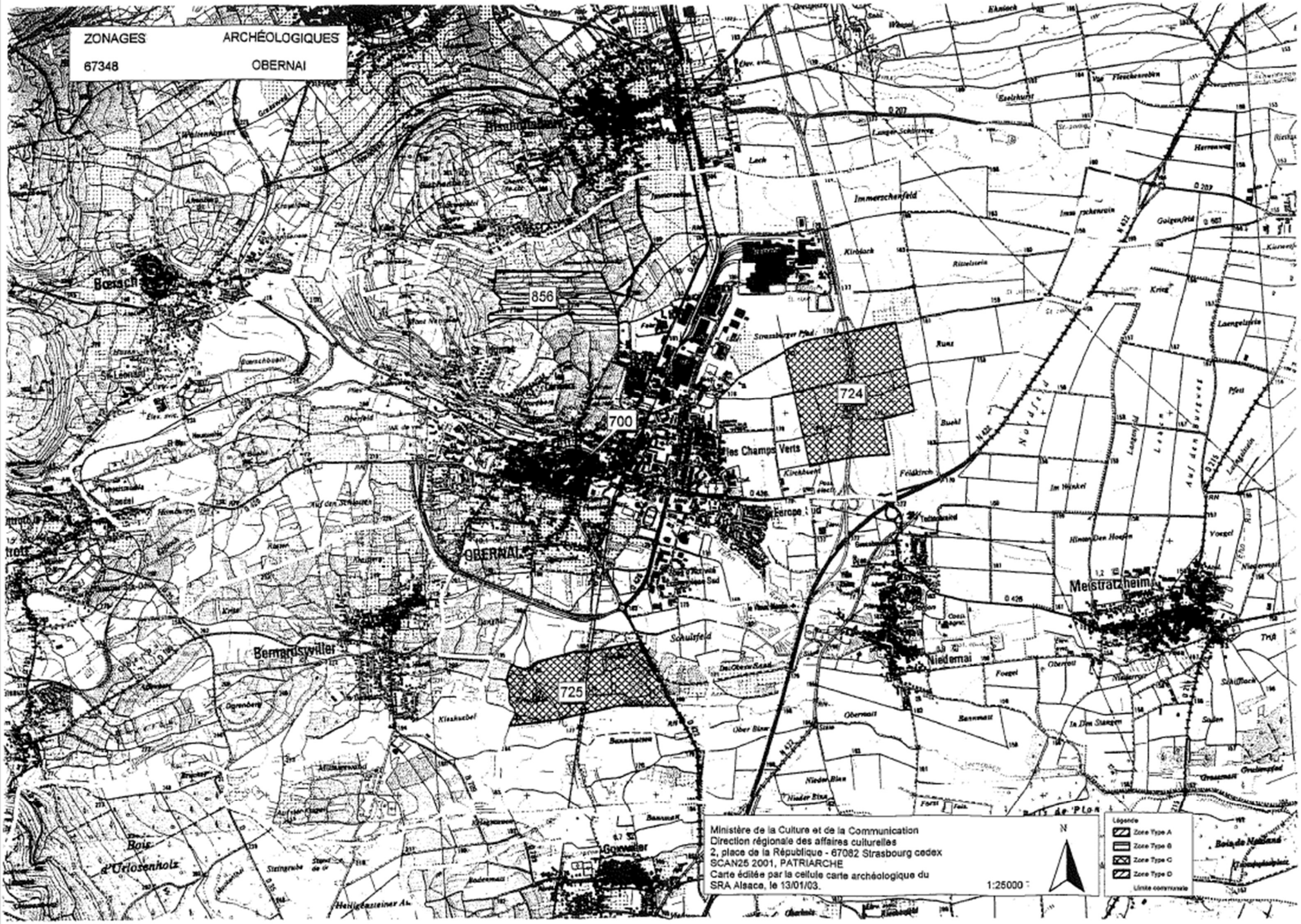
Article 3 :
Messieurs le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes, le Directeur Régional des Affaires Culturelles, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Alsace, et adressé par le préfet de département au maire concerné et affiché à la mairie pendant un mois à compter du jour où il y sera reçu.

Fait à Strasbourg, le 25 JUIN 2003

Le Préfet,

Michel THENAULT

Copies à :
- Préfecture du Bas-Rhin
- Direction départementale de l'Equipement du Bas-Rhin
- Autres services instructeurs (SDAU, CUS, Villes)
- Mairie
- Sous-Préfecture


ZONAGES ARCHÉOLOGIQUES
67348 OBERNAI
856
700
724
725
OBERNAI
Bernardswiller
Boœsch
Meistratzheim
Niedernai
Gottwiller
Ministère de la Culture et de la Communication
Direction régionale des affaires culturelles
2, place de la République - 67082 Strasbourg cedex
SCAN25 2001, PATRIARCHE
Carte éditée par la cellule carte archéologique du
SRA Alsace, le 13/01/03.
1:25000
N
Légende
Zone Type A
Zone Type B
Zone Type C
Zone Type D
Limite communale

PRÉFET
DU BAS-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

CC DU PAYS DE SAINTE-ODILE
Zonage d'archéologie préventive



Public

Réalisation : DDT / 08 sept. 2022
Sources : DRAC Grand Est

Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin
www.bas-rhin.gouv.fr

N

0 0,5 1 km